

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

**N°432**

**MARS 2021**

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions  
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)  
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais  
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN  
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.  
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)  
E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

- **TURQUIE: INTERDICTION ANNONCÉE DU PARTI «PRO-KURDE» HDP ; CONDAMNATION VERBALE DE L'EUROPE**
- **ROJAVA: LE CASSE-TÊTE DES PROCHES DE DJIHADISTES ÉTRANGERS INTERNÉS ; POURSUITE DU COMBAT ANTI-DAECH ET DU HARCÈLEMENT MILITAIRE TURC**
- **IRAK: LE BUDGET ENFIN ADOPTÉ ; REBOND DE L'ÉPIDÉMIE ET RÉSURGENCE DE DAECH ; TENSIONS PERSISTANTES AU SINDJAR**
- **IRAN: REBOND ÉPIDÉMIQUE AVEC LE VARIANT ANGLAIS ; RÉPRESSION DU NEWROUZ KURDE**

---

### **TURQUIE: INTERDICTION ANNONCÉE DU PARTI «PRO-KURDE» HDP ; CONDAMNATION VERBALE DE L'EUROPE**

**L**e 2 mars, le président Erdoğan, dont on ne compte plus les violations des droits de l'homme, a annoncé un «plan d'action» censé... améliorer la situation des droits de l'homme en Turquie. Qui croit-t-il convaincre? «Pendant plus d'une heure, écrit *Le Soir*, il a détaillé des dizaines de mesures parfois très vagues ou, au contraire, très techniques, sans rien annoncer de notable dans les domaines où il se savait attendu au tournant». À l'intérieur comme à l'étranger, les

défenseurs des droits de l'homme sont demeurés sceptiques. Le député CHP (opposition) Sezgin Tanrikulu a interpellé publiquement le président: «Vous dites avec ce document que les décisions de la Cour européenne des droits de l'homme [CEDH] sont contraignantes et que les décisions de la Cour constitutionnelle seront prises en compte par les juges. Alors Selahattin Demirtaş sera-t-il libéré demain? Allez-vous vous conformer aux décisions de la CEDH et Osman Kavala sera-t-il libéré demain?». L'association

turque des Droits de l'homme İHD a posé les mêmes questions. Un autre député CHP, Ünal Çeviköz, a ironisé: «Ce plan d'action pour les droits de l'homme est comme la redécouverte de la Constitution turque»... Pourquoi en effet ne pas commencer par respecter celle-ci?

M. Erdoğan a rapidement justifié les inquiétudes en montrant comment il entendait «améliorer la situation des droits de l'homme» dans le pays. Le 17, le Parlement contrôlé par l'AKP, le parti du

président, a expulsé d'une manière scandaleuse le député HDP (Parti démocratique des peuples, opposition) Ömer Faruk Gergerlioglu, condamné à deux ans et demi de prison pour un tweet: cent policiers ont pénétré dans l'enceinte du Parlement pour l'arrêter sans ménagements. Le même jour, le procureur général de la plus haute Cour d'appel de Turquie a annoncé le lancement d'une procédure d'interdiction du HDP. Puis le 19, M. Erdoğan a signé un décret ordonnant la sortie de la Turquie de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, dite «Convention d'Istanbul». Le responsable communication de la Présidence a justifié cette décision le 21 en déclarant que la Convention aurait été «détournée par un groupe de personnes tentant de normaliser l'homosexualité – incompatible avec les valeurs sociales et familiales de la Turquie». En chute dans les sondages (29% des intentions de vote mi-mars selon un sondage *Avrasya*), Erdoğan recherche manifestement les voix des courants les plus rétrogrades, qui jugeaient depuis sa signature en 2011 la Convention inacceptable. Le 24, *Human Rights Watch (HRW)*, a déclaré: «Le gouvernement du président Recep Tayyip Erdoğan démantèle les protections des droits humains et les normes démocratiques en Turquie à une échelle sans précédent depuis 18 ans qu'il est au pouvoir».

L'attaque présidentielle contre les droits des femmes est d'autant plus choquante qu'elle survient deux semaines après la Journée internationale du 8 mars. Dès le 1<sup>er</sup> mars, la police avait attaqué un rassemblement de femmes kurdes au parc Hazal de Diyarbakir, tentant de leur arracher leurs banderoles et empêchant de passer celles vêtues à la kurde. Par ailleurs, selon

l'organisation turque *Halte aux féminicides*, en 2020, trois-cents femmes ont été assassinées par des hommes de leur entourage et plus d'une centaine ont perdu la vie de manière suspecte. Pour 2021, on compte déjà 77 féminicides... Le 20, des milliers de femmes sont descendues dans la rue à Istanbul, Ankara ou Izmir pour protester contre la décision unilatérale du président turc, également condamnée à l'étranger: le président américain a déploré «un pas en arrière extrêmement décourageant», la secrétaire générale du Conseil de l'Europe, Marija Pejcinovic Buric, une décision «dévastatrice», et le ministre des affaires étrangères français, Jean-Yves Le Drian, «un recul des droits préoccupant».

Concernant la poursuite de l'emprisonnement abusif de Selahattin Demirtaş, les appels se sont multipliés ce mois-ci pour en obtenir la fin. En début de mois, *HRW* a appelé le Conseil de l'Europe à accroître sa pression sur la Turquie. Au parlement européen, 590 députés ont voté pour mettre la question de la libération de Demirtaş à l'ordre du jour. La semaine suivante, *Amnesty International* a lancé à son tour un nouvel appel pour sa libération (*WKI*).

Concernant l'interdiction du HDP, le Département d'État américain a indiqué le 18 «surveiller» la situation et parlé d'une décision qui «saperait encore davantage la démocratie en Turquie». L'Union européenne a le même jour condamné d'avance une interdiction, qui «violerait les droits de millions d'électeurs», tandis qu'à Berlin, le ministre des Affaires étrangères Heiko Maas dénonçait une «remise en cause de l'État de droit». La secrétaire générale du Conseil de l'Europe, Marija Pejcinovic Buric, a également mis en garde. Le jour même, le ministre turc des Affaires étrangères a rejeté ces critiques en appelant «ceux qui s'immiscent dans nos

affaires intérieures [...] à respecter le processus judiciaire» (*AFP*).

Mais les Européens n'ont guère été au-delà de condamnations verbales. Après un entretien par visioconférence le 19 entre Recep Tayyip Erdoğan, Charles Michel et Ursula von der Leyen, le communiqué européen a souligné la nécessité d'un «agenda Turquie-Union européenne plus positif» sans mentionner une seule fois les droits de l'homme... Où étaient passées les inquiétudes de la semaine précédente? C'est que d'une part, l'administration américaine a exhorté Bruxelles à éviter les sanctions (le secrétaire d'État américain, Antony Blinken a rappelé l'importance de l'allié turc), et d'autre part la Turquie a opportunément quelque peu assoupli ses positions sur ses activités en Méditerranée orientale. Par ailleurs, les États de l'UE sont divisés quant à l'attitude à adopter vis-à-vis de la Turquie, certains privilégiant la diplomatie alors que d'autres souhaiteraient des sanctions. Dernier point, la Turquie continue à jouer son rôle de gardien des frontières de l'Europe en retenant sur son territoire 3,6 millions de réfugiés syriens... (*Le Monde*)

Fort de cette inaction, le pouvoir turc a poursuivi sa répression implacable du HDP. Après le fiasco, le 12 février dernier, de sa tentative de libération par la force de 13 prisonniers turcs du PKK retenus dans une grotte du Kurdistan d'Irak, qui s'était soldée par la mort des prisonniers avec leurs gardiens, il avait joué l'hystérie antikurde, trouvant dans le HDP un bouc émissaire commode pour dissimuler ses responsabilités. Le parti «pro-kurde» était déjà accusé d'avoir provoqué en octobre 2014 les manifestations pour Kobané qui avaient fait une cinquantaine de morts dans tout le pays. Il s'est trouvé confronté à une nouvelle vague de répression, avec l'arres-



tation le 25 février de 718 de ses membres dans tout le pays. Cherchant à accréditer sa version d'une exécution par le PKK, le pouvoir a voulu réduire au silence un HDP qui diffusait une version contradictoire: la mort des prisonniers sous les bombes des 41 bombardiers déployés dans l'attaque de la grotte où ils étaient retenus...

À présent, le HDP fait face à une demande de levée d'immunité de 20 de ses députés. Jusqu'alors, le pouvoir semblait avoir choisi de conserver comme alibi démocratique au parlement un HDP très affaibli. Il semble maintenant s'orienter vers l'interdiction pure et simple – comme celles ayant frappé depuis trente ans tous les partis «pro-kurdes» antérieurs. Le 2 mars, le vice-président du groupe parlementaire AKP, Cahit Ozkan, faisant écho à une nouvelle demande de Devlet Bahçeli, leader du MHP (extrême-droite, allié d'Erdoğan), a déclaré: «83 millions [de Turcs] demandent la fermeture politique de ce parti» (*Reuters*). Le procureur a aussi demandé l'interdiction pour cinq ans d'exercer des fonctions politiques de plus de 600 membres du HDP, afin d'empêcher la formation d'un nouveau parti en cas d'interdiction. Il s'agit clairement de faciliter en 2023 la réélection de M. Erdoğan, en perte de vitesse dans les sondages. Le HDP analyse: «N'ayant pas réussi à l'emporter sur le HDP idéologiquement, politiquement ou dans les urnes, [le bloc AKP-MHP] vise à éliminer le HDP de la politique démocratique par le biais du système judiciaire. Leur agressivité prouve leur peur panique», avant de conclure: «Quoi qu'ils fassent, nous ne courberons jamais l'échine, nous ne nous rendrons pas» (*AFP*).

Un exemple montre à quel point la répression est devenue implacable: le 1<sup>er</sup> mars, le procureur

d'Ankara a demandé la levée de l'immunité du député HDP Garo Paylan pour «éloge du crime et de criminels» simplement parce qu'il avait adressé aux anciens co-présidents emprisonnés du HDP un message commençant par «Chers Selahattin Demirtaş et Figen Yüksekdağ!» (*Bianet*)

Arrestations, condamnations et inculpations se sont poursuivies. La Haute Cour pénale d'Antalya a condamné l'ancienne maire kurde du district de Kayapınar (Diyarbakir), Fatma Arşimed, à six ans et trois mois de prison pour «appartenance à une organisation illégale». La semaine du 9, cinq membres et un sympathisant du HDP ont été arrêtés à Urfa. Par ailleurs, le parquet d'Ankara a ouvert une enquête contre Berdan Öztürk, une membre du HDP qui avait exprimé son soutien à la carte du Kurdistan figurant sur le timbre-poste du Gouvernement Régional du Kurdistan d'Irak (GRK) commémorant la visite du pape François en Irak (*WKI, Al-Monitor*). Le 16, alors que se tenait une audience de son procès, Selahattin Demirtaş, maintenant détenu depuis plus de quatre ans, a accusé ses juges de s'être «rendus complices du gouvernement» pour instaurer un «régime de l'homme unique et de la dictature», avant de les appeler à démissionner pour cause de partialité. Il leur a notamment reproché leur refus de se conformer à la décision de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) qui avait ordonné sa libération. À l'issue de l'audience, le tribunal a décidé d'ajourner le procès, fixant la prochaine date au 14 avril. Le 17, le député HDP Gergerlioğlu a été déchu de son mandat après la lecture officielle dans l'hémicycle d'une condamnation en justice. Il est le 14<sup>e</sup> député du HDP à subir ce sort depuis 2016 (*AFP*). Quelques heures plus tard, un procureur a saisi la Cour consti-

tutionnelle pour demander l'ouverture d'un procès en interdiction du HDP. Selon l'acte d'accusation envoyé à la plus haute cour du pays, «les membres du HDP s'efforcent, par leurs déclarations et leurs actes, de détruire l'union indivisible entre l'État et la Nation». Dénonçant un «putsch politique», le HDP a accusé le président Erdoğan de chercher à le réduire au silence avant les prochaines élections. Dans un communiqué, les co-présidents du HDP, Pervin Buldan et Mithat Sancar, ont appelé «toutes les forces démocratiques, toutes les forces d'opposition sociales et politiques et notre peuple à lutter ensemble contre ce putsch politique».

Le 19, les médias ont annoncé de nouvelles arrestations de cadres du HDP: 10 à Ankara, dont Zeyno Bayramoğlu, porte-parole du Conseil des femmes, 10 autres à Istanbul, 15 à Adana, 11 à Kocaeli et Eskişehir, dont Şükriye Ercan, la coprésidente provinciale. Le parti a confirmé 36 arrestations dans l'immédiat. Par ailleurs, l'Association des droits Humains (İHD) a annoncé le placement en garde à vue à Ankara de son co-président, Öztürk Turkdogan, lors d'une perquisition à son domicile. «Son arrestation est une violation flagrante des droits humains. Il doit être relâché immédiatement», a tweeté l'İHD. Après la mort des 13 prisonniers turcs du PKK en Irak, l'İHD avait en conférence de presse critiqué l'attaque aérienne ayant conduit à leur mort et exigé la création d'une commission d'enquête sur l'affaire; le lendemain le ministre de l'Intérieur avait menacé l'organisation devant l'assemblée nationale (*AFP*). *HRW* a dénoncé le «scandale» d'une «attaque contre le plus ancien groupe de défense des droits de l'homme en Turquie» (*VOA*).

Le matin de la fête kurde de Newrouz, le député HDP Faruk

Gergerlioğlu a été emmené de force du parlement par près de cent policiers, qui l'ont brutalisé à la sortie des toilettes du parlement où il venait de faire ses ablutions pour prier. Pour protester contre sa destitution, il refusait depuis cinq jours de quitter le Parlement, dormant et mangeant dans une salle du bâtiment officiel (AFP). Arrêté, puis relâché dans l'après-midi, Gergerlioğlu risque cependant toujours la prison. Après avoir reçu le 22 une assignation pour se rendre aux autorités sous dizaine, il a saisi le 23 la Cour constitutionnelle pour faire appel de sa destitution (AFP). En fin de mois, après sa condamnation à deux ans et six mois de prison pour avoir prôné la paix entre le gouvernement turc et le PKK, il a déclaré qu'il continuerait à «défendre les droits du peuple», tandis que le HDP déposait un recours auprès de la Cour de cassation concernant son cas (WKI).

Pour le Newroz, malgré une énorme pression policière, des centaines de milliers de participants se sont rassemblés à Diyarbakir avec des drapeaux du HDP, dans une courageuse démonstration de résistance au pouvoir AKP-MHP (<https://www.youtube.com/watch?v=PSwSmy3VFM>). Des rassemblements ont aussi eu lieu à Izmir, à Mersin, et à Ankara, où la fête s'est tenue au parc Anit. À Istanbul, dans le quartier Yenikapı, la police à incarcéré 14 participants, 10 pour «propagande terroriste» et 4 pour résistance à la police. À Konya, au moins 11 adolescents ont été arrêtés pour avoir allumé le feu du Newroz et «violé les lois relatives aux réunions et aux manifestations»; quatre personnes ont été arrêtées à Hakkari et dix à Adana. Dans son message aux participants, Selahattin Demirtaş a depuis sa cellule «salué la résistance de chacun d'entre vous» (Ahval). La coprésidente du parti, Pervin Buldan, a déclaré à Istanbul: «Ces efforts visant à fermer [le HDP]

sont la preuve que le gouvernement est fini, sur le point de s'effondrer».

À Muş, le maire destitué du district de Bulanık, Adnan Topçu, a été condamné à huit ans et six semaines de prison pour «appartenance à une organisation terroriste». À Ankara, un tribunal a condamné Selahattin Demirtaş à trois ans et six mois de prison pour «insulte au président», en relation à un discours prononcé en décembre 2015. Selon son avocat, celui-ci a réagi en déclarant au tribunal: «Mon seul regret concernant ce discours est d'en avoir dit trop peu» (WKI). Le 25, s'est ouvert le procès des «Mères du samedi». Il s'agit de ces femmes qui depuis 1995, organisent des rassemblement hebdomadaires place Galatasaray à Istanbul pour demander justice pour leurs proches disparus dans les années 80 et 90 après leur enlèvement par des individus présumés être des agents de l'État. Le nombre de ces disparus se monte à plusieurs centaines. Parmi les 46 personnes jugées, on compte des femmes du groupe ainsi que des militants des droits de l'homme, des journalistes et d'autres manifestants, hommes et femmes. Jugés pour avoir refusé de se disperser lors de leur 700<sup>e</sup> rassemblement en 2018, qui avait été interdit, les prévenus risquent jusqu'à trois ans d'emprisonnement. «Ce n'est pas nous qui devrions être jugés, mais ceux qui ont fait disparaître nos enfants, nos frères et nos sœurs », a déclaré aux journalistes avant l'audience l'une des accusées, Jiyan Tosun (Reuters). Le 27, un tribunal d'Elaziğ a condamné dans l'audience finale de l'affaire «KCK Silopi» 12 personnes à des peines allant de 7 ans et 3 mois à 8 ans d'emprisonnement, pour un total de 99 ans. Parmi elles, la co-maire destituée du district de Cizre (Şırnak), Berivan Kutlu, a reçu 7 ans et 3 mois (Kurdistan au Féminin). À Urfa, 19 personnes, en majorité des Kurdes, ont été

condamnées à cinq mois de prison pour avoir organisé un rassemblement à la mémoire des victimes de l'attentat à la bombe du 10 octobre 2015 à Ankara contre des organisations pro-kurdes, perpétré par Daech (WKI).

À signaler également la persistance de la situation scandaleuse des prisonniers politiques dans le pays. Le 4, on a appris le décès dans sa cellule d'Afyonkarahisar du prisonnier politique kurde Hayrettin Yılmaz. Âgé de 65 ans, souffrant d'un cancer du poumon et d'une tuberculose contractée en prison, alors que son traitement avait été interrompu en raison de la pandémie de coronavirus, il s'était vu refuser la libération pour raison médicale. Il lui restait moins d'un an à purger (*Kurdistan au Féminin*). En milieu de mois, des messages anonymes postés sur les réseaux sociaux ont rapporté que le leader kurde emprisonné Abdullah Öcalan était décédé début mars, suscitant l'inquiétude de ses avocats et de plusieurs organisations politiques et culturelles kurdes. Mais en fin de mois, les autorités pénitentiaires ont autorisé au prisonnier un court échange téléphonique avec son frère. Les avocats d'Öcalan se sont vus récemment refuser à plusieurs reprises le droit de rencontrer leur client, maintenu depuis des années dans un isolement contredisant les «Règles Mandela» de l'ONU (WKI).

Enfin, le pouvoir turc persiste dans son déni irrationnel de l'existence d'une population kurde sur son territoire: le manuel scolaire préparé par le ministère de l'Éducation pour les enfants de l'école primaire, censé leur faire «découvrir les capacités de leurs régions en termes de production, de culture, d'art et de géographie» caractérise la langue parlée à Diyarbakir comme «similaire au turc de Bakou» en Azerbaïdjan. Le livre de 204 pages ne comporte aucune mention des «Kurdes» ou de

la «langue kurde». Quant au Newrouz, écrit «Nevruz», ce serait une «ancienne tradition d'Asie Centrale». Enfin, la ville de

Diyarbakir est décrite comme dangereuse: «Catastrophes naturelles, violence, toxicomanie, accidents de la route et abus sexuels sont

quelques-uns des risques que l'on peut rencontrer [dans la ville]». Il faudrait ajouter à cette liste le racisme antikurde des rédacteurs...

---

## ROJAVA: LE CASSE-TÊTE DES PROCHES DE DJIHADISTES ÉTRANGERS INTERNÉS; POURSUITE DU COMBAT ANTI-DAECH ET DU HARCÈLEMENT MILITAIRE TURC

**L**a question du sort des membres de familles de djihadistes étrangers détenus par l'Administration autonome du Nord-Est Syrien (AANES), c'est-à-dire l'administration du Rojava, devient de plus en plus pressante. L'AANES réclame depuis des mois le rapatriement des ressortissants étrangers de ses camps d'internement, mais la plupart des gouvernements européens font la sourde oreille en raison d'une opinion publique très hostile. Par ailleurs, la proposition de l'AANES de créer un tribunal spécial sous l'égide de l'ONU pour permettre un jugement sur place conforme aux normes internationales n'a rencontré aucun écho. Ni rapatriement, ni jugement local: les pays d'origine semblent se laver les mains du sort de leurs ressortissants, y compris des enfants, dont l'Unicef estimait au 28 février le nombre dans les camps du Rojava à «plus de 22.000 de 60 nationalités».

Les autorités kurdes se retrouvent de fait abandonnées alors qu'elles peinent de plus en plus à contrôler les camps, où la situation se dégrade de manière inquiétante. En termes de sécurité d'abord: depuis janvier, Al-Hol, qui abrite près de 65.000 personnes dont 10.000 étrangers de 53 nationalités, a connu selon ses responsables kurdes 31 meurtres, dont 25 par arme à feu. C'est plus que probablement l'œuvre de membres actifs de cellules de Daech. La majorité des victimes sont irakiennes ou syriennes. Début mars, encore deux jeunes Irakiens et une

Syrienne ont été assassinés au pistolet à silencieux à Al-Hol. Au 9 mars, le nombre de meurtres était passé à 37 (WKI). Il y a aussi de plus en plus d'accidents: le 27 février, l'incendie d'un poêle a fait six morts, dont cinq enfants. Les conditions sanitaires se dégradent également, Al-Hol étant le camp le plus insalubre. Même les soins médicaux de base n'y étant plus assurés, une dizaine de Françaises sont entrées en grève de la faim fin février pour demander leur rapatriement avec leurs enfants. Elles avaient été précédées dès le 1<sup>er</sup> février par une mère de 55 ans, Pascale Descamps, dont la fille souffre d'une tumeur au côlon. Par ailleurs, les invasions turques ont provoqué une réduction du nombre de gardes. Selon une source sécuritaire, l'AANES «ne pourrait pas faire face à un soulèvement généralisé dans les camps» alors que Daech reconstitue ses cellules dans l'Est syrien, où la sécurité se dégrade régulièrement.

Dans un rapport au Conseil de sécurité publié fin janvier ([https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BF9B-6D27-4E9C-8C3-CF6E4FF96FF9%7D/s\\_2021\\_98.pdf](https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BF9B-6D27-4E9C-8C3-CF6E4FF96FF9%7D/s_2021_98.pdf)), les experts de l'ONU s'inquiètent de la radicalisation en cours dans ces camps, où des «mineurs seraient endoctrinés et préparés pour devenir de futurs combattants». Le journal *Le Monde* écrivait le 1<sup>er</sup> mars: «Tous les experts en terrorisme militent pour un rapatriement et des procès en France, afin d'éviter des re-

tours clandestins qui pourraient déboucher un jour sur des attentats». En effet, les djihadistes détenus relèvent la tête, organisent jugements, condamnations et évasions en attendant le retour du «califat». Le 3, l'ONG *Médecins sans Frontières* a annoncé la suspension «temporaire» de ses activités à Al-Hol après la mort d'un de ses employés qui vivait dans le camp avec sa famille. Aussi pour des raisons sécuritaires, la majorité des détenues étrangères d'Al-Hol ont été transférées vers une extension du camp de Roj (2.000 résidents), considéré comme mieux sécurisé. Quant aux plus radicales, elles se cachent ou se sont déjà évadées, comme Hayat Boumedienne, qui serait maintenant à Idlib. Ces évasions, de plus en plus nombreuses, aggravent aussi la situation sécuritaire du Rojava. D'anciens détenus d'Al-Hol, évadés ou même libérés, auraient selon les autorités syriennes rejoint les cellules djihadistes du désert central de la *Badia al-Sham* plutôt que de retourner dans leurs villages (RFI).

Le 27 février, pour la première fois, une délégation de parlementaires français est arrivée à Erbil pour tenter de visiter les camps d'Al-Hol et de Roj où, après le rapatriement de 150 mineurs, sont toujours détenus plus de 120 femmes et 300 enfants français (*Le Figaro*). Mais malgré deux jours passés au poste-frontière, les autorités kurdes syriennes ont argué de problèmes de sécurité pour leur refuser le passage, alors que

depuis début janvier, des délégations belge, autrichienne et catalane avaient pu visiter les camps. Les quatre parlementaires ont incriminé des pressions de la France (*Ouest France*).

Une brèche s'est pourtant peut-être ouverte le 4 mars, quand le Premier ministre belge Alexander De Croo a déclaré au parlement que la Belgique devait «tout faire» pour rapatrier les quelques 30 enfants belges de jihadistes: «*Les laisser [dans ces camps], c'est faire en sorte qu'ils deviennent les terroristes de demain*», a-t-il déclaré. Le cas des 13 femmes adultes pourrait être aussi examiné. Avec la France, la Belgique est le pays européen comptant le plus de ressortissants partis rejoindre les organisations jihadistes en Syrie: plus de 400 (*AFP*). Dans la foulée de la décision belge, la délégation française a écrit au président de la République pour lui demander un entretien sur la situation des enfants. Par ailleurs, lors du débat sur la Syrie au Parlement européen à l'occasion du dixième anniversaire du soulèvement, le groupe écologiste a réussi à faire adopter un amendement demandant aux Etats membres de l'UE «*de rapatrier tous les enfants européens* » en prenant en compte «*l'intérêt supérieur de l'enfant*» (*Le Monde*).

Le 28 à l'aube, les Forces démocratiques syriennes (FDS), dans un effort pour réduire l'influence de Daech à Al-Hol, ont lancé dans le camp une vaste opération sécuritaire impliquant quelque 5.000 agents de sécurité avec les Unités de protection du peuple (YPG) et la police. L'opération, qui devrait durer 10 jours, est soutenue par la coalition internationale. Selon l'Observatoire syrien des Droits de l'homme (OSDH), «une trentaine de femmes et d'hommes soupçonnés de soutenir Daech ont été interpellés»; les FDS ont annoncé 9 arrestations, dont celle

d'un commandant (*AFP*). Le 30, après trois jours d'opération, les forces de sécurité intérieure ont annoncé l'arrestation de 53 djihadistes, dont cinq commandants, précisant que l'opération visait à «assurer la sécurité et la stabilité de tous les résidents du camp, en particulier les enfants, et [à] les sauver du danger des idées terroristes» (*ANF*). La veille, le 29, le Commandant en chef des FDS, Mazloum Abdi, avait réitéré son appel aux pays étrangers à rapatrier leurs ressortissants et à «apporter davantage de soutien humanitaire à al-Hol afin d'améliorer les conditions et la stabilité dans le camp».

La lutte contre Daech s'est aussi poursuivie à l'extérieur des camps, et en particulier dans la province de Deir Ezzor, proche de la frontière irakienne, et où les attentats ne cessent de s'accroître. Soi-disant «vaincu», Daech compte toujours selon l'ONU quelque 10.000 combattants en Irak et en Syrie, sans compter ses 11.000 membres détenus ou leurs femmes et enfants retenus dans des camps (*AFP*).

En début de mois, un homme de 80 ans dans la ville d'al-Sabha et deux autres personnes à Chhîl et Chaafah ont été assassinés. Les FDS ont lancé plusieurs raids dans cette région et arrêté sept djihadistes, puis ont annoncé la capture de deux des auteurs de l'assassinat par décapitation en janvier dernier de deux femmes responsables politiques locales dans la province de Hassaké. Mais une autre responsable locale a été enlevée et décapitée à Chhîl début mars. Selon des statistiques publiées par les *Asayish* (Sécurité kurde), les FDS ont mené en février 14 raids soutenus par la coalition, tandis que dans la même période, 24 attentats causaient la mort de 12 civils. Les opérations conjointes entre FDS et coalition se sont poursuivies à Deir Ezzor

la seconde semaine de mars, menant à l'arrestation de neuf djihadistes dont un officier. Un jeune homme du village de Sabi a été enlevé et assassiné. Les FDS ont pu la semaine suivante capturer dix djihadistes (*WKI*). Plus au sud dans la *Badia*, les djihadistes ont également lancé des attaques contre les forces du régime, au cours desquelles on a compté une douzaine de victimes dans chaque camp, et qui ont suscité une forte riposte aérienne russe la semaine suivante (*WKI*).

Le 23, les FDS ont affirmé être désormais «au stade le plus difficile de [leur] lutte contre le terrorisme».

Cette situation déjà délicate a encore été aggravée par les attaques continues de l'armée turque et de ses mercenaires syriens sur les zones contrôlées par l'AANES, en particulier près des villes de Manbij et d'Aïn-Issa. La deuxième semaine de mars, un enfant a été tué à Manbij, et un autre est mort après une attaque en marchant sur une munition non explosée. Des combats ont opposé FDS et djihadistes le 15 près de l'autoroute M4, dont les Turcs semblent de plus en plus acharnés à prendre le contrôle afin de couper le Rojava en deux. Ils ont récemment installé à cet effet de nouveaux avant-postes au nord de l'autoroute (*WKI*), dont notamment près de Raqqa une base équipée d'un système de défense antiaérienne, la quatrième établie en Syrie (*Ahwal*).

Les 16 et 17, les affrontements ont connu une escalade comme les rebelles syriens soutenus par la Turquie lançaient plusieurs nouvelles attaques près d'Aïn Issa, notamment sur les villages de Saida et de Mi'alagh. Les FDS ont annoncé qu'au moins trois rebelles avaient été tués et un de leurs véhicules militaires détruit lors d'une tentative d'infiltration.

Repoussés par deux fois, les rebelles ont poursuivi leurs bombardements des villages proches. Ces attaques turco-rebelles se poursuivent malgré l'accord passé début décembre entre FDS, Russes et régime de Damas pour la création de plusieurs points d'observation censés y mettre fin. Selon l'agence de presse locale *Hawar* (ANHA), elles ont fait au moins neuf morts et 16 blessés civils (*Kurdistan-24*). En riposte, les FDS ont à leur tour attaqué la base turque installée près d'Aïn Issa (*Ahval*). Le 19, selon les FDS, un enfant a été tué et cinq civils blessés par les bombardements turcs, qui ont également visé des positions de l'armée syrienne dans cette même zone (*Kurdistan-24*).

À partir du 20, les combats ont connu une nouvelle escalade: pour la première fois depuis l'opération «Source de la paix» (octobre 2019), «un avion de combat turc a pris pour cible des positions militaires des FDS dans le village de Saida, près d'Aïn Issa» (OSDH). «Les affrontements se poursuivent entre les deux camps depuis 24 heures [...]; les forces turques ont du mal à avancer tandis que les FDS ont réussi à détruire un char turc», a indiqué à l'AFP le directeur de l'OSDH. De violents affrontements se sont poursuivis le 21, les FDS se refusant à céder aux Turcs et à leurs mercenaires les villages qu'ils venaient de déminer pour y permettre la réinstallation des civils (AFP). Parallèlement, la Turquie a continué à lancer des attaques indirectes sur la région de Chahba (Alep) et plusieurs zones proches de la ville chrétienne de Tal Tamer (WKI). Le 27, avec la médiation russe, un échange de corps a pris place entre les deux camps; les combattants pro-turcs ont restitué aux FDS sept corps (*Kurdistan-24*). Le 30, le *Washington Kurdish Institute* (WKI) indiquait un bilan de 37 combattants pro-turcs et au moins 12 membres des FDS tués,

ainsi qu'un assaut terrestre des pro-turcs sur la ville chrétienne de Tal Tamer repoussé.

Par ailleurs, dans un contexte plus général de sécheresse dans toute la région, la Turquie et ses supplétifs continuent à utiliser l'eau comme arme contre le Rojava. Selon l'ingénieur Ahmed Asso, travaillant à la centrale hydroélectrique de Tishrin, sur l'Euphrate, le débit en provenance de Turquie, normalement de 500 mètres cubes par seconde, est tombé à 200. La production d'électricité est réduite à 10% des besoins du Nord syrien, d'où de nombreuses coupures (VOA).

Tout en harcelant le Rojava, la Turquie poursuit sa sinistre politique d'exactions, de nettoyage ethnique et d'annexion rampante dans les zones qu'elle contrôle. Selon l'agence de presse *Hawar* (ANHA), un homme de 67 ans (73 ans selon l'OSDH) enlevé le 21 février dans la région de Rajo (Afrin) par la faction djihadiste «Légion de Sham» a été torturé à mort dans un centre de détention. Selon le journal *Al-Monitor*, il a été enterré sans la présence de sa famille (selon l'OSDH, cependant, son corps a été restitué à celle-ci). Le fils de la victime, réinstallé à Alep après l'invasion turque d'Afrin, a déclaré que le motif du meurtre était le vol de son oliveiraie. Toujours selon *Al-Monitor*, deux autres personnes âgées ont aussi été enlevées par le groupe, déjà connu pour ses nombreux crimes et ses pillages à l'encontre de la population locale, et leur sort demeure inconnu. D'autres enlèvements contre rançon ont eu lieu récemment, comme le 9, celui de plusieurs civils du village de Kamruk. Ibrahim Sheikho, le porte-parole de l'Organisation des droits de l'homme d'Afrin, fait un terrible bilan de l'occupation turque: «Plus de 7.400 hommes, femmes et enfants civils sont détenus dans les prisons des milices

depuis l'occupation d'Afrin [en 2018], dont 3.500 dont on ignore le sort» (*Al-Monitor*).

Par ailleurs, en violation du droit international, la Turquie continue à arrêter des personnes sur le territoire syrien et à les transférer sur son propre sol, voire à les y juger. L'AFP a rapporté le 15 que des agents turcs du MIT (service de renseignement) avaient capturé sur le territoire syrien un chef de brigade des YPG, Ibrahim Babat, pour le ramener en Turquie et l'y interroger (*Anatolie*). Par ailleurs, une membre des YPJ, Çiçek Kobane, capturée en 2019 lors d'une opération turque en Syrie, a été condamnée le 23 à la prison à perpétuité pour «complot contre l'unité et l'intégrité de l'État» et dix années supplémentaires pour meurtre (*Ahval*).

Au-delà des exactions et pillages quotidiens, la Turquie poursuit à long terme la transformation de ses zones d'occupation syriennes en véritables protectorats prêts pour l'annexion: nettoyage ethnique à l'encontre des Kurdes, chassés et remplacés par les familles des mercenaires d'Ankara, des arabes mais aussi de nombreux turkmènes, interdiction du kurde et imposition du turc comme langue de l'éducation. Mais Ankara met aussi en place une administration locale intégrée à celle des provinces turques adjacentes: le nord d'Alep dépend du gouverneur de Gaziantep, Afrin de celui du Hatay, et Tall Abyad et Ras Al-Aïn de Sanliurfa... La livre turque est devenue la monnaie principale, aux dépens de la monnaie syrienne; chambres de commerce orientées vers la Turquie et même bureaux de la poste turque ont ouvert. Mais comme le note le rapport du chercheur syrien Khayrallah Al-Hilu, *The Turkish Intervention in Northern Syria: One Strategy, Discrepant Policies*, «L'intervention turque dans le Nord syrien: une stratégie, des politiques contradictoires»



([https://cadmus.eui.eu/bitstream/handle/1814/69657/Khayra I l a h % 2 0 a l - H i l u % 2 0 - % 2 0 T h e % 2 0 T u r k i s h % 2 0 I n t e r v e n t i o n % 2 0 i n % 2 0 N o r t h e r n % 2 0 S y r i a % 2 0 O n e % 2 0 S t r a t e g y % 2 0 D i s c r e p a n t % 2 0 P o l i c i e s . p d f ? s e q u e n c e = 1 & i s A l l o w e d = y](https://cadmus.eui.eu/bitstream/handle/1814/69657/Khayra%20I%20al-Hilu%20-%20The%20Turkish%20Intervention%20in%20Northern%20Syria%20One%20Strategy%20Discrepant%20Policies.pdf?sequence=1&isAllowed=y)), publié en janvier par l'Institut universitaire européen de Florence, l'insécurité et la terreur entretenues par les supplétifs d'Ankara et le faible effort d'investissement turc dans la réhabilitation des infrastructures locales ne laissent guère prévoir une relance de l'économie de ces zones. Peut-être d'ailleurs l'occupant préfère-t-il les maintenir dans la dépendance? Quoi qu'il en soit, l'alibi invoqué par Ankara au début de ses invasions, créer des «zones de sécurité» où pourraient revenir les Syriens exilés, ne tient plus guère: ces territoires sont largement devenus des «zones d'insécurité» où aucun exilé syrien n'est revenu (*Le Monde*).

Les dénonciations s'accumulent toujours davantage contre les exactions turques au Rojava, mais malheureusement elles n'ont aucun effet concret. Le 1<sup>er</sup> mars, la «Commission d'enquête indépendante des Nations Unies sur la République arabe syrienne» a publié un rapport intitulé *Une décennie de détention et d'emprisonnement arbitraires* qui appelle à la fin de ces pratiques. Les auteurs y écrivent: «En Syrie, des dizaines de milliers de personnes sont à tout moment illégale-

ment privées de leur liberté. La détention et l'emprisonnement arbitraires ont été délibérément instrumentalisés pour instiller la peur et supprimer la dissidence au sein de la population civile ou, moins fréquemment, pour des raisons financières. Les groupes armés ont également pris pour cible les minorités religieuses et ethniques». Mais l'ONU a été critiquée par les associations locales de défense des droits de l'homme pour son inaction. De son côté, la fondation égyptienne *Maat* pour la Paix, le Développement et les Droits Humains

(<https://www.maatpeace.org/>), a publié un rapport (en arabe) intitulé *Les crimes des factions pro-turques dans le Nord-Est de la Syrie*. Sur la base de celui-ci, elle a soumis à la 46<sup>e</sup> session du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU une déclaration écrite concernant Afrin et Shengal (*RojInfo*) où, après avoir décrit les violations, elle pointe la responsabilité de la Turquie, puissance occupante: «Les factions de l'armée nationale ou de la police militaire ou civile ne pourraient pas commettre de telles violations si la Turquie ne les tolérerait pas». *Maat* appelle ensuite tous les acteurs impliqués en Syrie et les ONG à faire pression sur le gouvernement turc «pour que cessent les violations des droits humains et les arrestations arbitraires dans les zones sous le contrôle de ces forces» dans le Nord syrien. Concernant le Sindjar, *Maat* appelle entre autres à l'établissement d'une zone d'exclu-

sion aérienne. Enfin, le 11, le parlement européen a adopté une résolution qui notamment (point 7), «demande à la Turquie de retirer ses troupes du nord de la Syrie qu'elle occupe illégalement en dehors de tout mandat des Nations Unies; condamne les transferts illégaux de Syriens kurdes organisés par la Turquie depuis le nord de la Syrie occupée vers la Turquie afin qu'ils y soient détenus et poursuivis, en violation des obligations internationales de la Turquie au titre des conventions de Genève», et demande le rapatriement immédiat des Syriens déjà transférés.

Comme le fait remarquer le texte de la pétition adressée au président français le 25, «Empêchez le nettoyage ethnique à Afrin» ([https://www.change.org/p/emmanuel-macron-monsieur-le-pr % C 3 % A 9 s i d e n t - e m p % C 3 % A A c h e z - l e - n e t t o y a g e - e t h n i q u e - % C 3 % A 0 - a f r i n](https://www.change.org/p/emmanuel-macron-monsieur-le-pr%C3%A9sident-emp%C3%A0chez-le-nettoyage-ethnique-%C3%A0-afrin)): «Ces crimes de guerre [turcs] sont connus, largement documentés et dénoncés par des ONGs kurdes et internationales, mais ils restent impunis car la Turquie est un allié de l'OTAN». Pas plus que les ONG ou les agences onusiennes, le Parlement européen ne peut appuyer ses résolutions par des actions concrètes. Mais un État comme la France peut demander l'envoi sur place d'une commission d'enquête internationale qui pourrait contraindre les troupes turques et les mercenaires à leur solde au retrait.

## IRAK:

### LE BUDGET ENFIN ADOPTÉ ; REBOND DE L'ÉPIDÉMIE ET RÉSURGENCE DE DAECH ; TENSIONS PERSISTANTES AU SINDJAR

**L**es négociations entre Bagdad et Erbil se sont encore poursuivies tout le mois à propos du budget 2021. Plusieurs différends en suspens retardent depuis des mois l'adoption du projet de loi, en particulier concernant la part du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK). Face au mécon-

tentement public causé par ce retard, le parlement fédéral voulait voter le texte la première semaine de mars, mais n'y est pas parvenu, et a retardé le débat au 15.

Finalement, le vote du texte n'a pu se tenir le 15 en raison de violents désaccords sur un autre projet de loi: les blocs religieux chiites ont

proposé l'adjonction aux neuf juges de la Cour fédérale irakienne de quatre juristes islamiques (*faqih*), qui auraient eu comme leurs collègues droit de veto sur les nouvelles lois. Les députés laïques, notamment kurdes, craignant que cette disposition n'entraîne le pays vers l'islamisation de l'État, se sont violemment opposés au texte. Par

ailleurs, des désaccords subsistaient toujours entre Erbil et Bagdad sur le budget du Kurdistan, alors qu'une délégation du GRK venait de reporter sa visite à Bagdad... Finalement, revenue à Bagdad le 19, elle a obtenu en soirée un accord ensuite validé par la Commission des finances, mais le vote du budget a encore été retardé par des demandes de députés voulant modifier certains budgets provinciaux (WKI). La date de discussion du budget a été de nouveau plusieurs fois retardée. Le 29, prévue d'abord à midi, puis en soirée, la session a été annulée suite à de nouveaux désaccords sur la part du Kurdistan et à l'opposition de certains blocs au taux de change dinar-dollar utilisé dans les calculs! (*Kurdistan-24*) Finalement, ce n'est que le 31, tard en soirée, que le parlement a réussi à voter la loi budgétaire. Les députés ont d'abord adopté dans une version modifiée l'article 11 sur la part allouée au Kurdistan, puis les autres articles ont été votés par une majorité de législateurs arabes et kurdes (*Rûdaw*).

Se montant à 164,4 trillions de dinars (environ 112 milliards de dollars) avec un déficit d'environ 43 milliards de dollars, le budget tire 97% de ses recettes de la vente de 3,25 millions de barils quotidiens (incluant 250.000 provenant du Kurdistan), estimées sur la base d'un baril de brut à 45 dollars. Le texte prévoit que le Kurdistan recevra 12,67% du budget total du pays. En échange, le GRK s'engage à produire quotidiennement 460.000 barils au minimum, puis, après réduction de ses dépenses de production et de transport, et de sa propre consommation, il devra remettre à Bagdad les revenus de l'exportation de 250.000 barils, calculés au prix standard de la Société pétrolière d'État SOMO. Selon le vice-président du Parlement, Bashir Haddad, les articles 10 et 11, qui concernent la Région du Kurdistan ont été votés en présence de 215 députés sur un total de 329 (*Kurdistan-24*).

Le Premier ministre du GRK, Masrour Barzani, a salué ce vote et déclaré qu'il contribuait à restaurer «une lueur d'espoir» pour de meilleures relations entre GRK et gouvernement fédéral (*Reuters*).

Ce mois de mars a également été marqué par la visite inédite du Pape François, qui est demeuré dans le pays du 5 au 7. Le 6, il a rencontré à Najaf durant 45 mn le grand ayatollah Ali Sistani, chef spirituel des chiites irakiens, qui lui a déclaré que les chrétiens d'Irak devaient «vivre en paix et en sécurité». Puis il a gagné en avion le nord du pays, arrivant d'abord à Erbil, capitale de la Région du Kurdistan, où il a été accueilli par les responsables politiques et le clergé local, avant de se rendre à Mossoul, puis dans la localité chrétienne de Karakosh, plus à l'est. Ensuite de retour dans la capitale kurde, il a célébré le dimanche 7 au soir dans le stade Franso Hariri sa plus grande messe en Irak devant des milliers de fidèles. Il a rencontré le même soir le père du petit Alan Kurdi, ce tout jeune garçon kurde syrien mort noyé en mer Égée en 2015 et devenu un tragique symbole de la crise des réfugiés. «Le pape s'est entretenu longuement avec Abdullah Kurdi», qui vit désormais au Kurdistan irakien, indique un communiqué du Vatican, alors que le pape a fait de l'accueil des réfugiés l'un des thèmes majeurs de son pontificat. Lors de ses discours, il a appelé à la paix au Moyen-Orient et «en particulier en Syrie martyrisée» (*AFP*), et a aussi remercié le Kurdistan irakien d'avoir offert refuge aux chrétiens déplacés lors de l'attaque de Daech.

Après la visite pontificale, le Premier ministre irakien, Mustafa al Kadhimi, s'est adressé au pays en remerciant notamment le pape pour avoir promu dialogue, tolérance et paix. Il a lui-même appelé à un dialogue national «profond et sincère» pour surmonter les décennies de différends entre GRK et gouvernement fédéral. Les respon-

sables kurdes ont exprimé leur soutien à cette initiative (WKI).

Concernant l'épidémie de Covid-19, après une période relativement calme ayant suivi la vague de l'été, l'Irak est entré courant février dans une nouvelle phase d'augmentation des cas, qui s'est encore amplifiée en mars. À titre de comparaison, on avait compté «seulement» 984 nouveaux cas le 1<sup>er</sup> février, avec une dizaine de décès, mais au 1<sup>er</sup> mars, après une augmentation encore plus rapide qu'au début de l'été, il y avait 3.599 nouveaux cas et 20 décès journaliers. Similairement, on est passé au Kurdistan de 107 nouveaux cas le 1<sup>er</sup> février à 199 le 3 mars (données GRK de <https://gov.krd/coronavirus-en/dashboard/>). La Région kurde a donc suivi l'exemple du reste de l'Irak en imposant de nouvelles restrictions visant à enrayer cette résurgence. Le 14, le gouvernement régional, lançant un avertissement pour Newrouz, a mis les étudiants en vacances du 11 au 28. Le porte-parole du ministère de la Santé, Aso Hawezi, a décrit la situation comme «inquiétante», en particulier en raison de l'arrivée du variant dit «anglais», dont cinq premiers cas ont été détectés au Kurdistan à la mi-février. «Nous sommes actuellement au début d'une nouvelle vague», a déclaré à *Rûdaw* le cardiologue Bestoon Mustafa. Depuis le début de la pandémie en mars 2020, la Région du Kurdistan a enregistré 112.695 cas et 3.564 décès.

Le 17, le ministère de la Santé a averti que le variant anglais se propageait rapidement, accroissant la pression sur les hôpitaux. Le 18 par exemple, on comptait 512 nouveaux cas au Kurdistan (*Kurdistan-24*). En fin de mois, la propagation du virus s'était encore accélérée, avec 981 nouveaux cas au 31, l'allure de la courbe laissant prévoir une accélération encore plus forte en avril... En réponse, le ministère de la Santé a annoncé le 30 de nouvelles restrictions: retour au télé-enseigne-

ment des établissements scolaires et universitaires jusqu'au 10 avril, fermeture des cinémas, salles de mariage, piscines et salles de sport, interdiction des obsèques et cérémonies religieuses collectives, fermeture des cafés, restaurants, centres commerciaux et bars de 21h à 6h, port du masque obligatoire dans les lieux publics clos, interdiction des déplacements entre Kurdistan et autres provinces les jeudi, vendredi et samedi. Le respect de ces restrictions sera contrôlé par les forces de sécurité, qui pourront imposer des amendes allant jusqu'à 5 millions de dinars (*Rûdaw*).

Concernant les vaccins, le Kurdistan a reçu le 2 un lot de 5.000 doses de *Sinopharm*, qui ont été administrées en priorité aux soignants. Puis le 26, le Premier ministre Masrouf Barzani a annoncé la réception de 43.800 doses d'*AstraZeneca* (*Al-Monitor*).

Dans les territoires disputés entre GRK et gouvernement fédéral, Daech non seulement conserve un pouvoir de nuisance important mais, tout comme dans le Nord syrien, opère depuis plusieurs mois une résurgence des plus inquiétante en s'appuyant sur sa structure cellulaire. L'AFP cite à ce propos «un analyste spécialiste de l'EI qui requiert l'anonymat et publie ses recherches sur le compte Twitter Mister Q»: «Entre la chute de Baghouz (Est syrien) le 23 mars 2019 et fin février 2021, l'EI a revendiqué 5.665 opérations militaires dans 30 pays soit huit par jour, selon». Un autre expert, Tore Hamming, relève qu'au Levant, Daech a bénéficié de ce que «la coalition internationale a souffert de la pandémie de Covid-19 et de la volonté de l'administration Trump de réduire les troupes américaines au Moyen-Orient»... (AFP) Les zones de faille de l'autorité étatique, comme la région frontalière désertique irako-syrienne ou, justement, les territoires irakiens disputés entre Bagdad et Erbil, sont particulièrement propices au redéploiement des petites unités de combattants djihadistes,

qui s'en servent comme zones-refuges à partir desquelles lancer leurs attentats, surtout depuis que les pechmergas kurdes ont été expulsés de la zone en octobre 2017. La zone limitrophe des provinces de Kirkouk, Diyala et Salahaddine est ensuite devenue si dangereuse qu'elle a acquis le surnom de «Triangle de la mort»...

Déjà le 24 février, une attaque au mortier avait blessé dix policiers fédéraux près du district de Daqouq dans la province de Kirkouk, une attaque qui avait suscité en riposte le 28 une opération de l'armée irakienne appuyée par les milices *Hashd al-Shaabi*. Mais cela n'a pas empêché une nouvelle attaque dans le district de Hawija la semaine suivante, où sept policiers fédéraux ont été blessés par l'explosion d'une bombe artisanale. Les forces de sécurité ont effectué des raids sur plusieurs refuges de Daech à l'Ouest de la province, mettant la main sur des caches d'armes. La coalition a ensuite mené à Makhmour des frappes aériennes visant tunnels et abris de Daech, aux limites des provinces d'Erbil, de Kirkouk et de Ninive. Simultanément, les forces de sécurité ont démantelé une cellule djihadiste à Kirkouk (*WKI*). Finalement, en fin de mois, la coalition et l'armée irakienne ont poursuivi des frappes anti-Daech de grande envergure dans les montagnes de Makhmour, au sud d'Erbil et de Mossoul, dans le cadre de l'opération *Ready Lion*. Selon le colonel Wayne Marotto, au moins 312 frappes aériennes ont atteint 120 caches et tué 27 terroristes dans cette région montagneuse (*Air Force Magazine*). Mais parallèlement, un combattant des *Hashd al-Shaabi* et deux policiers fédéraux ont été tués dans le district de Hawija (*WKI*).

Par ailleurs, la tension demeure toujours très vive au Sindjar. La situation dans ce district majoritairement yézidi de la province de Ninive (Mossoul), dont la capitale porte le même nom, est devenue extraor-

dinairement complexe depuis l'irruption de Daech à l'été 2014, et le génocide mené par cette organisation contre les Yézidis. Au niveau irakien, le Sindjar (en kurde Shengal) est depuis longtemps disputé entre GRK et le gouvernement fédéral. Par ailleurs, la mouvance PKK y est bien implantée depuis le sauvetage des Yézidis par cette organisation en 2014, et y a même mis sur pied une «administration autonome» sur le modèle du Rojava. Le GRK ne la reconnaît évidemment pas, mais Bagdad, sans la reconnaître officiellement, et malgré les tensions qui s'accroissent entre ses forces présentes sur place et les milices pro-PKK, a parfois semblé tenté de l'utiliser contre Erbil... Cependant, depuis l'accord Bagdad-Erbil d'octobre dernier, la sécurité du district incombe à Bagdad, qui doit recruter une nouvelle force parmi la population locale et expulser toutes les milices.

Au niveau régional, le Sindjar souffre aussi de sa position stratégique à la frontière syrienne. Des missiles tirés de là peuvent même atteindre Israël, comme l'avait montré en son temps Saddam Hussein. L'Iran voit le Sindjar comme un point de passage indispensable sur sa route vers la Méditerranée qui, arrivant de Mahabad et continuant par Qamishlo puis Kobané, passerait au nord d'Alep pour aboutir au port (alaouite) de Lattaquié (*Orient XXI*). La Turquie, quant à elle, considère comme une menace la présence dans ce district de groupes armés affiliés au PKK, et a menacé à plusieurs reprises de prendre le contrôle de sa capitale afin de couper du Rojava le sanctuaire PKK de Qandil... Par ailleurs, dans le cadre de sa ligne «néo-ottomane», le président turc n'est pas exempt d'arrière-pensées sur le Vilayet de Mossoul, dont il réclame régulièrement le rattachement à la Turquie (comme le rappelle Fehin Tastekin dans *Al-Monitor*, outre Mossoul et Kirkouk, ce fameux vilayet englobait aussi... tout le Kurdistan d'Irak



actuel). Conséquence, un affrontement diplomatique Iran-Turquie, l'ambassadeur iranien à Bagdad ayant récemment déclaré sur la chaîne kurde *Rûdaw* que son pays n'acceptait pas les interventions militaires turques en Irak. Sa déclaration a suscité le jour même un tweet de réponse de son homologue turc selon lequel «l'Iran est bien le dernier à pouvoir faire la leçon à la Turquie sur le respect des frontières de l'Irak». Résultat, chacun des deux pays a convoqué l'ambassadeur de l'autre, et de nombreuses milices *Hashd al-Shaabi* déployées en ville ont juré de résister à toute incursion turque (WKI).

Le 11, plusieurs groupes locaux de la mouvance PKK ont organisé une marche pour exprimer leur opposition à toute invasion turque avant de rencontrer les responsables militaires irakiens présents en ville pour leur demander de transmettre au gouvernement leur demande d'autonomie locale. La manifestation, rassemblant notamment des milliers de Yézidis, a exprimé son opposition à l'accord Bagdad-Erbil et surtout à l'ultimatum du gouvernement irakien, qui avait donné 24 heures aux *Asayish* de l'administration autonome pour quitter la ville (*Rojinfo*). Pourtant, les Yézidis ne sont pas unanimes sur la question: le 25, Haidar Shesho, commandant de la force yézidie de protection *Ezidkhan*, affiliée aux *pechmergas*, a appelé au contraire à la mise en œuvre de l'accord Bagdad-Erbil, et

donc à l'évacuation des groupes armés pro-PKK. Si ceux-ci ne se retirent pas volontairement, s'inquiète-t-il, l'armée irakienne pourrait tenter d'utiliser la force, déclenchant ainsi un conflit. Le même jour, le porte-parole du commandement irakien à Shengal, Tahsin al-Khafaji, a déclaré que «la mise en œuvre de l'accord [avait] commencé: les forces fédérales sont là et la vie revient à la normale» (*Rûdaw*). Il n'en reste pas moins que la date limite de l'ultimatum d'évacuation des groupes armés a dû être repoussée à début avril...

Par ailleurs, le parlement irakien a adopté le 1<sup>er</sup> mars à l'unanimité des 180 présents le projet de loi sur les survivantes yézidiennes, qui donne droit aux survivants à une compensation financière tout en imposant au gouvernement de poursuivre toute personne impliquée dans le génocide.

Des tensions persistent également à Kirkouk, où des membres des *Hashd al-Shaabi* ont protesté contre la réouverture annoncée du bureau du PDK en ville en bloquant le bâtiment par des tentes (bien qu'il soit en fait utilisé par l'armée irakienne depuis octobre 2017) (WKI). Par ailleurs, les Kurdes de la ville ont protesté contre l'installation progressive de nouveaux panneaux indicateurs uniquement en arabe, alors que les anciens comportaient les quatre langues de ses principaux groupes ethniques, par ordre alpha-

bétique arabe, kurde, syriaque et turkmène. Selon plusieurs témoignages de résidents kurdes, le problème va au-delà des panneaux indicateurs: «La plupart du temps, lorsque nous nous rendons dans un bâtiment gouvernemental et que nous demandons quelque chose en kurde, on ne nous répond pas, et nous devons passer à l'arabe ou au turkmène», a déclaré l'un d'entre eux (*Rûdaw*).

Enfin, le Kurdistan continue à être frappé par des bombardements ou des tirs de roquettes. Le 19, deux civils ont été blessés quand leur véhicule a été pris pour cible par l'armée turque à Sinin (Sidakan), près de la frontière iranienne. Le 25 en fin d'après-midi, l'aviation turque a bombardé une zone montagneuse de Batifa (Dohouk) après qu'une base turque près du village de Gire Biye a été attaquée par le PKK (*Rûdaw*). L'armée turque a maintenant installé près de 40 bases au Kurdistan d'Irak, où ses opérations ont provoqué l'évacuation de près de 500 villages.

Le 29, au moins trois roquettes sont tombées près des *pechmergas* stationnés à Sherawa, près du bourg de Perdi (Altun-Kopri), aux limites des provinces de Kirkouk et d'Erbil. Il n'y a eu ni victimes ni revendication, mais des incidents similaires les mois précédents avaient été largement attribués à des groupes affiliés aux *Hashd al-Shaabi* pro-iraniens.

---

## IRAN: REBOND ÉPIDÉMIQUE AVEC LE VARIANT ANGLAIS ; RÉPRESSION DU NEWROUZ KURDE

**L'**arrivée du «variant anglais» du coronavirus a provoqué en Iran une augmentation rapide du nombre de cas, dans un pays déjà gravement touché par l'épidémie. Le 27 février, le directeur de l'hôpital pédiatrique Abou-Zahr d'Ahwaz a déclaré à la télévi-

sion d'État qu'avant l'arrivée de ce variant, «un enfant sur dix présentant des symptômes coronariens était admis aux soins intensifs, mais maintenant c'est un enfant sur trois». Le 28 février, l'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI), qui fait son propre calcul du nombre de décès à partir de don-

nées régionales, a compté un nombre de décès dus au coronavirus dans 497 villes d'Iran supérieur à 223.100. Le 30 mars, la même source calculait un total dépassant pour 526 villes les 240.200 (CNRI), ce qui donne une estimation de plus de 17.000 décès dans le pays durant le mois de mars.

À titre de comparaison, les chiffres officiels étaient de 60.073 au 28 février puis 62.569 au 30 mars (<https://www.worldometers.info/coronavirus/country/iran/>), soit presque quatre fois moins: le régime continue à tenter de dissimuler la gravité de la situation sanitaire... Malgré tout, au 1<sup>er</sup> mars, le régime a dû annoncer le plus de victimes depuis près de deux mois, et le quotidien *Etemad* admettre que le nombre réel de victimes était «deux fois et demie le nombre officiel», soit 150.000... Les consignes contradictoires des autorités démontrent leur irresponsabilité: le 14, alors que le ministère de la Santé demandait aux Iraniens de s'abstenir de tout voyage en raison de la pandémie, celui de l'Intérieur annonçait que les déplacements vers les villes en zones «bleue» et «jaune» étaient autorisés à l'occasion du Nowrouz... Le 30, le responsable de la lutte contre l'épidémie dans la capitale, Alireza Zali, a déclaré à l'agence *Mehr* qu'un tiers des patients à Téhéran devait aller en soins intensifs (CNRI).

Par ailleurs, le Centre des droits de l'homme en Iran a tiré la sonnette d'alarme fin février sur la situation sanitaire des prisonniers politiques: «La mort du prisonnier d'opinion Behnam Mahjoubi, décédé le 21 février 2021 suite à des problèmes médicaux non traités, notamment de graves problèmes neurologiques, témoigne de la crise persistante dans les prisons iraniennes, où les prisonniers, en particulier les prisonniers d'opinion et les prisonniers politiques, se voient refuser un traitement médical approprié». Son directeur exécutif, Hadi Ghaemi, a ajouté: «De nombreux prisonniers en Iran ont désespérément besoin d'un traitement médical et d'autres mourront s'ils ne reçoivent pas immédiatement des soins». Mahjoubi, un membre de la confrérie soufie persécutée des Gonabadis, avait été condamné

en juin 2020 à deux ans d'emprisonnement pour «atteinte à la sécurité nationale» malgré un avis de la médecine légale défavorable à son incarcération, et est décédé huit jours après plusieurs crises d'épilepsie pour lesquelles il n'a reçu aucun traitement. Dans ces conditions, et avec l'extension de l'épidémie de COVID, il est clair que les prisonniers politiques se trouvent en danger. Les Nations Unies ont exprimé leur inquiétude devant l'attitude de l'Iran, dont le refus de fournir des soins adéquats aux détenus constitue une violation des règles minima de l'ONU autant que de l'article 118 du règlement iranien des prisons publiques, selon lequel «l'examen et, si nécessaire, le traitement des détenus malades relèvent de la responsabilité de la prison ou de l'établissement de formation» (CHRI).

Par ailleurs, les assassinats par balles de porteurs transfrontaliers kurdes, les *kolbars*, par les forces de répression du régime, se sont poursuivis durant ce mois. L'organisation *Hengaw* a publié début mars un rapport selon lequel durant le mois précédent, au moins 16 *kolbars*, eux-mêmes généralement non armés, étaient morts. Selon le rapport, 7 ont été tués et 9 blessés. Dix des victimes étaient originaires de la province de Sanandaj, et plus de la moitié des cas signalés concernaient des *kolbars* abattus par des gardes-frontières (*Kurdistan-24*). L'agence de presse *Kurdpa* (*Kurdish press agency*) et l'Institut kurde de Washington (WKI) ont également rapporté plusieurs cas durant mars. Le 5, un habitant de Saqqez a été gravement blessé par des militaires au poste-frontière de Nakhwan, simplement parce qu'ils le soupçonnaient de contrebande. Il a été emmené à l'hôpital à Tabriz, où sa famille n'a pas été autorisée à le visiter. Le 8, un *kolbar* a été blessé par balles à Nowsud. La même semaine, un

autre porteur est mort de froid près de Chaldiran. Le 13, les militaires turcs ont torturé à mort un *kolbar* parmi un groupe appréhendé près du poste-frontière de Qutur. Ils ont également confisqué au moins 10 chevaux appartenant aux *kolbars* (*RojInfo*). La semaine suivante, deux porteurs ont selon *Hengaw* été grièvement blessés près de Nowsud et Baneh. *Hengaw* a également rapporté que le 22, près de Khorramabad, la police iranienne a ouvert le feu sur un véhicule soupçonné de transporter des biens de contrebande, tuant son conducteur, Mohammad Sadeqi, alors que la voiture s'est révélée vide (*IHRM*). Enfin, en fin de mois, un autre *kolbar* a été blessé par des gardes-frontières près de Nowsud, et un autre est mort de froid près de Salmas le 17. Plus de 25 *Kolbars* ont déjà perdu la vie en 2021, la plupart tués par le régime iranien (WKI).

Depuis début janvier, le régime a lancé au Kurdistan une campagne de répression à visée apparemment dissuasive. Depuis janvier, près de 150 militants kurdes ont été arrêtés par l'*Etelaat* (Renseignement), et beaucoup étaient toujours détenus par cette organisation début mars. Par ailleurs, à l'occasion de la Journée des femmes, le 8 mars, *Hengaw* a publié un communiqué rappelant qu'en 2020, le régime avait emprisonné au moins 33 femmes kurdes, dont des professeurs de langue et des militantes politiques.

*Hengaw* a rapporté que l'*Etelaat* avait arrêté quatre personnes à Marivan et une autre à Sarvabad le 28 février. L'arrivée de mars n'a pas ralenti la campagne de répression, bien au contraire. La semaine suivante, si plusieurs activistes de Dewalan, Mahabad et Ouroumieh ont bénéficié de la liberté conditionnelle, des dizaines d'autres, dont des défenseurs de

l'environnement, ont été à leur tour arrêtés à Marivan, Saqqez, Javanrud et Rabat. À Bokan, le militant de l'association environnementale *Walat Simko Maroufi* a été arrêté le 8 et emmené dans un lieu inconnu. Les forces de sécurité ont opéré sans décision de justice et les charges contre Maroufi ne sont pas connues. Déjà condamné pour «trouble à l'ordre public et participation à des rassemblements en faveur du Rojava», il avait été libéré début décembre après deux ans de prison (*Kurdpa*). Le 10, les forces de sécurité ont arrêté à Téhéran un Kurde de Sarvabad, Abdulrahman Abdai (*WKI*). Le 15 à Marivan, 13 militants de la société civile ont été condamnés à 6 mois de prison et 30 coups de fouet pour avoir participé le 12 octobre 2019 à une marche de dénonciation des agressions militaires turques contre les villes de Serê Kaniyê et Girê Spî, au nord de la Syrie (*RojInfo*), et deux autres Kurdes originaires du village de Deyvaznav (Servabad), Meraj Mortezaei et Hiwa Azizpour, ont reçu respectivement un an et cinq mois de prison pour «collaboration avec un parti kurde d'opposition» (*Kurdpa*). La semaine suivante, Rasoul Hamzapour, l'imam kurde du village d'Andizeh dans le district de Lajan (Piranshahr), a été condamné à Ouroumieh à trois ans de prison pour «propagande nationaliste et sectaire contre l'État». Pendant sa détention préventive, le religieux n'a pu passer que de brefs appels téléphoniques à sa famille et s'est également vu refuser visites familiales et accès à un avocat. Par ailleurs, à Mahabad un jeune Kurde de 15 ans, Pishawa Rahmanifar, a été arrêté pour «soutien à un parti

d'opposition» (*Kurdpa*).

Le 22, le *Kurdistan Human Rights Network (KHRN)* a indiqué dans son rapport mensuel qu'au moins 14 citoyens et militants kurdes avaient été arrêtés en un mois dans sept villes différentes du Kurdistan d'Iran, que 30 autres avaient été interrogés puis relâchés, et que deux exécutions avaient eu lieu au cours de la même période. Le 23, la *Human Rights Activists News Agency (HRNA)* a confirmé que la cour d'appel provinciale avait confirmé les peines de cinq ans de prison infligées par le tribunal révolutionnaire de Piranshahr à chacun des trois activistes Shoresh Abdullah Nejad, Najmaddin Sokhnour et Salah Ali, originaires du village de Girgolsofli, pour collaboration et appartenance au Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (*Rûdaw*).

Enfin, également le 23, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a décidé de prolonger une nouvelle fois le mandat du rapporteur spécial pour l'Iran, Javid Rahman, nommé il y a plus de trois ans, en raison de la situation préoccupante des droits de l'homme en Iran. Son mandat a été prolongé chaque année bien qu'il n'ait jamais pu obtenir l'autorisation de se rendre dans le pays, selon *Radio France International*...

Il faut malheureusement ajouter à cette chronique la répression exercée contre les Kurdes ayant voulu organiser ou participer aux festivités du Newrouz, pourtant une fête célébrée dans tout l'Iran! Mais pour les Kurdes d'Iran, Newrouz est devenu le symbole de la résistance contre leurs op-

presseurs. Les services de sécurité ont donc arrêté plus de dix participants à ces rassemblements, notamment à Marivan, Sanandaj et Saqqez, ainsi que dans plusieurs villages, comme celui de Ney, près de Marivan ou Qaleh Kohneh près de Saqqez (*RojInfo*)... À Oshnavieh, des peshmerga du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran, interdit, sont entrés en ville avec leurs armes pour y défiler en arborant des drapeaux kurdes (<https://twitter.com/PDKlenglish/status/1373964255070982144>). Ils se sont déployés pendant plusieurs heures dans certains quartiers pour manifester leur solidarité avec les habitants (*WKI*). À Baneh, quatre résidents, tous appartenant à la famille Ghaderi, ont été arrêtés le 25 au matin par les forces de sécurité. Bien que celles-ci n'aient montré aucun mandat précisant le motif de leur arrestation, celle-ci pourrait faire suite à la célébration du Newrouz dans le village de Yaqubabad. Ils ont été mis au secret, et les efforts de leurs proches pour les localiser ont été vains (*Kurdpa*). Au 30, on comptait une vingtaine d'arrestations pour organisation ou participation au Newrouz, avec dans certains cas des chants et des drapeaux kurdes. Par ailleurs, le tribunal révolutionnaire islamique de Sanandaj a condamné le militant kurde Hussein Kamankar, emprisonné depuis janvier 2019, à 15 ans de prison pour appartenance à un parti kurde. Enfin, *Hengaw* a rapporté que l'*Ettela'at* avait empêché la famille et les amis d'un militant kurde décédé en Norvège, Jamal Mirazei, d'organiser un service commémoratif à Saqqez (*WKI*).

## ‘What happens when one says “Dear Selahattin Demirtaş”?’

Facing a summary of proceedings over the Kobane incidents of October 6-8, 2014, HDP MP Garo Paylan also faces charges for addressing arrested former Co-Chair of the HDP Demirtaş as “Dear Selahattin Demirtaş”.

Issuing a summary of proceedings against Peoples' Democratic Party (HDP) Diyarbakır MP Garo Paylan as part of the investigation into the Kobane incidents of October 6-8, 2014, the Ankara Chief Public Prosecutor's Office has considered it to be a crime of "praising the crime and criminal" to address arrested former HDP Co-Chairs Selahattin Demirtaş and Figen Yüksekdağ and arrested and dismissed HDP MP Leyla Güven as "...dear Selahattin Demirtaş, Figen Yüksekdağ and dear Leyla Güven."

Shortly after the reason for the charges against Paylan was reported in the press, several social media users have tweeted under the hashtag "#SevgiliSelahattinDemirtaş" (Dear Selahattin Demirtaş).

While the chief public prosecutor's office has demanded that Paylan's legislative immunity be lifted for this reason, Paylan has responded to the charges on his social media account.

Paylan has said on Twitter: "It is apparently considered a crime in the summary of proceedings that I addressed Dear Selahattin Demirtaş as 'Dear Selahattin Demirtaş'. Ah, you Dear Selahattin Demirtaş. What happens when one says very dear Selahattin Demirtaş??"

### Charges in the summary of proceedings

Paylan uttered the related remarks in a speech that he held in a speech in Diyarbakır province on March 26, 2019.



In one part of this speech held before the last local elections on March 31, 2019, HDP Diyarbakır MP Garo Paylan said, "And this Sunday, I trust that you will give the most powerful lesson for dear Selahattin Demirtaş, for Figen Yüksekdağ and for dear Leyla Güven."

Examining this speech, the Ankara Chief Public Prosecutor's Office has considered it to constitute the crime of "praising the crime and criminal" to call arrested former Co-Chairs of the HDP Selahattin Demirtaş and Figen Yüksekdağ and arrested Democratic Society Congress (DTK) Co-Chair and dismissed HDP Hakkari MP Leyla Güven "dear."

### Posts about Gezi, Boğaziçi, Kavala also a 'crime'

Some social media posts of Garo Paylan have also been considered a "crime" in the summary of proceedings against the MP.

Among these social media messages are also those about the Boğaziçi University protests



against the appointed rector, arrested businessperson Osman Kavala and Gezi resistance of 2013.

"They appointed a trustee-rector to Boğaziçi University as well. The future of a country without free universities cannot be bright! This little rule will last short. When the times change, universities will elect their own rectors," Paylan has recently said about the protests.

He also tweeted the following message about Kavala: "Osman Kavala is appearing before the judge today with a vile 'indictment.' Enough with the atrocity that you have inflicted on him and his loved ones for three years. Apologize to Osman Kavala and release him."

"I was in Gezi, too," tweeted the MP, which is now considered a crime for his support for the "protests against the regime of Turkey" in 2013.

The following HDP MPs are now facing summaries of proceedings as part of the Kobane

investigation: HDP Co-Chair Pervin Buldan, Parliamentary Group Deputy Chairs Meral Daniş Beştaş, Hakkı Saruhan Oluç and milletvekilleri Fatma Kurtulan, Garo Paylan, Hüda Kaya, Serpil Kemalbay Pekgözgü, Sezai Temelli ve Pero Dündar. The summaries have been presented to the Parliamentary Joint Commission.

### 'Saying "Dear Demirtaş" cannot be crime'

On the other side, after it was reported in the press that HDP MP Garo Paylan is facing charges for saying "Dear Selahattin Demirtaş", several social media users have denounced it, tweeting under the hashtag "#SevgiliSelahattinDemirtaş" (Dear Selahattin Demirtaş).

Some of these messages are as follows:

**Journalist, writer and director Ümit Kıvanç:** "Saying 'Dear Selahattin Demirtaş cannot be a crime. Our you all out of your mind?'"

**Lawyer and Human Rights Association (İHD) Co-Chair Eren Keskin:** "Dear Selahattin Demirtaş. My friend."

**HDP Kocaeli MP Ömer Faruk Gergerlioğlu:** "Dear Selahattin Demirtaş must be freed from his tormenting arrest as soon as possible. Those trying to defame him today will seek justice tomorrow. The law is necessary for everyone. Let's safeguard the ideal of rule of law." (RT/SD)



## Turquie

# Les femmes kurdes à la veille du 8 mars: Pas d'obéissance mais de la résistance!

**TURQUIE / BAKUR** – Les femmes kurdes d'Amed ont lancé les événements de la Journée internationale des droits des femmes du 8 mars et ont fait une déclaration malgré la tentative d'intervention de la police turque.

La plate-forme des femmes Dicle-Amed (DAKP) a lancé les activités de la Journée internationale des droits des femmes du 8 mars au parc Hazal à Diyarbakir (Amed). La police turque a bloqué les femmes qui portaient des vêtements traditionnels. Alors que la police turque a voulu prendre la banderole portée par les femmes où était écrit «*Nous défendons la vie contre le féminicide, la liberté contre l'isolement*», à cause du mot «*isolement*», les femmes ont dénoncé le fait qu'il y a l'isolement dans les prisons turques et qu'elles ne reconnaissent pas les règles de la police turque, protestant contre l'intervention de la police avec des tililis et des applaudissements.

Songülcan Şimşek, membre du Syndicat des travailleurs de l'éducation et des sciences (Eğitim-Sen), qui a lu une déclaration au nom de la DAKP malgré l'intervention de la police, a attiré l'attention sur l'augmentation de 1400% des féminicides pendant le Parti de la justice et du développement (AKP) gouvernement. Şimşek a fait remarquer que l'État et la justice dominés par les hommes donnent lieu à des féminicides. «*Les féminicides sont effectués pour affaiblir les*



*mouvements de lutte des femmes et pour soumettre les femmes à un chômage flexible et précaire, à la pauvreté, au harcèlement, au viol, aux abus, à l'oppression, aux massacres. Conformément à cet objectif, bien sûr, le système dominé par les hommes cible les femmes militantes qui mènent la lutte des femmes et dénoncent la domination masculine dans tous les domaines. »*

### **La domination masculine prendra fin**

Soulignant que le gouvernement vise à affaiblir la lutte des femmes, Şimşek a poursuivi: «*Cependant, il faut savoir que la lutte des femmes a toujours perturbé la domination masculine et continuera de le faire. Nous savons que cette domi-*

*nation masculine prendra fin et que la lutte des femmes contribuera à cette fin. »*

### **La liberté contre l'isolation**

Soulignant l'hostilité du gouvernement AKP-MHP envers la démocratie, Şimşek a déclaré: «*La raison pour laquelle les politiques du gouvernement fasciste AKP-MHP qui sont hostiles aux femmes, la lutte pour la liberté des femmes, la nature, les ouvriers, les femmes kurdes, la lutte des peuples pour la liberté sont devenues violentes est que le gouvernement AKP-MHP a peur comme tous les gouvernements fascistes. L'arrestation de Leyla Güven et Ayşe Gökkan, est le reflet de cette peur. Tout comme Leyla et*

*Ayşe, les femmes n'iront nulle part et n'abandonneront pas les traditions de milliers d'années de lutte. Nous défendons la vie contre le féminicide, la liberté contre l'isolement.»*

Les femmes ont terminé la déclaration avec les slogans «*Il n'y a pas d'obéissance, il y a de la résistance*», «*Les pressions ne peuvent pas nous décourager*», «*Nous ne nous taisons pas, nous n'avons pas peur, nous n'obéissons pas*» et «*Jin jîyan azadi*» (Femme, vie, liberté).

Les femmes se sont ensuite rendues à la branche des PTT dans le district d'Ofis et ont envoyé des lettres de solidarité aux femmes derrière les barreaux.

## Voyage du pape en Irak : Erbil, pôle de stabilité dans un pays exsangue

Dimanche 7 mars, après deux jours dans le sud de l'Irak à majorité chiite, le pape François se rendra dans le nord du pays, notamment dans la région autonome du Kurdistan. Erbil, sa capitale, marquera le dernier temps fort du voyage. La métropole a connu une expansion fulgurante avant de devenir, après 2014, le refuge de dizaines de milliers de personnes fuyant les crimes de Daech.

« *Le Dubaï du Kurdistan* ». La comparaison est sans doute exagérée, mais elle n'en dit pas moins une réalité indéniable : Erbil, capitale politique et économique de la région autonome du Kurdistan, dans le nord de l'Irak, a connu un développement fulgurant depuis l'invasion américaine de 2003. Son 1,5 million d'habitants est principalement constitué de Kurdes sunnites, ainsi que de Turkmènes, de chrétiens ou encore de [Yézidis](#).

Cette ville-champignon parsemée de gratte-ciel rutilants, de vastes « malls » (centres commerciaux) climatisés mais aussi d'ambitieux chantiers inachevés constituera, dimanche 7 mars, le point d'orgue du [voyage du pape François en Irak](#), avant son retour à Rome le lendemain matin. Il y célébrera une messe à 16 heures dans un stade de football à la capacité de 30 000 places, mais où seules 10 000 personnes seront autorisées à entrer en raison de la pandémie de Covid-19.

Le stade Franso Hariri, du nom d'un chrétien assyrien qui fut gouverneur d'Erbil et une figure majeure du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), se situe à seulement quelques encablures de la citadelle, centre historique autour duquel Erbil se déploie en cercles concentriques. Cette citadelle aurait été érigée il y a plus de 6 000 ans, avant que l'antique Arbèle devienne une cité assyrienne prospère à partir du VI<sup>e</sup> siècle avant JC.



Des gens se tiennent devant un magasin de voitures qui a été touché lors d'une attaque à la roquette à Erbil, le 15 février. SAFIN HAMED/ AFP

### Une économie basée sur le pétrole

Si Erbil n'était, sous le régime de Saddam Hussein (1979-2003), qu'une modeste cité provinciale, la ville a depuis profité du développement d'une économie rentière, reposant quasi exclusivement sur le pétrole. Région autonome depuis 1991, le Kurdistan contrôle en effet 40 % des réserves d'Irak, lui-même deuxième producteur mondial. Mais en 2017, un référendum sur l'indépendance a débouché sur une dure confrontation avec les forces fédérales de Bagdad, qui ont repris le contrôle de la plupart des « *territoires disputés* », parmi lesquels la province de Kirkouk, dont les champs pétrolifères sont les plus riches du pays.

Autre rétorsion de Bagdad suite aux velléités d'indépendance du Kurdistan : la fermeture de l'aé-

roport international d'Erbil. Posé juste au-delà de la voie rapide flambant neuve qui ceint la ville, celui-ci a rouvert six mois plus tard. Mais le 15 février dernier, les environs ont été visés par des roquettes tirées par des milices chiites pro-iraniennes, qui ont rappelé la précarité de la sécurité dans la région et fait craindre une annulation du voyage du pape.

Les attaques visant Erbil restent toutefois plutôt rares, et la ville a peu à peu acquis la réputation de pôle de stabilité dans un Irak exténué par quatre décennies de guerres et de violences quasi continues. Dans les années 2000, déjà, des chrétiens mossouliotes ou bagdadiés avaient trouvé refuge dans le quartier chrétien d'Ainkawa, ancien village séparé de l'agglomération qui n'a cessé, depuis, de s'étendre et de s'embourgeoiser.

### Ville refuge après Daech

C'est dans ses églises, ses jardins publics et ses carcasses d'immeubles encore en travaux que des dizaines de milliers de chrétiens de la plaine de Ninive se sont réfugiés à la hâte, à l'été 2014, après la prise de leurs villages par [Daech](#). Beaucoup y vivent encore aujourd'hui, notamment ceux qui se refusent à retourner à Mossoul ou dans les environs, où ils ne se sentent « *plus les bienvenus* » et redoutent la confrontation avec leurs voisins musulmans. La métropole abrite aussi des Yézidis des monts Sinjar, même s'ils sont encore nombreux dans les camps de déplacés du nord-ouest du Kurdistan.

Dans la capitale régionale kurde, les préparatifs de la venue du pape se font discrets. Hormis les chrétiens d'Ainkawa, les habitants d'Erbil, souvent musulmans sunnites, ne se sentent pas concernés outre mesure par cette visite impromptue, au cœur de la [crise sanitaire](#) et du marasme économique.

Certains Kurdes y voient toutefois un « *pas majeur* » dans la reconnaissance de la légitimité de leur région autonome. Et tant pis si le pape ne plaide pas explicitement pour l'indépendance du Kurdistan : sans doute reconnaitra-t-il au moins à Erbil le mérite d'avoir su « *respecter les minorités et croire en la fraternité* ».



## Pressions sur Emmanuel Macron pour rapatrier en France les femmes et enfants de djihadistes détenus en Syrie

Plus de 120 femmes et plus de 300 enfants français sont détenus par les forces kurdes depuis la chute du dernier bastion de l'EI. Une délégation de parlementaires devrait prochainement visiter les camps où ils et elles sont détenus.

Depuis une semaine, une dizaine de femmes françaises provenant des rangs de l'organisation Etat islamique (EI) et détenues dans des camps du nord-est de la Syrie ont entamé une grève de la faim pour obtenir leur rapatriement en France avec leurs enfants. Plus de 120 femmes et plus de 300 enfants français – et non pas 200 comme il est souvent écrit – sont détenus par les forces kurdes syriennes depuis la chute de Baghouz, dernier bastion du « califat » de l'EI en Syrie.

Cette grève de la faim, une première depuis le début de leur détention, s'est accompagnée de plusieurs autres initiatives visant à faire évoluer une situation complètement bloquée. Ainsi, Pascale Descamps, 55 ans, dont la fille souffre d'une tumeur au côlon, est en grève de la faim depuis le 1<sup>er</sup> février pour obtenir son rapatriement sanitaire et son jugement devant les tribunaux.

L'exécutif, lui, préfère éviter le sujet tant il est sensible dans l'opinion publique. Après la fuite dans la presse d'un projet de rapatriement massif il y a deux ans, l'Elysée avait reculé face aux réactions très hostiles, confirmées par un sondage. Depuis, c'est le blocage. Des rapatriements sporadiques, dits « au cas par cas », s'effectuent selon des critères difficiles à évaluer : trente-cinq enfants, présentés comme orphelins, ont rejoint la France depuis 2019. Dans les



Des femmes et leurs enfants, lors de la libération d'un autre groupe de familles, dans le camp d'Al-Hol (nord-est de la Syrie), le 20 février. DELIL SOULEIMAN / AFP

faits, leurs mères – réelles ou adoptives – doivent décider dans la précipitation si elles acceptent de s'en séparer, sans espoir d'avoir ensuite des nouvelles ou de les rejoindre plus tard.

### « Des victimes absolues »

Pour la première fois surtout, une délégation de parlementaires français est arrivée, samedi 27 février, à Erbil, au Kurdistan irakien, dans le but de visiter les camps d'Al-Hol et de Roj au Rojava, le Kurdistan syrien, où sont détenues les Françaises ainsi que leurs enfants. Le groupe, composé de deux députés ex-La République en marche, Frédérique Dumas (Libertés et territoires, Hauts-de-Seine) et Hubert Julien-Laferrrière (ex-Ecologie Démocratie Solidarité, Rhône), deux députés européens, Mounir Satouri (Europe Ecologie-Les Verts) et Sylvie Guil-

laume (Parti socialiste), et des avocats Marie Dosé et Ludovic Rivière, n'a pas pu entrer dimanche en Syrie. Les autorités kurdes syriennes arguaient de considérations de sécurité. La délégation devait effectuer une nouvelle tentative, lundi 1<sup>er</sup> mars. Depuis début janvier, des délégations belge, autrichienne et catalane ont pu visiter les camps de familles de djihadistes au Rojava.

Pour M<sup>es</sup> Dosé et Rivière, « laisser ces femmes dans ces camps alors que les autorités kurdes exhortent la France à les rapatrier depuis des années est totalement irresponsable et inhumain ». « Les deux tiers de ces enfants ont moins de 6 ans, ajoute M<sup>e</sup> Dosé. Ils sont des victimes absolues. Pour eux, la Syrie se résume à un camp, une vie dans la boue, le froid et les vapeurs d'un champ de pétrole. »

Le Comité des droits de l'enfant de l'ONU s'est prononcé pour un rapatriement. La Cour européenne des droits de l'homme doit prochainement audier un cas. Enfin, la Cour de justice de la République a été saisie d'une plainte pénale pour « omission de porter secours ».

Depuis que l'espoir de la mise sur pied d'un tribunal spécial pour juger les crimes de l'EI sous l'égide de l'ONU au Kurdistan syrien s'est évanoui, les autorités du Rojava militent pour un rapatriement global. Ce dont les pays européens ne veulent pas, à l'exception de la Finlande, qui a affiché cet objectif fin 2020. Les pays occidentaux fournissent aux Kurdes syriens une aide matérielle en échange de leur rôle de geôliers de ce « Guantanamo extraterritorial », mais, comme le souligne M<sup>e</sup> Dosé, « on peut comprendre que la priorité des Kurdes, qui se sont déjà sacrifiés pour protéger notre sécurité, ne soit pas de garder nos ressortissants ». Par ailleurs, les autorités du Rojava sont de plus en plus conscientes qu'elles pourraient un jour être tenues pour complices, voire responsables, de détention arbitraire devant les juridictions internationales.

Chaque rapatriement partiel, comme celui de sept enfants français (issus de trois fratries différentes), en janvier, s'accompagne donc de demandes croissantes, concernant leur implication dans les procé-

dures, de la part des autorités kurdes syriennes, dont l'entité étatique, le Rojava, ne fait pas l'objet d'une reconnaissance internationale. Le dernier rapatriement effectué par l'Allemagne en décembre 2020, a consisté à ramener une mère et ses enfants ensemble, pour la première fois. Mais, de source française, on estime que Berlin n'a pas changé de politique et qu'il s'agissait d'une exception.

### Lettres ouvertes

Deux parlementaires, le sénateur communiste de Paris Pierre Laurent et le député (UDI, Lozère) Pierre Morel-A-L'Huissier, ont rédigé chacun une lettre ouverte demandant à leurs collègues élus d'appuyer, auprès de l'exécutif, le rapatriement des enfants français avec leurs mères. Dans son courrier, M. Laurent rappelle que « la situation à l'intérieur des camps ne cesse de se détériorer : les enfants et leurs mères manquent de tout, survivent sous des tentes de fortune et luttent contre des températures nocturnes pouvant atteindre moins dix degrés ». Un incendie au camp d'Al-Hol, samedi 27 février, a causé la mort d'une femme et de trois enfants.

M. Laurent avait déjà signé une lettre ouverte avec soixante-quinze autres parlementaires français de tous bords, en septembre 2020. Sans effet. « *Le pouvoir exécutif est en train de sacrifier des enfants à l'aune d'un calendrier électoral, persuadé qu'une décision de rapatrier tous nos ressortissants nuirait grandement à son image* », écrit le sénateur communiste. Emmanuel Macron est le seul décisionnaire sur ce dossier, qu'il juge explosif à l'approche de la campagne présidentielle. Le gouvernement norvégien a de fait perdu sa majorité à l'occasion du rapatriement d'une femme de djihadiste avec ses deux enfants, en janvier 2020.

La multiplication des initiatives de ces derniers jours est à apprécier en regard du calendrier électoral français. « *Après juin, plus rien ne bougera jusqu'à la présidentielle* », estime une source proche du dossier. Interrogés par *Le Monde*, le ministère des affaires étrangères et le Parquet national antiterroriste (PNAT) n'ont pas souhaité s'exprimer.

### Dégradation de la situation sécuritaire

Des femmes attendent leur départ, au camp d'Al-Hol (nord-est de la Syrie), le 20 février. DELIL SOULEIMAN / AFP

Si le temps presse, ce n'est pas seulement en vertu d'impératifs humanitaires. La situation sécuritaire se dégrade de mois en mois dans la Badia, le désert syrien entre la vallée de l'Euphrate et les grands centres urbains de l'Ouest. L'EI, en phase de reconstitution de ses cellules, agit même au Rojava contre les Forces démocratiques syriennes (FDS), qui administrent ce territoire. Selon une source sécuritaire, « *les autorités kurdes ne pourraient pas faire face à un soulèvement généralisé dans les camps* ». C'est, entre autres, pour cette raison que la majorité des détenues étrangères ont été transférées du camp d'Al-Hol, réputé insalubre et ingérable avec ses 65 000 résidents (dont 9 000 étrangers), vers une extension du camp de Roj (2 000 résidents), mieux sécurisé.

La remontée en puissance de l'EI a une influence directe sur la sécurité à l'intérieur des camps : vingt personnes, dont au moins cinq femmes, ont été assassinées courant janvier à

Al-Hol. Les détenues les plus radicalisées, informées du retour en force de l'EI, en profitent pour réaffirmer leur emprise. Les évasions sont régulières : une exfiltration coûte aujourd'hui 12 000 à 18 000 euros. Hayat Boumedienne, l'épouse d'Amedy Coulibaly, auteur de la tuerie de l'Hyper Cacher de Vincennes, en janvier 2015, a rejoint, selon nos sources, la poche d'Idlib sous le contrôle de divers groupes rebelles et djihadistes. Tous les experts en terrorisme militent pour un rapatriement et des procès en France, afin d'éviter des retours clandestins qui pourraient déboucher un jour sur des attentats.

Concernant les combattants étrangers (plus de 5 000 hommes, dont moins d'une centaine de Français) détenus à Hassaké et qu'il n'est pas question de rapatrier, une nouvelle prison, plus grande et mieux sécurisée, est en construction, selon le site américain *Defense One*. Les risques d'une attaque de prison, comme il en est intervenu régulièrement en Irak, sont devenus trop grands.



01 mars, 2021

## La fondation Maat soumet des déclarations sur Afrin et Shengal au Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU

La Fondation Maat pour la Paix, le Développement et les Droits Humains, a soumis une déclaration écrite concernant Afrin et Shengal à la 46e session du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU.

Dans sa déclaration écrite concernant la région kurde d'Afrin au nord de la Syrie, occupée par la Turquie depuis 2018, la Fondation Maat a condamné « la discrimination injustifiée entre les êtres

humains sur la base de l'ethnicité, de la religion, de la région ou du sexe ». Soulignant que les autorités de fait d'Afrin étaient sous le contrôle des forces turques, elle a estimé que celles-ci étaient respons-

ables de la sécurité et exigé la libération des femmes détenues.

La déclaration poursuit : « Les factions de l'armée nationale ou de la police militaire ou ci-

vile ne pourraient pas commettre de telles violations si la Turquie ne les tolérait pas. Nous appelons toutes les organisations humanitaires locales et internationales, ainsi que tous les acteurs inter-



nationaux impliqués dans le dossier syrien, à faire pression sur le gouvernement turc pour que cessent les violations des droits humains et les arrestations arbitraires dans les zones sous le contrôle de ces forces au nord de la République arabe de Syrie. »

Maat a appelé le gouvernement turc à agir immédiatement pour :

- révéler les lieux de détention et l'identité des femmes détenues, et assurer leur libération immédiate,
- Ouvrir une enquête sur les raisons de leur détention et leurs conditions d'emprisonnement, et demander des comptes aux responsables,
- libérer immédiatement toutes les personnes détenues dans les quartiers généraux des factions militaires, particulièrement les femmes et les enfants, et juger les responsables,
- ne plus procéder à des arrestations sans mandat of-



La population de Shengal fuit suite à l'invasion de la ville par Daesh, en août 2014

ficiel délivré par une autorité judiciaire compétente,

- En finir avec les cas de détention sans procès,
- permettre à des organisations impartiales d'avoir accès à tous les centres de détention pour inspecter les conditions de détention des détenu-e-s, en particulier des femmes,
- expliquer et clarifier les bases légales des arrestations et les publier dans un langage clair et compréhensible par tous les résidents d'Afrin.

### Déclaration sur Shengal

Dans sa déclaration sur Shengal (Sinjar), l'ONG a appelé les Nations unies à protéger la population de la région contre les attaques aériennes en établissant une zone d'exclusion aérienne (no fly zone). Demandant que des pressions soient exercées sur le gouvernement turc pour qu'il cesse ses attaques aériennes dans la région, elle a par ailleurs exhorté la communauté internationale à reconnaître le conseil d'administration autonome de Shengal, poursuivre rapidement les auteurs, les instigateurs et les complices du

génocide, du féminicide et des viols, et fournir un soutien matériel et financier pour la reconstruction de la ville.

« Le gouvernement irakien, a souligné Maat, doit, en coopération avec le gouvernement régional du Kurdistan, prendre toutes les mesures nécessaires pour soulager la souffrance de la population de Sinjar; mettre fin à toutes les formes d'obstacles bureaucratiques qui empêchent le fonctionnement des services publics; encourager les fonctionnaires à retourner à leur travail et à leur mission; accélérer le nettoyage des restes d'explosifs de guerre. Maat demande aussi aux autorités irakiennes compétentes de rendre la justice aux survivants et aux familles des victimes en réunissant les preuves et en présentant les criminels à la justice, en attribuant des dédommagements adéquats aux victimes et en parvenant à une solution satisfaisante, garantissant aux Yézidis leurs pleins droits. »



02-03-2021

## Opposition asks gov't if Demirtaş, Kavala will be released with new 'action plan'

**S**ezgin Tanrikulu, a deputy from Turkey's main opposition Republican People's Party (CHP) and a prominent human rights activist, has said that the government's new "Human Rights Action Plan" is an acknowledgment that it has been violating human rights.

"This document is an acknowledgment that there are violations with regards to these issues, which we have been

severely pointing out. There are no human rights in Turkey, no rule of law, and the judiciary is neither unbiased and independent. Therefore Turkey is not receiving any money from EU institutions or foreign investors," Tanrikulu said in remarks on MST TV on March 2.

"Turkish investors themselves are running away from this environment in Turkey. And now we are apologizing for what we have done. This is the Turkish

explanation of this document," he said.

President Recep Tayyip Erdoğan said on March 2 his government would strengthen rights to a fair trial and freedom of expression in Turkey under an "action plan" that critics said failed to address real concerns about an erosion of human rights.

Part of long-promised moves towards legal and economic

reform, the plan would also improve the judicial system and form the first step towards a new constitution, he said.

Erdoğan however did not mention any measures to tackle the issues of arbitrary detentions, prosecutions and convictions despite Turkey being a country in which thousands of people are jailed on bogus terrorism charges.

Tanrikulu asked if this new ac-

tion plan will lead to the release of high-profile philanthropist Osman Kavala, jailed more than three years without conviction, and Selahattin Demirtaş, former leader of Turkey's third-largest party, the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP).

Tanrikulu said that the document would not mean anything unless it is put into implementation. "You are saying with this document that European Court of Human Rights decisions are binding and that Constitutional Court rulings will be taken into account by judges. Then will Selahattin Demirtaş be released tomorrow? Will you comply with ECHR rulings and will Osman Kavala be released tomorrow?" Tanrikulu asked.

Turkey has ignored the ECHR's rulings on Kavala and Demirtaş, although they are legally binding. The court says such detentions violate human rights and only serve to limit pluralism and political debate.

Tanrikulu also said that the



government has received a funding of 1.3 million Turkish Liras from the European Union to prepare this reform plan. "We cannot even prepare the Human Rights Action Plan with our own money," he said.

#### Commitments outlined in plan are 'rediscovery of Constitution

CHP MP Ünal Çeviköz said that the commitments outlined in the government's plan are already in the Constitution. "The Human Rights Action Plan is like the rediscovery of the Turkish Constitution. Yet, this is also a progress. We will continue to protect our Constitution, as has been the case

until now," Çeviköz wrote on Twitter.

The Human Rights Association (İHD) has similarly asked if the release of Demirtaş and Kavala is imminent or not with the government's action plan.

"[With this action plan] Will decisions on Selahattin Demirtaş and Osman Kavala be implemented or not?" İHD co-chair Öztürk Türkdoğan asked, saying the government would prove its "will to hold reforms" with the implementation of these decisions.

"If these decisions will not be implemented, we are looking at

a situation which does not go beyond a mere modification which would correct some damaged things," he told Gazete Duvar.

Human Rights Foundation of Turkey (HRFT) president Metin Bakkalcı also commented on the plan, saying that government should have instead addressed the misuse of laws.

"The current atmosphere does not prevent authorities from arbitrarily detaining people, exposing them to long-time arrests and refraining them from their rights to hold meetings and protests," Bakkalcı told Gazete Duvar.

"There are a lot of problems with regards to rights to assembly and demonstration, or the use of power by police. There is no need for special action plans for these. If there is sincerity, legal regulations can be brought up in a very short period of time, and these laws can be put in order in a way that respect human rights," he said.



02 mars, 2021

## Turquie: Erdogan présente un plan pour les droits humains peu convaincant

Les autorités turques assurent avoir consulté depuis 2019 plus de 1 500 personnes – dont des ONG de défense des droits humains – pour préparer le plan d'action présenté ce mardi par Recep Tayyip Erdogan. Mais après une heure de discours et des dizaines d'annonces parfois très vagues ou au contraire très techniques, les avancées sont loin d'être à la hauteur des attentes des défenseurs des droits de l'homme.

Le chef de l'État a notamment affirmé vouloir renforcer la liberté

d'expression, assurant que « personne ne pouvait être privé de liberté pour avoir exprimé une critique ». Tout en ajoutant aussitôt : « dans la mesure où ils respectent les droits personnels des autres ». Une telle limitation n'empêchera donc pas l'ouverture, chaque année, de milliers de procès pour « insulte au chef de l'État », observe notre correspondante à Istanbul, Anne Andlauer.

Sur un autre point très attendu, Recep Tayyip Erdogan a certes fixé comme objectif la limitation

des mesures de détention préventive, mais il n'a rien annoncé ni pour renforcer l'indépendance des tribunaux, ni pour garantir l'application des décisions de la Cour européenne des droits de l'homme, ni pour restreindre la définition légale du crime de « terrorisme », comme l'UE le réclame.

Le président a pourtant affirmé que ce plan d'action devrait permettre à son pays de remplir tous les critères définis par l'Union européenne pour exempter les citoyens turcs de visas Schengen.

Les annonces de ce mardi interviennent en effet avant un sommet à Bruxelles le 25 mars lors duquel les dirigeants européens doivent examiner une « feuille de route » sur l'avenir des relations avec la Turquie. Les rapports entre Ankara et les pays occidentaux se sont dégradés depuis 2016, notamment à cause des purges lancées par Recep Tayyip Erdogan contre des opposants, des médias critiques et la société civile après un putsch manqué.

## Retour de Syrie : le brûlant dilemme des femmes et des enfants

Paule Gonzalès experts de l'antiterrorisme, avocats et élus alertent le gouvernement sur l'urgence de choix stratégiques.

JUSTICE « Une équation à plusieurs inconnues que l'on ne résoudra pas par des incantations. » Sobrement, ce spécialiste français de la lutte antiterroriste commente le débat qui ne cesse de s'amplifier sur le retour des 300 enfants et d'une centaine de femmes retenus dans les camps du Kurdistan, principalement à al-Hol et Roj, au Rojava.

Un regain d'intérêt provoqué par l'action énergique de plusieurs avocats, notamment Mes Dozé, Daoud et Rivière, par la grève de la faim de Pascale Descamps, dont la fille retenue est gravement malade. De quoi convaincre quatre parlementaires, les députés ex-LREM Frédérique Dumas, Hubert Julien-Laferrrière, et deux députés européens, Mounir Satouri (Verts) et Sylvie Guillaume (PS) de partir dans cette région, le 27 février dernier, dans l'espoir de prendre la mesure humanitaire de l'état de ces zones de rétention.

En vain, puisqu'ils auront échoué à obtenir des sauf-conduits leur permettant d'y accéder. « Sans doute parce que la France a bloqué », s'insurge le député UDI, Pierre Morel-A-L'Huissier qui, comme le sénateur communiste Pierre Laurent, a écrit une lettre ouverte pour plaider le rapatriement humanitaire des enfants, après un avis du Comité des droits de l'enfant de l'Organisation des Nations unies de no-



Une femme et ses enfants dans le camp d'al-Hol en Syrie, qui accueille plus de 31.000 enfants âgés de moins de 12 ans. DELIL SOULEIMAN/AFP

vembre 2020. Il estime que la France est responsable des enfants de djihadistes français détenus en Syrie : « Il est incompréhensible que le gouvernement s'oppose au rapatriement de ces femmes et enfants et qu'au plus haut niveau de l'État on se demande encore s'il faut un retour global ou perlé. Certains prétendent que c'est trop dangereux pour nos militaires français, je crois que c'est surtout pour ne pas froisser une opinion publique réticente », affirme-t-il.

Il demeure que, si d'autres pays comme l'Allemagne, la Finlande et la Suède ont rapatrié une poignée de leurs propres ressortissants, la France, a déjà récupéré 150 mineurs. « On ne se rend pas compte de l'importance de la donne démographique. Les Français sont partis par centaines. Comment comparer la

situation avec un pays comme la Finlande ? », affirme ce bon connaisseur de cette zone de conflit. Ces retours concernent des orphelins qu'il a été possible d'identifier et d'extraire de ces camps grands comme des villes ; quelques mineurs rentrés avec le consentement de leurs mères restées sur place comme les trois enfants d'Émilie König et enfin ceux revenus avec leurs parents soit clandestinement, soit par le protocole Cazeneuve - qui prévoit l'expulsion vers la France de ses ressortissants arrêtés en Turquie. Une cinquantaine de femmes seraient rentrées selon ces deux modes opératoires.

Exactions dans les camps

« Toute la logique juridique de ces rapatriements est fondée sur le consentement. On ne peut arracher des enfants à

des mères, pas plus que l'on ne peut obliger des femmes qui sont parties volontairement il y a des années de rentrer si elles ne le souhaitent pas. Très peu le veulent, d'ailleurs », rectifie ce spécialiste. Car l'autre casse-tête est la donne diplomatique, qui ne permet pas à la justice française, malgré 700 mandats d'arrêt et de recherche, de réclamer ces ressortissants à un État non reconnu, le Kurdistan, et à un autre avec qui les relations sont gelées, la Syrie. Plus personne en revanche ne prend plus aujourd'hui le prétexte fallacieux que les crimes et délits doivent être jugés là où ils ont été commis. Comme le rappelle Jean-Charles Brisard, du Centre d'analyse du terrorisme « les lois du 22 juillet 1996 puis du 21 décembre 2012 reconnaissent la compétence personnelle de la France à poursuivre les crimes terroristes de ses ressortissants ailleurs que sur son territoire ».

Pour autant, la reprise d'influence de l'État islamique dans la zone, la multiplication d'exactions au sein des camps et les risques d'évasion en vue de reconstituer des cellules combattantes exigent du gouvernement d'anticiper au nom de la sécurité. Une réflexion à marche forcée quand on sait qu'à ce jour aucune structure pénitentiaire dédiée n'existe vraiment pour les femmes radicalisées.





02-03-2021  
Reporting by Tuvan Gumrukcu;  
Editing by Dominic Evans

## Turkey plans to shut down pro-Kurdish opposition party - ruling party official

ANKARA (Reuters) - Turkey's government plans to shut down the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP), the ruling AK Party's deputy parliament chairman was quoted as saying on Tuesday, the most senior official to endorse nationalist demands for its closure.

President Tayyip Erdogan's government and its nationalist MHP allies accuse the HDP of links to the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK), accusations that escalated after Ankara said Turkish captives were killed by the PKK in Iraq last month.

The MHP have repeatedly called for the HDP's closure over links to the PKK, which Turkey, the European Union, and United States designate a terrorist organisation.

The HDP denies the accusation. The third largest party in parliament, it has also faced a barrage of legal bids to lift the



FILE PHOTO: Supporters of pro-Kurdish Peoples Democratic Party (HDP) shout slogans during a protest against the arrest of 82 people including members of their party, in Istanbul, Turkey September 25, 2020. REUTERS/Murad Sezer

parliamentary immunity of its lawmakers.

"God willing, we will shut down the HDP in the eyes of the people," Cahit Ozkan, a deputy parliamentary group chairman for Erdogan's AKP, was quoted as saying by the state-owned Anadolu news agency.

"Our people have lost hope in this party. All 83 million are demanding that this party be politically shut at the ballots and legally within the framework of the constitutional order."

Ozkan's remarks come after Erdogan, whose government has faced criticism from rights groups and Western allies over

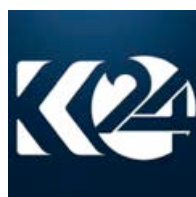
backsliding in democratic freedoms, announced plans to strengthen the right to fair trial and freedoms of expression.

Earlier on Tuesday, MHP leader Devlet Bahçeli reiterated his call to shut the HDP and called for measures to prevent it re-establishing under a different name, as it has done before.

"The HDP's closure is urgent, vital and mandatory," Bahçeli said. "From head to toe, the HDP is in the swamp of corruption and terror".

The crackdown on the HDP has included arrests of thousands of party officials and members, while dozens of its elected mayors and lawmakers have been ousted.

The PKK has waged an insurgency in the mainly Kurdish southeast Turkey since 1984 and more than 40,000 people have been killed in the conflict.



March 03, 2021  
By Hiwa Shilani

## Iranian forces killed or wounded 16 Kurdish border couriers in February: Rights group

**ERBIL (Kurdistan 24)** – An organization that documents human rights violations against ethnic Kurds in Iran announced on Tuesday that at least 16 couriers, known commonly as Kulbar, were either killed and wounded in February by Ira-

nian forces in mountainous areas along the shared border with the Kurdistan Region.

Kulbar is the Kurdish term for individuals who smuggle small amounts of goods across the border ("kul" meaning "back"

and "bar" meaning "carrying").

Though illegal, it is a local practice that has long since been accepted as normal in economically undeveloped areas of Iranian Kurdistan (Rojhilat) where many res-

idents depend on it for their livelihoods.

They carry an average of 75 kilograms (150 pounds) on their backs as they journey back and forth across the Zagros Mountains to make a liv-

ing amid rampant unemployment.

Those who brave the perilous cross-border journeys earn as little as \$10 per day to climb near-impassable roads while carrying large amounts of goods such as tobacco, clothes, and tea strapped to their backs.

Due to the clandestine nature of their occupation, Kulbar are often been the target of Iranian border guards, from whom they face not merely arrest but gunfire.

According to the report by the Hengaw organization that included incidents compiled during February, 7 Kulbar were killed and 9 others wounded over the month.

Ten of the casualties were listed as residents of the Kurdish-majority eastern Iranian province of Sanandaj and over half of the total cases reported involved Kulbar being shot by border guards.



Kurdish couriers (Kulbar) make the perilous journey between Iran and the Kurdistan Region. (Photo: Kurdistan 24)

Kurdistan au féminin

04.03.2021

Le Kurdistan à travers le regard féminin

## ONU: Des responsables turcs étaient présents lors de la torture des prisonniers à Afrin

SYRIE / ROJAVA – Des responsables turcs étaient présents lors de la torture de prisonniers par des gangs islamistes dans le canton kurde d'Afrin, ont déclaré plusieurs survivants à une commission des Nations Unies.

La Commission d'enquête de l'ONU sur la République arabe syrienne a publié lundi un projet de rapport sur les détentions et les disparitions.

Le rapport comprend plusieurs conclusions accablantes sur le comportement des groupes syriens réunis sous le nom de l'Armée Nationale Syrienne (ANS) alliée à la Turquie dans la région kurde d'Afrin occupée qu'ils occupent depuis mars 2018.

Depuis lors, l'ANS a commis des crimes de guerre, crimes contre l'humanité, du net-

toyage ethnique, du pillage, trafic d'êtres humains, de féminicides et d'esclavage sexuel des femmes et de fillettes.

Des centaines de civils d'Afrin ont été kidnappés ou portés disparus après que les gangs aient commencé à rançonner la population locale, une pratique qui s'est progressivement transformée en une opération systématique d'extorsion de la population kurde d'Afrin, selon le rapport des Nations unies.

Les survivants disent que leurs ravisseurs leur ont infligé des coups fréquents et sévères tout en exigeant que les détenus avouent leurs liens avec l'administration kurde d'Afrin avant l'invasion. Les gangs ont également agressé et violé des femmes et fillettes pendant leur détention, en kidnappant certaines d'entre elles et en les

marquant de force.

« L'ANS a particulièrement ciblé la minorité religieuse yézidie d'Afrin. Les sanctuaires yézidies ont été pillés et les familles yazidiennes ont fait l'objet de rançons exorbitantes », a déclaré Amy Austin Holmes, membre du Centre Wilson.

«Même s'ils survivent, c'est un moyen de forcer le changement démographique, de forcer les quelques Yézidies qui vivent encore à Afrin à partir», a déclaré Holmes à la Commission américaine sur la liberté religieuse internationale en juin 2020. «C'est une façon de s'engager dans le nettoyage ethnique et le changement démographique sans réellement tuer des gens.»

Une femme yézidie a déclaré aux enquêteurs de l'ONU que les rebelles l'avaient battue avec des câbles tout en la

menaçant de mort. «Les Yézidies sont des infidèles. Nous vous expulserons de votre terre. Vous mourrez ici », aurait dit à la femme un membre de la milice.

Les troupes turques étaient fréquemment présentes dans les centres de détention rebelles et ont assisté à des séances de torture, selon le témoignage des survivants cité dans le rapport de l'ONU.

L'ambassade de Turquie à Washington n'a pas répondu à une demande de commentaire par courrier électronique.

Joint par SMS, le porte-parole de l'Armée nationale syrienne, Youssef Hammoud a déclaré: «Je ne suis plus pressé de lire des rapports comme celui-ci. L'ONU a été politisée dans ses affaires, donc je ne vois pas l'utilité de se précipiter pour



s'informer.»

Hammoud a déclaré que le rapport était en cours de traduction et a promis de revenir avec des commentaires plus spécifiques, mais n'a pas répondu aux messages de suivi avant la mise sous presse de cet article.

Malgré les détails des abus, le rapport de l'ONU a trouvé peu de mains propres dans le conflit syrien. Des centaines de témoins ont déclaré aux enquêteurs de l'ONU que des groupes anti-gouvernementaux – y compris l'Armée syrienne libre, l'État islamique et les ramifications d'Al-Qaïda – ont régulièrement disparu et torturé leurs opposants.

Le gouvernement syrien a également mené une campagne bien documentée contre les dissidents, y compris les disparitions systématiques, la torture et les meurtres. Les groupes de défense des droits humains estiment que des dizaines de milliers de personnes sont mortes dans les prisons du régime syrien.

#### **Même les forces soutenues par les États-Unis accusées d'actes de torture**

L'ONU a déclaré que les FDS dirigés par les Kurdes avaient «*détenu arbitrairement et parfois torturé*» ses opposants politiques, y compris sur un «*site noir*» à al-Malkiya. Les enquêteurs ont trouvé trente cas de ce type entre 2013 et 2020, selon le rapport.

Le bureau politique des FDS à Washington n'a pas répondu à une demande de commentaire avant la publication.



De l'autre côté des lignes de front, le rapport de l'ONU a désigné deux groupes rebelles autrefois soutenus par les États-Unis, la division Sultan Murad et la division Hamza, comme parmi les pires tortionnaires d'Afrin.

La division Sultan Murad a reçu des armes antichar dans le cadre d'un programme secret de la CIA pour combattre le gouvernement syrien. Alors que la division Hamza a été approuvée, entraînée et armée par les États-Unis dans le cadre d'un programme du ministère de la Défense maintenant disparu pour forger une armée rebelle contre l'État islamique. Les deux ont rejoint plus tard l'ASN.

«*Le portefeuille de la division Hamza a ensuite été repris par la Turquie dans le contexte de son intervention directe fin 2016 en Syrie et du désengagement des États-Unis du nord-ouest de la Syrie*», a déclaré Alexander McKeever, chercheur à [Syrians for Truth](#)

[and Justice](#), à Ahval News.

«*Depuis lors, la taille du groupe a considérablement augmenté, ce qui, en conjonction avec ses liens étroits avec la Turquie, lui a permis de devenir l'une des factions les plus importantes dans les régions de Syrie contrôlées par la Turquie*», a-t-il déclaré.

Le groupe s'est également engagé dans des activités de mercenaires en Libye et en Azerbaïdjan.

Une série d'incidents l'année dernière a révélé l'étendue des exactions de la division Hamza contre la population civile d'Afrin.

Lors d'un différend en mai 2020 dans un magasin local, des combattants de la division Hamza ont ouvert le feu et tué plusieurs civils. En réponse, une foule en colère a pris d'assaut le siège du groupe, où ils ont trouvé plusieurs femmes [nues et dans un état terrible] dans une prison secrète.

Une vidéo montrait les femmes escortées hors de la prison par la police militaire soutenue par la Turquie. Les groupes kurdes l'ont qualifié d'«*insulte aux femmes du monde entier*» et ont exigé une enquête impartiale.

#### **Les experts ne doutent guère de la cause profonde de ces violations**

«*À moins que la Turquie ne se retire des zones qu'elle occupe, notamment Ras al-Ayn, Tal Abyad et Afrin, il est peu probable que les habitants d'origine – quelle que soit leur religion, quelle que soit leur appartenance ethnique – retourneront jamais chez eux*», a déclaré Holmes lors de son témoignage à la commission.

«*Il est peu probable que les Yézidis et les chrétiens qui y ont vécu pendant des centaines d'années puissent un jour rentrer chez eux à moins que la Turquie ne se retire.*»

## À la veille du voyage du pape François, l'Irak étale ses fractures

Le contexte politique pourrait difficilement être pire en Irak, à quelques heures de l'arrivée du pape François. « Mais quand sera-t-il meilleur ? », soupirent les bons connaisseurs de ce pays, ravagé par quarante années de guerre. Ces derniers jours ont donné un aperçu des multiples conflits qui le rongent.

La colère des jeunes chiites irakiens à l'égard de leurs gouvernants est à nouveau à son comble à Nassiriya, à quelques kilomètres du site antique d'Ur, où se tiendra une rencontre interreligieuse, samedi 6 mars. Les mots d'ordre restent les mêmes depuis le début du soulèvement, le 1<sup>er</sup> octobre 2019 : le manque d'emplois et de services publics, la dénonciation de la corruption. Déjà six manifestants ont été tués, depuis la mi-février, et des dizaines d'autres blessés, témoignant une fois de plus de la violence de la répression.

### Liberté face au raz-de-marée de l'islamisme chiite

« Ces manifestations se situent dans le prolongement de la révolution d'octobre 2019, mais elles prennent une tournure particulière à Nassiriya », analyse le journaliste et activiste Ahmad al-Rubaye. « Dans leurs slogans, les manifestants

réclament la "liberté" : la liberté face au raz-de-marée de l'islamisme chiite que la ville subit depuis l'invasion américaine en 2003. Ils protestent contre les partis islamiques pro iraniens, responsables du vol des richesses de la ville et du pays. »

Ces revendications, portées au cœur du sud chiite de l'Irak, non loin du gouvernorat de Maysan, frontalier avec l'Iran et considéré comme le principal fournisseur de miliciens pro iraniens, montrent qu'en Irak, les tensions ne sont pas seulement religieuses ou ethniques, mais aussi intra-confessionnelles.

Dans ces manifestations, deux visions de l'avenir de l'Irak s'affrontent : l'une sur le modèle de la République islamique iranienne ; l'autre sous la forme d'un pays indépendant, « dans lequel les libertés publiques sont protégées, qui garantit une vie décente à ses citoyens et ouvert sur le monde extérieur », résume Ahmad al-Rubaye.

### Tensions entre États-Unis et Iran

Hélas, ce débat fondamental n'est que partiellement aux mains des Irakiens, car il se double d'un antagonisme entre puissances étrangères. Mercredi 3 mars au petit matin, les ten-

sions irano-américaines se sont elles aussi rappelées au souvenir du pape François. Au moins dix roquettes se sont abattues sur la base irakienne d'Aïn al-Assad abritant des soldats américains dans l'ouest de l'Irak, et comme à chaque fois, les regards se tournent vers les factions armées pro Iran.

Et une fois de plus, l'Irak apparaît comme le jouet d'intérêts qui le dépassent. D'un côté, ceux de Téhéran, écrasé par les sanctions américaines, et qui maintient son emprise sur Bagdad à travers les Gardiens de la Révolution et ses soutiens locaux. De l'autre, Washington, tiraillé entre la promesse de rapatrier ses « boys » et le souci de ne pas laisser le champ libre à l'Iran. Juste avant de quitter la Maison-Blanche, Donald Trump a réduit la présence militaire américaine à seulement 2 500 hommes en Irak.

### Un heureux : Daech

Ces affrontements permanents, sur fond d'une crise économique sans précédent, aggravée par l'effondrement des cours du pétrole et les effets de la crise sanitaire, font au moins un heureux : Daech. Trois ans après sa défaite à Mossoul, certains de ses combattants ont trouvé refuge dans les monts Hamrin, région pétrolière du nord

de l'Irak.

À l'abri des montagnes, l'organisation reprend des forces, profitant du chaos qui règne dans ce territoire, en partie disputé par l'Irak fédéral et le gouvernement semi-autonome kurde. Les enlèvements sont quotidiens et le 21 janvier, 32 personnes ont été tuées lorsque deux kamikazes de l'État islamique qui se sont fait exploser sur un marché du centre de Bagdad.

Une fois de plus, la France a sonné l'alerte. Auditionné à l'Assemblée nationale mardi 2 mars, le ministre des affaires étrangères Jean-Yves Le Drian a refait le constat d'« une forte résurgence de Daech » et appelé à une réunion « assez rapidement » de la Coalition internationale contre le djihadisme.

« Deux défis sous-jacents rendent l'État islamique capable de déclencher un carnage et une résurgence : le besoin désespéré d'une relance économique et la menace des milices chiites », écrit Ranj Alaaldin, chercheur associé au Brookings Doha Center. « Pour traiter les deux, l'approche de Washington (...) doit être fondée sur le fait que la crise économique et les milices chiites alignées sur l'Iran sont les deux faces d'une même médaille. »



# Un rapport de l'ONU dévoile des exactions systématiques dans les régions kurdes occupées par les Turcs en Syrie

Les enquêteurs de la Commission indépendante internationale sur la Syrie décrivent une occupation militaire marquée dans les zones kurdes par des violations organisées des droits humains.

Un jour d'hiver, dans un centre de détention installé dans une ancienne école de la ville occupée d'Afrin, les miliciens stipendiés par la Turquie de l'Armée nationale syrienne (ANS) ont hurlé à leurs prisonniers kurdes l'ordre de sortir de leurs cellules. Ils les ont réunis dans le hall du bâtiment pour une occasion spéciale, quelque chose de différent des tortures et humiliations routinières auxquelles ils sont habituellement soumis. Une jeune fille kurde mineure capturée dans cette région kurde syrienne venait d'être arrachée de sa cellule et amenée devant eux. Sous les yeux des détenus rassemblés, les geôliers l'ont violée, puis violée encore, les uns après les autres, en les forçant à regarder son supplice.

Cet épisode, dont *Le Monde* a pu consulter le compte rendu complet, n'est qu'une exaction parmi tant d'autres commises par des alliés de la Turquie à avoir retenu l'attention des enquêteurs de la Commission indépendante internationale des Nations unies sur la Syrie. Leur rapport sur la situation des droits humains dans le pays, paru mardi 15 septembre, porte sur des violations documentées par l'ensemble des acteurs du conflit syrien et décrit avec une autorité jusqu'alors inédite et en profondeur l'ordre de terreur imposé par la Turquie dans deux régions kurdes de Syrie donnant à voir entre les lignes la responsabilité d'Ankara

dans ces atrocités.

Résultat d'offensives menées en 2018 et 2019 contre les Forces démocratiques syriennes (FDS), à dominante kurde, dans le contexte du conflit qui oppose sur son territoire Ankara au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), la mainmise turque sur ces territoires s'est installée au fil des mois loin du regard des observateurs internationaux.

Sans précédent, du fait de sa précision et de ses implications, le texte rédigé sous le mandat du Conseil des droits

en creux, la Turquie comme la puissance occupante de ces territoires. Une source diplomatique turque a indiqué au *Monde* qu'Ankara n'avait pas pour l'heure de réaction à apporter, rappelant que la Turquie avait coopéré avec les enquêteurs de la commission.

## Politique d'exactions planifiée

Les violations documentées ont été commises dans deux régions distantes de près de 300 kilomètres, Afrin et Ras Al-Aïn, enclaves contrôlées par la

vers des pratiques systématiques dont les responsables se trouvent à Ankara. Pour la première fois, le rapport des Nations unies ne se contente pas d'énumérer des actes isolés mais une politique raisonnée dans le cadre de laquelle les exactions visant les populations kurdes ont été organisées, coordonnées, planifiées.

Un trait saillant se dégage : la guerre systématique que les miliciens syriens soutenus par Ankara mènent aux femmes kurdes dans les régions qu'ils occupent



Des soldats turcs avec des membres de l'Armée syrienne libre, à Afrin, le 2 avril 2018. Photo agence Anadolu, organe officiel du gouvernement turc. OMER ALVEN / ANADOLU AGENCY VIA AFP

de l'homme des Nations unies va désormais jusqu'à décrire,

Turquie et soumises à des exactions similaires, ce qui pointe

Les enquêteurs notent ainsi des « pillages systématiques »



menés par les supplétifs syriens d'Ankara, des confiscations de propriétés, des détentions arbitraires, le déplacement forcé de familles kurdes fuyant « *meurtres, menaces, racket, enlèvements, tortures et détentions* », sous les yeux – voire avec la coopération – des autorités militaires et civiles turques qui règnent en maître dans cette zone grise, livrée au chaos et au droit du plus fort.

Dans son rapport, la commission relève que « *les forces turques étaient informées et présentes dans les installations contrôlées par l'ANS où les mauvais traitements des détenus étaient généralisés, y compris lors des sessions d'interrogatoires au cours desquelles des actes de tortures ont eu lieu* ».

### Le viol comme arme de guerre

Un trait saillant se dégage par ailleurs des conclusions des enquêteurs onusiens : la guerre systématique que les miliciens syriens soutenus par Ankara mènent aux femmes kurdes dans les régions qu'ils occupent.

Le rapport publié mardi a pu ainsi confirmer la pratique endémique du viol et d'autres violences sexuelles comme armes de guerre dans la région d'Afrin par des membres des groupes armés pro-Turcs qui forment l'ANS.

Par ailleurs, à Afrin comme à Ras Al-Aïn, « *les femmes kurdes (...) ont subi des actes d'intimidation par des membres de brigades de l'ANS, créant un climat généralisé de peur qui les confine dans leur foyer* ». Les femmes issues de la communauté yézidie, une minorité religieuse kurdophone et non musulmane ravagée en Irak par l'organisa-

tion Etat islamique, comptent parmi les plus vulnérables. L'une d'entre elles, enlevée par des miliciens pro-turcs, a ainsi été intimidée de se convertir à l'islam lors d'un interrogatoire, d'après les enquêteurs.

« *La région d'Afrin se trouve dans un angle mort depuis que les forces turques en ont pris le contrôle en 2018, relève un expert international proche du dossier. Le climat de peur qui y règne dissuade les habitants de témoigner. Ils savent que si les nouvelles autorités décèlent le moindre signe qu'ils ont communiqué avec l'extérieur sur les conditions de l'occupation, ils risquent la torture ou la mort.* » De fait, les moyens de coercition mis en place dans ces territoires dépassent les capacités de simples groupes armés. Ils sont adossés à la toute puissance d'un Etat, la Turquie, membre de l'OTAN.

### L'implication turque « est totale »

« *Les réseaux téléphoniques syriens ont été remplacés par le réseau turc. Les forces de l'ordre turques ont déployé des caméras de surveillance, mènent des arrestations conjointes... Leur implication est totale* », juge un spécialiste du dossier.

D'après des informations obtenues par *Le Monde* et non incluses dans le rapport, la gendarmerie turque de même que les forces spéciales de la police turque occupent ainsi de manière permanente deux anciennes écoles à Afrin. Face à cette présence, des groupes clandestins liés aux forces kurdes mènent des opérations de guérillas. Des attentats visant les casernes de groupes armés pro-Ankara ont également été commis, provoquant de nombreuses pertes civiles. Le dernier en date, une

attaque au véhicule piégé, a fait trois morts civils dans le centre d'Afrin, lundi.

Les autorités civiles turques sont aussi impliquées dans cette occupation qui se traduit par l'utilisation de la livre turque dans les échanges commerciaux, la supervision de la gouvernance de ces territoires par des fonctionnaires turcs, dans les secteurs de la santé comme de l'éducation. Ce travail de reconstruction s'accommodent volontiers de nombreux crimes de guerre, comme l'appropriation forcée de propriétés civiles, qui induisent un changement démographique de ces régions. Le rapport note à cet égard un cas des plus parlants, qui dénote de la relation organique qu'entretiennent les miliciens de l'ANS, l'administration civile turque et certaines organisations à vocation humanitaire proches du gouvernement d'Ankara.

Le rapport conclut que la Turquie détient un « contrôle effectif » de ces territoires

Les enquêteurs ont ainsi montré qu'à Ras Al-Aïn, « *des membres de la brigade Hamza se sont approprié le domicile d'une famille kurde transformé ensuite en institut d'études coraniques contrôlé par la Fondation pour les droits humains, les libertés et l'aide humanitaire (IHH)* ». Le rapport note que l'inauguration officielle de cet institut a eu lieu en la présence du gouverneur de la province turque voisine de Sanliurfa. Cet événement, largement médiatisé localement, a eu lieu le 23 juin.

### Puissance occupante

La répression qui s'est abattue sur les régions majoritairement kurdes syriennes contrôlées par la Turquie et ses alliés ne connaît pas non plus de fron-

tière. La commission des Nations unies sur la Syrie déclare, dans le rapport publié mardi, que « *des ressortissants syriens, y compris des femmes, ont été détenus par l'ANS dans la région de Ras Al-Aïn, transférés par les forces turques à la République de Turquie, accusés de crimes commis dans la même région, notamment de meurtre ou d'appartenance à une organisation terroriste, le tout conformément au droit pénal antiterroriste turc* ». Cet aspect est considéré comme l'un des plus préoccupants au regard du droit international par les membres de la commission.

Le choix de mettre en avant cette réalité n'est pas anodin. L'objectif réel des conclusions juridiques de la partie du rapport consacrée aux régions placées sous influence turque est de pointer le fait que la Turquie y exerce un rôle de puissance occupante et de mettre ainsi Ankara en face de ses responsabilités au regard du droit international. Du point de vue juridique, le rapport conclut que la Turquie détient un « *contrôle effectif* » de ces territoires.

Entre les lignes, c'est bien du statut de puissance occupante régi par les conventions de Genève auquel il est fait référence. La commission note par ailleurs que les autorités turques n'étant pas intervenues alors que des exactions documentées étaient commises par leurs alliés locaux, Ankara « *pourrait avoir violé [ses] obligations* ». Le travail de documentation des enquêteurs de la commission et le début de qualification juridique des faits offrent une perspective aux victimes mais, dans les régions kurdes occupées par Ankara au nord de la Syrie, l'impunité règne toujours, sous le drapeau turc.

## Belges en Syrie : le gouvernement ouvre la porte au rapatriement des mères détenues dans les camps syriens

Le Conseil National de Sécurité (CNS) s'est réuni mercredi et a ouvert la porte au rapatriement "au cas par cas" des mères belges détenues en Syrie, a annoncé jeudi à la Chambre Alexander De Croo.

La Premier ministre était interrogé par Koen Metsu (N-VA) et Georges Dallemagne (cdH) à ce sujet. "Le camp de Al-Hol est devenu la nouvelle capitale de l'Etat Islamique", a lancé le député humaniste. "C'est un chaudron extrêmement dangereux, tant pour la population locale que pour notre propre sécurité."

**Une situation gravement dégradée**

Plus tôt cette semaine, plusieurs articles de presse men-



Belges en Syrie : le gouvernement ouvre la porte au rapatriement des mères détenues dans les camps syriens - © DELIL SOULEIMAN - AFP

tionnaient le fait que les Kurdes avaient perdu le contrôle du camp d'Al-Hol, où sont également détenus des femmes belges de l'EI et leurs enfants.

"La réalité est que la situation

dans le camp s'est gravement dégradée", a confirmé Alexander De Croo devant les députés. Le Premier ministre a évoqué le risque de voir les enfants présents sur place devenir "les terroristes de demain". "Nous ne pouvons pas le to-

lérer. On doit donc tout faire pour les faire sortir de là. Le CNS a confirmé hier la démarche de rapatriement des enfants, la limite d'âge étant fixée à 12 ans."

"La situation des mères est aussi très préoccupante", a-t-il ajouté. Treize femmes, soit 9 condamnées et 4 faisant l'objet d'un mandat d'arrêt international, se trouvent sur place. "Le CNS a décidé que, pour les mères, la situation serait évaluée au cas par cas, le critère principal étant notre sécurité nationale." "Si elle se sont distancées de l'EI, elles pourront être rapatriées", a-t-il conclu, rappelant que l'intention restait de les voir jugées sur place.

## Eau. L'Euphrate, l'autre arme de la Turquie contre les Kurdes en Syrie

L'administration kurde qui gère le nord-est de la Syrie accuse la Turquie de couper l'eau de l'Euphrate pour l'affaiblir. Un moyen de pression déjà utilisé par Ankara auparavant.

"Le gouvernement turc a baissé le niveau de l'Euphrate dans le but de faire pression sur l'administration semi-autonome kurde dans le nord-est de la Syrie", a dénoncé le directeur des barrages de l'Euphrate en Syrie, Ahmad Ossou, relayé par [le site panarabe Raseef22](#).

Le mardi 2 mars, l'administration kurde a indiqué que, depuis la fin janvier, la Turquie avait divisé par quatre les quantités d'eau provenant de l'Euphrate. Ce rationnement a un effet sur l'approvisionnement en eau et la production d'électricité.

**En amont**

Plus long fleuve de l'Ouest asiatique, l'Euphrate, qui naît en Turquie et traverse la Syrie et l'Irak avant de se jeter dans le golfe Persique, a toujours été un sujet de friction entre ces trois pays, notamment en

raison de la question kurde. Idem pour l'autre grand fleuve de la zone, le Tigre.

La Turquie, qui a construit des barrages sur l'Euphrate et le Tigre, contrôle ainsi le niveau de l'eau arrivant en Syrie et en Irak."

En 2020, indique [Raseef22](#), la Turquie avait déjà réduit le niveau de l'Euphrate arrivant en Syrie, poussant l'administration semi-autonome kurde à demander à l'Organisation des Nations unies de faire pression sur Ankara.

Le site panarabe rappelle que la Turquie avait déjà utilisé la carte de l'eau à la fin des années 1990 contre la Syrie, qui avait fini par expulser de son territoire Abdullah Ocalan, le leader et fondateur du PKK [Parti des travailleurs du Kurdistan, mouvement armé kurde] qui sera arrêté en 1999 et emprisonné en Turquie.

Aujourd'hui, il n'y a aucun accord officiel entre la Turquie, la Syrie et l'Irak concernant le partage de l'eau de l'Euphrate entre les trois pays."

Mais en 1987, la Syrie et la Turquie ont signé un protocole courant sur cinq ans qui prévoit qu'Ankara fournisse 500 m<sup>3</sup> d'eau par seconde à Damas, indique Raseef22. "Cet accord temporaire sert encore aujourd'hui de base de discussion entre les deux pays", explique le site. Ces dernières années, la Syrie a demandé à plusieurs reprises à la Turquie d'augmenter sa part à 700 m<sup>3</sup>/s, mais en vain.

En 1989, la Syrie a signé un

autre accord bilatéral, mais avec l'Irak, prévoyant que 52 % des eaux de l'Euphrate reviennent à Bagdad.

Dans ce contexte, Raseef22 note que le ministère irakien des Ressources hydrauliques a déclaré, le lundi 1<sup>er</sup> mars, que le président turc Recep Tayyip Erdogan souhaitait une solution pérenne sur le dossier de l'eau entre l'Irak et la Turquie.



Un combattant des Forces démocratiques syriennes (FDS) près du fleuve Euphrate, au nord de Raqqa, en Syrie. PHOTO / REUTERS / Rodi Said

Le Monde

05 mars, 2021  
Par Cécile Chambraud

## Devant l'ayatollah Sistani en Irak, le pape François défend « le pluralisme religieux, ethnique et culturel »

Le pontife a rencontré le chef religieux des chiites irakiens, qui lui a assuré que « les chrétiens doivent vivre en paix dans le pays ».

La photo fera date. Assis face à face, les mains posées à plat sur leurs genoux, séparés par un guéridon vert, un homme tout en noir et un autre tout en blanc se regardent. Le grand ayatollah Ali Al-Sistani, grande autorité spirituelle des chiites en Irak, a reçu le pape François, samedi 6 mars, au deuxième jour de la visite en Irak du chef de l'Eglise catholique. La rencontre de 45 minutes – plus longue que prévu –, qualifiée « de courtoisie », était privée. Aucun média n'était autorisé. Mais François aurait pu dire, comme il l'avait fait lors de son premier face-à-face avec le grand imam de l'université égyptienne d'Al Azhar, autorité sunnite : « Le message, c'est la rencontre ».

« Les chrétiens d'Irak doi-



Le pape François accueilli à Nadjaf ( Irak), le 6 mars 2021. VATICAN NEWS / AFP

vent vivre en paix », a fait savoir le chef religieux chiite après la rencontre. François a, dans un communiqué, « remercié » son hôte pour avoir, ces dernières années, « pris la défense des plus faibles et des persécutés ». Le Vatican a indiqué que le pape avait souligné « l'importance de

la collaboration et de l'amitié entre les communautés religieuses » pour « le bien de l'Irak, de la région et du monde entier ». Une constante au fil de ce voyage historique, commencé la veille à Bagdad.

« Terre martyre » Dans une capitale balayée

par le vent et largement vidée de ses passants, confinés chez eux pendant sa visite de trois jours, le pape François est arrivé, vendredi 5 mars, à la mi-journée, pour ce qu'il a qualifié dans l'avion de « voyage emblématique », un voyage qu'il veut d'encouragement et de solidarité avec une « terre martyre depuis tant d'années ». « Motif de fierté », « message inspirant pour tous », « dimension historique, religieuse, humaine » : le président irakien, Barham Saleh, lui a adressé des remerciements appuyés pour sa venue. Et, dans ses mots, on entendait l'écho d'une certaine reconnaissance. Cette fois, le visiteur ne venait en Irak ni pour ordonner, ni pour réprimander, ni pour dénigrer.

Quelques centaines de personnes avaient été autori-



sées à le saluer sur le bord de la route qui conduit au palais présidentiel depuis l'aéroport. Masque blanc assorti à sa soutane, le chef de l'Eglise catholique y a été accueilli par des cornemuses et un lâcher de colombes. Barham Saleh, qui a déjà rencontré son hôte deux fois au Vatican, a sans façon posé sa main sur l'épaule du pontife, retenant la mosette blanche que le vent faisait voler. Lors de la présentation des délégations, faisant fi des recommandations sanitaires, tout le monde s'est serré la main. Puis le président et le pape, ainsi que leur traducteur, ont aussi laissé tomber le masque lors de leur rencontre privée. Au terme de cet entretien, François lui a offert un médaillon représentant le patriarche Abraham, bâton de pèlerin à la main, sur fond de Mésopotamie.

Venu au chevet d'une communauté chrétienne très fragilisée, il a plaidé pour une société qui permette le « pluralisme religieux, ethnique et culturel » et vilipendé « le fondamentalisme », qui « ne peut accepter » cette coexistence pacifique entre différentes composantes. « La diversité religieuse, culturelle et ethnique, qui a caractérisé la société irakienne pendant des millénaires, a insisté le pape, est une précieuse ressource dans laquelle puiser, non pas un obstacle à éliminer. »

**« Victimes innocentes »**  
D'emblée, le pontife a mentionné le sort des yézidis,



Le pape François et le président irakien, Barham Saleh, au palais présidentiel, à Bagdad, le 5 mars 2021. AYMAN HENNA / AFP

minorité dont beaucoup de membres ont été tués ou réduits en esclavage par l'organisation Etat islamique (EI), « victimes innocentes de barbaries insensées et inhumaines, persécutés et tués en raison de leur appartenance religieuse ». Le pape a défendu un cadre juridique et politique qui accorde la même protection à tous les citoyens, quelles que soient leurs croyances ou leurs appartenances.

En fin de discours, il a mis l'accent sur les chrétiens du pays, de « présence très ancienne » mais aujourd'hui réduits à 1 % de la population. « Leur participation à la vie publique, en tant que citoyens jouissant pleinement de droits, de libertés et de responsabilités, témoignera qu'un sain pluralisme religieux, ethnique et culturel peut contribuer à la prospérité et à l'harmonie du pays », a-t-il insisté.

Le pape a aussi évoqué les violences et les affrontements entre factions politico-militaires et l'implica-

tion de puissances étrangères, notamment l'Iran mais aussi les Etats-Unis (sans citer ces deux pays), dans la vie politique irakienne. « Que se taisent les armes !, a lancé le pontife. Que cessent les intérêts partisans, ces intérêts extérieurs qui se désintéressent de la population locale ! (...) Assez de violences, d'extrémismes, de factions, d'intolérance ! »

#### Message à la jeunesse

Le pape François a enfin fait une allusion aux jeunes Irakiens – la moitié de la population a moins de 20 ans –, largement présents dans les manifestations de 2019-2020 qui réclamaient un changement politique, la lutte contre la corruption et le mal-gouvernement. Il a demandé aux dirigeants du pays de leur offrir « l'espérance d'un avenir meilleur » par plus de « justice », « d'honnêteté », de « transparence » et des institutions renforcées.

Barham Saleh l'a remercié d'être venu en dépit de l'épidémie de Covid-19 et des « circonstances difficiles

que traverse le pays ». Le président irakien, kurde lui-même, a lui aussi fait l'éloge de la pluralité de la société, dont sont « fiers » les Irakiens « malgré la tempête de violence, de tyrannie et de totalitarisme qui ont balayé le pays ». Il a déploré que, dans une partie du monde, « surtout en Orient, on perd la disposition au pluralisme, à la diversité », alimentant ainsi « le terrorisme », la violence et la haine. « On ne peut imaginer l'Orient sans chrétiens », a-t-il lancé, avant d'évoquer « la grande souffrance » des chrétiens « obligés de laisser leurs maisons et leur patrie ».

Toujours sans masque, le pape François s'est ensuite rendu à la cathédrale syro-catholique Notre-Dame, lieu d'un événement tragique resté dans la mémoire de tous les chrétiens irakiens. Le 31 octobre 2010, pendant une messe, un commando d'Al-Qaida l'avait attaquée, causant la mort de 48 fidèles, dont les portraits ornaient l'autel vendredi. Avant de rencontrer des représentants du clergé et des religieux, il a salué la centaine de personnes admises aux alentours de l'église. A l'intérieur de l'édifice lumineux, blanc et bois, une jauge sévère limitait le nombre de clercs, de religieux et de laïcs engagés venus écouter son premier discours aux chrétiens. Il les a encouragés à « persévérer » afin de garantir la présence chrétienne en Irak et à « servir la cause de la paix et de l'unité ».

The  
New York  
Times

March 05, 2021  
By Jane Arraf

## In Iraq's Christian Heartland, a Feud Over a Town's Identity

Pope Francis will arrive in a country whose ancient Christian towns are in danger of disappearing. In one, a Christian community's survival may come at the expense of another minority group.

**BARTELLA, Iraq** — Near the entrance to a small town in northern Iraq, a huge, artificial Christmas tree stands year-round as a symbol of the area's centuries-old Christian character.

But just down the road, a different kind of symbol illustrates the shift underway in the town of Bartella: a poster with Iran's Islamic revolutionary leader, Ayatollah Ruhollah Khomeini, gazing down on images of Shiite Muslim fighters who died battling the Islamic State. Nearby, a large iron cross is surrounded by more photos of dead Iraqi fighters, their images often superimposed over pictures of Shiite shrines.

"When you enter, you don't feel you are entering a Christian area," said the Rev. Yacoub Saadi, a Syriac Orthodox Christian priest. "You feel you are entering Karbala or Najaf," he said, referring to the Shiite holy cities in southern Iraq.

As Pope Francis visits Iraq this week in the first ever papal trip to the country, there are growing fears among Christians that the string of ancient Christian towns across northern Iraq are losing their traditional Christian character, and that their faith is in danger of disappearing from the Muslim-majority country.

The steady exodus of Christians that began after the U.S. invasion in 2003 has only accelerated since ISIS was driven out of Iraq in 2017. The pope's visit is a show of sol-



A statue of the Virgin Mary on the grounds of St. George Catholic Church in Bartella, Iraq. The church was burned by the Islamic State when the group took control of the region in 2014. Credit... Ivor Prickett for The New York Times

idity with the country's remaining Christians, whose numbers have shrunk to less than one-third of the 1.5 million who lived here in Saddam Hussein's time.

Bartella is one of about a dozen historically Christian towns on the Nineveh Plains, where the apostle Saint Thomas is said to have converted the polytheistic population just decades after the death of Jesus. Many Christians there still speak a form of Aramaic, the language of Jesus.

In Bartella, they are now a minority, fewer than 3,000 in a town of 18,000. As in most of Iraq, Shiite Muslims predominate.

The majority there belong to another Iraqi minority, the Shabak, a small ethnic and linguis-

tic group that is waging its own fight for recognition. Although most Shabak are Shiite Muslims, they have also long suffered from efforts to suppress their culture, including during the time of Saddam Hussein.

That leaves church officials in Bartella, in their effort to retain the town's diminishing Christian identity, effectively discriminating against another marginalized group.

Worried that Christians could be squeezed out of the traditionally Christian town, the Iraqi government granted church officials the authority to approve building projects and land sales.

The church has used that power to halt development projects that could bring in more Shabaks and other non-Christians.

On the edge of town, a construction project that was to include homes, a shopping center and sports center, lies abandoned. Such a project would normally be welcomed in a region with high unemployment and a housing shortage.

"The project was stopped by the church," said the Rev. Banham Lalo, a Catholic priest. "People from other areas will buy these houses, from Mosul and from Baghdad. It paves the way for demographic change."

The project's developer, Duraid Mikhael, a Christian from nearby Erbil, said he had sunk more than \$200,000 into the project before he was ordered to stop in November. He said the development would have employed hundreds of workers over three years, most of them from around Bartella.

"I want to develop the Bartella area but they won't let me work," he said.

The divisions between the two ethnic groups can become heated and direct, unusual in a country where most officials are careful to minimize differences and to refer to Iraqis of other faiths as "our brothers."

"The main problem is Shabak officials," insisted Father Saadi, the Orthodox priest. "They are changing the identity of Bartella."

The disagreement often boils



down to a contest of which minority is the most disadvantaged.

“Christians ask for their rights and they call themselves oppressed but they are not,” said Saad Qado, director of the Voice of Shabak, a local radio station. “We are oppressed. They have everything.”

“I can take you to Shabak villages that don’t have clean water to drink or a hospital even,” he said. “Some of the villages don’t have schools, but no one cares about us.”

While religious conflict has a long history in Iraq, the current tensions in Bartella are rooted in the town’s capture by the Islamic State in 2014. Both Christians and Shiite Muslims there suffered under the rule of the Sunni terrorist group. Many fled.

The Shabak formed a militia that ultimately helped retake the town in 2016. By then much of it was in ruins.

Church officials say the majority of Christians have not returned.

“Many people came back after the liberation from ISIS and when they saw that their houses were burned and looted and destroyed, they decided to emigrate,” Father Lalo said.

In St. George Syriac Catholic Church, a glass case lined with white satin holds a face of the Virgin Mary with her nose broken, burned chalices and a plaster Jesus on the cross broken off at the torso, all reminders of the damage inflicted by the Islamic State.

“If anyone came to Bartella right after the liberation, he would think this city would never come back because of the level of destruction,” said Ali Iskander, a Shabak and chief of the Bartella district, the de facto mayor.



Rev. Banham Lalo in one of Bartella’s oldest churches. The Saint George church, not currently in use, is about 800 years old. Credit... Ivor Prickett for The New York Times

It was then that the Iraqi government, fearing that historic Christian towns could lose their identity, granted church officials in Bartella and another town, Qaraqosh, the power to regulate development. The pope is planning to visit a church in Qaraqosh on Sunday.

Shabak leaders called the special privilege for Christians unfair, saying they suffered at least as much in the fight against the Islamic State. Moreover, Mr. Qado said, it

Mr. Iskander said that he has had trouble finding land to build a house for his family of three wives and 16 children.

“I am a mayor and I have three wives,” he said. “Don’t I deserve to live in Bartella?”

He is happy to live side-by-side with Christians. The continued existence of Christians in Bartella, he said, is “like a flower in the desert.”

But where are his rights? he asks.



A statue of the Virgin Mary on the grounds of St. George Catholic Church in Bartella, Iraq. The church was burned by the Islamic State when the group took control of the region in 2014. Credit... Ivor Prickett for The New York Times

was the Shabak militia that protected Christians and other villagers from ISIS, and now they are being told they cannot buy houses here.

“I go to Mosul, they tell you ‘you should go to your areas,’” he said. “I come here and there is no land. Where do I build a house? In the sky?”

Large families like his also represent a demographic threat to the town’s Christians.

“Christians get married and they have maybe a son and a daughter,” he said. “But the Shabak have 15 or 20 children. We have people who marry two or three wives and after a few years they become a tribe.”

Mr. Qado claimed that church officials had even barred women from giving birth at a hospital on the outskirts of town to prevent Shabak children from being issued Bartella identification documents. Church officials say the problem is that the hospital is not recognized by Iraq’s Health Ministry.

Across the street from St. George church, the sisters Amina and Mohinta Sha’ana were supervising Shabak construction workers. The sisters, who are Christian, are retired schoolteachers, and Amina Sha’ana is building a new house in a former olive grove burned by ISIS.

“This land is more precious than gold,” Amina Sha’ana said. “It is the land of my father and grandfather.”

The Shabak, she said, “are good people. But relations are complicated.”

Karam Rafael, 25, one of the few Christians who moved back to Bartella, is among a small minority of young people who do not want to leave. He and his friends scraped up the money to open a small coffee bar.

“My brother and sister are in the U.S., but when I think about emigrating my stomach hurts,” he said. “I can’t leave my traditions, churches and friends behind.”

## Voyage du pape en Irak : yézidis, kakaïs, mandéens, des minorités méconnues

Dans un babillage d'oiseaux et un clapotis de source, le jour décline sur les pierres du temple de Lalesh. Situé au Kurdistan irakien, une cinquantaine de kilomètres au nord de Mossoul, le sanctuaire rocheux s'est déjà vidé de la plupart de ses pèlerins en cette fin d'après-midi. Avec ses airs de village de montagne d'un autre temps (« Plus vieux que le temps lui-même », dit-on), Lalesh est le cœur spirituel du yézidisme, un monothéisme très ancien dont les croyances se rapprochent du zoroastrisme (dualité entre le bien et le mal).

Ici, les visiteurs ne foulent le sol que pieds nus, et sont priés d'enjamber le seuil des portes du temple. Les têtes sont couvertes tantôt d'un keffieh rouge (pour la plupart des hommes), tantôt d'un voile clair (pour les femmes). C'est là, sous un mausolée au dôme conique, que repose le cheikh Adi ibn Musafir, réformateur yézidi du XII<sup>e</sup> siècle. Le feu, essentiel dans la religion yézidie, brûle en permanence à Lalesh.

Buvant le thé autour d'un petit foyer, non loin du bassin où ont lieu les baptêmes, une poignée de fidèles discutent. Nul n'ignore, en ce vendredi 5 mars, que le pape François vient d'arriver à Bagdad. En revanche, ses paroles fortes de soutien aux Yézidis, « victimes innocentes de barbaries insensées et inhumaines (...) dont l'identité même et la survie ont été menacées », tenues quelques heures plus tôt devant les autorités irakiennes, ne sem-

blent pas encore connues.

« Pourquoi le pape ne vient-il pas nous voir ? »

Le petit groupe regrette surtout que Lalesh n'a pas été inscrite au programme irakien du pape. « Mossoul et Karakoch ne sont pas loin d'ici ! Pourquoi ne pas venir nous voir aussi, pour entendre la souffrance de notre peuple ? » demande en kurde Hagy Marson Hasson, habitué des lieux.

Cette « souffrance » a propulsé les Yézidis, à l'été 2014 - et ce, pour la première fois -, à la une des journaux. Les djihadistes de Daech venaient alors de déferler sur les monts Sinjar, près de la frontière syrienne, accusant violemment ses occupants ancestraux d'« adorer le diable » : les hommes ont dû choisir entre la conversion et la mort, les femmes ont été vendues comme esclaves sexuelles, et les enfants adoptés par des familles de Daech. Si environ 500 000 Yézidis vivaient en Irak avant 2014, toute estimation est aujourd'hui impossible : outre les morts, nombreux sont les disparus, les réfugiés et les déplacés.

Baba Shawish, responsable du temple de Lalesh, a l'impression que « le pape est surtout venu pour les chrétiens ». « Si lui, il nous oublie, alors le monde nous oubliera, et ce sera l'accomplissement de notre génocide », prévoit-il gravement. L'homme à la tête ceinte d'un turban blanc n'ignore pourtant que François

rencontrera Baba Cheikh, le « pape yézidi », dès le lendemain samedi dans la plaine d'Ur. Les représentants des principales traditions religieuses en Irak seront présents dans ce lieu emblématique, lié à la figure d'Abraham.

### Minorités en danger

Si près de 70 % des Irakiens sont chiites et 20 % sunnites, le pays abrite aussi une kyrielle de minorités rarement connues en Occident. Outre les chrétiens (qui sont environ 400 000) et les Yézidis, ainsi qu'une petite communauté juive, on trouve en Irak des kakaïs, des bahaïs, ou encore des mandéens. Il s'agit pour la plupart de minorités endogames, auxquelles on appartient uniquement par la naissance. Pour certaines d'entre elles, leurs fidèles ne peuvent se marier qu'au sein d'une même caste.

### En Irak, réapprendre à vivre ensemble après Daech

C'est le cas des mandéens (ou sabéens), qui ne seraient plus que 5 000 en Irak (principalement dans le sud du pays), contre plus de 30 000 dans les années 1990. Survivance de formes religieuses gnostiques de l'Antiquité (le mot *manda* signifie connaissance, gnose), le mandéisme est associé à la figure de Jean Baptiste. S'y pratique un rituel de pardon des péchés avec immersion baptismale

« Selon ma carte d'identité, je suis musulman »

Quant aux kakaïs, implantés au Kurdistan irakien, turc et iranien, ils se disent volontiers proches des Yézidis - leur religion étant probablement dérivée du zoroastrisme. Refusant, comme eux, toute forme de violence ou d'égoïsme, ils prient d'abord pour le monde avant de prier pour eux-mêmes. S'ils n'ont pas été persécutés par Daech, ils ont souffert d'une entreprise d'homogénéisation ethnique sous le régime dictatorial de Saddam Hussein, lui-même Arabe sunnite.

Encore aujourd'hui, les kakaïs s'estiment insuffisamment reconnus par le gouvernement irakien (chiite). « Sur ma carte d'identité, il est écrit que je suis musulman, mais ce n'est pas le cas ! » s'indigne ainsi Fehad Rafaat Ali Alkhani, à l'épaisse moustache caractéristique. La Croix l'a rencontré à Erbil, où il enseigne la finance dans une université privée. « Le KRG (gouvernement régional du Kurdistan, NDLR), lui, au moins, nous reconnaît comme une minorité. »

Cet argument, les autorités kurdes ne manquent pas de le mettre en avant auprès des journalistes internationaux venus couvrir la messe que le pape célébrera dimanche après-midi à Erbil, leur capitale régionale. Leurs plaquettes vantent un Kurdistan devenu un « abri pour les opprimés » et un « modèle de coexistence pacifique ». Des dizaines de milliers de personnes persécutées par Daech s'y sont en effet réfugiées après 2014.

## Les Kurdes de Syrie restituent douze enfants à leurs mères yazidies

Les Kurdes de Syrie ont restitué à leurs mères appartenant à la communauté yazidie d'Irak 12 enfants dont les pères sont des djihadistes de l'Etat islamique (EI), a annoncé vendredi 5 mars une responsable kurde.

«Les enfants, qui ont entre deux et cinq ans, sont tous nés de mères yazidies et de pères membres de l'EI. Ils ont été remis à leurs mères» jeudi, a déclaré cette responsable kurde de Syrie, Zeyneb Saroukhan.

Des dizaines de femmes et de jeunes filles de la minorité yazidie d'Irak enlevées et utilisées comme des esclaves sexuelles en Syrie par les djihadistes de l'Etat islamique sont rentrées en Irak après la défaite territoriale de l'EI en 2019. Mais beau-



Le 3 mars 2021 en Syrie. DELIL SOULEIMAN / AFP

coup d'entre elles ont dû laisser derrière elles les enfants qu'elles avaient eus avec des djihadistes, de crainte d'être rejetées par leur communauté. Zeyneb Saroukhan a précisé que c'était la première fois qu'une telle restitution d'enfants à leurs mères ya-

zidies avait lieu.

L'EI, qui a contrôlé avant sa chute de vastes territoires en Irak et en Syrie, a enlevé en 2014 des milliers de femmes et de jeunes filles yazidies de leurs foyers à Sinjar, dans le nord de l'Irak. Les djihadistes les ont en-

suite mises en esclavage, violées ou épousées de force en Syrie. Les combattants kurdes de Syrie, soutenus par les Etats-Unis, disent avoir secouru des dizaines de ces Yazidies au cours de leurs années de lutte contre l'EI. La communauté yazidie a accueilli ces femmes à leur retour dans le nord de l'Irak, mais sa compassion ne s'est pas alors étendue aux enfants que ces Yazidies ont eus avec des djihadistes.

Zeyneb Saroukhan a déclaré que c'était le devoir des autorités kurdes de Syrie de veiller sur ces enfants jusqu'à ce que leurs mères les réclament. Un grand nombre de Yazidies qui avaient été enlevées par l'EI sont toujours portées disparues.

## Iran : Plus de 226.000 décès dus au coronavirus dans 497 villes

· Saïd Namaki, ministre de la santé du régime : Nous jouons aux échecs avec le virus, nous prenons des décisions à chaque instant. (Télévision officielle, 5 mars 2021)

· Réseau de santé de Shahriar : par rapport à la semaine précédente, on enregistre une augmentation de 10% des décès, de 19% des hospitalisations et de 12% des lits d'hôpitaux. (Agence Mehr 5 mars 2021)

· La faculté de médecine de Chiraz : Le nombre de décès quoti-

diens du au coronavirus dans la province de Fars la nuit dernière, après 2 mois, a encore doublé. (Agence Isna, 5 mars 2021)

· La faculté de médecine de Qom : Les cas positifs ont été multipliés par 5 et le prochain pic à Qom n'est pas le virus de Wuhan, mais sa variante anglaise. (Agence Mehr 5 mars 2021)

· La faculté de médecine d'Abadan : Si plus aucune restriction n'est imposée, nous pourrions faire face à une catastrophe en

termes d'hospitalisations et de décès au Khouzistan dans les prochains jours. (Agence Isna, 5 mars 2021)

· La faculté de médecine d'Arak : 45 cas de coronavirus britannique ont été signalés dans 11 villes de la province de Markazi, le nombre réel semble être beaucoup plus élevé. (Agence Isna, 5 mars 2021)

L'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran a annoncé ce 5 mars 2021 que le nombre de décès dus au coronavirus dans

497 villes est supérieur à 226.000.

Le bilan des morts dans les provinces est le suivant : Téhéran 53.336, Khorassan Razavi 14.900, Ispahan 14.595, Khouzistan 12.105, Mazandaran 9582, Lorestan 9418, Azerbaïdjan occidental 8463, Qom 8435, Golestan 5880, Sistan-Balouchestan 5331, Markazi 4588, Kermanschah 4579, Kurdistan 3907 et Qazvine 2554.

Secrétariat du Conseil national de la Résistance iranienne



## Afrin: Un homme de 67 ans torturé à mort par des mercenaires pro-turcs

Un homme âgé de 67 ans a été assassiné par un groupe de mercenaires affilié aux forces d'occupation turques, 14 jours après son enlèvement dans la région d'Afrin, au nord de la Syrie.

Sheikhmous Qasem Mustafa, 67 ans, a été torturé à mort par la faction djihadiste « Légion de Sham » affiliée aux forces d'occupation turques, a rapporté l'agence de presse Hawar News (ANHA). L'homme originaire du village de Midan Ikbès, dans le district de Rajo, à Afrin, avait été enlevé le 21 février 2021 et séquestré dans un centre de



Sheikhmous Qasem Mustafa, tué sous la torture par un groupe de mercenaires affilié aux forces d'occupation turques, dans la région d'Afrin

détention de la région. Le corps de la victime a été remis à sa famille ce samedi matin.

La « Légion de Sham » dirigée par deux mercenaires notoires, Saleel al-Khalidi et Hisham al-Homsi, originaires de Homs, est connue dans la région de Raja pour ses nombreuses crimes et ses pillages à l'encontre de la population locale, en particulier dans le village de Midan Ikbès qui ne compte aujourd'hui plus que 120 familles, contre 500 avant l'invasion d'Afrin par la Turquie.

### Kurdistan au féminin 7 mars 2021

Le Kurdistan à travers le regard féminin

## Allemagne : Une députée germano-kurde menacée de mort part des fascistes turcs

Les menaces dirigées contre Dağdelen ont été signées par la force paramilitaire très controversée de la Turquie, Organisation de la gendarmerie, du renseignement et de la lutte antiterroriste (JITEM), a déclaré le député du Parti de gauche Jörg Schindler.

Schindler a également déclaré que Sarya Ataç, candidate du Parti de gauche dans l'État de Hesse aux élections locales, recevait également des menaces similaires.

« Le gouvernement turc, dans les termes les plus faibles, to-



La députée allemande d'origine kurde du Parti de gauche, Sevim Dağdelen, a reçu des menaces de mort de membres d'un groupe turc d'extrême droite (JITEM).

lère cette formation », a déclaré Schindler. « Et le gouvernement allemand devrait y répondre au plus haut niveau. »

Les autorités allemandes doivent immédiatement commencer à enquêter sur la question et protéger les deux législateurs, a déclaré Schindler.

JITEM est accusé d'avoir été impliqué

dans la torture, la disparition et l'exécution de politiciens et d'hommes d'affaires kurdes au cours des années 1990, une période de conflit sanglant entre la Turquie et le PKK.

Ouvrètement critique envers le régime turc, Dağdelen avait appelé un jour à interdire au président turc Recep Tayyip Erdoğan de se rendre en Allemagne.

Dağdelen a déjà reçu des menaces de mort en 2016 suite au vote sur le génocide arménien au parlement allemand.



07/03/2021  
By Halgurd Sherwani

## ‘Kurdistan Region is home to displaced Christians,’ Pope tells Kurdish leader in Erbil

**ERBIL (Kurdistan 24)** – Pope Francis thanked the Kurdistan Region for giving sanctuary to displaced Christians, telling former Kurdistan Region President Masoud Barzani that the autonomous region is home to those who fled Islamic State militants in Iraq.

Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani and President Nechirvan Barzani received Pope Francis on Sunday morning at Erbil International Airport as part of the pope’s apostolic trip to Iraq.

Francis’ Iraqi Airlines flight landed early on Sunday from Baghdad to an eager crowd of religious leaders from the different faiths in the Kurdistan Region. Children were lined up to greet the pope with olive branches and songs in Kurdish and Italian, one of the languages the Argentina-born pope favors.

“You have protected the Christians when ISIS attacked,” Pope Francis told Barzani in the meeting, describing the Kurdistan Region as a “home for displaced Christians.”

Francis met with other top officials, including Masoud



Pope Francis greets Iraqis dressed in traditional outfits upon his arrival at Erbil airport, March 7, 2021, in the capital of the Kurdistan Region. (Photo: Safin Hamed / AFP)

Barzani, the former president of the Region and current leader of the ruling Kurdistan Democratic Party (KDP).

In his meeting with the pope, the current president Nechirvan Barzani affirmed that the Region is “for peace and dialogue” and has a deep belief in peaceful coexistence and religious diversity.

The KDP leader, before Pope’s plane touched down, tweeted his “warm welcome” of the pontiff, describing his visit as “historic, carrying the noble message of peaceful co-existence.”

“We stand together in defense of religious freedom and diversity – a creed that has been practiced here and beyond for generations,” Prime Minister Masrour Barzani tweeted following the pope’s visit to Erbil, adding that the defense of diversity was recently demonstrated by “the Peshmerga heroes who restored the crucifix above churches across the Nineveh Plains,” referring to the liberation of Christian-populated areas at the hands of Peshmerga forces.

Today, we stand together in defense of religious free-

dom and diversity - a creed that has been practiced here and beyond for generations, more recently by the Peshmerga heroes who restored the crucifix above churches across the Nineveh Plains -mb. [#PopInKurdistan](#)

As part of his historic three-day trip to Iraq and Kurdistan Region, the pontiff is set to return to Erbil on Sunday afternoon to hold a Mass for nearly 10,000 attendees at Franso Hariri Stadium following events in Mosul’s Old City and Qaraqosh.

# Le pape François dans le nord de l'Irak, sur les terres meurtries par les djihadistes

Le souverain pontife doit notamment se rendre à Mossoul. Une visite hautement symbolique, mais aussi l'étape la plus dangereuse d'un voyage historique qui se termine lundi.

**P**our le dernier jour de sa visite en Irak, dimanche 7 mars, le pape François va à la rencontre des chrétiens dans le nord du pays, où l'organisation djihadiste Etat islamique (EI) a semé la terreur et la mort durant trois ans.

Après un bref passage par l'aéroport d'Erbil, la capitale du Kurdistan irakien, où le souverain pontife de 84 ans a été accueilli par des dignitaires et des enfants en habit traditionnel, il s'est rendu à Mossoul. Une visite hautement symbolique, mais aussi l'étape la plus dangereuse de son voyage entamé vendredi.

Là même où, en 2014, les djihadistes avaient décrété leur « califat », le pape a prononcé une « prière pour les victimes de la guerre », ces milliers de yézidis, de chrétiens et de musulmans assassinés par les membres de l'EI ou tombés au combat pour les déloger d'Irak. François a ainsi découvert les ruines laissées par les djihadistes défaits fin 2017.

A Mossoul, qui fut une ville patricienne, commerciale et prospère durant des siècles, les autorités catholiques ne sont pas parvenues à trouver une église en état pour l'accueillir. Au total, quatorze églises de la province de Ninive (nord), dont Mossoul est le chef-lieu, ont été détruites, dont sept remontant aux V<sup>e</sup>, VI<sup>e</sup> et VII<sup>e</sup> siècle. Il



Le pape François à Karakosh, en Irak, le 7 mars. YARA NARDI / REUTERS

a donc fallu construire une scène dans les ruines de quatre églises de différentes obédiences, dont l'église Al-Tahira, vieille de plus de mille ans.

« La diminution tragique des disciples du Christ, ici et dans tout le Moyen-Orient, est un dommage incalculable, non seulement pour les personnes et les communautés intéressées, mais pour la société elle-même qu'ils laissent derrière eux », a lancé le souverain pontife.

## Plus que 400 000 chrétiens

Après Mossoul, François s'est rendu dans la localité emblématique de Karakosh, plus à l'est, où l'église Al-Tahira, entièrement brûlée par l'EI, a été remise en état, nettoyée et re-

décourée pour sa venue. Jusqu'au dernier moment, entre répétitions pour les chorales, nettoyage des dalles de marbre des églises et décorations installées dans les rues, ses habitants n'ont pas ménagé leurs efforts.

Son convoi a été accueilli par les vivats de fidèles en tenue traditionnelle et brandissant des palmes. C'est là, dans la plaine de Ninive, que vivaient la plupart des chrétiens du pays. Ils ont fui leurs villages en 2014, trouvant refuge au Kurdistan irakien. Seuls quelques dizaines de milliers d'entre eux sont revenus depuis. Dans ce pays de 40 millions d'habitants, quasiment tous musulmans, les chrétiens ne sont plus que 400 000 aujourd'hui. Ils étaient 1,5 million avant l'invasion par les Etats-

unis en 2003.

Enfin, moment phare de la journée de dimanche : la messe que doit célébrer le pape dans l'après-midi dans un stade d'Erbil devant des milliers de fidèles. Le pape, qui aime tant les bains de foule et en a été privé depuis son arrivée en Irak, pourra retrouver des fidèles et probablement les saluer depuis la papamobile qui, jusqu'ici, n'a pas été utilisée.

## Dispositif sécuritaire inédit

La journée de dimanche est celle au cours de laquelle les gardes du corps et forces de l'ordre seront le plus en alerte. Si la visite du pape est historique, le dispositif sécuritaire déployé pour l'accueillir l'est tout autant.

Les rares kilomètres qu'il a parcourus par la route l'ont été à bord de voitures blindées. Pour la majorité des 1 445 km de son parcours entamé vendredi après-midi, le souverain pontife est dans un avion ou un hélicoptère pour survoler plutôt que traverser des zones où se terrent encore des cellules djihadistes clandestines. Et cela, au beau milieu d'un confinement total décrété jusqu'à la fin de sa visite lundi matin, face à des contaminations au coronavirus qui atteignent des records en Irak.



## L'étau turc se resserre sur le nord de l'Irak

*Le président Erdogan semble plus que jamais déterminé à frapper en Irak la guérilla kurde du PKK, malgré l'opposition de Bagdad, et surtout de l'Iran.*

**M**on dernier post de 2020 envisageait, pour l'année en cours, [une offensive majeure de la Turquie dans le nord de l'Irak](#). Grisé par ses victoires successives dans le nord-est de la Syrie, puis en Libye, enfin dans le Caucase, le président Erdogan est à l'évidence tenté d'aller frapper jusqu'en Irak la hiérarchie militaire et les bases opérationnelles de la guérilla kurde du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Il a lancé le mois dernier la deuxième phase de l'opération « Griffes du Tigre » en territoire irakien, dont le premier volet d'intervention terrestre avait déjà entraîné la mort, en août 2020, de trois militaires irakiens. Ce nouvel engagement d'Ankara polarise la scène locale et régionale, laissant présager le pire si le chef de l'Etat turc met à exécution ses menaces d'escalade militaire.

### LES LECONS DE « GRIFFES DU TIGRE »

Le PKK a installé [le commandement de sa guérilla contre la Turquie](#) à l'extrême nord-est de l'Irak, dans la chaîne montagneuse de Qandil, à la frontière iranienne. Il dispose également, toujours en territoire irakien, mais le long de la frontière turque, d'un chapelet d'implantations qui lui permettent d'assurer la liaison avec les zones de Syrie contrôlées par la branche locale du PKK, dans le cadre des Forces démocratiques syriennes (FDS). A

la pointe de la lutte en Syrie contre Daech (« l'État islamique »), le PKK l'a aussi été dans le massif irakien du Sinjar (en kurde Shengal), où ses miliciens ont pu sauver et protéger les survivants yézidis de la barbarie jihadiste. Cet [activisme du PKK en Irak est très mal ressenti par le Parti démocratique du Kurdistan \(PDK\)](#), qui dirige depuis Erbil l'autonomie kurde du nord de l'Irak. Le PDK mise dès lors sur les interventions de la Turquie pour neutraliser ses rivaux kurdes du PKK.

C'est dans ce contexte qu'Erdogan a relancé, le 10 février, l'opération « Griffes du tigre » qui, selon Ankara, a permis d'éliminer une cinquantaine de guérilleros du PKK. Trois militaires turcs ont été tués durant les combats, concentrés dans la région frontalière de Gara, à 150 km au nord-ouest d'Erbil. Treize otages turcs, des militaires, policiers et agents de renseignement, que le PKK avait enlevés en 2015-16, ont également trouvé la mort. Ankara a accusé la guérilla kurde de les avoir assassinés, le PKK prétendant qu'il avaient péri dans les bombardements turcs. Ce sanglant échec de la tentative de libération des détenus turcs a provoqué une virulente polémique en Turquie, où il a aussi servi de justification à une [nouvelle campagne d'arrestations dans les milieux kurdes et pro-kurdes](#). Erdogan a proclamé, le 15 février, que « à compter d'aujourd-

hui, aucun endroit n'est sûr pour les terroristes, ni Qandil, ni le Sinjar, ni la Syrie ». Il a obtenu que l'administration Biden, après une réaction initialement mesurée, rende « [les terroristes du PKK](#) » responsables de la mort des otages turcs.

### LES RISQUES D'UNE NOUVELLE ESCALADE

Toutes les conditions semblent désormais réunies pour qu'Erdogan accentue son engagement militaire en Irak. L'émotion suscitée en Turquie par le « massacre de Gara » crée un climat propice à une offensive qui se voudra punitive. Les États-Unis, après avoir si longtemps entretenu la fiction d'un PKK « terroriste » bien distinct des FDS, semblent se rallier aux visées d'Ankara. Quant au PDK, il espère pouvoir se débarrasser enfin des réseaux du PKK qui sapent son autorité au Kurdistan d'Irak. Bagdad et Erbil ont d'ailleurs conclu un accord visant à éliminer la présence du PKK dans le massif du Sinjar. Et c'est dans cette région qu'Ankara pourrait étendre ses opérations, afin d'atteindre enfin son but d'une « ceinture de sécurité » à sa frontière sud, débarrassée de la présence du PKK en territoire irakien comme elle l'est déjà en territoire syrien.

Le gouvernement irakien a naturellement mis en garde contre toute violation de sa souveraineté territoriale. Mais le [Premier ministre irakien,](#)

[en visite à Ankara en décembre dernier](#), se sait bien incapable de résister aux ambitions d'Erdogan. C'est dès lors la République islamique d'Iran qui est montée en première ligne pour dénoncer les visées turques: Téhéran soutient en effet [le PKK, qui cautionne en retour la répression des Kurdes d'Iran](#); en outre, les milices pro-iraniennes, véritable Etat dans l'Etat en Irak, sont associées dans le Sinjar aux réseaux du PKK pour y faire barrage au PDK. Une nouvelle offensive de la Turquie en Irak pourrait désormais déboucher sur une crise majeure entre Ankara et Téhéran, appuyés respectivement sur le PDK et le PKK, polarisant encore plus la scène kurde entre ces deux partis. L'Irak apparaîtrait ainsi moins comme un Etat indépendant que comme le théâtre d'un bras de fer régional entre la Turquie et l'Iran. Cette configuration conflictuelle profiterait naturellement aux réseaux de Daech, dont [la montée en puissance, avérée en Syrie, s'accroîtrait d'autant en Irak](#).

Face à de tels risques, tout devrait être tenté pour éviter une escalade de ce type. Rien ne semble pourtant être sérieusement entrepris. Espérons qu'il ne soit pas trop tard pour éviter le pire, alors même que résonne en Irak le message de paix du pape François.



Publié 7 mars 2021  
par Ghislaine Mesnage et André Métayer

## “Je n’ai plus peur de la nuit”, le combat de deux femmes kurdes

Lundi 29 mars à 20h, l’association Comptoir du Doc propose un documentaire réalisé par Sarah Guillemet et Leila Porcher, qui suit deux femmes kurdes, Héliä et Sama, qui décident de prendre les armes clandestinement pour lutter contre les violences qu’elles subissent dans leur pays, l’Iran, en tant que femmes et en tant que kurdes. Entre aspirations à la liberté et désillusions, désirs de révolte et nostalgie du pays, elles découvrent à leurs dépens qu’avoir une arme en main ne conduit pas à une liberté certaine. Mais, bien au-delà d’un apprentissage guerrier, la formation redonne à ces gens meurtris la capacité d’agir. Leur engagement leur permet de s’émanciper, de retrouver une dignité jusque-là bafouée et d’imposer leur existence face à l’État iranien.

Leila Porcher :

il ne s’agissait pas de filmer des personnes exceptionnelles, capables de tout ou avec une puissance particulière, mais de montrer simplement que par un choix qu’elles ont fait dans leur vie, elles étaient capables d’avoir cet engagement et



la puissance qu’il y a derrière.

Ce documentaire de 72mn sera suivi d’un débat avec les réalisatrices en visioconférence : [pour s’inscrire et voir ce documentaire en ligne](#).

“Je n’ai plus peur de la nuit” s’inscrit dans les actions programmées à l’occasion de la journée internationale des droits des femmes : des

conférences, des expositions et des films sont proposés durant tout le mois de mars.

*“Je n’ai plus peur de la nuit” de Leila Porcher et Sarah Guillemet – 52 min – France – 2019. Production : Les Productions du Lagon, co-production : Sister Production, France 3 Corse ViaStella, avec le soutien du CNC, de la PROCIREP et de l’ANGOA, de la Ré-*

*gion Sud Provence-Alpes-Côte d’Azur et de la Région Nouvelle-Aquitaine, en partenariat avec le CNC.*

**8 mars : journée internationale des droits des femmes**

Clara Zetkin instaure en 1910 une journée de mobilisation des femmes. Elle sera fixée le 8 mars en 1917, avec une grève des ouvrières de St Pétersbourg. Cette journée sera reconnue officiellement par les Nations Unis en 1977. Depuis, chaque année, le 8 mars est l’occasion de manifestations qui mettent en avant les luttes pour les droits des femmes. C’est l’occasion pour un certain nombre d’associations de réfléchir sur la condition des femmes (viols, violences psychologiques, harcèlement...) dans le monde entier, de mettre en avant les luttes pour une égalité femmes-hommes. C’est dans ce cadre qu’un programme est élaboré chaque année avec la ville de Rennes. Cette année il est uniquement en numérique.

**8 mars à Rennes : rassemblement à 14 heures place de la République.**



Kurdistan au féminin 08 mars, 2021

## La tresse verte : Une initiative écologique au Rojava

**SYRIE / ROJAVA** – Un groupe de volontaires a lancé une campagne de plantation de 4 millions d'arbres dans la région kurde de Qamishlo pour lutter contre la désertification. Ils attendent la participation d'autres pays et ONG à leur projet de reboisement baptisé « *la tresse verte* ». Gulistan Sido, l'une des personnes engagées dans ce projet écologique explique les détails du projet.

La tresse verte est une initiative née au Rojava, tout d'abord en réponse à une installation d'art contemporain prenant la forme d'arbres en béton à l'entrée de l'une des villes de la région, et qui a pris l'ampleur d'un projet écologique de la plantation de



quatre millions d'arbres, en faveur de l'amélioration de l'air, de la terre et des écosystèmes, de la santé, face à une situation écologique de désertification et de pollution aggravée par l'assèchement des rivières et partie des stratégies de dépopulation de la région.

L'initiative s'accompagne d'une campagne de sensibilisation et

d'éducation aux enjeux écologiques pour la planète et de formation agricole ainsi que d'une campagne participative ouverte à tou-te-s, organisations et individu-e-s solidaires.

**Pour s'informer, soutenir et participer à l'initiative :**  
[Kesiyên kesk](#)  
[Green Tress](#)

Gulistan Sido après un cursus de littérature française, et de traduction et d'arabisation à l'Université d'Alep, a poursuivi des études à l'Université de la Sorbonne Nouvelle Paris 3 et à l'INALCO. Elle a enseigné l'arabe et le français à partir de 2003 à Alep. Elle a co-fondé l'Institut de Littérature et Langues Kurdes « *Viyên Amara* » à Afrin. Elle est actuellement Vice-présidente de l'Université du Rojava où elle est aussi Responsable du Comité Académique et membre du Comité des relations internationales. Domaines de recherche : Théories de l'oralité, Littératures orales kurdes, Révolution sociale et luttes des femmes.



[kff.co.uk](http://kff.co.uk) 08-03-2021  
Author: Zelah LKFF

## Welcome to the The Global Kurdish Film Festival

Welcome Back!

We are excited to announce that the 12th London Kurdish Film Festival will be presenting the first-ever **GLOBAL** Kurdish Film Festival - Online Edition, taking place from 16 - 27 April 2021. This year's programme of films will be showcased online, with worldwide accessibility, completely FREE of charge.

Due to the challenges of COVID-19, many film festivals around the world have either been postponed or cancelled and in-turn unable to host physical festival events. We at LKFF have decided to go ahead with an **Online Edition** this year, hosting our **12-day** film festival event virtually.

### The Global Kurdish Film Festival

This year also marks the **20th anniversary** of LKFF and to celebrate our longstanding festival, we have decided to partner with 10 other renowned Kurdish film festivals around the globe to showcase a **united** programme of films. Due to this unique partnership, the 12th edition of LKFF will be introducing the first-ever collaborative **Global Kurdish Film Festival**.

### My Kurdistan / Kurdistana min

To reflect the natural content of this edition, the theme of this year is **My Kurdistan / Kurdistana min**. Kurdish cinema has

grown exponentially in the last couple of decades. However, the films and talent remain under-exposed and under-represented, with films that many find difficult to access or have not been able to view since their initial release. LKFF has continuously aimed to celebrate and highlight Kurdish cinema for the last 11 editions, by hosting our exhibition.

Therefore, we have embraced the circumstances of this year by grabbing this opportunity to create a library of Kurdish films and make it as accessible as possible, in-turn establishing and defining the Kurdish national cinema. We will be screening two defined programmes, the first will be a

**New Selection Film Programme**, exhibiting short and feature-length fiction, documentary and animation films. The second will be a carefully curated showcase of the **Best of Kurdish Cinema** within the last **20 years**, which will include feature-length fiction and documentary film titles.

This is the first time an exhibition at this scale will be showcasing such a historical programme, followed by exclusive Q&A's, panel discussions and masterclass workshops with a diverse set of film industry experts.

### Competitions & Awards

Participating in this edition will be two panels of Kurdish and

non-Kurdish film Jurors from different parts of the world and who are active in the international film sector. This year the Jury will be granting the New Selection Films the following Awards in competition:

- ROJAZER Best Feature Fiction Film Award
- Mehmet Aksoy Best Feature Documentary Award
- Yılmaz Güney Best Short Fiction Film Award
- LKFF Honorary Film Award
- Best Short Documentary Award
- Best Actress Film Award
- Best Actor Film Award

An additional award has been created for the audience to vote for their favourite classic film from the Best of Kurdish Cinema film programme:

- Audience Choice Best Film Award

The 12th LKFF is supported by the BFI (British Film Institute), FAN (Film Audience Network), National Lottery, Kurdish Regional Government Representation in the United Kingdom (KRG UK) and Kurdish



People's Democratic Assembly of Britain.

This Global Kurdish Film Festival is in partnership with the following Kurdish film festival organisations from around the globe:

Amed Kurdish Film Festival

(Middle East Cinema Academy)

Barcelona Kurdish Film Festival

(Mostra De Cinema Kurd De Barcelona)

Hamburg Kurdish Film Festival

(Kurdisches Filmfestival Hamburg)

Los Angeles Kurdish Film Festival

Mesopotamia Film Festival

(Mezopotamya Film Festival)

Moscow Kurdish Film Festival

New York Kurdish Film & Cultural Festival

Rêta Film Distribution

(Bilav Kariya Filman Ya Rêta)

Rojava International Film Festival

Slemani International Film Festival

We would like to extend our gratitude to our sponsors for this special edition. Many thanks to **PIYA Accountancy, Food Art, MIYA Solicitor, Organic Earth, BCC, Ice Factory, ALKO, Cafe Z, Village Grocer.**

With the festival activities kicking off from 21st March 2021, LKFF warmly invites our global audience to experience and connect with the most accessible version of the festival yet and enjoy 12 days filled with a rich selection of films and interactive activities across our programme. We look forward to connecting with you all then!

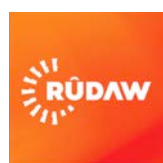
**Sign up** now to be the first to get notified when the festival platform is launched!

London Kurdish Film Festival

Management Committee

Click on the following links to stay up to date with LKFF:

**YouTube, Facebook, Instagram, and Twitter.**



08-03-2021  
by Khazan Jangiz

## At least 11 Kurdish women activists remain detained in Iran: human rights monitors

ERBIL, Kurdistan Region — At least 11 Kurdish women activists arrested over the past year remain imprisoned and detained in Iran as the world marks International Women's Day, human rights watchdogs said on Monday.

At least 33 Kurdish women activists have been detained by Iranian security forces since March 8 last year, according to **data** provided by the Paris-based Kurdistan Human Rights Network (KHRN) on Monday, most detained for political activities, in addition to

civil activities and opposition to compulsory hijab laws. Eleven of the women remain in prison, KHRN added.

The **Hengaw Organization for Human Rights** published the same figures, adding that that Iran's judiciary has sen-

tenced 11 of them to imprisonment and flogging.

International Women's Day celebrations are **officially prohibited** in Iran, yet activists use the occasion to highlight the persecution of women in the Islamic Republic, including

gender-based violence, self-immolation, honor killings, and inequality.

This comes after Iranian state media, IRNA, on Monday criticized the west for “**double standards**” of violence and discrimination against women following a UN report emphasizing on the advances in women’s rights.

Among those imprisoned is Zeynab Jalalian, detained in 2008. She was initially sentenced to death by a revolutionary court in Kermanshah for “enmity against God,” her sentence was reduced to life



An Iranian wears a face mask in Tehran on October 14, 2020 File photo : Atta Kenare/AFP

imprisonment in 2011 by the court of appeal.

Amnesty International, in a report published early February,

said Iranian authorities are **tor-turing** the chronically ill Kurdish political prisoner by denying her healthcare to coerce her into providing a videotaped confession.

In the same report published by KHRN, at least 94 cases of suicide among women were recorded in the past year, 32 of which were of teenagers. At least 18 were murdered by their family members and husbands for different reasons, seven of which were specified to be honour killings.

Kurdistan au féminin 09 mars 2021

## La Turquie renforce son colonialisme dans le canton kurde d'Afrin

**SYRIE / ROJAVA** – Dans le canton kurde d'Afrin occupé par la Turquie, le colonialisme s'impose aussi par le génocide culturel, linguistique et confessionnel, comme celui mis en place au Kurdistan « *turc* ».

En général, l'impérialisme est basé sur le renforcement du pouvoir d'un groupe aux dépens d'autres groupes vulnérables, ce qui, en fin de compte, ouvre la voie à un groupe homogène contrôlant une société multiethnique et multi confessionnelle. Pour atteindre cet objectif, les pays impérialistes n'utilisent pas seulement la force mais aussi la conquête culturelle qui leur fournit un pouvoir à long terme.

De nombreux chercheurs dans le domaine du colonialisme et de ses formes affirment que le colonialisme culturel est le plus dangereux, le plus mortel et le plus durable, parce qu'il se fait par le biais du soft power et qu'il provoque l'inactivité vis-à-vis de ce type de colonialisme, parce qu'ils restent dans une position que l'on peut appeler

un coma intellectuel, et qu'il n'y a pas de réaction à celui-ci.

Le colonialisme culturel est basé sur l'imposition d'une culture du pouvoir dominant à la société. Dans de nombreux exemples marquants de colonialisme, il est clairement évident que la puissance coloniale vise principalement le langage de la société colonisée.

Par exemple, l'Amérique latine est dépourvue de langue maternelle, et la majorité de ses pays parlent l'espagnol ou le portugais, parce que ces pays sont restés sous occupation espagnole pendant de longues périodes, mais même après la disparition du colonialisme, les Espagnols sont restés les exemples les plus marquants de colonialisme culturel.

Il en va de même pour les pays d'Afrique du Nord qui parlent encore le français et pour d'autres pays africains qui parlent l'anglais, comme le Nigeria, ainsi que pour l'Inde.

Parallèlement à la langue, le colonialisme travaille soit à changer de religion, soit à les exploiter religieusement dans le cas où la religion de l'État colonial coïncide.

Il existe un dicton dans ce contexte, qui parle du colonialisme européen et indique que l'Église travaille côte à côte avec le ministère des affaires étrangères.

Cette introduction devait apporter un éclairage sur le colonialisme et ses formes les plus dangereuses.

A Afrin occupée, les pratiques turques durant ces 3 années consécutives ont incarné une idéologie impérialiste basée principalement sur le colonialisme culturel.

La langue kurde est le premier élément que la Turquie combat, en plus de l'interdiction du kurde dans les écoles d'Afrin. Aujourd'hui, la langue officielle dans les programmes scolaires d'Afrin est le turc et l'arabe. Les vidéos d'enfants d'Afrin

dans les écoles, agitant des drapeaux turcs, ont fait le tour des médias sociaux, alors que la langue turque leur a été imposée dans une soixantaine d'écoles du canton occupé.

Ocalan définit la langue comme « *l'élément principal dans le domaine de la culture au sens étroit du terme* ». Par conséquent, la langue peut être définie dans son sens étroit comme la culture, car la langue elle-même signifie l'héritage sociétal de mentalité, de morale, d'esthétique, d'émotions et d'idées acquis par une société, qui est l'existence de l'identité et du moment qui est perçu et exprimé. En ce qui concerne le sens et l'émotion, et une société qui s'exprime, elle indique qu'elle dispose d'un argument puissant pour la vie ... »

À la lumière de cela, peut être éclairé la réalité des objectifs de l'État turc qui consiste à imposer sa langue à la société au prix de la négation de sa langue maternelle. L'objectif est clair, il s'agit de con-



trôler la mentalité de la société, et si la mentalité est définie en bref comme la direction interne de l'être humain, alors la contrôler signifie contrôler l'être humain, ce qui est un objectif clair de l'occupation turque.

Parallèlement au ciblage de la langue, la Turquie vise à exploiter religieusement la communauté d'Afrin, qui avant l'occupation comprenait un mélange de Kurdes sunnites, d'Alaouites et de Yazidis, en plus des chrétiens, surtout des Arméniens, ainsi que des Arabes sunnites, mais avec le début de l'occupation, environ 300 000 Kurdes de diverses croyances religieuses ont été déplacés et environ 400 000 mercenaires, dont une grande partie sont des Turkmènes fidèles à la Turquie, et leurs familles se trouvent dans la province occupée. Et tout comme le colonialisme



européen allait de pair avec les campagnes de prosélytisme, le colonialisme turc n'est pas séparé par des prédicateurs qui ne font pas la promotion de l'Islam, mais plutôt celle des idées du parti AKP d'Erdogan. Cela ne se fait pas officiellement, mais par de nombreux imams et religieux qui le font dans les foyers.

Par ce biais, la Turquie cherche à conférer un caract

ère religieux à son occupation, et elle veut également afficher son occupation comme un acte légitime et religieusement béni, sans parler de la tentative d'imposer l'obéissance à l'État d'occupation, le sultan et calife Recep Tayyip Erdogan.

Par ce biais, la Turquie cherche à conférer un caractère religieux à son occupation, et elle veut également afficher son occupation comme un acte

légitime et religieux béni, sans parler de la tentative d'imposer l'obéissance à l'État d'occupation, le sultan et le calife Recep Tayyip Erdogan.

Récemment, la Turquie a ouvert le centre culturel Anadolu dans la région d'Afrin, ce qui s'inscrit dans la continuité des mesures précédentes et confirme avec éclat que l'objectif de la Turquie est de perpétuer son occupation de la province. Même en cas de retrait militaire de l'armée d'occupation turque d'Afrin et du reste des territoires occupés dans le nord de la Syrie, elle laissera derrière elle une société fondue dans le creuset de la turquification.

ANHA



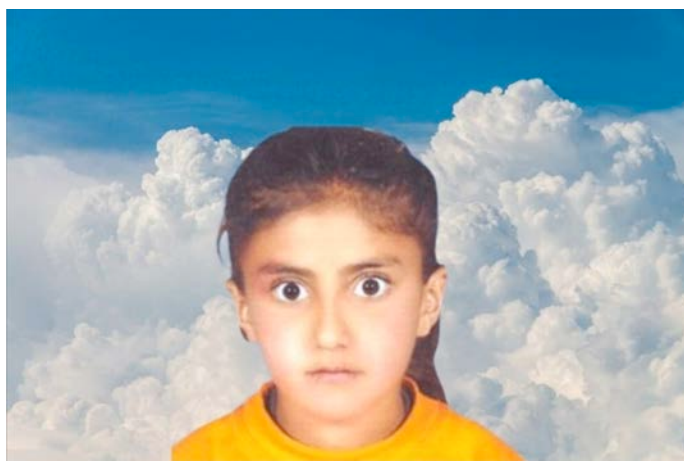
March 9, 2021

## Turkish court finds Interior Ministry responsible for the death of 12 year-old Kurdish girl

**A** Turkish court has found the Ministry of the Interior culpable for the death of 12-year-old Ceylan Önkol, who was killed in 2009 after an unexploded mortar shell in a field went off in south-eastern Diyarbakir province, Turkish media reported.

The Diyarbakir 2nd Administrative Court ordered the ministry to pay TL 283,000 in damages to Önkol's family. Although the ministry argued it was not liable for the death of the young girl, the court said the explosion had taken place in an area close to residential areas for whose security the ministry was responsible.

Önkol was killed in 2009 while tending sheep in an empty



field. The shell had previously been launched there by security force members from a nearby gendarmerie post. The court said the ministry had failed to take the necessary precautions to maintain the se-

curity of the area as it was used by locals to graze their animals and by children as a playground.

Önkol's body was left in the field for six hours because the

coroner and prosecutor did not feel it was safe enough to enter. It was finally retrieved by her family and other villagers and taken to the morgue. The prosecutor only arrived in the village three days later, citing security concerns.

Representatives from the Human Rights Association (IHD), the Association for Human Rights and Solidarity for the Oppressed (Mazlumder), the Diyarbakir Bar Association and Diyarbakir Medical Chamber issued a report on October 5, 2009 saying that the incident could not be properly investigated due to the negligence of the prosecutor's office and the security forces.

Önkol's brother, Rifat Önkol, [said](#) they had to collect the evidence from the field themselves and that they sent all of it to the prosecutor's office. He claimed the authorities tried to cover up the incident instead of effectively investigating it.

"My sister died near her home in the daytime, not in a faraway field," he said. "My mother had to collect pieces of Ceylan's body because no one wanted to enter the field. She only wanted those who were responsible to be held account-

able so it would not happen to others. But her pleas fell on deaf ears."

Rifat Önkol said his mother had become chronically ill because of the trauma of losing her daughter in such a terrible way.

Ceylan's death prompted national outrage, at the time putting the impunity of the state under the spotlight, particularly in the country's predominantly Kurdish southeastern regions. The young girl's mother said

they had to endure giving over three hours of testimony with the body of her daughter beside them at a gendarmerie post near the scene of her death.

Following Önkol's death, her family and the IHD claimed that she had died from a mortar fired from a nearby military base. However, government reports denied any military role in Önkol's death.

The Turkish military [refused](#) to acknowledge any responsibility

in the death of Önkol, and a brigadier general from the General Staff at the time pointed the finger at the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), which is also active in the region, as being responsible for the girl's death.

The general also described the efforts to link Önkol's death with the Turkish military as part of "concerted, asymmetric, comprehensive propaganda warfare" against the Turkish Armed Forces (TSK).

Kurdistan au féminin

10 mars 2021

Les Représentations & Images de regard féministes

## Film : Les fleurs du Rojava Une révolution féministe dans la Syrie du Nord

**S**uite à une rencontre en 2014 avec un cinéaste kurde du Rojava réfugié en Europe, la journaliste Selene Verri décide de se rendre au Rojava, pas pour tourner un documentaire sur les femmes, de peur de tomber dans les clichés suffisamment véhiculés dans le monde occidental. Pourtant, une fois sur place, Verri et ses compagnons sont témoins de la place central des femmes dans la révolution du Rojava, pas uniquement celle des femmes combattantes mais aussi celle qui jouent un rôle de premier plan à tous les niveaux de la société jadis patriarcale qu'elles changent en profondeur. Ils décident alors de faire un documentaire sur ces femmes qui font leur révolution au coeur du Moyen-Orient. C'est ainsi qu'est né le documentaire « *The Flowers of Rojava – A Feminist Revolution in Northern Syria* » (*Les fleurs du Rojava – Une révolution féministe dans la Syrie du Nord*).

Alors que le documentaire « *The Flowers of Rojava – A Feminist Revolution in Northern Syria* » est actuellement en ligne sur la plateforme Vimeo, Selene Verri a accepté de répondre à nos questions dont on partage avec vous ses réponses.

A film by Selene Verri & Magali Magnin

### THE FLOWERS OF ROJAVA



#### A Feminist Revolution in Northern Syria

L'affiche du documentaire « *The Flowers of Rojava – A Feminist Revolution in Northern Syria* »

#### D'où vous est venu l'idée de tourner un documentaire sur les femmes du Rojava?

En 2014, j'ai rencontré à Lyon un réfugié kurde d'Afrin, Kinan Agiri. Il a réalisé un court métrage sur les Kurdes dans lequel j'étais interviewée. Ensuite, il m'a révélé qu'il aurait aimé retourner là-bas pour tourner des documentaires, mais, évidemment, ce n'était pas possible pour lui. Moi je ne suis pas cinéaste, mais je suis journaliste et j'ai vu l'occasion de visiter une région que je ne connaissais pas. Je visitais régulièrement le Kurdistan du Nord depuis 2002 et j'avais été en Irak en

2010 pour interviewer Murat Karayilan, mais je n'avais jamais voyagé au Rojava. Je me suis donc proposée pour le faire à sa place. Il m'a passé les contacts et m'a dit qu'il aurait aimé faire un film sur les femmes. A l'époque, moi je pensais plutôt tourner une série de court métrages sur le Rojava, et le volet sur les femmes devait être seulement un des 4 auxquels je pensais.

#### Quand et dans quelles régions du Rojava le tournage a eu lieu?

Le tournage a eu lieu en mai 2015 dans les cantons de Cizire

et de Kobanê. On aurait voulu visiter aussi le canton d'Afrin, mais malheureusement notre temps était limité, et il nous a fallu plus de temps que prévu parce que c'était compliqué d'abord de passer la frontière, et puis de voyager dans la région. En fait, il nous a fallu trois jours pour arriver à obtenir l'autorisation des autorités d'Erbil pour passer en Syrie, et à l'époque les cantons de Cizirê et de Kobanê étaient séparés par une centaine de kilomètres occupés par DAESH (Le groupe État islamique – EI). Pour aller à Kobanê, on a donc dû retourner en Irak, de là repasser en Turquie, et de la Turquie repasser à nouveau la frontière illégalement. Rien que ce voyage nous a pris deux jours. Le retour aussi a été fait de façon clandestine, mais deux activistes italiens avaient été arrêtés sur le même chemin la veille de la nuit où on était censé passer, et donc on a été obligé de reporter notre voyage d'un jour.

**Entre ce que vous aviez découvert au sujet des femmes kurdes du Rojava et ce que vous avez vu sur le terrain, y avait-il une différence ou avez-vous rencontré des surprises une fois sur place ?**



J'avoue que quand Kinan m'a proposé de faire un film sur les femmes, je n'ai pas eu une réaction enthousiaste. Pas parce que le sujet ne m'intéressait pas, mais parce qu'à l'époque on voyait plein de reportages sur les femmes combattantes, réalisés de façon plutôt cliché, qui à mon avis ne faisait qu'exploiter une fois de plus l'image de la femme. Je ne voulais pas tomber dans le même piège. Une fois sur place, ce qui m'a étonnée, c'est qu'en fait il y avait tellement à raconter, bien au-delà des combattantes, mais aussi sur les combattantes, que je me suis rendue compte que c'était justement l'occasion de briser les clichés et de faire quelque chose qui ne s'aligne ni avec l'orientalisme dominant, ni avec la pure propagande d'un parti. J'ai rencontré non seulement des femmes extraordinaires, mais surtout une société qui se construisait autour d'elles, et cela m'a paru vraiment incroyable et je me suis dite qu'il fallait le raconter. Il faut dire que si nous on a été surprises, on a réussi aussi à surprendre : j'ai appris plus tard que les combattantes qui nous ont rencontrées ont été ravies du fait que, pour une fois, on ne leur demandait pas de poser avec leurs armes, en position de combat, mais qu'on les a traitées enfin comme des êtres humains...

### **Qu'est-ce qui vous a frappé le plus lors de votre séjour au Rojava?**

Cela peut paraître risible, mais c'est absolument vrai : j'ai été très touchée par le regard des enfants. Dans d'autres régions du monde en guerre ou en tout cas où il faut s'adapter vite pour survivre, les enfants grandissent très vite et ils ont un regard « adulte », marqués par les difficultés et les souffrances. On a toujours l'impression qu'ils veulent duper l'adulte venu de l'étranger. Au Rojava, j'ai trouvé des enfants qui étaient... des enfants, quoi ! Ils gardaient un regard innocent et un sourire ouvert, même ceux qu'on a rencontré au camp de réfugiés Newroz [dans la province de Hassaka]. Je ne sais pas pourquoi, peut-être qu'il y a une expli-



cation que des psychologues ou des anthropologues pourraient trouver, moi, je me limite à constater un fait. On les voit dans le film, on en voit beaucoup plus dans un reportage que j'ai tourné pour la chaîne Euronews dans des écoles maternelles, et c'est vraiment frappant. C'est peut-être dû au fait que le patriarcat n'est plus la culture dominante dans la région ? A étudier.

### **Pensez-vous retourner au Rojava, une fois la crise sanitaire liée au Covid19 résolue?**

Malheureusement, les difficultés pour retourner au Rojava ne sont pas du uniquement à la crise sanitaire. Comme vous le savez, même avant la pandémie c'était très difficile de passer la frontière, que ce soit du côté de la Turquie mais aussi de l'Irak. La situation en plus s'est aggravée avec l'invasion [de Serê Kanîyê] de la part de la Turquie. J'étais d'ailleurs en Turquie en octobre 2019, quand l'invasion a eu lieu. J'étais en vacances à Marmaris et je suis partie tout de suite au Kurdistan, à Diyarbakir, mais je n'ai pas pu me rapprocher de la frontière. J'aimerais y retourner, mais je ne vois pas de possibilité pour le moment.

### **Votre documentaire est en kurde et sous-titré en anglais, peut-on espérer une version française ?**

Notre documentaire est complètement auto-produit. Cela veut dire qu'on n'a pas un producteur derrière nous qui s'occupe de payer pour les ressources dont on aurait besoin. C'est la raison

pour laquelle il nous a fallu 5 ans pour le terminer. A un moment donné, l'ordinateur du monteur, Marco Tomé, a lâché, et on a eu peur de ne pas pouvoir récupérer le travail fait. A plusieurs reprises, j'ai été tentée de tout laisser tomber. Donc, non, pour l'instant je ne vois pas la possibilité de traduire le texte en français. Je suis moi-même en train de réaliser une version en italien, ma langue maternelle, mais je n'ai pas envie de demander à quelqu'un des francophones de mon équipe, qui ont déjà donné énormément sans, pour l'instant, recevoir rien en échange, de se charger de la traduction.

### **On sait que la pandémie du coronavirus a perturbé les événements culturels et autres, dont les projections des films et les débats. Est-ce que vous avez quand même pu projeter votre documentaire ou organiser des débats autour ?**

J'ai été invitée à deux festivals kurdes, à New York et Hambourg, qui se sont passés cette année en version virtuelle, et en particulier au festival de New York j'ai participé à une longue session de questions-réponses. D'autres événements étaient soit prévus soit commençaient à prendre forme, en particulier une projection à Milan, en Italie, mais tout a dû être annulé. Croisons les doigts pour l'avenir ! Je suis évidemment toujours disponible à participer à des événements en ligne.

### **Actuellement, on peut visionner votre documentaire sur la plateforme Vimeo. Y**

### **aura-t-il d'autres événements autour de « The Flowers of Rojava – A Feminist Revolution in Northern Syria » ?**

Je suis en train d'y réfléchir, peut-être que j'arriverai à organiser une ou plusieurs conférences virtuelles. Mais en ce moment pour moi c'est assez compliqué pour manque de temps.

### **A propos des autrices :**

#### *Réalisatrice*

– Selene Verri est une journaliste italienne basée en France qui étudie la question kurde et la relation UE-Turquie, en voyageant en Turquie, en Irak et en Syrie, depuis 1998. Elle a réalisé plusieurs reportages liés à ces sujets (entre autres, une interview du Prix Nobel de littérature turc Orhan Pamuk et un reportage sur le multilinguisme dans les écoles pour enfants réfugiés dans le nord de la Syrie, tous deux pour la chaîne de télévision internationale Euronews) et est l'autrice d'un livre, publié en Italie en 2017, sur ses voyages à travers les frontières de la zone à majorité kurde (« Nelle piaghe del Leone », publié par Delos Digital).

#### *Co-autrice*

– Magali Magnin est une camerawoman française ayant une grande expérience des zones de crise. Elle a voyagé et tourné des vidéos, pour différents points de vente, en Afghanistan, en Colombie et dans les territoires palestiniens. Elle a activement participé au processus de création de ce film, en suggérant des questions lors des interviews, en donnant ses précieux conseils sur la façon de filmer et le moment de le faire, et en apportant son aide avec enthousiasme lors de la phase de post-production.

Vous pouvez visiter la page Facebook dédiée au documentaire « The Flowers of Rojava – A Feminist Revolution in Northern Syria » ici : <https://www.facebook.com/event/s/437700823970714/permalink/438830227191107/>



## Time for dither and delay with Ankara's rights record is over

**T**urkey's disregard for human rights has recently become particularly brazen. It is not only jailing innocent journalists, human rights defenders, protesting students and social media activists, it is also ramping up political persecution and ignoring European Court of Human Rights (ECtHR) rulings to release people unjustly imprisoned.

It is time for European governments to ratchet up the pressure and demand Turkey's compliance with its obligations and not be blinded by the lofty statements in the long-awaited human rights action plan [announced by president Recep Tayyip Erdoğan on 2 March](#).

The deep erosion in the justice system can only be reversed through a root and branch reform.

Turkish government officials have long gone through the motions of cooperating with the ECtHR – the Strasbourg-based court attached to the 47-member state Council of Europe.

Even if Turkey did not change its laws or practices to prevent repeat violations, it generally showed respect for the rules.

It engaged with and showed respect for the committee of ministers – the body composed of foreign affairs ministers' deputies charged with enforcing judgments.

No longer.

A stark sign of disengagement from "business as usual" for Turkey has been its refusal to release two leading figures who have been wrongly im-



Turkey's president Recep Tayyip Erdoğan (centre-right) meets EU Commission president Ursula von der Leyen and Council president Charles Michel (Photo: consilium.europa.eu)

prisoned for more than three and four years respectively – Osman Kavala, a philanthropist and pillar of Turkish civil society, and Selahattin Demirtaş, a political opposition leader, both of whom I know personally.

The European Court, whose rulings Turkey has accepted as binding, has issued judgments calling for the immediate release of both men.

In rulings that found a violation of the rarely invoked Article 18 of the European Convention on Human Rights, the court found that their detention and imprisonment "pursued an ulterior purpose", namely, to silence them and stifle pluralism.

In short, it found that these were cases of political persecution.

The committee of ministers has already called three times for the release of Kavala, who has been detained since October 2017. It should do the same for Demirtaş when it meets again in March.

### Spit in face

Turkey's response has been to spit in the face of the rest of Europe by slapping new, unfounded charges on both men, demonstrating the clearly political nature of the cases.

First, the authorities charged Kavala with organising the Gezi protests – mass demonstrations in 2013 against an urban development project.

When a court acquitted Kavala, the authorities immediately rearrested him – for allegedly being behind the 2016 failed coup attempt.

For good measure, they also accused him of "espionage".

But the European Court ruling is clear - there is no evidence to keep Kavala imprisoned on the first two charges.

As for the latest "espionage" charge, no credible evidence has yet been brought forward. These 'fantastical' accusations against Kavala would be laughable were their use to de-

prive him of his freedom not so utterly unjust.

The Demirtaş case has followed a similar logic.

A leader of Peoples' Democratic Party, the HDP, the second largest opposition parties, he is in pre-trial detention on baseless charges of 'terrorism'.

At the same time the European Court issued its final ruling in Demirtaş' favour in December 2020, a new 3,000+ page indictment against him and 107 others was accepted by a Turkish court.

The Turkish authorities seem willing to do anything to avoid releasing him, as pre-election season is approaching and the ruling AK Party seems intent on destroying competitors.

What can the Council of Europe and its member states do when a country shows brazen disregard for the obligations under the European Convention?

One tool – launching "infringement proceedings" against a recalcitrant state - has only been used once, in the case of Ilgar Mammadov vs Azerbaijan.

Amnesty International is urging all CoE member states to institute such an "infringement procedure" against Turkey to show their resolve against political persecution.

Another step would be for the secretary general – the political head of the Council of Europe – to launch a special inquiry into why these judgments are not being implemented.

This tool has only been used

four times in the last 20 years, most recently against Azerbaijan again on Ilgar Mammadov.

The Parliamentary Assembly and monitoring mechanisms also have various tools at their disposal to exert pressure on a recalcitrant member state.

Member states will be aware that Turkey is one of the largest recipients of Council of Europe co-operation activities, amounting to millions of euros each year.

As such, they have a duty to ensure that their financial contributions do not make them complicit in shoring up a government that is undermining the whole human rights system and engaging in political persecution.

#### First-hand experience

I know first-hand how difficult it is to take a firm stance against a large member state that is in serious breach of its obliga-

tions. I was the Council of Europe's commissioner for human rights from 2012 to 2018.

As commissioner, I not only engaged in tough discussions with the Turkish authorities and wrote a number of highly critical reports, I tried to rally member states to take tougher measures to ensure that Turkey and other countries complied with their obligations.

There was often reluctance to pursue what were perceived as "confrontational" tactics.

But the Turkish authorities have shown that no amount of dialogue will free these men. They are innocent and should be released.

The time for delay and dithering is over. It is impossible to pretend that Turkey continues to cooperate and fulfil its obligations in good faith.

---

Für Menschenrechte. Weltweit.



Gesellschaft für bedrohte Völker

03 11, 2021

## Poison gas attack on Halabja (March 16, 1988)

The Society for Threatened Peoples (STP) supports the motion 19/26562 of the parliamentary group Die Linke in the German Bundestag – according to which the crimes committed by the Iraqi regime under Saddam Hussein against the Iraqi Kurds and other population groups in the 1980s should be recognized as genocide crimes. "According to our estimates, up to 500,000 people were killed in northern Iraq during the 35 years of Saddam Hussein's rule," stated Dr. Kamal Sido, the STP's Middle East Consultant. "For years, we have been demanding that the crimes of the so-called Anfal operation must be classified as genocide crimes. It is time for the Bundestag to take the necessary steps."

Recently, the STP made the same demand in a human rights report titled "30 Jahre Halabja – Gerechtigkeit für die Opfer des Völkermordes", which was published on the occasion of the 30th anniversary of the poison gas attack on the Kurdish city of Halabja (March 16, 1988). The attacks on Halabja were part of the Anfal operation.

"With the Anfal operation, the Iraqi Baathist regime aimed to wipe out the population of Iraqi Kurdistan and to destroy their economy and culture," Sido recalled. "It was a direct attack on the population groups of the Kurds and a clear violation of the 1948 Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide." The largest

operations of this campaign were carried out in 1987 and 1988. Between February 23 and September 6, 1988, Saddam Hussein's cousin Ali Hassan Al Majid, better known as "Chemical Ali," led an extensive operation against the settlement area of the Kurdish Jaf, against Qeredag, Germiyan, Qalasewike, Dolizey, Shaqlawa, and Rawandoz. A few years before, 8,000 men from Barzan were abducted and murdered. After the fall of the dictatorship, the bodies of a few hundred Barzanis were discovered in mass graves in the south of the country.

"Three years after the end of the attacks on the northern Syrian Kurdish region of Afrin in March 2018, a violation of international law,

many Kurds consider political, military, or diplomatic support for Turkey as support for war crimes and human rights violations," Sido explained. "This often includes comparisons to Germany's support for Saddam Hussein in the 1980s. Back then, German know-how had contributed to the production of Iraqi weapons of mass destruction, and German Leopard tanks were used in the invasion of Afrin." Thus, the Federal Republic of Germany has a historical responsibility – and the human rights violations must be emphatically condemned. Therefore, the STP appealed to all parliamentary groups in the German Bundestag to demand the German government to act accordingly.

Kurdistan au féminin

Le Kurdistan à travers le regard féminin

Par André Metayer  
10 mars 2021

## L'avocat Emin Aktar condamné à 6 années et 3 mois de prison

**“Je n’ai pas commis de faute mais le tribunal a néanmoins sifflé un penalty contre moi”. C’est avec un humour grinçant que Me Mehmet Emin Aktar, ancien président du barreau de Diyarbakir, a accueilli, le 14 janvier dernier, sa condamnation à 6 ans et 3 mois de prison au motif “d’appartenance à une organisation” et de “propagande pour une organisation terroriste”. Il lui est reproché d’avoir participé aux activités du Congrès de la société démocratique (DTK) en 2018. Il a été laissé en liberté mais son procès continue. Le tribunal l’a condamné aux mêmes peines qu’il prononce lors des procès intentés ces dernières années aux hommes politiques, aux représentants d’ONG et aux journalistes.**

### Congrès pour une société démocratique (DTK)

Les autorités turques accusent le DTK d’être la vitrine légale du PKK et, à ce titre, considèrent que tous les membres, tous les invités, sont suspects et peuvent d’être poursuivis pour appartenance à une organisation terroriste. Leyla Güven, coprésidente du DTK précise le 17 novembre 2020 dans une lettre adressée à Madame la Secrétaire Générale du Conseil de l’Europe :

*“J’ai coprésidé le Congrès pour la société démocratique (DTK) jusqu’il y a quatre jours (26 juin). Ce jour-là, notre siège a été fermé et nos biens ont été confisqués sans décision judiciaire. Créé en 2007, DTK est le plus vaste réseau d’organisations de la région kurde. Il a servi de plateforme démocratique pluraliste réunissant des représentants de partis politiques, d’ONG, de conseils lo-*



Emin Aktar

*caux, de syndicats, de mouvements de défense des droits des femmes ou écologistes et de nombreux autres acteurs. Le DTK a mené des activités diverses, dans des domaines tels que l’éducation, l’agriculture, l’écologie, la santé publique, l’égalité entre les femmes et les hommes et, surtout, la consolidation de la paix. De nombreux dirigeants du DTK ont déjà été arrêtés depuis 2015. Tout dernièrement, le 4 juin, Musa Farisoğullari, membre du Conseil présidentiel du DTK, et moi-même avons été privés de nos mandats parlementaires et arrêtés (j’ai été libérée quelques jours plus tard). Bien que les représentants du gouvernement nous traitent aujourd’hui comme des dirigeants d’une organisation illégale, ces mêmes personnes considéraient avant 2015 que le DTK était un interlocuteur légitime avec lequel on pouvait débattre de questions politiques diverses. En 2012, par exemple, M. Cemil Çiçek, alors Président du Parlement turc, avait invité officiellement les dirigeants du DTK à soumettre leurs idées et propositions pour une constitution démocratique”.*

**Emin Aktar est connu à Rennes : Il a été l’invité du**

### barreau et de la ville de Rennes

La commission des relations internationales du Barreau de Rennes avait, en 2012, invité à son colloque des barreaux des villes européennes jumelées avec Rennes, Me Mehmet Emin Aktar, alors bâtonnier de Diyarbakir, et sa consœur Me Nuşîn Uysal, **qui avaient stupéfait l’auditoire en révélant la situation dramatique des avocats en Turquie.** Daniel Delaveau, Maire de Rennes et Roselyne Lefrançois, adjointe aux relations internationales, n’avaient pas manqué, lors d’une réception solennelle donnée en leur honneur dans les salons de l’hôtel de ville, de rappeler la position intransigeante de la ville de Rennes sur le respect des Droits de l’Homme, des droits démocratiques et les droits des peuples.

Cette visite avait été rappelé le 3 décembre 2015, lors de l’hommage solennel rendu à Rennes à la mémoire de son successeur comme bâtonnier de Diyarbakir, Me Tahir Erçi, , assassiné en pleine conférence de presse, en présence Gültan Kışanak, maire métropolitaine destituée de Diyarbakir, incarcérée depuis 2016, Eyyup Doru, représentant le

HDP en Europe, des avocats venus en robe, mais aussi Roselyne Lefrançois, Lena Louarn, vice-présidente du Conseil régional de Bretagne, Jocelyne Bougeard, adjointe à la maire de Rennes.

Les premiers contacts entre Emin Aktar et les Amitiés kurdes de Bretagne sont antérieurs à sa venue à Rennes. C’est en 2010, le 23 mars, qu’il recevait à Diyarbakir, en tant que Président du barreau, une délégation AKB venue réclamer **“au Gouvernement de M. Erdoğan la libération de nos amis Gulcihan Simsek, Abdullah Dermirbas, Emrullah Cin, Kazim Kurt”**, respectivement maire de Bostanici, Sur, Viranşehir et Hakkari. Emin Aktar avait souligné la politique en trompe l’œil d’Erdoğan :

*“La Turquie fait croire à l’Europe que l’Etat met en place un Etat démocratique en accordant des droits aux Kurdes Mais dans les faits, il y a eu intensification de la répression. L’Etat cherche à présenter les Kurdes comme des criminels. Même une manifestation d’avocats est considérée comme une manifestation de terroristes”.*

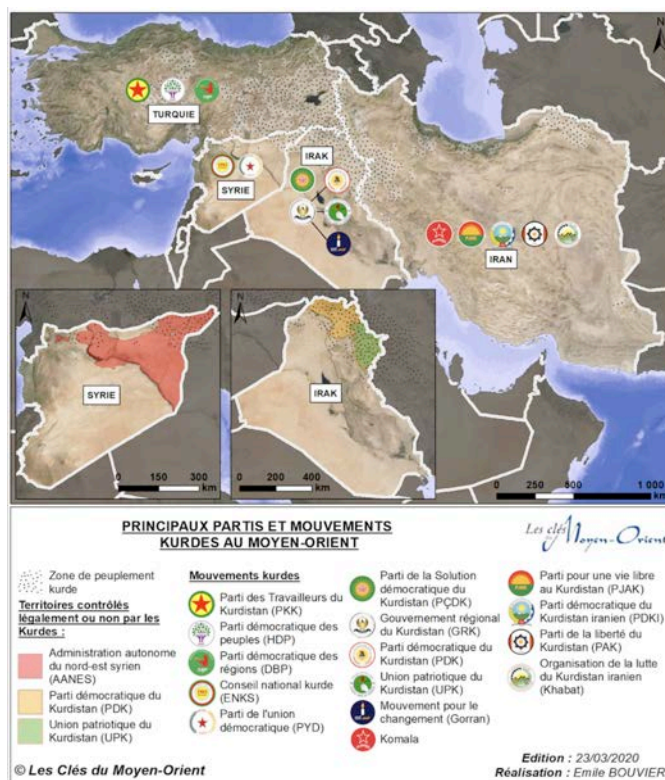
En Avril 2019, une délégation des AKB était de nouveau reçue longuement par ce même Emin Aktar, en tant qu’avocat principal de Gültan Kışanak. Cette délégation était porteuse d’une lettre de Nathalie Appéré, maire de Rennes, à sa collègue incarcérée, l’informant des nombreuses interventions de la ville de Rennes et l’assurant de son soutien. Emin Aktar avait rappelé à cette occasion sa venue à Rennes en 2012 dont il garde, avait-il précisé, un souvenir ému.



# Unions et désunions aux Kurdistans : pourquoi les Kurdes ne parviennent-ils pas à s'unir (1/2) ?

Entre partis autonomistes, indépendantistes, sécessionnistes ou encore nationalistes, les différents mouvements kurdes partagent, dans leur très grande majorité, le souhait - sinon la revendication - de parvenir à différents degrés de reconnaissance politique dans leurs différents pays de peuplement (Turquie, Syrie, Irak et Iran) et d'obtenir la création de territoires autonomes kurdes. Pour autant, à l'exception du **Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK)** et, dans une moindre mesure, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), aucun mouvement kurde n'est parvenu à s'affranchir des frontières : aujourd'hui, malgré d'évidents succès politico-militaires en Irak et en Syrie notamment, les Kurdes apparaissent toujours profondément divisés à travers le Moyen-Orient.

En effet, malgré le dénominateur commun que partagent les Kurdes, celui d'une histoire faite d'oppression, d'insurrections et de répression au fil des siècles, chaque pays de peuplement kurde détient sa propre mosaïque de mouvements kurdes, alliés ou opposés les uns les autres à différents niveaux, tant nationalement qu'internationalement. L'incapacité des Kurdes de Syrie et d'Irak a réellement s'unir face à la menace djihadiste durant la guerre contre Daech (2013-en cours) a ainsi pu étonner, d'autant plus si l'on tient compte des renforts envoyés par des mouvements kurdes iraniens à leurs congénères irakiens par exemple [1], ou encore l'accueil chaleureux réservé par les Kurdes irakiens à leurs congénères syriens lors de l'offensive turque « **Source de Paix** ».



Pourquoi les différents mouvements kurdes ne s'unissent-ils pas sous un seul et même drapeau afin de porter leurs revendications identitaires ? Quels différends empêchent les Kurdes de s'unir ? Le présent article débutera ainsi par un rappel de l'histoire contemporaine des Kurdes afin d'appréhender plus en détails le cadre politique et institutionnel qui est le leur aujourd'hui. Une approche thématique sera ensuite privilégiée afin de traiter dans un premier temps du PKK et de la constellation de satellites qui l'accompagne (partie I) avant d'étudier plus en détails les partis kurdes syriens, irakiens et iraniens, dont les destins ne sont pas liés mais ne cessent de s'entremêler depuis une quarantaine d'années et, en particulier, depuis l'irruption du PKK sur la

scène politico-militaire kurde (partie II).

A noter que cet article se concentre uniquement sur le volet politique des relations entre mouvements kurdes : il n'est pas question ici de traiter des obstacles linguistiques, religieux ou culturels de manière générale qui s'opposent à une unification des Kurdes. Ce volet culturel fera prochainement l'objet d'un article dans Les clés du Moyen-Orient.

## Préalable nécessaire à la compréhension des relations entre les organisations kurdes : un bref rappel historique et politique

Si l'histoire exacte des Kurdes fait encore l'objet de nombreux débats - au sujet notamment de leurs origines exactes [2] - ,

les historiens sont en revanche unanimes sur le fait que les Kurdes ont été **opprimés** de façon quasi-discontinue depuis la fin du Moyen Âge, expliquant par la même occasion une **histoire insurrectionnelle** et clandestine particulièrement riche.

Dans ce cadre, le fer de lance du combat politique et militaire kurde sera incarné, dans l'histoire contemporaine, par le **clan Barzani**, aujourd'hui à la tête du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) : Mustafa Barzani sera le chef des armées de l'éphémère **République kurde de Mahābād** (1945-1947), son fils Massoud Barzani sera le leader des insurrections victorieuses du peuple kurde en Irak dans les années 1980, tandis que le fils de ce dernier, Masrour Barzani, est aujourd'hui le Premier ministre du **GRK**. Les Barzani assument une position résolument nationaliste et autonomiste - après avoir été sécessionniste pendant environ un demi-siècle [3].

Le mouvement des Barzani, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) devient si incontournable au cours de la seconde moitié du XXème siècle, qu'il soutient des filiales aux Kurdistan syrien (naissance du PDK de Syrie, le PDKS, en 1957 [4]) ou des partenaires proches (à l'instar du PDKI en Iran, qui sera sur le point de procéder en 1958 à une unification avec le PDK des Barzani mais en sera finalement empêché par l'intervention des services de renseignement iraniens de l'époque, le SAVAK, qui démantèleront, temporairement, le mouvement kurde ira-

nien [5]).

Si l'Union patriotique du Kurdistan du **clan Talabani**, née d'une scission avec le PDK en 1975, a participé et profité de la montée en puissance des Barzani, ces derniers détiennent, et ont pratiquement toujours détenu, la réalité du pouvoir au Kurdistan d'Irak.

A la fin des années 1980, l'insurrection communiste du PKK en Turquie, de plus en plus médiatisée et connue, apparaît alors comme un élément perturbateur à l'encontre du monopole qu'exerçaient à ce moment les Barzani sur le combat pour la liberté du peuple kurde. Le PDK n'aura alors de cesse de jongler entre soutien au peuple kurde (accueil de Kurdes turcs fuyant les affrontements entre le PKK et l'armée turque par exemple [6]) et tentatives de neutralisation de son cousin turbulent, par ailleurs concurrent croissant [7].

Finalement, au début des années 2000, le PKK remporte le flambeau du combat politique kurde : l'arrestation de son leader Abdullah Öcalan en 1999 a fait de ce dernier le symbole de l'oppression subie par les Kurdes mais, surtout, le **PKK a su évoluer idéologiquement** afin d'attirer de très larges parts des « combattants de la liberté » kurdes, déçus par le PDK des Barzani en raison de son dogmatisme et de son idéologie clanique [8], peu en phase avec les aspirations des Kurdes de ce début de XXIème siècle [9].

### Le PKK, un centre alimenté par une vaste périphérie

Si les différentes organisations d'extrême-gauche turco-kurdes ont pu s'affronter en différentes occasions au cours du XXème siècle pour des raisons idéologiques, le PKK apparaît aujourd'hui au centre d'une constellation d'organisations qui lui répondent directement ou indirectement.

Ainsi, la majorité des organisa-

tions d'extrême-gauche clandestines turques soutient le PKK : ce soutien est évident en Turquie à travers l'alliance de neuf de ces mouvements rassemblés sous la bannière du **Mouvement révolutionnaire uni des peuples** (HBDH), dont ne fait toutefois pas partie le **Parti-Front révolutionnaire de libération du peuple** (DHKP-C) [10], bien que celui-ci soutienne également le PKK [11]. En-dehors de ces groupes armés résolument turcs, le PKK s'est également entouré d'un réseau de filiales et d'alliés kurdes à travers le Moyen-Orient. Ainsi, le mouvement révolutionnaire kurde a-t-il créé au début des années 2000 le Parti de l'union démocratique (PYD) en Syrie, le Parti pour une solution démocratique au Kurdistan (PÇDK) en Irak et le Parti pour une vie libre au Kurdistan (PJAK) en Iran. Chacune de ces organisations fonctionne de la même manière et possède systématiquement une branche armée (HPG pour le PÇDK, YPG pour le PYD et YRK pour le PJAK).

Ainsi, par exemple, le PYD fonctionne en vase-communiquant avec sa « maison-mère » : Mazlum Abdi Kobané, le chef militaire des **Forces démocratiques syriennes** (FDS), dont le PYD est la clé de voûte, était un cadre politique du PKK en Europe dans les années 1980 [12]. Ces filiales du PKK n'ont jamais fait défection ni opéré de scission avec lui, quand bien même leur succès politique et militaire s'avèreraient plus notables que ceux du PKK, à l'instar du PYD : rigoureusement hiérarchisées et disciplinées, ces filiales obéissent toutes aux directives du mont Qandil, quartier-général du PKK dans les montagnes du Kurdistan irakien [13].

Au-delà de ses filiales, le PKK s'est également doté de plusieurs alliés kurdes, voire de façades légales. En Turquie par exemple, deux partis kurdes ou pro-kurdes légaux cohabitent : le Parti démocra-

tique des peuples (HDP) et le Parti démocratique des régions (DBP). Si le premier s'affirme comme le parti des minorités (Kurdes, écologistes, LGBT...), le second est résolument kurde ; pourtant, le HDP s'est imposé comme le parti pro-kurde par excellence en Turquie et comme principal parti d'opposition au pouvoir en place après le Parti républicain du peuple (CHP). Aujourd'hui, sur les 600 parlementaires que compte la Grande assemblée nationale turque, le HDP comptabilise 58 députés, contre un seul pour le DBP.

Si aucune information ne permet d'établir avec certitude de liens véritablement organiques entre le PKK, le HDP et le DBP, les autorités turques accusent en revanche fréquemment le HDP de collusion avec le mouvement révolutionnaire kurde et procèdent à de régulières arrestations dans ses rangs pour « participation à une organisation terroriste » ou encore « propagande au profit d'une organisation terroriste » [14]. Ainsi, sur les 65 maires du HDP élus lors des élections du 31 mars 2019, 45 ont été arrêtés par les forces de sécurité turques pour leur proximité supposée avec le PKK [15] ; « Ces maires étaient en réalité des représentants du PKK », affirmait un représentant de l'AKP (« Parti de la justice et du développement » - au pouvoir) à Mardin, lors de l'arrestation de nouveaux responsables municipaux du HDP le 25 avril 2020. En raison de sa faible signature politique, le DBP ne s'avère que peu concerné par la chasse aux partisans du PKK menée par Ankara.

Toutefois, s'il n'est pas possible d'affirmer que le HDP et le DBP sont liés au PKK, ces trois mouvements kurdes partagent des objectifs communs en matière de promotion des droits des populations kurdes et de lutte contre la dérive jugée autoritaire de la présidence turque [16]. Ainsi, lors de la vaste campagne d'insurrections urbaines lancées par le PKK en

août 2015, plusieurs maires du HDP et du DBP se sont joints au mouvement en affirmant l'autonomie de leur ville vis-à-vis d'Ankara [17] : en tout, quarante municipalités (dont les villes de Lice, Cizre, Nusaybin et Varto) [18] suivront les préceptes idéologiques de « confédéralisme démocratique » et d'autogestion portés par le PKK [19], en s'affirmant autonome du centre politique ankariote. Ainsi, s'en affirmer que le PKK, le HDP et le DBP agissent de concert, il semble en revanche possible de dire que les deux partis turcs kurdes disposent d'une certaine bienveillance à l'égard du mouvement révolutionnaire.

Notes

[1] <https://www.jpost.com/middle-east/iran-news/kurds-who-fought-isis-now-hunted-by-irans-regime-565973>

[2] <https://www.trtworld.com/magazine/who-are-the-kurds-17915>

[3] Hanna Yousif Freij (1998) Alliance patterns of a secessionist movement : the Kurdish nationalist movement in Iraq, Journal of Muslim Minority Affairs, 18:1, 19-37, DOI : 10.1080/13602009808716391

[4] Gunter, Michael M. Out of nowhere : The Kurds of Syria in peace and war. Oxford University Press, 2014.

[5] En 1958, la monarchie irakienne est en effet renversée et les Barzani, qui vivaient jusqu'alors en exil, ont le droit de retourner en Irak et de militer légalement pour les droits du peuple kurde.

[6] Kirisci, Kemal. "Turkey and the Kurdish Safe-Haven in Northern Iraq." Journal of South Asian and Middle Eastern Studies 19, no. 3 (1996).

[7] Le 19 mai 1997 par exemple, le PDK tentera d'expulser par la force les militants du PKK implantés à Erbil, capitale de la RAK, résultant en de violents affrontements qui pro-



voqueront la mort de 53 Peshmergas du PDK et de 58 combattants du PKK. Voir : <https://web.archive.org/web/20121017233130/http://www.unhcr.org/refworld/country,,MARP,,TUR,,469f38e91e,0.html>

[8] <https://kurdistantribune.com/ocalan-v-barzani-two-contradictory-worlds/>

[9] [https://www.dailysabah.com/columns/mahmut\\_ovur/2014/11/07/barzani-or-ocalan](https://www.dailysabah.com/columns/mahmut_ovur/2014/11/07/barzani-or-ocalan)

[10] Le DHKP-C est un mouvement armé clandestin d'extrême-gauche turque inscrit sur

la liste des organisations terroristes de l'Union européenne et des Etats-Unis. Il est le deuxième groupe armé le plus actif en Turquie après le PKK.

[11] <https://lesmaterialistes.com/texte-alliance-pkk-dhkc-1997>

[12] <https://www.nytimes.com/2019/05/12/world/middleeast/syria-sdf-us-islamic-state.html>

[13] <https://www.sciencespo.fr/ceci/fr/content/dossiersduceci/un-champ-d-action-regionalise-le-pkk-et-ses-organisations-sœurs-au-moyen-orient>

[14] <https://www.dailysabah.com/politics/war-on-terror/hdp-mayors-arrested-for-links-with-pkk-terrorists>

[15] <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2020/05/turkey-oust-kurdish-mayors-southeast-hdp-igdir-siirt-erdogan.html>

[16] Le HDP a par exemple organisé une marche dans le courant du mois de juin visant à « faire respirer la Turquie et à vaincre le fascisme ». Voir : <https://rojinfo.com/une-marche-pour-faire-respirer-la-turquie-et-vaincre-le-fascisme/>

[17] <https://www.crisisgroup.org/europe-central-asia/western-europemediterranean/turkey/243-managing-turkeys-pkk-conflict-case-nusaybin>

[18] <https://tihv.org.tr/duyurular/16-agustos-2015-31-ocak-2017-tarihleri-arasinda-sokaga-cikma-yasaklari/>

[19] Sabio, Oso. Rojava : An alternative to imperialism, nationalism, and Islamism in the middle east (an introduction). Lulu. com, 2015.



11 mars, 2021

## SHENGAL. Demande d'autonomie locale d'une délégation yézidie à Bagdad

**IRAK / SHENGAL** – Après une marche organisée aujourd'hui à Shengal, une délégation du Conseil autonome de Shengal et des notables yézidis ont rencontré des responsables militaires irakiens et leur ont fait part de leur demande d'autonomie locale pour Shengal alors que la Turquie menace d'envahir Shengal pour soi-disant déloger le PKK.

Dès le matin, des milliers de Yézidis de la région de Sinjar ont rejoint la manifestation organisée à Shengal contre l'accord entre la région autonome kurde d'Irak et le gouvernement irakien concernant la statue politique de Shengal.

Les manifestant ont protesté contre un accord sur Shengal introduit par le gouvernement irakien qui aurait obtenu l'accord de la Turquie et du parti kurde KDP dirigeant le Kurdistan du Sud. Le gouvernement irakien avait donné 24 heures aux Asayish (sécurité publique) de Shengal pour quitter la ville, mais l'administration autonome a refusé et a décidé d'organiser une marche de protestation.



Au cours de la marche, qui a débuté plus tôt dans la journée, des slogans tels que « Vive la résistance de Shengal » et « Vive la résistance des mères » ont été scandés. Une déclaration a été faite alors que la foule portant les drapeaux des Asayish d'Êzîdxan (forces de sécurité yézidies de Shengal) s'approchait du point où les forces irakiennes étaient positionnées.

Le coprésident de l'Assemblée autonome de Shengal, Heso Biraheem, a déclaré que Shengal ne serait pas sacrifié une fois de plus pour des combines politiques.

Biraheem a déclaré : « *Maintenant, nous avons le pouvoir, nous avons nos institutions, l'assemblée et la défense. Voici les représentants et les institutions de tous les peuples de Shengal. Ils ne sont pas seulement des partis d'un parti politique. Nous sommes maintenant ici pour les Asayish d'Êzîdxan. Si les Asayish d'Êzîdxan avaient existé en 2014, ce massacre (l'assaut génocidaire des gangs de DAECH) n'aurait pas été commis, nos mères et nos sœurs n'auraient pas été assassinées.* »

Notant que les habitants de Shengal veulent la décentralisa-

tion, Biraheem a déclaré : « *Nous ne sommes pas contre les lois irakiennes. Nous voulons aussi nos droits dans le cadre des lois de l'État irakien. Nous avons le droit à la décentralisation selon la constitution irakienne. En outre, les menaces de génocide nous donnent également le droit à l'autonomie.* »

Après cette déclaration, une délégation composée de membres et de leaders d'opinion de l'Assemblée Shengal, du Mouvement pour la liberté des femmes yazidies (TAJÊ) et du Parti pour la liberté et la démocratie des Yazidies (PADÊ) a rencontré des responsables militaires irakiens.

La réunion a eu lieu au quartier général de l'armée irakienne à Shengal où la délégation yézidie a souligné la volonté de défendre leur terre.

La délégation a soumis sa demande écrite de décentralisation aux responsables militaires irakiens qui transmettront la question au gouvernement de Bagdad.

ANF



# Impasse Over Iran Nuclear Talks Sets Off International Scramble to Save Accord

The Biden administration is caught between critics in Congress and allies in Europe over returning to an accord to limit Iran's nuclear ambitions without bending to Tehran's demands for financial relief.

**WASHINGTON** — Three weeks ago, in a show of both good faith and diplomatic pressure, the United States offered to [rejoin nuclear talks with Iran](#). The double-edged overture fell flat: [Iran refused to meet](#) without first receiving financial incentives, and the Biden administration made clear, as the White House national security adviser, Jake Sullivan, put it, that [“the ball is in their court.”](#)

That set off a new rush among world powers to resuscitate a 2015 nuclear accord that the United States exited three years after negotiating it, leaving Iran to [steadily violate the terms](#) of the deal.

Diplomats from Britain, France and Germany [have since urged Iran](#) to accept a joint European-American invitation on Feb. 18 to begin informal negotiations. Officials [from China and Russia](#) have taken a more sympathetic approach in asking Tehran in recent days to return to talks. President Hassan Rouhani of Iran discussed the delicate diplomacy in a phone call with [Prime Minister Boris Johnson of Britain on Wednesday](#) and [President Emmanuel Macron of France last week](#).

“We have to use this window of opportunity,” Josep Borrell Fontelles, the European Union's top foreign policy official, told [an Atlantic Council forum](#) on Feb. 23.

Without two rounds of shuttle diplomacy by Rafael Grossi, the director general of the In-



Tehran, the capital of Iran, in February. Diplomats from Britain, France and Germany have since sternly urged Iran to accept a joint European-American invitation to resume nuclear talks. Credit... Abedin Taherkenareh/EPA, via Shutterstock

ternational Atomic Energy Agency, the accord may well have fallen apart. By persuading Iran last month to continue allowing some inspections of its nuclear facilities, experts said, [Mr. Grossi kept Tehran](#) from crossing a diplomatic red line.

Wary of the United States again renegeing on its diplomatic assurances, Iran's leaders have insisted they will not go back to the nuclear negotiating table until President Biden begins lifting harsh sanctions that the Trump administration imposed when [it withdrew from the deal in May 2018](#).

“America was first in breaking with the agreement and it should be the first to return to it,” Mr. Rouhani said on Wednesday during a cabinet meeting in Tehran.

However, he added: “America should know that we are ready to implement the agreement. We are ready to implement it full in return for full and parts in return for parts. We are ready to return to our full commitments for their full return or part of our commitments for their partial return.”

Mr. Biden has his own reasons for taking a [wait-and-see approach](#) toward negotiations.

He appears torn between allies in Europe and critics in Congress over broadening the nuclear accord to also limit Iran's ballistic missiles program and its support for proxy militias across the Middle East.

Though many senior administration officials had negotiated the nuclear deal while working for President Barack Obama, and still support it, they also say they are unwilling to com-

promise further — particularly as Iran [persistently tests Mr. Biden's limits](#).

“Can you assure us that we're not going to make concessions just to get a meeting?” Representative Brad Sherman, Democrat of California, asked Secretary of State Antony J. Blinken on Wednesday during a House hearing, referring to the nuclear accord, known as the Joint Comprehensive Plan of Action.

“I can,” Mr. Blinken responded.

“Do we expect that before we give them sanctions relief that they will verifiably either be in full compliance with the J.C.P.O.A. or be on a negotiated path toward full compliance?” Mr. Sherman asked.

“Yes,” Mr. Blinken said.

The demands for a broader accord to address other Iranian threats echoes the Trump administration's goals of a pressure campaign against Tehran. But Mr. Biden's pursuit to “lengthen and strengthen” the deal is also calculated to assuage Democratic critics of the 2015 accord.

Sign Up for On Politics With Lisa Lerer: A spotlight on the people reshaping our politics. A conversation with voters across the country. And a guiding hand through the endless news cycle, telling you what you really need to know.

Among them is Senator Bob

Menendez, Democrat of New Jersey and chairman of the Foreign Relations Committee, who oversees the State Department and the approval process for presidential nominees to work there.

“Iran’s continuous engagement on so many other fronts — on the ballistic missiles, on the destabilization of the region, on its continuing advocacy for terrorism to its proxies — you know that just going back to the J.C.P.O.A. is really a difficult proposition,” Mr. Menendez told reporters in Washington on Tuesday.

Other Senate Democrats, however, have [proposed legislation](#) to address Iran’s missile program and proxy support “after such time that all sides return to their commitments” under the nuclear accord.

Iran’s leaders have warned that expanding the accord is a non-starter, and European diplomats worry that broaching it in the delicate negotiations will scuttle the entire effort.

“Once we do the first step, then we can continue, or start talking about other pending issues,” Mr. Borrell said at the Atlantic Council, a policy center. “But if you start talking about the pending issues in the beginning, you will never restart.”

Trita Parsi, the founder of the National Iranian American Council and executive vice president of the Quincy Institute, a policy center that advocates military restraint, said both Iran and the United States would “have to swallow some pride and pay a political cost” if negotiations were to restart.

“And the longer they wait, the higher that cost will be,” Mr. Parsi [wrote in an analysis](#) published on Feb. 28.

Iran’s [latest breach](#) of the nuclear deal came on Feb. 23, when [Tehran formally prohibited](#) the International Atomic Energy Agency from conducting snap inspections of at least some Iranian nuclear sites.



The 90-day window negotiated by the director general of the International Atomic Energy Agency, Rafael Grossi, to resume nuclear talks will close in late May. Credit... Joe Klamar/ Agence France-Presse — Getty Images

Mr. Grossi rushed in to negotiate a [three-month stopgap](#), during which Iran will give inspectors some access to its sites as diplomats try to rekindle negotiations. After Mr. Grossi’s second meeting with Iranian officials in two weeks, European diplomats announced they would hold off, “for now,” on formally rebuking Iran’s refusal to allow snap inspections.

Mr. Grossi’s 90-day window will close in late May — just weeks

Mr. Rouhani to persuade Iran’s supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, to resist opposition from his country’s hard-liners and negotiate with the world powers to lift international economic sanctions against Iran’s economy.

The accord had secured for Tehran billions of dollars in sanctions relief before the Trump administration reneged, shutting down Iran’s oil exports and sending its weakened



President Biden has adopted a wait-and-see approach toward negotiations that mirrors Iran’s own reluctance to talk to the United States. Credit... Stefani Reynolds for The New York Times

before Iran holds elections in June to replace Mr. Rouhani.

Bound by term limits from remaining in office, Mr. Rouhani oversaw the signing of the 2015 agreement that had represented a diplomatic breakthrough after years of cold relations between Iran and the United States. It had required

economy into a tailspin. That reinforced Tehran’s suspicion that dealing with the United States was a mistake.

Yet it is widely believed, by diplomats and experts alike, that Mr. Rouhani and Iran’s foreign minister, Mohammad Javad Zarif, want to secure sanctions relief by getting nuclear nego-

tiations well on their way before Iran’s change of power that is expected to install a more hard-line government by late summer.

Even small steps toward rapprochement have proved difficult.

On Tuesday, Tehran responded to [Mr. Blinken’s demand for the release of Americans being held in Iran](#) by opening the door to direct negotiations with the United States on a prisoner exchange. At least four American dual citizens are being held by Iran, which has a long history of detaining foreigners and dual citizens on bogus charges of espionage and swapping them for Iranians incarcerated abroad.

An Iranian government spokesman, Ali Rabiei, said the impasse over the nuclear accord should not delay a prisoner swap. “We can discuss all the prisoners at one time and resolve this issue,” Mr. Rabiei told journalists in Tehran.

Hours later, in Washington, Mr. Blinken rebuked Tehran by issuing new travel restrictions against two members of Islamic Revolutionary Guards Corps for human rights abuses against Iranian protesters in 2019 and 2020.

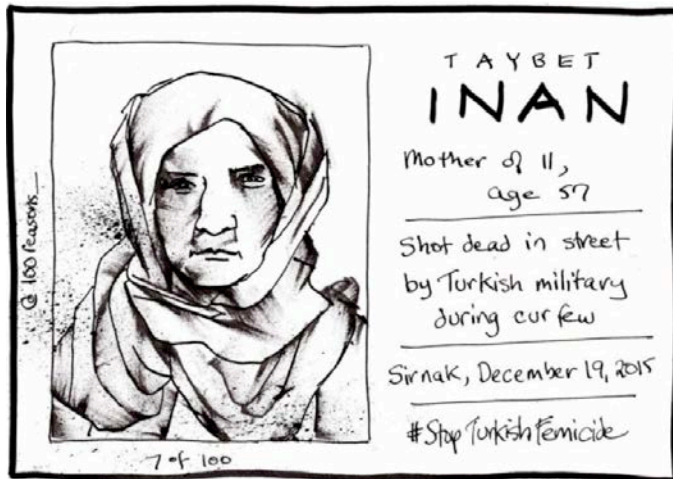
[Last month](#), the United States lifted travel restrictions on Iranian officials visiting the United Nations headquarters in New York, and dropped its demand that the United Nations Security Council enforce international sanctions against Iran. Both were presented to Tehran as good-faith efforts.

Despite the impasse, American and European diplomats said informal talks could begin in coming weeks. When they do, it is expected that the United States and Iran could agree to take simultaneous steps toward coming back into compliance with the 2015 accord.

# 100 raisons pour juger le dictateur Erdogan – Raison 7: Taybet Inan | RojInfo

La campagne « **100 raisons pour juger le dictateur Erdogan** » lancée par le Mouvement des Femmes kurdes en Europe (TJK-E) à l'occasion de la journée internationale des violences faites aux femmes, le 25 novembre dernier, énonce cent des crimes les plus graves commis par le régime d'Erdogan contre les femmes. Parmi les cas cités, figure celui de Taybet Inan, abattue en 2015 par les forces de sécurité turques dans la ville kurde de Silopi alors sous couvre-feu.

L'objectif de la campagne, telle que présentée par le TJK-E, est de [recueillir 100 000 signatures](#), mais aussi de « partager des histoires de femmes assassinées, d'agir et de créer des alliances contre le féminisme et le fascisme. » L'organisation des femmes kurdes se propose ainsi d'être « la voix des femmes assassinées face au dictateur qui ne cesse de



Portrait de Taybet Inan par Janet Biehl

commettre des massacres chaque jour. »

Sur le site internet dédié à la campagne, sont recensés 100 des crimes les plus graves commis par le régime d'Erdogan à l'encontre des femmes. Nous publions ici le septième article consacré à [Taybet Inan](#), 57 ans, abattue dans la rue en 2015 par un sniper de l'armée

turque. Les faits se sont déroulés à Silopi, ville de la province kurde de Sirnak alors assiégée par les forces de sécurité turques.

*Les soldats turcs ont non seulement abattu Taybet Inan en pleine rue, mais ils ont aussi tiré sur quiconque a tenté de lui porter secours.*

*Taybet Inan avait 57 ans. Mère de 11 enfants, elle vivait à Silopi, dans la province kurde de Sirnak.*

*Le 14 décembre 2015, le district de Silopi a été placé sous couvre-feu et assiégé par les forces de sécurité turques. Taybet Inan a été abattue dans la rue par un sniper de l'armée turque, au cinquième jour du siège. L'armée a empêché quiconque de s'approcher. Blessée dans un premier temps, Taybet a agonisé pendant près de 6 heures avant de trouver la mort. Son corps est resté dans la rue pendant sept jours entiers. Les personnes qui ont tenté de récupérer le corps ont également été visées et plusieurs ont été tuées.*

*Jusqu'à présent, le meurtre de Taybet Inan est demeuré impuni.*

Kurdistan au féminin 13.03.2021

## Des soldats turcs tuent un kolbar kurde sous la torture

**IRAN / TURQUIE** – Le vendredi 12 mars 2021, les forces armées turques ont arrêté plusieurs Kolbars kurdes au poste-frontière de Qutur (Kutul) près du district de

Khoy, dans la province de l'Azerbaïdjan occidental (Urmia). Un des kolbars est décédé après avoir été torturé par les soldats turcs.

Le corps du kolbar Bur-

han Mohammadi, 23 ans, est toujours aux mains des forces turques tandis que sa famille n'a pas pu entrer en Turquie pour prendre le corps en raison de la fermeture

des frontières.

Par ailleurs, au moins 10 chevaux appartenant aux kolbars ont été confisqués par les forces armées turques.

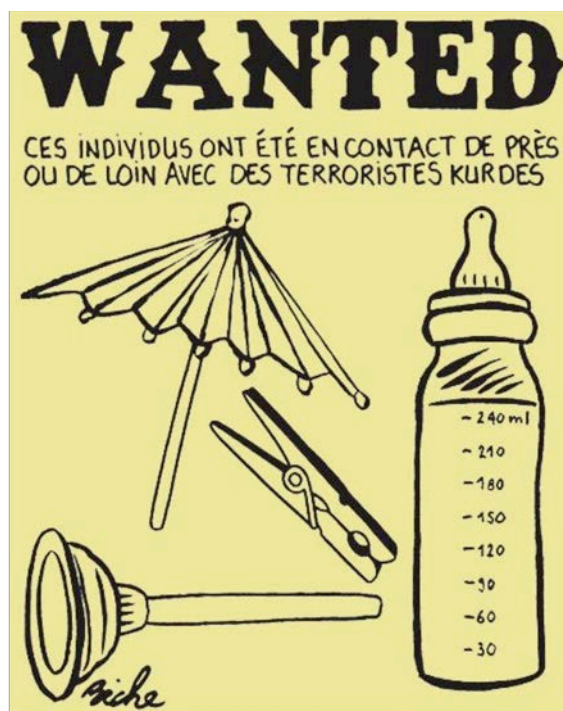


## Erdogan vient traquer les opposants jusqu'en France - Charlie Hebdo

La répression de Recep Tayyip Erdogan se poursuit et s'accroît : jusqu'en France, le président turc pourchasse ses opposants. L'enseignant Tuna Altinel en a fait les frais.

Voilà bientôt deux ans que Tuna Altinel s'est fait confisquer son passeport. Le 12 avril 2019, ce mathématicien de nationalité turque, enseignant à Lyon depuis 1996, est arrêté lors d'un voyage en Turquie pendant ses congés, son passeport retiré. Lorsqu'il cherche à le récupérer, il se retrouve placé en détention. Il est alors accusé « d'appartenance à une organisation terroriste ». On lui reproche... des faits qui se sont produits en France. Il avait participé à la réunion d'une association kurde, Amitiés kurdes Lyon-Rhône-Alpes, organisée en février 2019 à la mairie de Villeurbanne (Rhône). « C'était une réunion légale, elle-même tenue par une association loi 1901 tout à fait légale », souligne l'enseignant. Mais en Turquie, tout soutien de près ou de loin aux Kurdes est assimilé à du terrorisme. La réunion portait sur de supposés crimes de guerre commis par l'armée turque en 2016 dans la petite ville de Cizre, ville turque à majorité kurde. 180 civils avaient alors péri brûlés, probablement tués par l'armée.

Mais comment la participation à une conférence en France peut-elle se retrouver l'objet de poursuites en Turquie ? C'est le consulat turc de Lyon qui avait fait remonter l'information. On savait combien **Erdogan avait tissé son réseau en France**. Voilà donc, avec Tuna Altinel, un exemple concret de la manière dont la Turquie va jusqu'à espionner ses ressortissants sur le territoire français. À l'époque, le consulat turc avait tenté d'empêcher la



réunion, il était intervenu auprès de la préfecture et de la ville de Villeurbanne, en vain. Mais il avait également rédigé un rapport à destination du ministère de l'Intérieur turc pour dénoncer Tuna Altinel et faire passer l'association prokurde pour une officine du PKK (considéré comme organisation terroriste par l'Union européenne). Selon le comité de soutien du mathématicien, ce rapport transmis par le consulat de Lyon comportait également une liste de militants kurdes et turcs résidant à Lyon, avec leur adresse et leur activité professionnelle. Même des ressortissants français y figuraient. « En France, il me semble que l'on commence à prendre conscience de la volonté du pouvoir turc d'être présent et influent dans votre pays, mais pas sûr que l'on comprenne à quel point »,

alerte Tuna Altinel. Parmi les relais communautaires de la Turquie dans l'Hexagone, rappelons notamment le Parti égalité et justice (PEJ), considéré comme une émana-

tion de l'AKP, qui se voulait un représentant de tous les votes musulmans de France et qui avait réussi à présenter plusieurs candidats lors des dernières législatives.

Tuna Altinel a finalement été définitivement acquitté en septembre 2020. Pourtant, son passeport ne lui a toujours pas été rendu. « Mon acquittement était une vitrine juridique », estime-t-il. La confiscation de son passeport est plus pernicieuse : il ne peut circuler librement entre la France et la Turquie, mais c'est moins spectaculaire qu'un procès. Son comité de soutien a interpellé les autorités françaises dans une conférence de presse tenue le 22 février dernier, alors que Villeurbanne l'a fait « citoyen d'honneur » : « Les plus hautes autorités

françaises et européennes peuvent-elles accepter qu'un de leurs fonctionnaires d'État ne puisse rentrer pour exercer ses missions d'enseignement et de recherche, et ceci depuis bientôt deux ans ? »

L'attitude d'Ankara envers Altinel est révélatrice du harcèlement subi par les universitaires en Turquie. Rappelons que pour Erdogan, la tentative de coup d'État de 2016 fut un prétexte tout trouvé pour engager une répression sans limites contre tous les corps susceptibles d'être des contre-pouvoirs, à commencer par les journalistes et les enseignants. Plus que jamais, cette répression se poursuit : Erdogan s'en est pris début janvier à l'université du Bosphore, à Istanbul, connue pour son indépendance et son combat pour la démocratie. Le président turc y a imposé un nouveau recteur, membre de l'AKP. Alors qu'en France on s'écharpe sur l'« islamo-gauchisme », au même moment, en Turquie, étudiants et enseignants se mobilisent contre la mainmise des islamistes de l'AKP. Plusieurs d'entre eux ont été arrêtés et vont être jugés ces prochains jours. Reste une question : pour Tuna Altinel, n'est-ce pas se mettre encore plus en danger que de parler à Charlie ? « Quand le pouvoir politique turc décide de s'en prendre à une personne, tout est prétexte, donc ce n'est pas une interview à Charlie qui changera grand-chose »... ●



Le Monde



# SYRIE

## Dix ans de guerre et « plus rien n'est à sa place »

JAMAL A FUI ALEP QUAND IL AVAIT «5 OU 6 ANS».

C'est en canot pneumatique qu'il arrive en Grèce, où il est désormais demandeur d'asile. Il a 12 ans, en 2020, quand il réalise ce dessin «sur la guerre», avec l'aide d'un autre enfant, Ahmad, «ami palestinien» du camp: «Mon dessin montre la dévastation. La Syrie est détruite; plus rien n'y est à sa place, comme les couleurs dans ce dessin.»

UNHCR GRÈCE/ ARSIS/ DÉFLAGRATIONS



# Le Monde

## Cahier du « Monde » N° 23695 daté Dimanche 14 - Lundi 15 mars 2021

**L**a Syrie telle qu'on l'a connue n'existe plus. Le pays du grand poète Nizar Qabbani, dont le raffinement faisait la fierté du monde arabe, a disparu. Dix années de guerre civile ont disloqué son économie, sa démographie et sa sociologie. Un Syrien qui débarquerait aujourd'hui dans sa patrie, après une décennie d'absence, aurait probablement de la peine à la reconnaître. Et encore plus de peine à retenir ses larmes.

La moitié de la population a été déplacée, à l'intérieur ou à l'extérieur des frontières. Des localités entières ont été rayées de la carte. Dans chaque famille ou presque, on compte un ou plusieurs morts, invalides ou prisonniers. Le conflit syrien, de par sa magnitude, est l'événement emblématique de la brutalisation de notre monde, le marqueur du retour en force de la barbarie, en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. Sur l'indice de développement humain des Nations unies, la Syrie a chuté de quarante places entre 2010 et 2020, passant du 111<sup>e</sup> au 151<sup>e</sup> rang sur 189. C'est peut-être cela le plus préoccupant. Les villes et les usines se reconstruisent en quelques années. Le capital humain, en revanche, nécessite des décennies pour se reconstituer.

La vanité des despotes L'avenir est d'autant plus noir qu'aucune solution ne se profile. Les prisons du régime ne désemplissent pas, les camps de réfugiés et de déplacés sont toujours aussi peuplés, et le portemonnaie de la population n'a, lui, jamais été aussi vide. Avec la dégringolade de la monnaie nationale, près de 90% des foyers vivent désormais sous le seuil de pauvreté.

Certaines sanctions internationales, mal calibrées, et la faillite des banques libanaises, poumon des entrepreneurs syriens, ont un rôle dans ce désastre. Mais le problème va bien au-delà. Le conflit a porté la nature prédatrice et mafieuse de l'économie syrienne à son paroxysme. Le moteur est cassé et, quelle que soit la quantité d'essence qu'on lui apporte, il ne redémarrera pas sans un gros travail d'assainissement.

Or le mécano en chef, Bachar AlAssad, le président de la Syrie, n'a aucune intention de mettre les mains dans le cambouis. L'homme, qui a massacré son peuple pour défendre son trône, n'a aucune gêne à le voir faire la queue pour acheter du pain. Lors du scrutin en cartonpâte prévu au printemps, il devrait s'octroyer un nouveau mandat de sept ans, plus que jamais persuadé que la Syrie lui appartient.

Dans l'un de ses poèmes, Cogitations du leader, Nizar Qabbani (1923-1998) avait raillé la vanité des despotes. Puisque la culture est peut-être le dernier ciment de cette nation en morceaux, c'est à ce texte qu'on laissera le dernier mot. « Chaque fois que j'envisage de quitter le pouvoir/Ma conscience me l'interdit.../Qui, après moi, gouvernera ces braves gens ? (...) / Qui les châtiara de quarante coups de fouet ?/Qui les crucifiera sur les arbres ?/Qui leur imposera, sinon, de vivre comme les vaches ?/De mourir comme les vaches ?/Chaque fois que j'envisage de les quitter/Mes larmes se déploient comme un nuage !/Je m'en remets alors à Dieu.../Et je décide d'enfourcher le peuple/Jusqu'au jour du Jugement dernier ! ■

**BENJAMIN BARTHE**  
(Beyrouth, correspondant)



# Après dix ans de guerre en Syrie, Bachar Al-Assad, le roi des ruines

Un pays morcelé, une économie en lambeaux, un régime proscrit : le président syrien ne règne plus que par la soumission et la destruction.

**A**u début du [soulèvement contre le régime syrien](#), au printemps 2011, les partisans du président Bachar Al-Assad avaient prévenu leurs adversaires : « *Assad ou l'on brûle le pays.* » Tartinée sur les murs, braillée dans les rassemblements prorégime, martelée dans les médias officiels, la menace était d'une brutalité limpide : la soumission ou la destruction. C'était le diktat de Damas.

Dix ans plus tard, après une guerre civile cataclysmique, Bachar Al-Assad est toujours en place. Mais il règne sur un tapis de ruines. Le pacte léonin au fondement de son pouvoir a fait le vide autour de lui. Les combats ont pratiquement cessé, le régime a survécu, mais la Syrie a implosé. Ses habitants sont à genoux et leur patrie est en lambeaux. Ce n'est plus « *Assad ou l'on brûle le pays* », mais « *Assad et le pays carbonisé* ». La soumission et la destruction.

Lui ne donne pas l'impression d'avoir changé, ou si peu. Quelques rides sur les tempes et la paire de fines lunettes qu'il chausse pour lire ses discours attestent du passage des années. Mais le cinquagénénaire, [arrivé à la présidence en 2000](#), a conservé l'allure svelte de ses débuts. Prompt à tomber le costume cravate lorsqu'il se rend sur le terrain, il arbore toujours cette apparence affable, accessible, à l'origine de la réputation de modernisme qui avait accompagné ses premiers pas sur la scène internationale. L'exact inverse de l'image compassée,



Le marché dans la ville d'Atareb, à l'ouest d'Alep, en Syrie, le 27 février. OMAR HAJ KADOUR / AFP

rigide, vieillie avant l'âge, de son père et prédécesseur, Hafez Al-Assad. Le 8 mars, ses services ont annoncé qu'il était porteur du Covid-19, ainsi que son épouse, Asma, tout en précisant que le deux étaient « *en bonne santé* »

D'ici à la fin du printemps, l'homme aura selon toute vraisemblance remporté un quatrième mandat de sept ans. Ni le calendrier du scrutin, attendu en mai-juin, ni l'identité des candidats ne sont pour l'instant connus. Mais aucun observateur ne voit Bachar Al-Assad renoncer de son propre gré à se présenter à ce plébiscite à peine déguisé. Et, en l'absence d'alternative, son protecteur russe est peu susceptible de l'empêcher de concourir, aussi agacé soit-il par ses maigres performances.

## Les mains poissées de sang

Tout converge vers la réélection de ce paria aux mains poissées de sang, à qui l'on promettait, il y a quelques an-

nées, un destin funeste : l'exil, le cachot ou la tombe. « *Le régime se sent victorieux car il pense que le plus dur est derrière lui*, estime un diplomate étranger qui se rend régulièrement à Damas. *Entre 2012 et 2014, on avait l'impression que les deux tiers de la planète étaient ligüés contre lui. Les groupes armés contrôlaient la majeure partie du territoire et paraissaient sur le point de pénétrer dans la capitale. On pensait que c'était fini.* »

Et puis, comme des dominos, les zones tenues par la rébellion sont tombées, l'une après l'autre. Qoussair en 2013, Homs en 2014, Alep et Daraya en 2016, Douma et Deraa en 2018. La dévastation semée par les bombardements russes, la famine générée par les sièges de l'armée régulière et les coups de boutoir des unités d'élite épaulées par des milices chiïtes pro-iraniennes ont fait céder les insurgés. La « Syrie utile » – l'épine dorsale du pays le long de l'axe Damas-Alep – est repassée

sous la coupe des pro-Assad.

Mais la reconquête est incomplète. La poche d'Idlib, dans le nord-ouest, demeure sous le contrôle du groupe islamiste radical Hayat Tahrir Al-Cham, qui a le soutien de la Turquie. Les steppes du nord-est sont toujours contrôlées par les Forces démocratiques syriennes, une milice à dominante kurde, protégées par un contingent de quelques centaines de soldats américains. Dans la Badiya, le vaste désert qui s'étend des faubourgs de Damas à la vallée de l'Euphrate, des cellules de l'organisation Etat islamique sévissent encore. Et à Deraa, à la pointe sud de la Syrie, pas une semaine ne passe sans qu'un checkpoint soit mitraillé.

Surtout, parallèlement à l'écrasement de l'insurrection, le pays a été broyé. On recense entre 300 000 et 500 000 morts, 1,5 million d'invalides, 5,6 millions de réfugiés et 6,2 millions de déplacés. Un tiers du parc immobilier a été détruit ou endommagé. [Selon un rapport](#) publié en mai 2020 par le Syrian Center for Policy Research, un cabinet d'études indépendant, les pertes cumulées de la guerre s'élèvent à 530 milliards de dollars (436 milliards d'euros). D'après cette même source, le pays a perdu les deux tiers de son produit intérieur brut, passé de 60 milliards de dollars en 2010 à 21 milliards en 2019.

## Gouffre économique

Hormis la réfection des princi-

poux axes routiers et la restauration d'une partie des souks d'Alep, financée par la Fondation Aga-Khan, la reconstruction est au point mort. Et pour cause : les caisses de l'Etat sont vides. Le pétrole, le tourisme et les phosphates, les trois principales sources de revenus du gouvernement avant 2011, ne rapportent presque plus rien. La plupart des puits d'hydrocarbures sont situés dans le nord-est, sous tutelle kurde. Les visiteurs étrangers ne sont pas près de revenir. Quant aux mines de phosphates, leur exploitation a été concédée à une compagnie russe, en guise de remerciement pour le sauvetage de Bachar Al-Assad.

Loin de remonter la pente, le pays s'enfoncé dans le gouffre. L'épidémie de Covid-19, la faillite du secteur bancaire libanais, où de nombreux Syriens avaient l'habitude de placer leurs avoirs, désormais inaccessibles, et l'entrée en vigueur aux Etats-Unis de la loi Cesar, qui menace de sanctions toute entité en lien avec Damas, ont encore un peu plus asphyxié la production et les échanges. La peur du gendarme américain expose la population à un blocus économique de fait.

En conséquence, la dégringolade de la livre syrienne s'est accélérée, et le prix des produits de base s'est envolé, obligeant le gouvernement à réduire ses subventions sur le pain, le fuel et le gaz. Les files d'attente devant les boulangeries et les stations-essence s'étirent sur des centaines de mètres, parfois des kilomètres, suscitant une grogne de plus en plus marquée. Y compris dans la communauté alaouite, la minorité dont le clan Assad est issu, traditionnel socle du régime.

Selon une récente étude du Parti communiste syrien, un satellite du pouvoir central, le coût de la vie pour une famille de cinq personnes a doublé en un an, passant de 380 000 livres à 732 000 livres



Bab Al-Faraj (« la porte de la délivrance »), l'une des portes historiques de la capitale, dans la vieille ville de Damas, le 2 mars. LOUAI BESHARA / AFP

(de 613 euros à 1 181 euros) par mois. C'est quinze fois le salaire minimum dans la fonction publique, et douze fois le salaire moyen d'un médecin. Selon l'Organisation des Nations unies, 12,4 millions de Syriens – soit 60 % des habitants – sont désormais en état d'insécurité alimentaire. Un chiffre jamais atteint en Syrie, qui a bondi de 57 % en un an.

Dans ce contexte, le gouvernement se garde de parader. Bachar Al-Assad prend soin de ne pas crier victoire, bien conscient que ses fruits sont particulièrement amers. Il s'abstient aussi de chercher les moyens de répondre à la crise, qu'il attribue entièrement à la « guerre économique » que l'Occident aurait déclenchée contre lui après avoir perdu la bataille sur le terrain militaire.

« *Bachar n'a aucun projet pour l'après-guerre, aucun plan pour rassembler les Syriens* », témoigne un autre diplomate, qui fait la navette Beyrouth-Damas. En dix années de guerre, le régime s'est rétracté, recroquevillé sur une mission unique : tenir bon. « *Assad continue d'user de la rhéto-*

*rique de la souveraineté et de la résistance, mais, dans les faits, il a renoncé à toute prétention autre que sa propre survie* », renchérit Alex Simon, analyste au centre de recherche Synaps, installé à Beyrouth.

Le parti Baas, pilier du système dont Bachar Al-Assad avait hérité en 2000, pétri d'idéaux panarabes et laïcisant, n'est plus qu'une coquille vide. En amont des élections législatives de l'été 2020, la direction a tenté de le ressusciter en organisant une consultation interne, destinée à faire émerger de nouvelles figures, « *mais ce processus n'a mené à rien. Le commandement du parti a imposé ses candidats, en passant outre au choix des adhérents* », soupire un ancien haut fonctionnaire, qui a fait défection.

L'alliance avec la bourgeoisie d'affaires sunnite, autre point fort du régime fondé par Hafez Al-Assad, a volé en éclats. Les membres de la vieille élite économique qui n'ont pas fait leurs valises pendant la guerre ont été supplantés par une nouvelle génération d'oligarques, enrichis par la contrebande, le racket et les filières

de contournement des sanctions étrangères. Cette bascule a été mise en lumière par les élections aux chambres de commerce et d'industrie de Damas et d'Alep, à l'automne 2020.

La première a vu la montée en puissance de Wassim Qattan, parfait inconnu avant 2011, qui a fait fortune dans le trafic généré par le siège de la Ghouta, la banlieue orientale de Damas. La seconde a été marquée par la victoire du clan Katerji, une famille de modestes commerçants, qui a la haute main sur le négoce de produits pétroliers entre les zones kurdes et les secteurs sous contrôle gouvernemental. « *Cette nouvelle bourgeoisie est encore plus dépendante du régime que les capitalistes traditionnels, qui avaient conservé une certaine marge de manœuvre* », relève Joseph Daher, chercheur à l'Institut universitaire européen (EUI) de Florence (Italie) et spécialiste de la Syrie.

#### **Mainmise sur les affaires**

La redistribution des prébendes économiques a fait un perdant : Rami Makhlouf. Le cousin de Bachar Al-Assad,



connu avant la guerre comme l'homme le plus riche de Syrie, a été dépossédé du joyau de son empire, la compagnie de téléphonie mobile SyriaTel, passée sous la supervision directe du palais présidentiel. Son rôle de banquier du régime a été partiellement récupéré par le frère cadet du président, Maher Al-Assad, commandant de la 4<sup>e</sup> division blindée, une unité d'élite qui a développé des affaires très juteuses en parallèle de ses activités militaires.

Les troupes de Maher ont fait main basse sur le trafic de ferraille, collectée dans les gravats des ex-bastions de l'opposition, notamment le cuivre, qu'elles exportent jusqu'aux Emirats arabes unis. Ces soldats sont aussi spécialisés dans la levée de taxes, sur les convois de marchandises transitant dans le nord de la Syrie, entre zones rebelles et loyalistes. « *Le régime phagocyte les activités économiques traditionnellement conduites par les institutions étatiques ou le secteur privé, expose l'analyste syrien Ayman Al-Dessouky, de l'EUI. Ce phénomène de captation existait avant la guerre, mais il s'est accéléré ces dernières années.* »

Pour se donner un peu d'air, Bachar Al-Assad a fait quelques gestes en direction des milieux conservateurs sunnites. Début décembre 2020, il a prononcé devant un parterre d'oulémas un discours dans lequel il a critiqué la laïcité et le néolibéralisme – qui mènerait selon lui au mariage gay – et déclaré que la religion doit être la pierre angulaire de la société. En 2018, il avait initié une vaste réforme accordant au ministère des affaires religieuses un droit de regard sur les politiques éducatives et culturelles.

Mais cette manœuvre pour renouer avec la majorité sunnite du pays, vivier de l'insurrection, est cousue de fil blanc. Les communautés minoritaires, comme les syriaques et les alaouites, chair à canon du régime, se sont émues d'une

possible remise en cause de leur statut. Les populations sunnites, cible numéro un des bombardements loyalistes, semblent quant à elles peu susceptibles d'avalier cette propagande.

« *Le régime a perdu le soutien d'une grande partie du clergé sunnite, qui a été exclu de la représentation parlementaire lors des élections de juillet 2020, dit Agnès Favier, directrice du programme Syrie à l'EUI de Florence. Il a aussi marginalisé les cheikhs soufis loyalistes, qui ont joué un rôle très important dans le redéploiement des forces progouvernementales à l'intérieur des fiefs rebelles de la banlieue damascène. La réconciliation entre ce courant et le régime n'est pas pour demain.* »

Le dernier levier d'allégeance à la disposition du pouvoir est la coercition. Si le Baas est sclérosé et si les notables sunnites ont été mis sur la touche, Bachar Al-Assad peut toujours miser sur les moukhabarat, ses services de renseignement. Ce sont eux qui sont chargés de ramener dans le rang les alaouites un peu trop critiques. Parmi les personnalités récemment arrêtées figure Hala Al-Jarf, une présentatrice de télévision originaire de Lattaquié. Son crime : avoir écrit sur Facebook : « *Dieu merci, nous n'avons plus de pain mais nous avons une branche chargée de la cybercriminalité.* » Une allusion au service de police qui surveille les réseaux sociaux.

#### Discours orwellien

Et après ? Comment le pouvoir envisage-t-il l'avenir ? Le scénario le plus probable est qu'il poursuive sur sa lancée, sans faire la moindre concession, fût-elle minime. Il l'a démontré, au mois de novembre 2020, durant la conférence sur le retour des réfugiés organisée à Damas. Cette grand-messe a été montée à la demande expresse de la Russie, dans l'espoir que le rapatriement de ces déracinés incite les capitales occidentales à financer la reconstruction de la Syrie.

Mais le régime, peu pressé d'ouvrir ses frontières à des populations qui lui sont en grande majorité hostiles, n'a fait aucun effort pour donner à cet événement un peu de substance. Bachar Al-Assad n'a pas daigné s'y rendre et a prononcé par vidéo un discours orwellien, dans lequel il a accusé les Etats occidentaux de s'opposer au retour des réfugiés, passant sous silence la principale raison de leur réticence à revenir : la peur que leur inspire son régime. « *C'est caractéristique de la manière dont le régime gère la comédie russe, analyse Alex Simon. Il est obligé de jouer le jeu, mais il ne fait aucun mystère de sa mauvaise foi et de son manque total d'adhésion.* »

Cette attitude s'observe aussi dans les débats du Comité constitutionnel, à Genève. Cet organe formé à l'initiative de Moscou et d'Ankara, composé de représentants du pouvoir et de l'opposition, est censé amender la Constitution syrienne. Mais, un an et demi après leur réunion inaugurale, en septembre 2019, les délégués n'ont pas réussi à réécrire le moindre article, en raison de l'obstruction des émissaires de Damas. « *Le pouvoir russe déteste ce régime, qu'il trouve incompetent et corrompu. Il aimerait le rendre un peu plus présentable. Mais Bachar n'est pas prêt à lui faire ce cadeau* », dit Alex Simon.

Le régime a ses raisons. Il estime qu'aucun compromis de sa part ce ne sera jamais suffisant pour les Occidentaux. L'opposition, basée à Istanbul, ne l'inquiète pas. Rendue inaudible par son éloignement du terrain et ses bisbilles internes, elle n'a pas les moyens de capitaliser sur la détresse de la population. « *Les responsables à Damas estiment que le temps joue pour eux, confie un diplomate. Ils sont optimistes, ou du moins ils s'astreignent à l'être. Ils savent que, le jour où les Etats-Unis retireront leurs forces du nord-est, ils remettront la main sur leurs puits de pétrole. Ils pen-*

*sent que les Occidentaux finiront un jour par reprendre langue avec eux.* »

Pour l'instant, le cordon diplomatique anti-Assad semble solide. Les velléités de normalisation, observées en 2018-2019 dans quelques chancelleries européennes, ne se sont pas matérialisées. La réintégration de la Syrie dans la Ligue arabe, donnée un temps pour imminente, a été gelée par l'ex-président américain Donald Trump. « *La normalisation sera lente, mais le régime est prêt à patienter, estime Bassel Kaghadou, ancien consultant du gouvernement de Damas. La souffrance sociale ne compte pas dans les Etats policiers. D'ailleurs, en Syrie, les dollars que les réfugiés envoient à leur famille permettent d'atténuer l'effet de la crise. Dans les années 1980, Hafez Al-Assad était en butte au boycott et aux sanctions des Etats-Unis. Et finalement, Bill Clinton l'a rencontré.* »

Un obstacle se dresse sur la route du fils : l'activisme des ONG syriennes et internationales, leur mobilisation contre les crimes du régime. Du temps d'Assad père, les preuves de la répression manquaient. Aujourd'hui, les défenseurs des droits de l'homme croulent sous la documentation. Vidéos, photos, témoignages, lettres officielles... Ce travail de collecte sans précédent a débouché, fin février, sur la condamnation d'un ancien agent des moukhabarat à quatre ans et demi de prison, pour complicité de crimes contre l'humanité, par un tribunal allemand. Le premier verdict du genre depuis le début de la guerre civile.

Si cette pression se poursuit, la réhabilitation de Bachar Al-Assad sera très difficile. Mais si la vigilance faiblit, tous les scénarios sont possibles. Le régime fait le pari de l'oubli, de la banalisation, du cynisme. Ses adversaires réclament justice. Entre les deux camps, la course est engagée.



# Asma Al-Assad, première dame de Syrie, passée des bonnes œuvres aux basses œuvres

A côté de ses activités caritatives, Asma Al-Assad s'est associée à des affairistes, qui ont fait fortune grâce à la guerre, pour assurer les intérêts de son clan.

On l'a d'abord encensée comme une « Lady Di arabe », au début des années 2000, pour la touche glamour qu'elle apportait à un régime poussiéreux. Elle a ensuite été qualifiée de « Marie-Antoinette syrienne », frivole et sans cœur, quand, en 2012, en pleine répression du soulèvement anti-Assad, le piratage des courriels du couple présidentiel a révélé qu'elle commandait des escarpins Louboutin sur Internet.

Puis entre 2018 et 2019, alors qu'elle luttait contre un cancer, la propagande d'Etat l'a dépeinte en mère courage, poursuivant ses activités caritatives malgré la chimiothérapie, pour mieux exalter la résilience du régime tout entier.

Depuis un an et demi, l'épouse du président syrien Bachar Al-Assad donne à voir une autre facette de sa personnalité : la femme d'affaires sans scrupule, déterminée à enrichir son clan malgré la guerre. Celle que le magazine de mode américain *Vogue* avait qualifiée de « rose du désert », en février 2011, quelques semaines avant le début du soulèvement anti-Assad, a aiguisé ses épines. La transformation n'a pas échappé aux limiers du Trésor américain qui l'ont placée sous sanctions, en juin 2020, de même que des membres de sa famille et des entrepreneurs proches d'elle.

Avant d'apparaître comme une « profiteuse de guerre », selon Washington, Asma Al-Assad gérait les bonnes œuvres du régime. A la tête du Syria Trust



for Development (STD), une ONG fondée en 2007, elle coordonnait la distribution d'aide aux handicapés, aux femmes ou aux régions rurales. La fondation jouait le rôle de vitrine civile d'un régime à forte connotation sécuritaire et militaire.

Puis, à partir de 2012 et de la militarisation du soulèvement, le Syria Trust s'est transformé en un ministère des affaires humanitaires de fait, doté de 1 500 employés.

## Intérêts à long terme

Pour les agences des Nations unies (ONU) – qui ne reconnaissent pas les sanctions unilatérales de Washington et de Bruxelles –, travailler dans les zones sous contrôle gouvernemental sans passer par les réseaux d'Asma Al-Assad est devenu très difficile.

A grand renfort de photos sur les réseaux sociaux, la première dame de Syrie est devenue la bienfaitrice des blessés et des veuves de guerre, la consolatrice en chef des familles alaouites, la communauté dont le clan Assad est issu. Outil de communication, levier de captation de l'aide inter-

nationale, « le STD a joué un rôle non négligeable dans la survie du régime », indique Ayman Al-Dassouky, chercheur à l'Institut universitaire européen, à Florence (Italie).

Mais Asma Al-Assad n'a pas voulu se contenter de ce rôle. Cette Syro-Britannique, élevée à Acton, une banlieue huppée de Londres, et qui a travaillé à la banque JP Morgan avant d'épouser Bachar Al-Assad, participe désormais à la gestion des finances du clan au pouvoir. Avec Maher Al-Assad, le frère de son époux, elle a récupéré une partie des attributions de **Rami Makhlouf, le riche cousin du président syrien, dont la mise à l'écart, à la fin 2019, ne lui est pas étrangère**, et qui officiait jusque-là comme banquier du régime.

« Asma pense à ses propres enfants, elle veut assurer leurs intérêts à long terme », expliquait, en 2020, au *Monde*, Ayman Abdel Nour, directeur du site d'informations *all4Syria*. Elle ne se satisfait plus des versements des hommes d'affaires pro-régime, elle veut faire passer leurs avoirs sous son nom et celui de Bachar. »

Asma Al-Assad s'est ainsi associée avec certains des nouveaux nababs de Syrie, notamment Khodr Ali Taher, l'homme qui coordonne l'acheminement des produits de consommation turcs jusqu'à Damas, via la zone rebelle d'Idlib. Le *Syria Report*, un site d'information économique syrien, a relevé que l'une des sociétés gérées par cet affairiste s'appelle « Emma », prénom utilisé par Asma Al-Assad du temps de sa jeunesse anglaise. L'épouse de Bachar Al-Assad est aussi proche de la famille Ibrahim, de riches investisseurs actifs sur le marché des télécommunications.

En plus de ses activités économiques, elle s'active dans les coulisses de la scène internationale, via l'association pro-régime de son père, la British Syrian Society. Selon l'analyste Charles Lister, affilié au Middle East Institute, celle-ci a par exemple organisé, en 2019, avec le Carter Center de l'ancien président américain Jimmy Carter, une conférence à Londres consacrée au rétablissement de la « souveraineté » du régime sur le territoire syrien.

S'il fallait poursuivre le petit jeu des analogies, Asma Al-Assad se situerait aujourd'hui quelque part entre Leïla Ben Ali, la très cupide femme de l'ex-despote tunisien Zine Al-Abidine Ben Ali, et Imelda Marcos, l'ex-reine de beauté de Manille, autoproclamée conseillère de son dictateur de mari, Ferdinand Marcos.

## A Alep, l'ascension du clan Katerji, profiteurs de guerre notoires

Le chaos de l'après-guerre en Syrie bénéficie à ces chefs de milices, enrichis dans la contrebande entre le régime Assad, les Kurdes et l'organisation Etat islamique.

Sous un portrait de Bachar Al-Assad, de grandes tablées festives ont été dressées par la famille Katerji pour célébrer le second mandat de député d'un des leurs, Hossam. La photo a été prise à Alep, en juillet 2020. Le clan, inconnu avant 2011, incarne aujourd'hui ceux à qui ces dix ans de conflit ont réussi : les profiteurs de guerre. Hossam est l'un des chefs de milice siégeant désormais au Parlement. A Alep, les combats ont cessé, mais les pénuries continuent de peser sur le quotidien des habitants. Loin de poser problème aux Katerji, cette absence de normalité dans un pays dévasté leur donne des ailes.

La famille, qui a bâti sa fortune sur les ruines et dans le sang, règne sur l'ancienne capitale économique d'avant-guerre. Elle investit dans le métal, l'hôtellerie, l'immobilier... Les Katerji figurent aussi, [selon le site économique The Syria Report](#), parmi les spoliateurs qui n'hésitent pas à intimider et à menacer les habitants d'Alep – qui avait été contrôlée par l'opposition de 2012 à 2016, et où sont toujours visibles les destructions causées par les bombardements de l'aviation du régime et de son allié russe – pour qu'ils vendent leurs biens des quartiers orientaux.

### Du cash et des hommes armés

« L'immobilier attire la spéculation, mais on ne note guère de dynamisme dans ce secteur à Alep, explique un expert originaire de la ville. Les hôtels et restaurants, fréquentés par les



Une femme et son bébé passent dans le viseur d'un tireur d'élite des forces rebelles, dans le quartier de Seif Al-Dawlé, à Alep, le 29 août 2012. ZAC BAILLIE / AFP

*nantis, sont les rares investissements qui rapportent.* » La grande cité vit au ralenti. Les cafés populaires et les terrains de foot sont animés, mais l'électricité ne fonctionne que quelques heures par jour (la centrale de la ville n'a pas été réparée), se procurer de l'essence est un calvaire et les prix sont élevés... « Alep n'a pas retrouvé son rôle de carrefour régional. Elle reste coupée de son arrière-pays et cernée de barrages militaires. Dans cette configuration, ceux qui organisent le trafic avec les zones [syriennes] qui échappent au contrôle du gouvernement, avec le Liban ou avec la Turquie, stimulent l'économie d'Alep, même si ce n'est pas moral », dit l'économiste franco-syrien Samir Aïta.

Les Katerji se sont enrichis en fournissant pétrole et blé au régime de Bachar Al-Assad et en lui servant d'intermédiaires auprès des Kurdes, qui contrôlent des régions riches en ressources naturelles, et auprès

de l'organisation Etat islamique (EI). « *Le fait qu'ils sont originaires de Rakka [aux mains de l'EI, de 2014 à 2017] et leur connaissance de l'est [de la Syrie] ont facilité leur rôle trouble* », estime l'expert.

Leur trafic s'étendrait jusqu'aux territoires tenus par la Turquie, où se situent plusieurs raffineries. Ils ont aussi obtenu des contrats à Homs, dans des activités pétrolières, ou à Tartous, dans l'hôtellerie de luxe... « *Plus qu'une famille, c'est un réseau, commente un homme d'affaires syrien. Les Katerji sont comme des rois dans leur jungle. Ils ont du cash et des centaines d'hommes armés à leur solde. Ils n'ont pas le côté costume-cravate d'autres oligarques du régime. Ce sont des fournisseurs sans scrupule, qui répondent au cahier des charges : ravitailler les zones du régime.* »

Au sein de la fratrie Katerji, qui partage un goût pour la mous-tache, Baraa, la quarantaine,

est considéré comme le plus influent. Il fut le premier à être placé sous sanctions américaines, en 2018, pour liens avec le régime, « transactions financières » avec l'EI et « trafic d'armes » depuis l'Irak. Réputé proche de Bachar Al-Assad, il siège au Comité constitutionnel syrien, formé sous l'égide de l'ONU en 2019 et composé de représentants du pouvoir, de membres de l'opposition et de la société civile chargés d'amender la constitution du pays. Egalement sur la liste noire de Washington, le député Hossam aime à se faire photographier en treillis. Quant à Mohamed, sa récente élection à la chambre de commerce d'Alep, en plus de celles de fidèles de la famille, témoigne du bouleversement de l'ordre économique induit par la guerre.

« *Le tissu social d'Alep a été très endommagé* », rappelle l'expert alépin. La ville compte aujourd'hui quelque 800 000 résidents, moins de la moitié de la population d'avant 2011. Des habitants sont partis vers la côte ; certains, y compris de gros industriels, se sont exilés, notamment en Egypte. D'autres encore ont été déplacés de force après la victoire du régime, en 2016. « *Depuis les nationalisations des années 1950, le milieu des affaires s'est régulièrement renouvelé*, poursuit la même source. *La guerre a fait émerger de nouveaux acteurs, mais l'entrée en scène des Katerji a été brutale. Ils ne sont pas enracinés à Alep et tentent de le devenir : ils ont par exemple financé le principal*

club de football de la ville, Al-Itihad. »

#### « Nouveaux riches »

Leurs liens avec le pouvoir n'expliquent pas seuls leur réussite. La fratrie bénéficie de l'absence de concurrents. « Il n'y a qu'une poignée de noms capables d'investir à Alep, et en Syrie en général, en raison du manque de liquidités et de l'effet paralysant des sanctions internationales, explique l'homme d'affaires. Ces sanctions ont divisé le monde des

affaires en deux : ceux qui en ont peur, et ceux qui s'en fichent – comme les Katerji. » Outre leur impact désastreux sur la population, elles sont par ailleurs exploitées par le régime, qui s'exonère ainsi de toute responsabilité dans le cataclysme économique actuel.

L'influence de ces « nouveaux riches », méprisés par la vieille bourgeoisie, illustre la « montée des inégalités sociales, déplore l'économiste Samir Aïta.

A l'autre extrémité du spectre, on va vers plus de pauvreté, voire un risque de famine. » Pour l'heure, rien ne devrait freiner l'ascension des Katerji. Selon des médias pro-opposition, une rencontre entre officiers russes et représentants des Katerji, fin février, aurait permis de sceller un accord : renforcer l'emprise de Moscou au détriment du rival iranien, et celle de la fratrie dans le transfert de pétrole depuis l'est syrien.

« Leur avenir ressemblera

peut-être à celui des ex-militiens [de la guerre civile] au Liban, qui se sont incrustés dans le business ou la politique », s'inquiète l'homme d'affaires. « Quand les Katerji ne seront plus utiles au régime, ils seront mis sur la touche », pense pour sa part l'expert d'Alep. Quant à sa ville, « son redressement ne dépend pas seulement d'un plan ou de finances. Pour revivre, elle a besoin de retrouver son rôle de carrefour, son lien avec le monde rural, sa raison d'être. »

Le Monde

13 mars 2021  
Laure Stephan

## Les maîtres d'Idlib polissent leur image

Le groupe Hayat Tahrir Al-Cham, qui contrôle le coin nord-ouest de la Syrie, a renoncé au djihad global et donne des gages de pragmatisme à l'Occident dans l'espoir d'être retiré de la liste des organisations terroristes.

La photo a fait le tour des réseaux sociaux syriens en un clin d'œil. Publiée début février par le journaliste Martin Smith sur son compte Twitter, elle le montre en compagnie d'Abou Mohammed Al-Joulani, le leader du groupe Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), une émanation d'Al-Qaïda aux commandes de la province rebelle d'Idlib, dans le nord-ouest de la Syrie. Interviewé pour l'émission « Frontline », diffusée sur la chaîne américaine PBS, le trentenaire à la grosse barbe brune, qui a fait ses armes dans l'insurrection anti-américaine en Irak, arbore un blazer bleu marine et une chemise soigneusement boutonnée. Une tenue passe-partout, aux antipodes du style treillis-turban-kalachnikov qu'il affectionne habituellement.

Ce relookage théâtral n'est pas innocent. Il vise à ancrer l'idée que l'ancien chef de guerre salafiste et djihadiste, classé terroriste par les Nations unies, a changé. Arrivé sur le champ de bataille syrien en 2013 comme



Un rebelle syrien soutenu par la Turquie participe à un rassemblement dans la province d'Idlib, en Syrie, le 15 mars 2020. KHALIL ASHAWI / REUTERS

commandant du Front Al-Nosra – le fer de lance de la rébellion, qui multipliait les attentats-suicides contre les positions du régime et revendiquait son affiliation à Al-Qaïda –, il dirige aujourd'hui une organisation en rupture avec le discours et les méthodes de cette nébuleuse transnationale.

Purgé de ses éléments les plus radicaux, opposé à toute at-

taque à l'étranger, HTC se présente comme un mouvement islamiste révolutionnaire syrien, préoccupé avant tout par la préservation de son minifief : une poche de 3 000 kilomètres carrés, peuplée de 2,6 millions d'habitants, dont 50 % de déplacés, et qui constitue l'ultime possession des anti-Assad. L'opération de reconquête de ce territoire, lancée au printemps 2019 par le régime sy-

rien avec le soutien de l'aviation russe, a buté sur les forces turques qui y sont déployées. Après des mois de bombardements ayant causé une catastrophe humanitaire, Ankara et Moscou se sont accordés, en mars 2020, sur un cessez-le-feu, toujours en vigueur.

« Ce que HTC vise avant tout, c'est la survie, expose Patrick Haenni, analyste au Centre pour le dialogue humanitaire, une ONG de médiation, qui s'est rendu à plusieurs reprises ces dernières années à Idlib et a consigné ses observations dans un long rapport, récemment publié. Joulani sait que la prise de Damas n'est pas à l'ordre du jour et qu'il lui faut tenir dans une guerre d'usure. Le maître mot de HTC, c'est la résilience, beaucoup plus que le djihad. »

C'est au printemps 2015 que le Front Al-Nosra et d'autres groupes armés syriens se sont emparés de la ville d'Idlib. La nécessité d'unir les rangs re-



belles face à l'armée russe, arrivée au secours du régime Assad en septembre de cette année, a incité Joulani à se débarrasser de l'encombrante étiquette Al-Qaida. Le divorce avec l'internationale fondée par Oussama Ben Laden a été prononcé en juillet 2016, en même temps que le front se rebaptisait « Fatah Al-Cham ». Six mois plus tard, ce mouvement fusionnait avec quatre autres formations islamistes pour donner naissance à Hayat Tahrir Al-Cham.

### Gouvernance lâche

Une phase chaotique s'en est suivie, jusqu'en 2019, durant laquelle la nouvelle incarnation d'Al-Nosra a attaqué ses rivaux l'un après l'autre, pour imposer sa loi à Idlib. Parallèlement, HTC a mis en place un appareil de gestion des affaires civiles, nommé « gouvernement de salut syrien », qui a évincé sans ménagement les conseils locaux reliés au gouvernement intérimaire de l'opposition syrienne en exil, opérant du sud de la Turquie. Durant cette période, HTC a aussi emprisonné de nombreux militants révolutionnaires, laissant planer la peur d'une transformation du bastion rebelle d'Idlib en un émirat fondamentaliste.

Mais Joulani, contrairement à Abou Bakr Al-Baghdadi, le défunt calife de l'organisation Etat islamique, n'a pas suivi cette direction. Hormis dans le domaine sécuritaire et financier, le système de gouvernance mis en place dans la province est resté lâche. HTC, qui n'a pas les moyens de s'offrir une administration pléthorique, a délégué son autorité aux notables pieux d'Idlib, à la classe moyenne éduquée et à des organismes internationaux. « Les membres de HTC nous laissent travailler. On a une centaine d'employés sur le terrain, qui n'ont jamais eu le moindre problème avec eux », témoigne un responsable humanitaire occidental, actif dans le domaine de la santé.

Le secteur éducatif est pare-

illement géré par des entités étrangères. La société américaine Chemonics, spécialisée dans les programmes de stabilisation post-conflit, est par exemple chargée de l'enseignement primaire. Les professeurs utilisent les manuels scolaires en usage dans les zones sous contrôle gouvernemental, simplement expurgés des passages glorifiant le régime Assad. Leur impression, après validation de leur contenu par l'Unicef, a été financée par la Qatar Charity, le bras humanitaire de la pétromonarchie du Golfe.

### Dialogue avec la petite communauté chrétienne

Même à la faculté de charia (loi islamique) de l'université d'Idlib, HTC n'a pas imposé l'école de jurisprudence hanbalite, socle de la pensée salafite, dont ses dirigeants sont nourris. « Nous suivons les écoles hanafite et chaféite, qui sont celles de la majorité des musulmans syriens », précise Bassam Sahyouni, le ministre de l'éducation du gouvernement de salut syrien, contacté à Idlib. « HTC pratique une forme assez classique de pouvoir rebelle local, mâtinant pratiques autoritaires, références religieuses et incantations révolutionnaires », juge Patrick Haenni.

Lire aussi L'organisation Etat islamique en embuscade dans le désert syrien

Ces deux dernières années, parce que son hégémonie ne souffre plus la moindre contestation, HTC a lâché un peu de lest. Certains de ses prisonniers ont été relâchés, comme le journaliste citoyen Amjad Al-Maleh, qui a subi des tortures en prison. Les persécutions dont ont pu souffrir les adeptes locaux du soufisme, un courant islamique ésotérique, perçu par les djihadistes comme une hérésie, ont cessé. Un dialogue s'est même ouvert avec la toute petite communauté chrétienne d'Idlib.

« Cette minorité a souffert par le passé de harcèlement et de

confiscation de maisons, notamment de la part de membres de HTC. La direction du mouvement s'efforce désormais de régler ces problèmes. La manière dont elle se comporte vis-à-vis des minorités est en train de changer », indique Dureen Khalifa, analyste au sein de l'International Crisis Group, familière elle aussi de la région d'Idlib. « Le groupe a adopté une ligne moins conservatrice, dans l'espoir d'être retiré de la liste des organisations terroristes », abonde le journaliste local Fared Alhor.

Dans cette optique, le maître d'Idlib a donné d'autres gages de pragmatisme. En juin 2020, afin de protéger le cessez-le-feu, il a expulsé de la ligne de front le groupuscule Hurras Al-Din, qui a récupéré le titre de franchise syrienne d'Al-Qaida, abandonné en 2016 par Al-Nosra. En septembre, HTC a arrêté le prêcheur niçois Omar Omsen, installé sur son territoire, à l'origine du départ vers la Syrie de nombreux Français. En octobre enfin, un missile tiré par un drone américain a foudroyé deux cadres d'Hurras Al-Din. Beaucoup de commentateurs ont estimé que l'attaque n'aurait pas pu être menée sans des renseignements très précis, fournis aux Etats-Unis par HTC, via la Turquie.

### Fin de non-recevoir des Américains

Ces gestes doivent-ils inciter les pays occidentaux à réviser leur attitude vis-à-vis de Joulani ? International Crisis Group et le Centre pour le dialogue humanitaire suggèrent de conditionner le dialogue avec l'ancien djihadiste à des progrès en matière de respect des droits de l'homme. Ce serait selon eux la seule façon d'éviter une reprise des combats et donc un nouveau désastre humanitaire. « HTC veut vraiment se normaliser, ce n'est pas un jeu », plaide Fared Alhor. « Les négociations avec ce groupe ne mèneront à rien, c'est comme négocier avec les talibans en Afghanistan », ré-

torque Amjad Al-Maleh. Lire aussi Après ses succès militaires, la Russie craint l'enlèvement en Syrie La communauté internationale semble partager son avis. « On a bien noté que HTC n'a aucune intention d'agir hors de Syrie, confie un diplomate occidental. Mais on reste loin du compte. On a toujours affaire à une formation ultraconservatrice et brutale. » Le lendemain de la publication de la photo de Joulani en blazer, le département d'Etat américain a posté sur Twitter un message en forme de fin de non-recevoir. « Élégant costume, Joulani. Tu peux changer de tenue. Mais tu seras toujours un terroriste. »

### LES DATES

2011

**Mars** Premières manifestations anti-Assad à Damas et à Deraa  
**Juin** Début de la militarisation du soulèvement

2012

**Juillet** Conquête d'Alep-Est par la rébellion

2013

**Août** Bombardement chimique de la Ghouta, banlieue de Damas, par le régime

2014

**Septembre** Début des bombardements occidentaux contre l'organisation Etat islamique (EI)

2015

**Été** Afflux massif de réfugiés en Europe  
**Septembre** Intervention russe en soutien au régime

2016

**Août** Intervention turque contre l'EI et les forces kurdes  
**Décembre** Reconquête d'Alep-Est par le régime

2017

**Octobre** Défaite de l'EI à Rakka

2018

**Avril** Reconquête de la Ghouta par le régime  
**Juillet** Reconquête de Deraa, berceau du soulèvement

2019

**Mars** Chute du dernier bastion de l'EI à Baghouz

2021

**Printemps** Réélection programmée de Bachar Al-Assad

# Le califat de l'Etat islamique se perpétue dans les camps du Nord-Est syrien

Les forces kurdes sont démunies face aux violences et à la radicalisation ayant cours dans les camps d'Al-Hol et de Roj, où sont détenues les familles de djihadistes.

**B**aghouz, dernier bastion de l'organisation Etat islamique (EI) dans le sud-est de la Syrie, n'était pas encore tombé sous l'assaut des forces kurdes et de la coalition internationale, en mars 2019, que, déjà, un nouveau réduit du califat se reconstituait ailleurs.

A 300 kilomètres au nord, dans le camp de déplacés d'Al-Hol, des camions à bétail déversaient par milliers des silhouettes fantomatiques : vieillards décharnés, femmes recouvertes de longs niqabs noirs maculés de boue, traînant des ribambelles d'enfants dépenaillés aux traits tirés par la faim et le manque de sommeil, au regard hanté par la mort. Dans la foule, des djihadistes françaises, séparées de leurs époux et proches tués au combat ou emprisonnés, juraient alors : « D'ici, le califat vivra et se perpétuera ! »

Leur prédiction ne s'est pas démentie. Ce camp fermé du Nord-Est syrien, où s'entassent encore derrière de hauts barbelés près de 65 000 personnes – dont 53 % d'enfants âgés de moins de 12 ans, selon les Nations unies – s'est transformé en terreau fertile de radicalisation.

Dans une région enclavée, située entre la bande frontalière sous occupation turque et des zones contrôlées par le régime syrien, où l'aide internationale arrive au compte-gouttes par la frontière irakienne, l'administration autonome kurde doit gérer seule ceux dont personne ne veut : 30 000 Irakiens, 24 000 Syriens et plus de 10 000 autres de 57 nationalités différentes, dont des Européens que leur pays refuse d'accueillir, à Al-Hol ; quelques milliers d'autres

femmes et enfants dans le camp de Roj ; et 11 000 combattants de l'EI, dont 1 700 étrangers, détenus dans des prisons mourours.

## Décapitations et évasions

Quand ce ne sont pas les incendies causés par les réchauds qui viennent faucher une famille entière sous une tente, ce sont les règlements de compte, les décapitations, les attaques de gardien et les évasions qui rythment la vie à Al-Hol. Depuis janvier, au moins 31 meurtres par objet tranchant ou arme à feu ont été enregistrés, selon Jaber Cheikh Moustafa, un responsable kurde du camp. « Nous pensons que des cellules de Daech sont derrière ces meurtres (...), qui se produisent surtout dans la section réservée aux Irakiens et aux Syriens », a-t-il précisé à l'Agence France-Presse (AFP). Fin février, l'organisation Médecins sans frontières (MSF) a annoncé la suspension de ses activités après le meurtre d'un de ses employés locaux et de sa famille, et d'un incendie qui a en blessé trois autres et tué l'enfant de l'un d'eux.

« Les accidents ne sont pas surprenants au vu des conditions précaires, commente un humanitaire qui a requis l'anonymat. Mais certains incendies n'étaient pas accidentels. Le niveau de violence à Al-Hol est inouï. » Le dénuement et la diversité des populations créent des tensions, mais d'autres dynamiques sont à l'œuvre : « Des menaces visent ceux qui sont perçus comme des traîtres à "la cause", soupçonnés de transmettre des informations aux Kurdes. A l'inverse, d'autres sont menacés en

raison de leurs contacts supposés avec l'EI, poursuit l'humanitaire. A cela, s'ajoute la cohabitation entre des organisations financées par Damas, comme le Croissant rouge syrien, et des organisations internationales. [Le régime] a fait savoir à des employés d'ONG internationales qu'il les avait fichés. »

La situation est pire encore dans « l'Annexe », la partie du camp réservée aux 10 000 femmes et enfants qui ne sont ni syriens ni irakiens. Ils vivent coupés de l'extérieur – même si des portables circulent sous le manteau –, avec un accès restreint aux ONG. « L'Annexe est comme une prison où il est dangereux de ne pas adhérer à des idées très radicales. Etre vu en train de parler à des étrangers ou porter du khôl peut entraîner des représailles », souligne l'humanitaire.

« Les femmes ont peur des mouchardes : des radicalisées qui travaillent pour l'EI, comme de celles qui travaillent pour les Kurdes. Elles sont épuisées, sans perspective d'avenir. Certaines sont en train de perdre la tête. Les enfants, eux, grandissent [sans éducation] et avec des traumatismes », décrit une source bien renseignée sur le sort des Françaises.

## « Futurs combattants »

La radicalisation au sein du camp inquiète les experts de l'ONU qui traquent l'Etat islamique. « Des cas de radicalisation, d'entraînement, de collectes de fonds et d'incitation à des opérations extérieures ont été signalés », ont-ils prévenu dans un rapport, fin janvier, ajoutant que des « mi-

neurs seraient endoctrinés et préparés pour devenir de futurs combattants » de l'EI. En face, les autorités kurdes sont démunies.

Entre la mi-2019 et la fin 2020, le nombre de gardiens d'Al-Hol a été réduit de plus des deux tiers, passant de 1 500 à 400. Beaucoup ont été mobilisés sur le front depuis l'offensive turque dans le nord de la Syrie, à l'automne 2019. « Les gardes s'en tiennent à la sécurisation du périmètre extérieur et, occasionnellement, à des campagnes de fouilles et d'arrestations au sein du camp », note un autre humanitaire.

Les évasions se multiplient. « Les femmes qui ont un lien étroit avec l'EI ont les moyens financiers et l'influence pour s'évader. Parfois avec l'aide de gardes corrompus », note l'humanitaire. Selon les experts onusiens, une évasion d'Al-Hol ne coûtait pas plus de 3 000 dollars à la fin 2020. Plusieurs Françaises ont ainsi rejoint la région d'Idlib, sous contrôle de la rébellion syrienne, à l'instar de Hayat Boumeddiene, ou la Turquie, comme Sarah Talib, arrêtée près de l'ambassade de France à Ankara, le 23 février.

La multiplication des évasions a certainement pesé dans la décision de transférer, à l'été 2020, 80 femmes et 200 enfants français (selon un décompte des avocats des familles) dans le camp de Roj, plus sécurisé. « Toutes les Françaises n'ont pas été transférées, nuance la source proche du dossier. Certaines se sont cachées à Al-Hol, ce sont les plus radicalisées qui ne veulent pas être rapatriées. Elles savent qu'à Roj, il est impossible de s'évader. Celles-là, on ne les retrouvera jamais. »

# Après ses succès militaires, la Russie craint l'enlèvement en Syrie

Moscou a réussi à s'imposer comme l'acteur central du jeu syrien, mais les ambitions de Bachar Al-Assad entravent toute solution politique.

C'est une guerre invisible, disparue des écrans après les avoir saturés. Impopulaire, aussi. Les « trophées » ramenés de Syrie, circulant à travers la Russie, en 2019, n'ont pas suscité l'enthousiasme escompté. Cette exposition organisée par le ministère de la défense a déclenché un flot de critiques sur les réseaux sociaux, qui ont dénoncé le coût de cette opération de propagande et son mauvais goût. Depuis, les annonces triomphales ont cessé, tout comme les vidéos de frappes aériennes, les concerts dans les ruines de Palmyre ou les reportages sur l'aide apportée aux populations syriennes...



Le président syrien, Bachar Al-Assad, fait visiter à son homologue russe, Vladimir Poutine, la mosquée historique des Omeyyades, dans le vieux Damas, le 7 janvier 2020. AFP PHOTO / HO / SANA

Malgré les multiples annonces du président Vladimir Poutine – la première remontant à mars 2016, soit moins de six mois après le début de son intervention armée –, le contingent russe en Syrie (autour de 3 000 hommes aujourd'hui, sans compter les mercenaires de la société Wagner) n'est pas près de rentrer au pays. Et il achèvera sa mission en toute discrétion, s'il l'achève un jour. Car après les victoires militaires, commence à poindre la crainte de l'enlèvement.

Les difficultés actuelles n'enlèvent rien aux succès initiaux. L'arrivée dans le ciel syrien, en 2015, des MIG et Sukhoï russes a changé la donne au sol. Résultat d'une stratégie délibérée de bombardements intensifs, leurs opérations ont terrassé les rebelles – englobés sous le qualificatif de « terroristes » quelle que soit leur affiliation politique –, rendant au régime Assad le contrôle

sur le corridor stratégique de la « Syrie utile », le long de l'axe Deraa-Damas-Alep. Elles ont également fait 6 862 victimes civiles, selon le dernier décompte, en mars, du [Syrian Network for Human Rights \(SNHR\)](#).

Adossé à ses bases de Tartous et de Hmeimim, Moscou a profité du théâtre syrien pour expérimenter de nouveaux équipements, cependant que son armée achevait sur le terrain la mue entamée par les réformes en 2008 : environ 500 généraux et 90 % des pilotes russes sont passés par la Syrie, selon un décompte établi, en octobre 2020, par le journal militaire *Krasnaïa Zvezda*.

## Grande puissance incontournable

Sur un plan géopolitique, le gain est également incontestable. Le conflit syrien a permis

à la Russie, devenue paria pour son action en Ukraine en 2014, de regagner son statut de grande puissance incontournable, et pas seulement par son pouvoir de nuisance. En six ans, elle s'est imposée comme l'acteur central du jeu syrien, capable de parler aussi bien à l'Iran qu'à Israël et, surtout, de tenir à distance les Occidentaux. Le réveil russe est ainsi le miroir des renoncements américains, de Barack Obama à Donald Trump.

Depuis la fin 2018 et la relative stabilisation des fronts, l'équation s'est toutefois complexifiée. Se voir consacrer arbitre du chaos ne suffit pas à résoudre le conflit, ni à gommer les intérêts contradictoires des protagonistes. « *Les positions des acteurs les plus impliqués (Russie, Iran, Turquie) ont atteint un point d'équilibre*, note Alexandre Choumiline, directeur du Centre d'études Europe - Moyen-Orient de l'Académie

des sciences de Russie. *Une action de l'un ne peut qu'entraîner des problèmes pour l'autre, ou la dégradation de la situation générale. C'est une impasse.* »

Cette impasse a failli dégénérer en guerre ouverte, début 2020, quand Ankara a décidé de lancer ses troupes pour stopper l'avancée du régime syrien dans la région d'Idlib. Depuis, le processus de négociations d'Astana a perdu de son ambition initiale, pour ne devenir qu'un instrument de désescalade. Même entre alliés de Damas, le consensus y est minimal. Le Kremlin peine à transformer sa victoire militaire : accomplir la paix est plus difficile que de remporter la guerre. « *Moscou dispose de moins de leviers, depuis que l'usage de la force n'est plus l'outil exclusif*, explique Maxime Soutchkov, chercheur non résident au Middle East Institute. *La plupart des outils sont aujourd'hui dans les mains de Bachar Al-Assad.* »

C'est un paradoxe de l'intervention russe : alors que M. Assad avait besoin des Russes pour sa survie, Alexandre Choumiline estime que « *le rapport s'est presque inversé. La Russie se retrouve la plus dépendante, car qu'elle n'a aucune alternative* ». Le dictateur syrien n'a certes pas retrouvé le contrôle de l'ensemble du territoire, mais il est désormais courtois par des pays auparavant hostiles, du Golfe pour l'essentiel. Cela lui permet de s'émanciper de la tutelle russe, alors même que Moscou a besoin de sa coopération pour remplir ses objectifs : rendre le régime syrien présentable pour



amener les Occidentaux à participer à la reconstruction du pays ; obtenir une solution politique entre les factions syriennes qui permettrait à Moscou de sortir par le haut.

#### Sabotage de Damas

« *Le mécontentement de Moscou envers Damas est fort*, dit Alexandre Choumiline. *Le sentiment est qu'il sabote les efforts russes.* » Exemple parmi d'autres de ce « sabotage », le Comité constitutionnel qui réunit, sous l'égide des Nations unies, le régime, des membres de l'opposition et de

la société civile n'est pas parvenu à modifier un seul article de la Constitution syrienne – en raison des blocages de Damas. « *La Russie est coincée avec Assad, un constat que celui-ci instrumentalise pour consolider son pouvoir*, analyse Maxime Soutchkov. *Pas sûr que les solutions originales abondent à Moscou pour sortir de cette ornière.* »

En attendant, les bases de Tartous et de Hmeimim vont être agrandies pour pérenniser la présence russe en Syrie. Demeurer sur le terrain est à la fois inévitable et coûteux –

entre 2,5 et 4 millions de dollars par jour, selon les sources. Quant aux pertes humaines, elles s'élèveraient entre 117 et 191 soldats, selon des données non exhaustives, auxquelles il faut ajouter plus de 250 mercenaires de la société Wagner, dont la présence n'a jamais été reconnue par le Kremlin. Le prix est d'autant plus lourd à payer que les perspectives sont limitées. « *Le seul espoir, pour Moscou, consiste à préserver son influence. Il ne s'agit plus d'obtenir des avancées concrètes ou de quelconques changements* », note Alexandre Choumiline.

Si la Syrie a quitté le devant de la scène russe, elle n'est pas sortie des esprits. Les Russes n'ont pas besoin d'évoquer l'expérience américaine en Irak pour songer au risque d'enlèvement. Dans l'opinion publique, le conflit syrien est parfois associé à la décennie désastreuse (1979-1989) de la guerre soviétique en Afghanistan. Selon un sondage de l'institut Levada, en mai 2019, une majorité de Russes se déclareraient en faveur d'un retrait de Syrie ; 37 % des personnes interrogées disaient aussi redouter un « *nouvel Afghanistan* ».

Le Monde

13 mars 2021  
Par Ghazal Golshiri

## Entre l'Iran et la Syrie, des lendemains économiques qui déchantent

Doublee par la Russie, la République islamique n'a pas obtenu le « retour sur investissement » de son engagement militaire auprès du régime Assad.

Pour sauver la mise de son allié syrien, Bachar Al-Assad, l'Iran n'a pas regardé à la dépense. En dix ans de guerre, des milliards de dollars ont été engloutis, les cerveaux des plus hauts gradés de l'armée ont été convoqués. Pour écraser la rébellion syrienne, des unités d'élite de la force Al-Qods et du Hezbollah libanais, rompu aux techniques de la guérilla, ont été mobilisées dès 2012, renforcées par des milices hétéroclites de chiites irakiens, afghans et pakistanais... Le nombre de morts, parmi ces hommes envoyés par l'Iran, n'a jamais été communiqué, mais il pourrait s'élever, selon les estimations, à plusieurs milliers.

C'est dire si un « retour sur investissement » est attendu par Téhéran, d'autant que la polémique autour de ce dispendieux engagement militaire n'a cessé d'enfler, au fur et à me-



Le vice-président iranien, Eshagh Jahangiri, est reçu par le président syrien, Bachar Al-Assad, à Damas, le 29 janvier 2019. - / AFP

sure que l'Iran s'est enfoncé dans la crise après le retour des sanctions américaines, à l'été 2018. Les Iraniens, [qui ont manifesté par milliers, en novembre 2019](#), pour protester contre la hausse du prix de l'essence, exhortaient aussi leurs dirigeants à régler les problèmes économiques du pays plutôt que de s'occuper de la Syrie.

**Une dizaine de protocoles d'accord conclus**

Il y a bien eu quelques annonces laissant miroiter des retombées économiques. Des accords ont été conclus, notamment l'octroi d'une licence à un opérateur de téléphonie mobile. La visite officielle du vice-président iranien, Eshagh Jahangiri, à Damas, en janvier 2019, avait été l'occasion de signer un mémorandum sur « *une coopération économique et stratégique à long terme* », et de conclure une dizaine de protocoles d'accord, portant

notamment sur l'exploitation des mines de phosphate de Al-Charqiya et Khunayfis. Autre perspective positive, la construction de 200 000 unités de logement avait été attribuée à l'Association des constructeurs d'habitations collectives, une entreprise privée iranienne.

« *Les Syriens sont très enthousiastes à l'idée que des acteurs iraniens s'investissent dans leur pays* », s'était un peu vite félicité Iraj Rahbar, patron de cette société, dans un entretien accordé à son retour à l'agence de presse officielle iranienne ISNA. Il avait rapporté ces propos, attribués au premier ministre syrien, Imad Khamis : « *L'Iran est, pour nous, le partenaire étranger prioritaire lorsque nous alouons des projets.* »

Son optimisme a fait long feu. En décembre 2020, il se désolait de ce que son projet d'appartements n'ait pas démarré. En

cause, assurait-il au site d'information *Mehr*, les difficultés du secteur privé iranien d'investir en Syrie, les obstacles bancaires – les deux pays figurant sur la liste noire des sanctions américaines – et l'écrasante bureaucratie syrienne.

Une frustration largement partagée, et attisée par le sentiment que l'autre partenaire du régime Assad, la Russie, est en train de s'arroger la part belle du gâteau. Autant le général Rahim Safavi, ancien commandant des gardiens de la révolution et conseiller militaire personnel du Guide suprême, Ali Khamenei, se voulait rassurant, en 2018, en comparant les dépenses iraniennes en Syrie à des « prêts » qui seraient « remboursés par l'attribution de contrats à Téhéran ». Autant il déplorait, en septembre 2020, que « les Russes tirent davantage profit de la Syrie que nous ».

« Militairement, le soutien des

Russes [à partir de septembre 2015] a été décisif. Économiquement et techniquement, leurs capacités dépassent de loin les nôtres », avance, de Téhéran, un membre du ministère de l'économie présent lors de la visite officielle de 2019. Ce qui expliquerait « une véritable préférence pour Moscou, au détriment de Téhéran », observée à Damas.

Les protocoles d'accord sont « pour la plupart restés lettre morte, en raison du manque de ressources financières en Iran », note Hamidreza Azizi, professeur invité à l'Institut allemand des affaires internationales et de sécurité à Berlin. Les sommes colossales qu'il faut verser en pots-de-vin pour obtenir un marché sont un autre obstacle pour les hommes d'affaires iraniens.

En ce qui concerne les mines de phosphate, explique Karam

Shaar, économiste syrien et chercheur non-résident au Middle East Institute, « les exportations se sont effondrées et ne représentent presque plus rien, même pour la Syrie qui dispose d'un budget annuel restreint ».

### Influence culturelle

Le manque de liquidités affecte d'ailleurs tous les aspects de l'influence iranienne en Syrie. Ainsi, la République islamique n'a plus les moyens d'entretenir ses affidés locaux, comme elle le faisait au début de la guerre. « Téhéran a encouragé ses auxiliaires en Syrie à se débrouiller seuls et à aller trouver l'argent ailleurs », affirme Hamidreza Azizi. Ce qui aurait pour conséquence de détériorer davantage la situation sécuritaire en Syrie.

L'Iran ne dispose par ailleurs d'aucun levier sur l'économie parallèle, qui a prospéré dans

le marasme syrien, avec ses réseaux de contrebande et ses seigneurs de guerre soucieux de protéger leur butin. Ne lui restent que l'influence culturelle, relayée à travers les lieux de culte chiites en Syrie, et l'éducation (reconstruction d'écoles, formation de professeurs d'université dans tous les domaines, coopération sur la réécriture de programmes scolaires). « L'objectif de Téhéran est avant tout stratégique et inscrit dans la durée, défend le membre du ministère de l'économie iranien. A ce stade, les questions de pertes et de bénéfices ne se posent pas. Le temps viendra pour l'Iran et son secteur privé de tirer profit de la Syrie. »

Dans l'axe stratégique que constitue pour l'Iran la route menant de Téhéran à Beyrouth, la Syrie reste et restera un maillon aussi essentiel qu'incontournable. Quel qu'en soit le prix.

Le Monde

13 mars 2021

Par Stéphanie Maupas,  
Madjid Zerrouky

## Le long combat contre l'impunité des criminels du régime de Bachar Al-Assad

Récit La première condamnation pour « complicité de crimes contre l'humanité » d'un sous-officier syrien, en Allemagne, donne espoir aux chasseurs des crimes du régime syrien.

Dix ans après le début de la guerre civile, c'est le premier verdict visant un membre du régime syrien. Eyad Al-Gharib, 44 ans, a été reconnu coupable de « complicité de crimes contre l'humanité » pour meurtres et torture, le 24 février, et condamné à quatre ans et six mois de prison par la Haute Cour régionale de Rhénanie-Palatinat, à Coblenz, en Allemagne, où il avait tenté de se réfugier en 2018.

Tout au long de ce procès, ouvert en avril 2020, l'ex-sergent

des services de renseignements affecté à la « branche 251 » – le centre de détention Al-Khatib, de sinistre réputation, situé au cœur de Damas – n'aura cessé de dissimuler son visage. L'homme « n'est qu'un petit rouage dans l'énorme machine de torture du régime syrien », a commenté le musicien Wassim Mukdad, réfugié et partie civile du procès, peu après la sentence. Coplaignant, victime et témoin, il juge que « la route qui mène à la justice est longue » et ajoute, à visage découvert, que « l'un des objectifs est de voir

comparaître Bachar Al-Assad et son cercle proche devant un tribunal ». Une bataille vient d'être remportée, mais pas encore la guerre.

Ce combat a débuté avec les premiers carnages émaillant les manifestations pacifiques de mars 2011. Alors que la répression ne connaissait plus de limites, que l'opposition au régime se fragmentait et prenait les armes, l'espoir d'une révolution s'est amenuisé.

Nombre d'activistes syriens ont alors décidé de résister à leur

manière. Parfois au risque de leur vie, ils se sont mis à documenter les exactions, et à accumuler les preuves à l'encontre de ceux qui les commettaient – le régime, au premier chef. La condamnation d'Eyad Al-Gharib constitue la première victoire concrète de cette résistance à la barbarie. L'issue d'une deuxième bataille, attendue à l'automne, dépend de l'inculpation espérée de son coaccusé et ancien patron, Anwar Raslan, dont le procès se poursuit à Coblenz.

Article réservé à nos abonnés

Ce haut gradé, colonel dans les services de renseignements, ne se cachait pas particulièrement à son arrivée en Allemagne, en 2014. Le quinquagénaire a été repéré dans un centre d'accueil pour réfugiés, par l'une de ses victimes. Le colonel n'aurait pas plus mal tomber : celui qui vient de le reconnaître n'est pas du genre à reculer devant l'adversité. Issu d'une famille communiste d'Hama, Anwar Al-Bunni est avocat et militant des droits de l'homme. Dans la Syrie des Hafez, son engagement lui a valu des années de détention. Or son dernier séjour en prison, de 2006 à 2011, il le doit justement à cet homme au crâne dégarni, qu'il croise alors que lui-même tente de s'adapter à un exil forcé. « *J'ignorais qu'un type pareil pouvait être mis en accusation en Allemagne, confie-t-il. En fait, il était désormais à notre portée !* » Il se mit en quête d'autres témoins, « *des gens que j'avais défendus, à l'époque où j'exerçais en Syrie* ».

L'officier est arrêté le 12 février 2019. La prise est belle. Anwar Raslan est le plus haut gradé du régime pris à ce jour dans les mailles tissées par un vaste réseau composé de militants et de juristes, syriens et occidentaux, partisans et praticiens de la justice internationale.

Au gré de leurs enquêtes, ils lancent leurs filets pour ferrer les « gros poissons » du régime et, plus largement, préparer l'après-guerre. « *La justice ne consiste pas seulement à mettre des criminels en prison*, explique Anwar Al-Bunni. *La justice, cela signifie la fin des crimes et la réconciliation. Avec elle, la vérité apparaîtra, les criminels confesseront ce qu'ils ont fait, le droit sera réformé. Mais ces crimes doivent être jugés dans notre pays, pas en Europe. Car c'est ce qui rendra l'espoir et la sécurité aux Syriens.* »

#### Institutions multilatérales en panne

Faute de pouvoir organiser de tels procès en Syrie, diplomates, procureurs et ONG ont multiplié les initiatives. Sur le dossier syrien cependant, les institutions multilatérales se révèlent cahotantes, voire en panne. Le projet d'un tribunal spécial n'a jamais franchi le stade d'ébauche. Au Conseil de sécurité des Nations unies, les veto systématiques opposés par la Russie à toute saisine de la Cour pénale internationale (CPI) ont conduit ces activistes à se tourner, de guerre lasse, vers les justices nationales.

En Europe, le principe de compétence universelle – qui permet à un Etat de juger des faits qui ne se sont pas déroulés sur son territoire – les autorise, sous certaines conditions, à poursuivre les auteurs étrangers de crimes de masse commis à l'extérieur. S'il a l'avantage d'écorner un brin l'impunité maîtresse dans la guerre syrienne, le concept suscite aussi les critiques : les plus hauts responsables continuent d'échapper à cette justice qui se déroule loin de la Syrie, et dont les procédures interminables s'énoncent dans une langue étrangère à celle des protagonistes, victimes, témoins, accusés.

En 2014, Anwar Raslan était aussi dans le viseur de la [Commission pour la justice internationale et la responsabilité](#) (CIJA), une organisation fondée dès 2011, rassemblant experts et analystes dans le but de collecter les preuves des crimes commis en Syrie, notamment par le régime puis par l'organisation Etat islamique (EI).

« *Nous traquons des suspects qui, comme Raslan, appartiennent à un niveau assez élevé de la hiérarchie. Il y en a une dizaine en Europe, des sales types !* », ponctue de sa voix rocailleuse le Canadien Bill Wiley, à la tête de la CIJA. « *Il y a un esprit de village chez les Syriens, tout le monde se connaît*, explique cet ancien enquêteur des tribunaux internationaux pour

l'ex-Yougoslavie et le Rwanda. *Nos enquêteurs savent que nous cherchons notamment des [ex-membres de services de renseignements, aujourd'hui sous juridiction occidentale.* » Quand l'un d'eux est repéré, « *nous allons dans notre base de données pour identifier leurs réseaux. Raslan, par exemple, a travaillé dans les branches 251 et 285. Grâce à ces réseaux, on finit par obtenir un numéro de portable. Cela nous suffit pour signaler leur présence aux autorités du territoire, et fournir un dossier* ».

Ces justiciers seraient-ils les « Simon Wiesenthal de la Syrie » ? « *C'est différent, estime Anwar Al-Bunni. Les nazis, qui se cachaient ici ou là, avaient perdu la guerre. Ceux que nous traquons sont toujours au pouvoir. Ils sont fiers de leurs crimes. En Europe, ils s'exhibent en uniforme militaire sur les réseaux sociaux et profèrent des menaces. C'est un combat plus difficile.* »

La raison d'Etat et les calculs d'agences de renseignement locales – elles aussi à la recherche de « sources » – interfèrent parfois avec la recherche d'un suspect. Comme celle du brigadier général Khaled Al-Halabi, par exemple. A Rakka, où il a dirigé la branche 335 de la sûreté d'Etat pendant quatre ans, il a laissé un souvenir aussi terrible qu'impérissable. Lorsque la ville tombe aux mains des djihadistes de l'EI, en 2013, il fuit en France où il espère alors trouver refuge. Il aurait ensuite négocié, selon une enquête du quotidien autrichien *Kurier*, la protection des services autrichiens et israéliens.

« *Nous l'avons traqué à Vienne fin 2015, et nous avons transmis un dossier au ministère de la justice autrichien, en janvier 2016. On a dit aux autorités que l'affaire était solide, que c'était plus lourd que Raslan, et que le gars était "fucking guilty" !* », s'insurge Bill Wiley. Las, les Autrichiens ne font rien, alors que l'homme, selon Wiley, « *est très certainement*

*le plus haut gradé et le plus coupable [du régime syrien] toujours en liberté en Occident* ». Il faut attendre la fin mai 2018 pour que le parquet de Vienne lance une enquête, à la suite d'une demande d'Europol qui le soupçonne de « *crimes contre l'humanité, de génocide et de crimes de guerre* »... Entre-temps, l'homme est officiellement devenu introuvable.

#### Lutter contre l'impunité

C'est pourtant au nom de l'idée selon laquelle les Etats européens ne sauraient devenir « un havre de paix pour criminels de guerre » qu'ils se sont dotés de la compétence universelle. Pour « lutter contre l'impunité », l'Union européenne (UE) a également créé le « réseau Génocide », en 2002. Chaque suspect identifié est censé être extradé, ou jugé.

Parmi la masse des Syriens qui, fuyant la guerre, arrivent en Europe, se sont aussi glissés des tortionnaires. Qui, parfois, comme l'a expérimenté le colonel Raslan, se retrouvent à côtoyer leurs victimes. Les récits des réfugiés peuvent constituer de précieux éléments à charge. Ils sont les premiers à identifier leurs bourreaux, et les seuls à pouvoir témoigner des violences subies. « *Nous ne pouvons interroger personne en Syrie*, expliquait récemment le procureur allemand Christian Ritscher. *Comme il n'y a pas de coopération judiciaire possible [avec Damas], nous nous basons sur des informations provenant d'ONG telles que Human Rights Watch, la CIJA et d'autres.* »

Depuis 2012, la seule CIJA est parvenue à sortir des milliers de documents de Syrie, collectés sur place par des activistes. Durant les premières années de la guerre, notamment jusqu'à ce que l'intervention militaire russe de 2015 n'inverse le rapport de force et permette au régime de reconquérir



le pays, chaque bâtiment gouvernemental, le moindre local militaire perdu ou abandonné aux forces de l'opposition fait l'objet de fouilles et de collectes minutieuses.

En reconstituant les maillons de la chaîne liant la mort de civils à des ordres émis en haut lieu, la CIJA a pu élaborer ce qui pourrait tenir lieu d'acte d'accusation, contre vingt-quatre personnalités du régime, dans l'hypothèse – pour l'heure illusoire – de procès en Syrie. A la masse des documents administratifs, des photos et des preuves matérielles, sont venus s'ajouter les témoignages de victimes, recueillis par les organisations de défense des droits de l'homme.

### Extermination de masse

A la manière d'un procureur, enquêteurs, analystes et avocats se sont attelés à démonter, un à un, les rouages de la mécanique mortifère du régime : meurtres, actes inhumains, tortures, viols, déplacements forcés de population, utilisation de gaz chimiques, etc. « *Extermination de masse* », a conclu Amnesty International à propos du sort réservé à 5 000 Syriens, assassinés dans la prison de Saydnaya, au nord de Damas, entre 2011 et 2016.

Ces enquêtes complètent la pièce à conviction majeure que constitue le rapport « César », du pseudonyme d'un photographe légiste de la police militaire qui a fui le pays en 2013, emportant plus de 45 000 clichés figeant à jamais des visages de suppliciés des geôles syriennes. Certaines ONG se spécialisent, comme Syrian Archive qui analyse et authentifie les innombrables vidéos postées en ligne depuis la Syrie.

Jamais un conflit n'aura été autant documenté. Pour autant, rien ne se profile qui s'apparenterait à un « tribunal de Nuremberg » pour la Syrie, devant lequel comparaitraient les grands criminels de cette guerre. Faute de tribunal ad hoc, l'Assemblée générale de

l'ONU a créé, en décembre 2016, le **Mécanisme impartial, international et indépendant (IIIM)**, qui centralise à Genève toute cette documentation syrienne, lui appose son « label » et la redistribue aux juridictions qui réclament sa coopération – comme l'a fait l'Allemagne dans l'affaire Raslan. « *Au-delà de notre soutien aux enquêtes en cours, notre travail consiste à préparer les poursuites futures*, explique la magistrate française Catherine Marchi-Huhel, chef du Mécanisme. [Même si une juridiction pénale internationale était saisie], *notre travail devra être mené à terme. Il servira un jour. Il rend difficile l'oubli, la mise sous le tapis et l'abandon de la responsabilité en raison d'opportunités politiques.* »

Dans ce combat pour la justice, chaque possibilité est explorée. En septembre 2020, les Pays-Bas enclenchaient une procédure visant l'Etat syrien lui-même. Le ministre des affaires étrangères adressait une note diplomatique à la Syrie, l'accusant de violer la convention contre la torture. La Haye posait ainsi le premier jalon vers des poursuites contre Damas devant la Cour internationale de Justice (CIJ), un organe judiciaire de l'ONU qui tranche les conflits diplomatiques. Les perdants en sortent affaiblis sur la scène internationale.

### Crimes imprescriptibles

Selon Anwar Al-Bunni, le verdict contre Al-Gharib signifie déjà que « [ceux du régime] *ne peuvent faire partie d'une quelconque solution politique en Syrie* ». L'avocat affirme que les sbires du régime de Bachar Al-Assad sont aujourd'hui fébriles : « *Nous savons que certains d'entre eux se procurent un autre passeport, sous un faux nom. Ils ont peur, oui !* » Avec, pour conséquence, des pressions et des menaces accrues sur les témoins ou leurs familles restées au pays.

« *Le régime commence à prendre ces procédures au sérieux. Ils ont longtemps gardé le silence, jusqu'aux mandats*

*d'arrêts émis [en 2018] à l'encontre de Jamil Hassan [ancien chef des renseignements de l'armée de l'air de 2009 à 2019] et d'Ali Mamlouk [chef du bureau de la sécurité nationale]. Là, pour la première fois, ils se sont sentis obligés de réagir en condamnant sur une chaîne de télévision nationale, pendant quarante-cinq minutes, les "ONG impérialistes" et les "espions" qui œuvrent derrière ces mandats. Le nombre des menaces que nous recevons est un bon indicateur de leur inquiétude* », abonde Mazen Darwish, directeur du Centre syrien pour les médias et la liberté d'expression (SCM), rencontré dans ses locaux. Une ruche où s'affairent enquêteurs et juristes.

Sous la menace d'une intervention occidentale, Damas avait accepté d'adhérer à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), en septembre 2013, et promis de détruire un arsenal colossal bâti durant plus de quarante ans. Mais cet engagement ne l'a pas empêché de récidiver. Au terme d'un sévère bras de fer opposant Russie, Iran et Syrie à la France, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, l'organisation a obtenu, en juin 2018, le pouvoir d'identifier les auteurs d'attaques à l'arme chimique. Lors de sa prochaine conférence, en avril, l'OIAC pourrait dénoncer aux Nations unies les violations de la Syrie. Des ONG espèrent qu'à cette occasion, l'Assemblée générale des Nations unies finira par mettre sur pied un tribunal.

L'idée d'un tel tribunal resurgit régulièrement. En octobre 2020, Open Society Justice Initiative (OSJI) a relancé le débat après avoir déposé plainte, en Allemagne, pour « *crimes contre l'humanité* » et « *crimes de guerre* » visant plusieurs attaques chimiques imputées au régime. Une plainte jumelle a été déposée au tribunal judiciaire de Paris, le 1<sup>er</sup> mars. D'autres sont à venir en Europe. L'OSJI incite Alle-

mands et Français à mutualiser leurs forces, comme ils le font dans l'affaire Jamil Hassan, sous le coup de deux mandats d'arrêt émis par les deux pays, en 2018.

« *Quand j'ai reçu l'appel m'annonçant ces mandats d'arrêt, j'étais au supermarché, se souvient Mazen Darwish. Je me suis mis à rire et à danser... C'est ma femme qui a dû m'arrêter !* » Pour le procureur allemand Christian Ritscher, « *dans ce genre de dossier, s'arrêter aux frontières n'a pas de sens* ». Un constat soutenu par des parlementaires européens qui, début mars, ont réclamé la création d'un plan européen de lutte contre l'impunité, préconisant la création d'un fonds en faveur des victimes et une coopération accrue des justices européennes.

En attendant d'hypothétiques procès contre les plus hauts responsables du régime, cette multitude de preuves ne sont-elles amassées que pour l'histoire ? « *Ce serait dramatique pour les victimes, estime Catherine Marchi-Huel. Toutes ces enquêtes en cours, ajoutées aux quelques jugements déjà rendus (...) sont des messages importants envoyés aux personnes impliquées. C'est une manière de leur dire : "aujourd'hui, vous vous sentez peut-être en sécurité, mais ça ne va pas durer !" S'ils font un petit retour [vers le passé], ils verront que la chasse aux criminels de guerre peut durer très longtemps. Ces crimes ne sont pas prescriptibles.* »

Pour Mazen Darwish, « *ce mouvement en faveur de la justice redonne du pouvoir aux Syriens. Et il sera difficile de le stopper. Il y a aujourd'hui une armée de personnes prêtes à soutenir la justice !* » En arrivant à Berlin, raconte-t-il encore, « *j'ai mis des mois avant de pouvoir parler de la torture. J'étais très en colère. Je sais qu'il est facile de devenir extrémiste. Et je crois que cet espoir de justice protège aussi les Syriens de l'extrémisme* ».



**Dans une Syrie dévastée, les enfants sont en première ligne**

**Zones moins touchées par les combats**

● Réduit alaouite  
● progouvernemental

● Base russe

■ Zone désertique

● Zone dont la forte minorité druze a été ménagée par le régime

● Besoin en aide humanitaire\*

● mineur

● modéré

● majeur

**Zones en grande détresse**

✕ Principaux sièges depuis 2011

— Axe routier principal

● Syrie utile

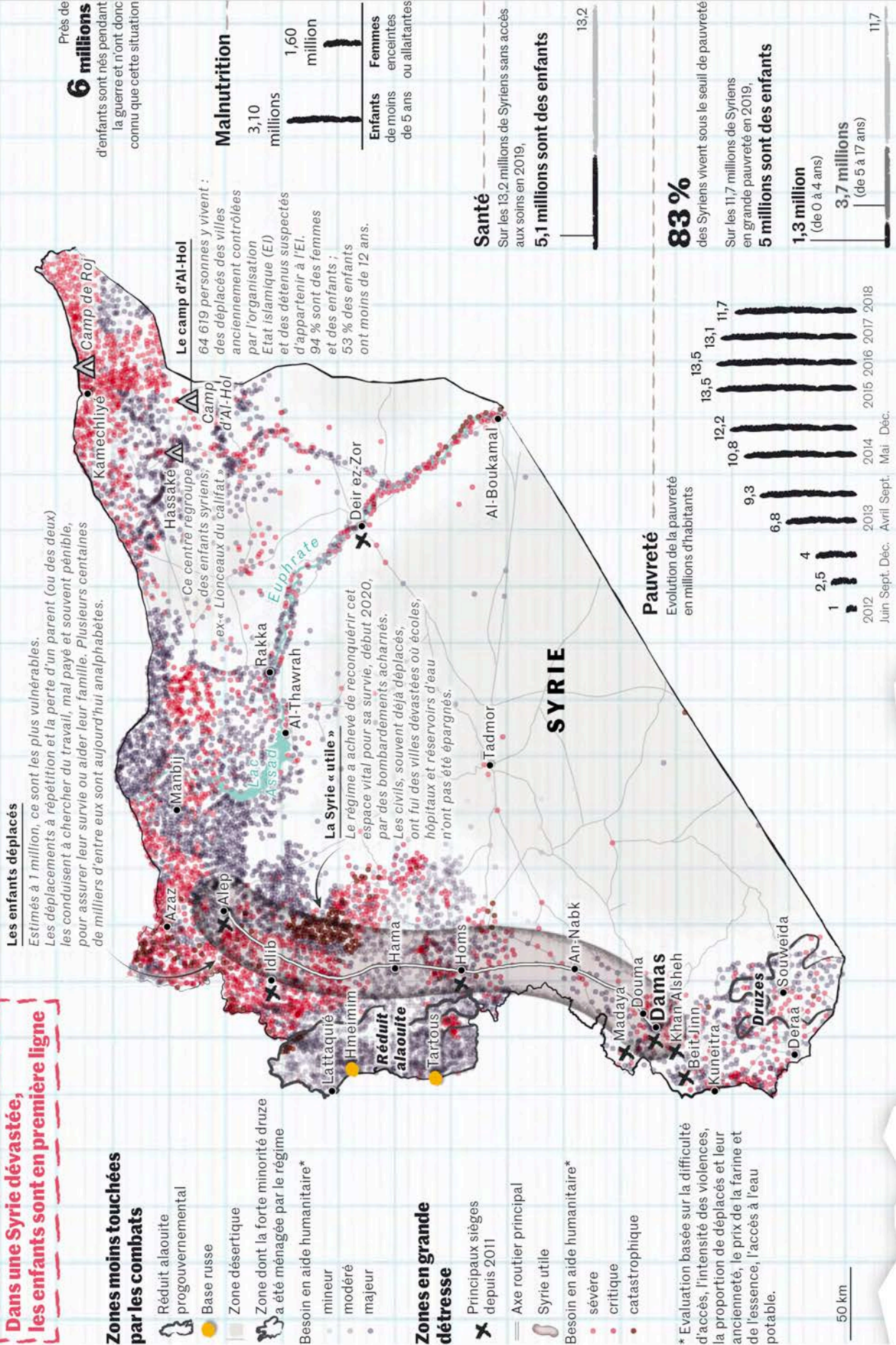
● Besoin en aide humanitaire\*

● sévère

● critique

● catastrophique

\* Evaluation basée sur la difficulté d'accès, l'intensité des violences, la proportion de déplacés et leur ancienneté, le prix de la farine et de l'essence, l'accès à l'eau potable.





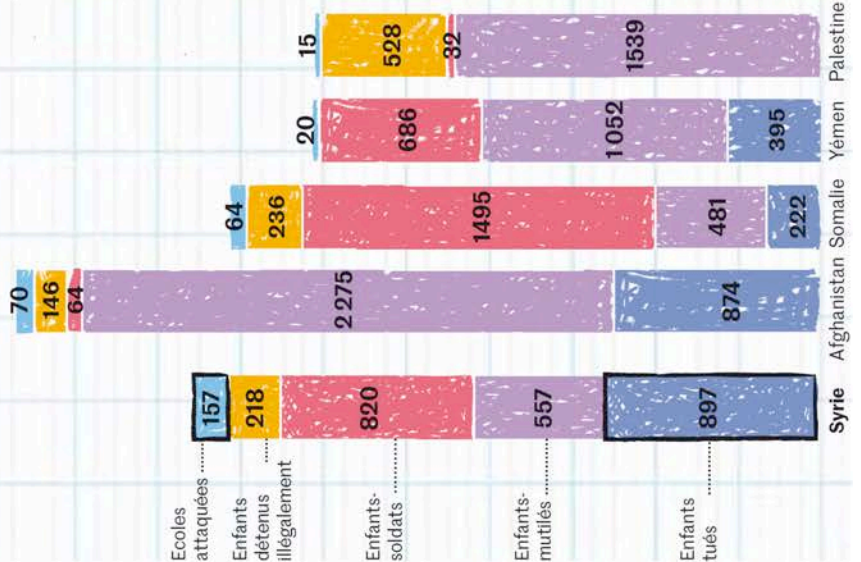
# Les enfants, génération sacrifiée

Tués, torturés, enrôlés de force, déscolarisés... Aucune des violences infligées aux adultes n'a été épargnée aux plus jeunes

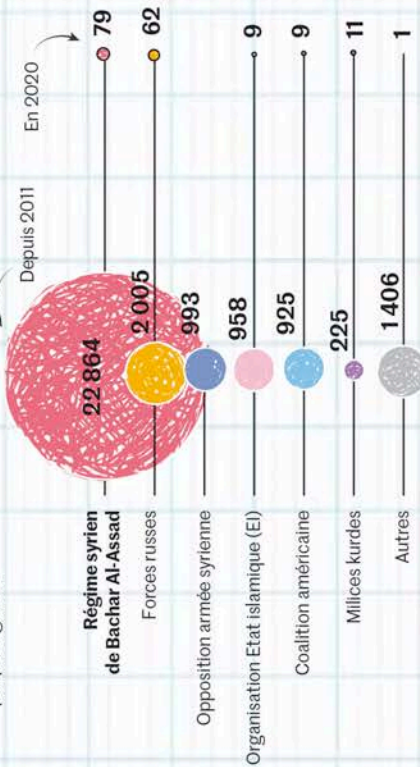
## Violences faites aux enfants

### Nombre d'exactions en Syrie en 2019,

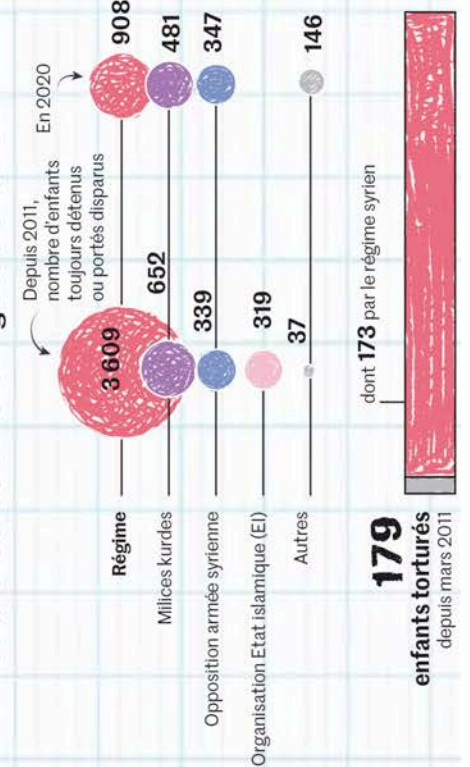
comparé à celui des pays que le Conseil de sécurité de l'ONU cite dans son rapport « Le sort des enfants en temps de conflit armé »



## Enfants tués en Syrie, par protagoniste



## Arrestations et détentions illégales d'enfants



## Une impossible scolarité



## Nombre d'établissements scolaires détruits en 2020, par protagoniste



## 1 école sur 3 est inutilisable car détruite, endommagée ou utilisée à des fins militaires, selon l'Unicef

Au total 1 enfant sur 2 est déscolarisé  
700 000 jeunes Syriens réfugiés dans les pays voisins ne vont pas à l'école

Sources : Humanitarian Needs Overview 2019, OCHA ; « Tenth Annual Report : the Most Notable Human Rights Violation in Syria in 2020 », Syrian Network for Human Rights ; « Le sort des enfants en temps de conflit armé », Conseil de sécurité de l'ONU, 9 juin 2020 ; Unicef ; Le Monde

Cartographie Le Monde : Victoria Denys, Cécile Hennion, Flavie Holzinger, Victor Simonnet



# Contre le régime syrien, l'engagement tenace de Mazen Darwich et son équipe

Laminés par la répression, ces acteurs de la société civile, anciens piliers du soulèvement de 2011, poursuivent la lutte pour le changement.

Pilier de la révolte contre le pouvoir de Bachar Al-Assad, la fragile société civile syrienne d'avant 2011 a été laminée par la répression, happée par la violence de la guerre. En son sein, l'équipe de Mazen Darwich et ses complices – avocats, journalistes, etc. – ont payé un lourd tribut : prison, sévices, mort sous la torture, disparition, exil. Mais ils n'ont jamais renoncé.

Quand il fonde, au début des années 2000, le Centre syrien pour les médias et la liberté d'expression (SCM), l'avocat Mazen Darwich sait qu'il marche sur un champ de mines. Le musellement du « printemps de Damas », mouvement réformateur qu'avait brièvement encouragé le pouvoir, lui a ôté l'illusion que la situation s'améliorerait sous la présidence du fils d'Hafez Al-Assad. Au gré des vicissitudes du régime syrien sur la scène internationale (paria des Occidentaux en 2005 ; courtisé à partir de 2008), le centre est toléré, ou fermé. Mazen Darwich est arrêté en 2008, puis interdit de sortie du territoire.

« Dans les années 2000, les réformateurs travaillaient en petits cercles fermés par mesure de sécurité », se rappelle un Syrien, collaborateur du SCM depuis Beyrouth. Certains tentent d'intégrer ces cercles. C'est ainsi que Bassam Al-Ahmad, militants des droits de l'homme au sein du mouvement kurde, rencontre Mazen Darwich, ainsi que l'avocate Razan Zaitouneh, engagée dans la défense des détenus politiques, notamment islamistes, en Syrie.

Le pouvoir chapeaute bien quelques initiatives de développement : « Il s'agissait de canaliser l'aspiration des jeunes à être actifs dans la société et de bloquer l'expansion de courants à teneur politique »,

précise le même interlocuteur. « Mazen militait aussi pour [que le régime prononce] des mots d'apaisement à l'attention des familles de victimes du massacre de Hama [qui a fait entre 15 000 et 30 000 morts, en 1982, à l'instigation du pouvoir de Hafez-Al-Assad]. Il était par ailleurs impliqué dans la révision de la loi audiovisuelle. Mais sur ces deux volets, dit-il, les durs du régime ont bloqué tout changement. »

## Période d'exaltation

A la fin des années 2000, Mazen Darwich se sent las. « Les gens paraissaient accepter la situation. Puis est arrivé le "printemps arabe" : quand l'Égypte s'est soulevée, on a senti que la vague arrivait. La majorité des Syriens souffraient, seule la peur les paralysait jusqu'alors », se souvient-il depuis Paris, où il vit désormais.

Après de premiers rassemblements, organisés devant les ambassades d'Égypte et de Libye à Damas, Mazen Darwich est parmi ceux qui appellent à une mobilisation, le 16 mars 2011, sur le sort des détenus syriens. Des participants sont passés à tabac, emprisonnés. Mais la révolte est en marche.

Commence alors une période d'exaltation, et de dangers face à la répression sanglante du régime. Chacun vit mille vies. Avec Razan Zaitouneh et d'autres, M. Darwich participe à la mise en place des comités locaux de coordination, qui deviennent la colonne vertébrale du soulèvement pacifique auquel adhère toute une jeunesse. « Les deux premiers mois, on contrôlait les manifestations dans la plupart des régions, mais cela n'a pas duré. Des groupes islamistes ont commencé à dominer certaines zones. Ailleurs, nous avons reculé

par manque de soutien financier », raconte-t-il. « L'argent et le soutien des pays du Golfe [à la rébellion armée] nous ont peu à peu volé notre révolution », regrette Bassam Al-Ahmad.

Les activistes deviennent les vigies de la révolution. Emanation du SCM, le Centre de documentation des violations en Syrie est créé, avec Razan Zaitouneh aux commandes, dans la clandestinité. « Ces initiatives portaient notre rêve pour une nouvelle Syrie », dit Bassam Al-Ahmad. Mais, début 2012, les bureaux du SCM sont saccagés, la dizaine d'employés arrêtés. Trois d'entre eux, dont Mazen Darwich, passeront plus de trois ans en prison, « laboratoire de la violence et du sectarisme ». Bassam Al-Ahmad, incarcéré pendant quatre-vingt-sept jours, se souvient des interrogatoires : « Ils me disaient : "Comment toi, kurde et laïque, peux-tu participer à un mouvement islamiste sunnite ?" Le profil de [notre] équipe faisait dérailler leur grille de lecture. » Des détenus djihadistes de longue date, eux, sont relâchés dès 2011. « Le régime savait qu'ils prendraient les armes en sortant », dit Mazen Darwich.

## Diversité confessionnelle et ethnique

A sa libération, à l'été 2015, le pays est méconnaissable. La guerre, partout. Les islamistes ont renforcé leur emprise sur la rébellion armée. En septembre, les avions de chasse russes volent au secours du pouvoir, déjà soutenu par l'Iran et le Hezbollah libanais. Sur un plan personnel, les nouvelles sont désastreuses. Ayham Ghazzoul, un étudiant qui avait rejoint le SCM, est mort en prison, sous la torture. Razan Zaitouneh a été enlevée à Douma, un faubourg de Damas, où se sont

implantés des groupes islamistes. Bassam Al-Ahmad s'est exilé en Turquie, où il a fondé sa propre ONG de défense des droits de l'homme, avant de partir vivre en France.

La société civile, elle, s'est étoffée, mais « elle est devenue dépendante de donateurs étrangers. Cela a biaisé notre travail. Il y a eu aussi des batailles d'égo. Des activistes ont voulu mettre Mazen sur la touche à sa sortie de prison », affirme un de ses proches. Certains adoptent un discours sectaire, en contradiction avec la diversité confessionnelle et ethnique qui avait caractérisé le SCM. Les militants de la première heure sont taxés de naïveté par des critiques du régime restés en Syrie. « Les premiers mois, nous étions portés par un sentiment d'unité nationale. Le régime a choisi de tout détruire », rétorque Mazen Darwich.

Réfugié en Allemagne, hanté par l'expérience de la torture, l'avocat s'enferme dans le silence, avant de reprendre la mission du SCM. Avec son épouse, Yara Bader, et d'autres, il travaille sur la justice et la citoyenneté. « Malgré ce qu'ils ont enduré, lui et son équipe ont conservé leurs valeurs. Ils n'ont jamais appelé à la violence », souligne Nadim Houry, directeur du think-tank Arab Reform Initiative et longtemps chargé du dossier syrien pour le compte de l'organisation Human Rights Watch (HRW), depuis Beyrouth. « Un mouvement civil s'est développé dans les "trois Syrie" d'aujourd'hui – celle du régime, celle des islamistes d'Idlib, celle des Kurdes. C'est en le renforçant que nous obtenons le changement », espère encore l'exilé syrien au Liban. Pour Mazen Darwich, « la situation en Syrie est un désastre, mais ce n'est pas la fin ».

## Yassin Al-Haj Saleh : « Nous, Syriens, frappons à la porte de l'Occident, mais personne ne nous répond »

La seule Syrie indépendante est celle que forme la diaspora, qui se bat pour vivre et exister politiquement, relève, dans un entretien au « Monde », cet intellectuel en exil. Mais il regrette que pour nombre d'Européens, cette présence ne fasse toujours pas sens.

**Y**assin Al-Haj Saleh, 60 ans, est l'un des plus grands intellectuels syriens de sa génération. Homme engagé – son militantisme communiste lui vaut seize ans de prison (1980-1996) sous la dictature d'Hafez Al-Assad –, il prend fait et cause pour la révolution dès mars 2011. Il entre alors dans la clandestinité. En décembre 2013, son épouse, Samira Khalil, est enlevée avec l'avocate des droits de l'homme Razan Zaitouneh et deux autres activistes, probablement par un groupe islamiste, à Douma, dans les faubourgs de Damas, alors sous contrôle de la rébellion. Au même moment, deux de ses frères sont kidnappés à Rakka, leur ville natale, par l'organisation Etat islamique (EI). L'un d'eux est toujours porté disparu. Yassin Al-Haj Saleh s'exile en Turquie en 2014, puis rejoint l'Allemagne en 2017, où il intègre l'Institut d'études appliquées de Berlin. En France, certains de ses écrits ont fait l'objet d'un recueil, *La Question syrienne* (Actes Sud, 2016).

### Comment concevoir la Syrie, pays morcelé par dix ans de guerre ?

Il y a d'abord le protectorat russo-iranien de Bachar Al-Assad. Puis le protectorat de la branche syrienne du PKK [parti kurde armé sécessionniste, interdit en Turquie] sous protection américaine, où se trouve le



L'écrivain et dissident politique syrien Yassin Al-Haj Saleh, à Madrid, le 17 avril 2018. JAVIER SORIANO / AFP

« Guantanamo européen » [où sont détenus les djihadistes, notamment européens, et leurs familles]. Il y a le protectorat turc, dans le Nord et le Nord-Est ; et la poche d'Idlib, où une branche d'Al-Qaida essaie de se normaliser. Il y a encore la région occupée par Israël depuis 1967 [le Golan], sans compter le ciel syrien, que se partagent le protecteur russe du régime et l'agresseur israélien qui cible l'Iran et ses affidés chiites. Plus ces divisions de fait perdurent, plus elles se cristalliseront dans une division de droit de la Syrie.

Il y a enfin une sixième Syrie : diasporique, déterritorialisée, mais plurielle et indépendante du régime dynastique et génocidaire qui dirige le pays depuis cinquante et un ans. Cette Syrie-là se bat pour vivre et avoir une existence politique.

### Les réfugiés forment-ils un groupe homogène, partageant les mêmes vues ?

Non, l'homogénéité n'existe que dans l'esprit de Bachar Al-Assad, qui se targue d'avoir façonné une « société homogène » – en dépit des innombrables vies humaines et infrastructures détruites. Certains réfugiés soutiennent le régime mais ont quitté leur pays pour ne pas être enrôlés dans l'armée. D'autres se sont exilés en raison de leur engagement, pour échapper à la mort. Enfin, beaucoup sont des gens ordinaires et dépolitisés qui ont fui pour mener une vie meilleure. Un large éventail d'opinions s'exprime au sein de la diaspora syrienne : 5,6 millions de personnes [selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés], c'est presque un tiers de la population ! Mais – j'in-

siste sur ce point –, ce sont eux qui forment la Syrie indépendante.

### Cette diaspora est-elle influencée par ses pays d'accueil ?

Il s'agit de réfugiés, de gens qui ont été forcés de quitter leur environnement originel et qui, souvent, sont traumatisés. Ils ont fait du mieux qu'ils pouvaient dans des circonstances difficiles. Ceux qui ont voulu se rendre en Europe pensaient sans doute pouvoir planifier leur vie. C'est un choix de la classe moyenne, qui n'est ni identitaire ni idéologique. Peut-être est-ce aussi un penchant naturel des Syriens, après un demi-siècle de règne de l'arbitraire. En Turquie, de nombreux Syriens sont conservateurs, mais beaucoup ne le sont pas. La Turquie étant désormais partie prenante au conflit syrien, il n'est pas facile de critiquer son rôle. Certains soutiennent le gouvernement turc aveuglément ; nous les surnomons les « Sourkiyoun », néologisme construit à partir des mots « Syriens » et « Turcs » en arabe.

Les réfugiés en France sont une exception, parce que les consulats français sélectionnent les Syriens à qui ils donnent l'asile politique. Devinez quelle est la première question qui leur est posée : « Quelle est votre confession ? » Dans la France laïque, les chances d'être éligible [à l'asile] sont

plus grandes si vous appartenez à une minorité [religieuse].

### **Les réfugiés syriens sont-ils devenus les « nouveaux Palestiniens » du monde arabe ?**

Les temps ont changé, nous ne sommes plus à l'époque du nationalisme arabe. Cela dit, à l'image des réfugiés palestiniens, on distingue deux grandes catégories de réfugiés syriens. Il y a d'abord les plus défavorisés, qui vivent avec leurs enfants dans des camps, sans accès à l'éducation. Ceux-là peuvent devenir une source de déstabilisation nihiliste. Les pays d'accueil peuvent les éloigner de cette tentation en leur offrant une éducation, des emplois, des droits politiques, voire en instaurant une forme de discrimination positive. Puis il y a ceux qui sont plus riches, mieux éduqués. Beaucoup sont entreprenants, ils peuvent devenir les acteurs d'une démocratisation là où ils se trouvent.

### **Comment expliquer la rapidité de l'intégration économique et sociale des Syriens en Allemagne ?**

Qu'ils soient arrivés légalement en avion, ou à pied par la route des Balkans en 2015-2016, ils sont issus de la classe moyenne. Il leur a fallu payer des milliers d'euros pour arriver en Grèce, puis jusqu'en Allemagne. Par ailleurs, l'éthique du travail bien fait reste répandue parmi la classe moyenne urbaine musulmane, qui valorise la réussite, le travail, l'épargne, la discipline. J'imagine qu'ils ont choisi l'Allemagne parce que, à leur manière, ils se reconnaissent dans la mentalité protestante !

### **Qu'apporte la présence des Syriens à l'Occident ?**

Nous incarnons un monde sans alternative. Nous frappons à la porte, mais pour l'in-

stant, personne ne nous répond. Pour ce que j'en vois, nous n'existons toujours pas. La Syrie n'est pas entrée dans la théorie politique, dans la philosophie, la littérature ou la culture. Nous sommes là, sans que cela fasse sens pour la plupart des Européens. Pour l'Europe, la présence syrienne n'a encore rien exprimé. J'espère ne pas être trop syriano-centré en y voyant le symptôme d'une crise. L'Europe semble avoir perdu sa curiosité [pour le reste du monde].

### **Qu'est-ce qui vous a le plus marqué en Europe ?**

J'ai découvert la « souveraineté », au sens d'étape ultime de l'humanité – des individus, des Etats et de la civilisation. Et je vois la liberté comme une condition préalable à cette souveraineté.

En Europe, la liberté a été atteinte, mais pour nous, Syriens, elle reste une cause à défendre. C'est d'ailleurs peut-être une source d'incompréhension de nos combats. L'individu souverain n'est pas curieux de celui qui lutte pour la citoyenneté et la liberté, et moins encore de celui qui aspire seulement à une vie décente. Cette explication peut éclairer d'un jour nouveau la question du racisme [envers les réfugiés]. Il ne s'agit même pas d'islamophobie, mais plutôt de la distance incommensurable qui sépare ceux qui sont souverains de ceux qui se battent pour leur citoyenneté.

### **Quel rôle peut jouer la génération révolutionnaire qui a dû quitter son pays ?**

J'ai tendance à être tragiquement optimiste. Ceux qui ont participé à la révolution ont acquis une expérience immense ; ils trouvent des moyens pour mieux la raconter, la représenter, l'interpréter. Ils ont pris part à une très grande histoire, dont ils peuvent être fiers. La relation entre l'intime et le poli-

tique, et entre la Syrie et le monde, est centrale dans leurs trajectoires. Ce ne sont pas de vieux révolutionnaires aigris, car ils savent prendre en compte le désespoir, la mélancolie, l'épuisement, la perte. Pour moi, l'important est de développer un récit commun, qui nous est propre, pour pouvoir y trouver refuge et nous protéger du monde. Nous pouvons penser la Syrie en tant que victimes, ou en tant que combattants pour la vie. Je préfère la deuxième attitude.

### **Comment analyser la créativité foisonnante des jeunes artistes syriens en exil ?**

C'est l'aboutissement de plusieurs phénomènes. Celui de vivre dans une Syrie indépendante [du régime]. La rencontre entre des expériences vécues et des outils de narration améliorés. Le résultat de révolutions personnelles, et d'une plus haute estime de soi pour avoir bravé le danger et y avoir survécu. L'obsession de documenter, dès le premier jour de la révolution, défiant une longue tradition d'oralité forcée. Et la soif de reconnaissance, après des décennies d'invisibilité et de soumission.

### **La Syrie incarne-t-elle le paradigme du XXI<sup>e</sup> siècle : la volonté de mener une révolution totale contre la loi du plus fort ?**

J'aime beaucoup cette idée. La Syrie est aujourd'hui une non-nation. Ce que je définis comme « la révolution impossible » a été défait d'une manière impossible. On dit souvent que la Syrie est le royaume du silence, je l'appelle plutôt le royaume de l'impossible. La troisième impossibilité, après la révolution et sa destruction, c'est l'émergence d'une nouvelle Syrie.

On peut se représenter les Arabes comme le prolétariat, et le Proche-Orient comme la prison que décrivait Marx au sujet de la Russie tsariste. La

liberté est la cause de ce prolétariat. Priver de droits des dizaines de millions de personnes et les assigner à ce destin transforme ce prolétariat politique en un prolétariat religieux. Cette mutation rend sa libération plus impossible encore. Cette notion de prolétariat religieux et politique comme base conceptuelle d'une nouvelle émancipation est une conséquence de la révolution en Syrie, qu'on peut voir comme un Proche-Orient en modèle réduit.

Nous avons débuté [notre révolution] avec un ennemi : un régime tyrannique à potentiel génocidaire. Nous nous sommes retrouvés face à une pléthore de groupes religieux nihilistes et, eux aussi, potentiellement génocidaires. Puis des puissances étrangères nous ont occupés, au nom de la guerre contre le terrorisme. Ces nouvelles puissances coloniales ont légitimé le régime génocidaire. Quand M. Macron stipule que l'ennemi de la France est Daech [l'organisation Etat islamique] et que Bachar [Al-Assad] est l'ennemi des Syriens, il dit que son problème c'est le terrorisme visant les Français, et que le génocide visant les Syriens ne concerne qu'eux. J'insiste sur l'opposition entre terrorisme et génocide, parce que la vision du monde change selon que priorité est donnée à l'un ou à l'autre. La sécularisation de la politique et le soutien à des « Etats voyous » sont la solution au terrorisme, tandis que la démocratie, l'égalité et la justice sociale sont la solution aux génocides.

C'est en gardant à l'esprit cette dialectique entre terrorisme et génocide que le destin de la Syrie peut, un jour, révolutionner la pensée politique en réconciliant éthique et politique. D'après Santiago Alba Rico, grand intellectuel espagnol, c'est la définition même de la pensée de gauche.



## Cast out: the Yazidi women reunited with their children born in Isis slavery

Yazidi elders disown former slaves of Islamic State, forcing them to choose between their children and their community

Bundled up in oversized scarves and coats, and squirming over lounge chairs, the 12 young children seemed startled as nine strange women with outstretched arms hurried towards them.

Some of the women sobbed as they embraced the bemused toddlers, who stared at them blankly not recognising their mothers, or understanding what the fuss was about. One mother stood motionless with her head in her hands, while another stared intently into her tiny daughter's eyes.

The nine mothers, all members of the Yazidi community, and their children, all born to the terrorists who enslaved them, had been reunited for the first time since the collapse of [Islamic State](#) in early 2019. And after two years of preparing for such a moment, the women were about to make the most momentous decisions of their lives.

The extraordinary scenes at the Iraq-Syria border crossing last Thursday were the culmination of months of lobbying by officials, including from the Biden administration, protracted debates among the Yazidi community and the determination of young mothers [cruelly stripped of the children](#) born to them to reclaim what was theirs, no matter the price.

Each of the women had used an excuse to slip away from their family. The last time most of them had been at Samalka, they had been rescued from the giant al-Hol refugee camp in eastern [Syria](#) where the rem-



A Yazidi woman who decided to reunite with her daughter in defiance of her community shows a necklace she bought the previous day as a gift for her. Photograph: Achilleas Zavallis/The Guardian.

nants of Isis's collapsed so-called caliphate were collected.

The Yazidi were allowed to return to [Iraq](#), but their children were seized from them before the border and taken to an orphanage. Yazidi elders had since refused to allow the children to join their mothers. To the community, the children were outcasts who could never be assimilated into Yazidi society. The unwritten reckoning was that if the mothers chose their children, they would need to forgo their community.

Until last week, it appeared unlikely that the women, all aged between 19 and 26, would ever be able to make such a decision. The children had been banned from entering Iraq and only a few mothers had been able to enter Syria on day passes to visit the orphanage. Then came a convergence of people and circumstances, which made the seemingly impossible suddenly doable.

Nemam Ghafouri, an organiser of the Yazidi mothers and the founder of Joint Help for Kurdistan, an NGO, received a phone call from the former US diplomat and long-term contact of Kurds on both sides of the border, Peter Galbraith. The Syrian Kurds were prepared to do a deal, he told her, and he was flying to Erbil to make it happen.

Galbraith had worked on the Senate foreign relations committee for 14 years and has been a friend of Joe Biden since 1980. Like him, the new US president had taken an interest in Kurdish issues. The calculation on both sides of the border was that doing business on an issue such as this might pave the way for more extensive reengagement after the turmoil of the Trump years.

After fraught discussions throughout Wednesday during which Galbraith called the White House to secure the transfer, Syrian Kurdish officials

bundled the 12 children – who could all be definitively linked to the nine mothers waiting for them – into a minibus, and headed for the border.

Ghafouri, who had been waiting with the mothers in a hotel, brought them to the border, and waited.

In the following hours, officials in Kurdish Iraq demanded to know the provenance of the children, before clearing the mothers to reclaim them.

The women had been enslaved in their early teens from the community of Sinjar, which bore the brunt of the Isis genocide, and had stayed with the group throughout its rise and fall. Some of the mothers did not know who the fathers of their children were.

“People need to realise why some of these women have such bonds with their babies,” said Ghafouri. “When they got pregnant, it meant the end of selling and raping by new men. This child brought an end to part of their suffering. Once being pregnant and giving birth, it was the end of it. The mother stayed with one man until he was killed.”

By midnight last Thursday, the mothers were on their way to a prearranged safe house.

But news of the reunions has been met with anger by leaders of the Yazidi community. “We don't accept this. This should be a Yazidi nation decision,” said Prince Herman, a representative of the senior Yazidi leader Prince Hazem. “The

mothers are always welcome to come back home, but the children are not accepted. They can give their children to whomever they want, but they cannot live with us.

"Those people who brought back those children without asking Yazidis, or Yazidi leaders, will pay the price for what they did. There is no difference between those missionary NGOs and Isis, because they are playing with our girls and taking them from us.

The Yazidi spiritual leader, Sheikh Ali Ilyas, otherwise known as Bab Sheikh, said the women were now exiled. "Neither me or the Yazidi community will accept those children," he said. "They are free to go wherever they want, except our community. They

are no longer our issue and are free to make their own decisions."

In the safehouse, raucous sounds of children playing echo over two floors. Eight mothers have moved into the house, with one returning to her family in a refugee camp. Those who stayed have crossed the Rubicon, and are now looking for relocation to Europe or Australia.

"I wasn't sure what I'd do until I saw my daughter again," said one of the mothers. "I love my mother a lot and know what this means for me. But I love my daughter too. I want a new start."

A second mother said she was overwhelmed by the support she had felt over the past week

and now realised she needed to cut ties with her society. "I have family living abroad, and even they won't accept me. This has to change, and we're going to make it happen. When I told my parents, they said 'you are no longer a member of our family'.

"I am very happy that I am with her. At first she didn't recognise me, but it's getting better day by day. When I came back after being separated, and I realised the community wasn't accepting us, I decided to make my life my daughter. Children are innocent. They haven't made any mistakes."

Yazidis have been granted resettlement in Europe and elsewhere, but the issue of children born to Isis remains vexed for governments.

"They have no safe place not only in Iraq but in the entire Middle East," said Ghafouri. "The only thing they want is to be resettled as a group in a third country. This has been an infected wound for the Yazidi community. The only healing is reuniting those mothers who want their children and resettle them.

"We need to find solutions now. I don't necessarily blame Yazidi communities or Kurdish communities in either Iraq or Syria, but I do blame the UN and the international community. They are victims again being victimised by those people saying they are supporting them, but not doing anything."

*Additional reporting by Barzan Salam*

**Le Journal  
du Dimanche**

14 mars, 2021  
par Laure Marchand

**EXCLUSIF**

## Les lourds secrets d'Ismail Hakki Musa, l'ex-ambassadeur turc à Paris

**Enquête** - Ismail Hakki Musa, qui a quitté samedi son poste à Paris, est suspecté dans un document judiciaire belge d'avoir été le "coordinateur" de tueurs dépêchés par les services secrets d'Ankara. Cela relance les soupçons sur le rôle des agents turcs dans l'assassinat de trois militantes kurdes, en 2013 en France, sur lequel enquête toujours la justice malgré la mort du principal suspect.

Après quatre ans et demi à la tête de l'ambassade de la République de Turquie en France, Ismail Hakki Musa rentre dans son pays, remportant dans ses valises les dossiers sombres de l'activité des services secrets turcs sur le territoire européen. Il a officialisé vendredi soir son départ - effectif samedi



Ismail Hakki Musa, l'ambassadeur de Turquie en France. (Sipa)

-, dans une lettre diffusée par un tweet de l'ambassade. Protégé par son immunité diplomatique, cet ancien directeur adjoint du MIT, l'organisation nationale du renseignement turc, nommé à Paris en 2016, n'aura jamais été inquiété par les autorités françaises. Le député (PCF) Jean-Paul

Lecoq l'avait pourtant interpellé en 2018 lors d'une audition de la commission des affaires étrangères: "Vous avez procédé à des milliers d'arrestations d'intellectuels, de journalistes, d'opposants, et vous les poursuivez avec vos services secrets jusqu'en Europe, parfois même jusqu'en France, où

des amies kurdes ont été assassinées." Dans un français parfait, l'intéressé s'était indigné en jugeant qu'il y avait "un aspect inadmissible dans cette question".

Un document de la justice belge, resté confidentiel jusqu'à aujourd'hui, révèle que cette "question" était tout à fait pertinente. Il apporte un éclairage détaillé sur l'espionnage et les actions des cellules turques contre des opposants kurdes exilés et questionne le rôle que pourrait avoir joué Ismail Hakki Musa. Il relance également les forts soupçons sur l'implication des services d'Ankara dans l'assassinat de trois militantes kurdes près de la gare du Nord à Paris, en 2013.

## Dans le viseur d'Ankara

Le 4 octobre 2017, le juge d'instruction belge Patrick De Coster a adressé une décision d'enquête européenne au ministère public français pour solliciter sa coopération. Le magistrat craignait alors "un attentat potentiellement imminent contre des politiciens kurdes de premier plan en Belgique". Un commando turc circulait entre la Belgique et la France, indique la note, longue de 24 pages. Le contexte était lourd : la guerre entre Ankara et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), rébellion kurde placée sur la liste des organisations terroristes par l'Union européenne, a fait au moins 40.000 morts en quarante ans. Le conflit se déploie aux confins de la Turquie, de la Syrie, de l'Irak et de l'Iran mais il se joue aussi au cœur de l'Europe, là où des Kurdes et des militants du PKK ont trouvé refuge. Bruxelles est un lieu stratégique. Le Congrès du peuple du Kurdistan, branche politique de la guérilla, y a son quartier général.

Quatre mois auparavant, le 14 juin, la police belge a contrôlé une Mercedes Classe E noire, qui avait été repérée aux abords du bâtiment qui héberge le Congrès du peuple du Kurdistan. A son bord, trois hommes : Zekeriya Çelikkbilek, qui "serait un ex-militaire", aurait la nationalité française et résiderait depuis six à sept mois à Argenteuil (Val-d'Oise), selon la demande d'entraide belge - la voiture est immatriculée en France à son nom ; Yakup Koç, qui a "présenté une carte de police turque" lors du contrôle ; et Haci Akkulak, un Kurde d'extraction modeste vivant en Belgique.

« Assez rapidement Yakup Koç demande à Haci Akkulak s'il peut travailler avec des armes pour liquider les personnes concernées »

Ce dernier, précise le juge De Coster, a été approché par les deux premiers, en quête d'un homme de main prêt à ral-

lier la lutte d'Ankara contre le PKK. Ils lui ont tout d'abord demandé de récolter des informations sur des responsables politiques kurdes de Turquie dans le viseur d'Ankara depuis longtemps et réfugiés à Bruxelles. Il s'agit de Zübeyir Aydar, le président du Congrès du peuple du Kurdistan, et de Remzi Kartal, son coprésident. "Assez rapidement Yakup Koç demande à Haci Akkulak s'il peut travailler avec des armes pour liquider les personnes concernées", précise la décision d'enquête européenne, où le nom du diplomate en poste à Paris (celui-ci n'a pas répondu aux sollicitations du JDD\*) est directement cité à plusieurs reprises : "La coordination de leurs actions aurait été assurée par Ismail Hakki Musa, l'actuel ambassadeur de la Turquie en France."

Le 16 juin, soit deux jours après le contrôle de la Mercedes, la menace se précise. "Quatre individus d'origine turque seraient venus en Belgique où ils auraient loué un appartement." L'un d'eux "serait un tireur d'élite". Les jours suivants, ils auraient séjourné à Paris en compagnie de Yakup Koç et de Zekeriya Çelikkbilek. Lorsqu'ils ont pris connaissance de ce mouvement transfrontalier, "des policiers de la DGSJ ont filé en Belgique, c'était la panique", se souvient une source proche du dossier.

« Ça montre bien la pusillanimité des autorités françaises dans cette affaire »

Au sein de cette équipe clandestine, Zekeriya Çelikkbilek retient l'attention. Avec lui, c'est un pan de la cartographie des agissements des services secrets turcs en Europe qui se dessine. Car son nom n'est pas seulement lié à cette opération belge ; selon le document judiciaire, cet homme, qui "aurait un lien avec Ismail Hakki Musa", a affirmé à Haci Akkulak "à l'occasion d'un entretien privé qu'il avait joué un rôle dans l'assassinat des femmes kurdes [à Paris]". Antoine Comte, avocat des

familles des militantes assassinées, s'en étrangle : "Après une accusation pareille, il semble pour le moins que l'ambassadeur de Turquie en France aurait dû être convoqué au Quai d'Orsay, voire rappelé dans son pays. Ça montre bien la pusillanimité des autorités françaises dans cette affaire."

## Les connexions d'Ömer Güney

"Cette affaire" a débuté dans la nuit du 9 au 10 janvier 2013, lorsque les corps des trois militantes kurdes sont découverts dans un petit appartement du 147, rue La Fayette à Paris. Quelques heures plus tôt, elles ont été tuées de plusieurs balles dans la tête. Une balle a également été tirée à l'intérieur de la bouche de Fidan Dogan. Surnommée "la diplomate", la jeune femme, âgée de 30 ans, était chargée de la communication politique du PKK - à ce titre, elle a même rencontré François Hollande. Leyla Saylemez, 25 ans, qui a suivi une scolarité brillante en Allemagne, occupait des fonctions d'encadrement du mouvement de jeunesse du PKK. Enfin, Sakine Cansiz, 54 ans, était une des fondatrices du PKK et une proche d'Abdullah Öcalan, le chef de la guérilla. Emprisonnée douze ans et torturée dans la prison turque de Diyarbakir dans les années 1980, elle était déjà une légende de la résistance de son vivant. La France lui avait accordé l'asile politique.

Le mobile politique du triple meurtre est immédiatement envisagé : le crime survient en pleines négociations de paix entre Ankara et la rébellion kurde. C'est à son fidèle parmi les fidèles, Hakan Fidan, que Recep Tayyip Erdogan, alors Premier ministre, a confié les discussions avec Abdullah Öcalan. Depuis l'automne, le chef du MIT se rend en secret sur l'île d'Imrali, en mer de Marmara, où le chef kurde est emprisonné à vie.

Les exécutions de la rue La Fayette ont été commises

avec un pistolet automatique. Dix balles tirées. Aucune n'a raté sa cible. Très vite, l'enquête française se resserre autour d'un individu, Ömer Güney, qui servait de chauffeur à Sakine Cansiz le jour du crime. C'est la dernière personne à l'avoir vue vivante. Les éléments matériels et ses mensonges l'accablent. Le suspect, né en Anatolie en 1982, fréquentait la communauté kurde d'Ile-de-France depuis quelques mois, se disant à la recherche des origines kurdes que sa famille avait reniées. En fait, il s'agissait d'un ultranationaliste turc. Avant son ralliement à la cause kurde, il arborait une fine moustache, comme des crocs qui descendent de part et d'autre de la bouche, ainsi que le montre la photo de son passeport. C'est le signe d'appartenance aux Loups gris, la milice d'extrême droite turque, pour qui chaque Kurde est un terroriste.

Qui sont les commanditaires ? Les mois précédant l'assassinat, Ömer Güney s'est rendu à plusieurs reprises en Turquie en secret. Le dossier judiciaire turc contient ses billets d'avion ainsi que des captures d'écran de vidéosurveillance de l'aéroport Atatürk, à Istanbul. Sa silhouette y est reconnaissable. Au cours de l'instruction, il n'a jamais précisé le but de ses voyages.

## Un enregistrement diffusé sur Internet

Un an après l'assassinat, en janvier 2014, ses nombreuses connexions avec le MIT apparaissent de plus en plus nettement. Incarcéré à la maison d'arrêt de Fresnes, Ömer Güney a tenté de faire parvenir un plan d'évasion au siège du MIT, à Ankara, par un de ses agents qui lui a rendu visite au parloir. Le même mois, une "note d'information" attribuée au MIT et classée gizli ("secret") est envoyée à des médias turcs. Deux individus, noms de code "Le Légionnaire" et "La Source", y sont missionnés pour exécuter Sakine Cansiz et d'autres "cibles



de l'organisation en Europe". Le profil de "La Source" et celui de Güney se ressemblent fortement.

« Il ne faudra pas le louper »

Au cours de la même période, un enregistrement est diffusé sur Internet. Il s'agit d'une conversation en turc entre trois hommes. La police scientifique française a authentifié l'une des voix comme étant celle d'Ömer Güney avec une quasi-certitude. Celui-ci détaille aux deux autres comment il compte s'y prendre pour éliminer quatre hauts responsables du PKK en Europe. Le numéro 4, "il ne faudra pas le louper", commente celui à qui Güney s'adresse avec déférence. Ce numéro 4, qui se déplace "en véhicule protégé" et à qui il promet de s'attaquer dès qu'il en aura "l'occasion", c'est Remzi Kartal. L'un des "politiciens kurdes" contre lesquels le juge d'instruction belge De Coster redoute un attentat.

Remzi Kartal est traqué sans répit. Le coprésident du Congrès du peuple du Kurdistan est un acteur clé dans le conflit turco-kurde. Cet ancien député de Turquie, dentiste de formation, était un des négociateurs lors des pourparlers secrets avec les autorités turques à Oslo, de 2009 à 2011.

En 2016, il a porté plainte après avoir reçu des menaces de mort envoyées à partir d'un numéro ukrainien: "Une chance que tu sois encore en vie", "Nous allons faire en sorte que les gens qui t'entourent t'abattent", "Un hasard que Sakine ait été supprimée et que tu aies pu t'échapper". Encore et toujours le lien avec les meurtres du 147, rue La Fayette. Remzi Kartal, lui, vit depuis des années comme si une équipe de tueurs pouvait surgir à chaque instant.

Le procès d'Ömer Güney aurait pu permettre d'en savoir davantage sur les méthodes du MIT. Il devait se tenir en janvier 2017 devant la cour d'assises de Paris pour "assas-

sinats en relation avec une entreprise terroriste [commis] à la demande d'individus se trouvant en Turquie, possiblement liés aux services de renseignement turcs"; mais il n'a jamais eu lieu: le suspect, atteint d'une tumeur cérébrale, est mort à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière le 17 décembre 2016.

### Déclarations retentissantes

L'ambassadeur de Turquie aurait eu tout loisir d'écouter ce que le suspect allait raconter à la barre. Ismail Hakki Musa venait alors de prendre son poste à Paris, revenant dans un pays qu'il connaît bien. Il y a fait ses études dans les années 1980, est titulaire d'une thèse sur les institutions de l'Union européenne à l'université de Nancy 2 et a été consul général à Lyon de 2007 à 2009.

Le décès d'Ömer Güney a en tout cas arrangé les deux capitales. Le jour de la découverte des corps, Manuel Valls, alors ministre de l'Intérieur, s'était rendu rue La Fayette. Devant l'immeuble, il avait dénoncé un crime "tout à fait inacceptable" et martelé "la détermination des autorités françaises de faire la lumière sur cet acte". Onze jours plus tard, il rencontrait l'ambassadeur turc de l'époque en toute discrétion et faisait part de sa volonté d'"améliorer les relations avec la Turquie", selon le rapport sur l'entretien alors rédigé par le diplomate. Le scandale d'un crime politique sur le sol français n'aura pas pesé bien lourd face aux intérêts bien compris des deux pays. Depuis, l'indispensable coopération d'Ankara dans la lutte de la France contre les djihadistes n'a fait que renforcer la décision de laisser le dossier sous le tapis.

« Ce genre d'assassinat est très critique. Il exige une décision des officiels de haut rang, et peu de cadres sont au courant »

Pourtant, Ismail Hakki Musa est un interlocuteur de premier choix sur le sujet. Lorsque Sa-

kine Cansiz, Fidan Dogan et Leyla Saylemez ont été tuées, il était directeur adjoint du MIT (de 2012 à 2016), chargé du renseignement extérieur. Que savait-il de cette opération d'élimination? Deux responsables du MIT capturés en Irak par le PKK en 2017 ont décrit précisément la chaîne de décision remontant jusqu'en haut de l'institution. Des témoignages d'otages, à prendre avec précaution donc, mais qui désignent les interlocuteurs auxquels Güney expliquait ses préparatifs d'exécution comme étant des supérieurs hiérarchiques: "Ce genre d'assassinat est très critique. Il exige une décision des officiels de haut rang, et peu de cadres sont au courant. [...] Le rapport doit remonter jusqu'au directeur. Et même le directeur doit demander au président." Le MIT est sous la responsabilité directe de Recep Tayyip Erdogan.

Le mois dernier, Ismail Hakki Pekin, ancien chef du renseignement militaire turc, a fait des déclarations retentissantes dans une émission politique sur CNN Türk. Il a appelé à muscler la stratégie contre le PKK en s'occupant également de ses "éléments" en Europe, comme "cela a déjà été fait à Paris".

### Poursuivre ses ennemis en exil

La détermination d'Ankara à poursuivre ses ennemis en exil semble se renforcer année après année. En Allemagne, en 2018, un agent turc a été condamné pour espionnage et un footballeur kurde a échappé à une tentative de meurtre alors qu'il roulait sur une autoroute. Au mois de septembre 2020, à Vienne, un homme affirmant être un agent du MIT s'est présenté aux services secrets autrichiens pour obtenir une protection. Il a déclaré avoir reçu l'ordre d'assassiner une ex-députée autrichienne d'origine kurde, Berivan Aslan. S'il n'y parvenait pas, sa liste comportait deux cibles secondaires, deux autres anciens députés

qui ont documenté l'activisme du MIT et ses réseaux d'influence en Autriche.

Cette succession de nouveaux éléments alimente une deuxième plainte des familles des trois militantes assassinées à Paris, déposée en 2018. Car si Ömer Güney est mort, ses complices et les commanditaires n'ont, eux, toujours pas été identifiés par la justice. A la demande du parquet, une information judiciaire contre X a été ouverte en 2019 pour "complicité d'assassinats en relation avec une entreprise terroriste" et "association de malfaiteurs terroriste en vue de la préparation de crimes".

« Cette impunité du MIT est uniquement due aux autorités politiques. C'est là qu'est le scandale »

"Dans cette affaire, tout le monde comprend que le rôle des services secrets turcs est central: les parties civiles, les policiers, le premier juge d'instruction, le parquet qui accepte d'ouvrir une deuxième information judiciaire, fulmine Antoine Comte. Mais le pouvoir politique reste coi. C'est inadmissible. D'autant que dans la deuxième plainte nous montrons que des agents sont actifs dans toute l'Europe. Cette impunité du MIT est uniquement due aux autorités politiques. C'est là qu'est le scandale."

Si elles le souhaitent, les autorités françaises pourront s'en entretenir très bientôt avec un observateur averti. Issu du sérail diplomatique, Ali Önaner, le nouvel ambassadeur qui s'apprête à succéder à Ismail Hakki Musa, fait partie de la même promotion de l'ENA qu'Emmanuel Macron. En septembre dernier, dans un tweet, il s'adressait au président français, son "camarade d'école". En 2013, quand Fidan Dogan, Leyla Saylemez et Sakine Cansiz ont été tuées, il était premier conseiller de l'ambassade turque à Paris.

## Shengal : 50 partis et organisations kurdes affirment leurs soutiens aux Yézidis

**A** lors que les attaques et les menaces contre Shengal se poursuivent, la population rejette résolument l'accord conclu entre Bagdad et Hewler (Erbil) le 9 octobre dernier.

La déclaration de 50 partis et organisations kurdes d'Europe se lit comme suit :

« Les attaques contre les Unités de défenses de Shengal (YJŞ-YBŞ) et les Êzidxan Asayish sont aussi une attaque contre tous les Kurdes.

L'accord conclu entre le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et le gouvernement ira-



50 partis et organisations kurdes en Europe ont publié vendredi une déclaration pour condamner les menaces contre la région de Shengal.

kien est un nouveau plan de massacre, une attaque contre les acquis des yézidis et a été accueilli avec un fort rejet par tous les Kurdes.

Avec cet accord, la nouvelle politique ottomane d'Erdoğan est mise en œuvre tandis que les attaques contre Shengal, le Rojava et le Sud-Kurdistan

sont menées dans un but précis. L'État turc cherche à envahir tout le Kurdistan à travers l'invasion de Shengal.

Nous saluons la résistance historique et honorable des yézidis et appelons tous les Kurdes à soutenir la communauté yézidi. Nous soutenons de toutes nos forces la dignité des yézidis. Notre priorité doit être que Shengal jusqu'à ce que la communauté yézidi retrouve des conditions libres et normales. Nous réitérons qu'ils doivent renoncer à leur sinistre politique sur Shengal. »

Kurdistan au féminin

14-03-2021

## TURQUIE. Mort d'un prisonnier politique malade

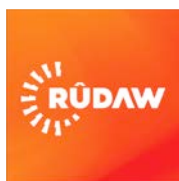
TURQUIE – Le prisonnier politique kurde, Hayrettin Yılmaz est décédé dans la prison d'Afyonkarahisar. Yılmaz, 65 ans, avait un cancer du poumon et la tuberculose. Malgré cela, les autorités turques l'ont laissé mourir en prison.

Hayrettin Yılmaz est décédé dans la prison d'Afyonkarahisar. Le prisonnier de 65 ans souffrait d'un cancer du poumon et de diverses autres maladies et n'a pas reçu de soins médicaux adéquats en prison, surtout pendant la pandémie



du COVID19. Sa famille est partie chercher le corps pour l'enterrer dans sa ville natale de Siirt.

Le traitement médical d'Hayrettin Yılmaz avait été suspendu en prison en raison de la pandémie de coronavirus. Samedi, l'initiative «Liberté des prisonniers malades» de l'Association des droits de l'Homme (IHD) d'Ankara avait appelé à sa libération immédiate, soulignant qu'il ne pouvait plus prendre soin de lui-même. Bien qu'il lui reste moins d'un an à purger, la suspension de sa peine de prison a été refusée. En prison, il a également contracté la tuberculose et a été longtemps isolé.



14-03-2021

## SDF chief welcomes Europe call for Turkey to withdraw from Syria

### ERBIL, Kurdistan Region

— The commander of the Syrian Democratic Forces (SDF) on Sunday welcomed a recent European Parliament decision condemning Turkey's military occupation in northeast Syria and abuses against the Kurdish population.

"We welcome the EU parliament's resolution calling for the withdrawal of the illegal Turkish occupation forces from northern Syria and share the EU parliament's concerns over ethnic cleansing attempts by Turkey against Kurds in Syria," [tweeted](#) SDF General Commander Mazloum Abdi early Sunday morning.

He was reacting to a [resolution](#) adopted by the European Parliament on Thursday that called on "Turkey to withdraw its troops from Northern Syria which it is illegally occupying outside of any UN mandate."

Turkey, with its Syrian proxies, has conducted three offensives into northern Syria since 2016. The first, Operation Euphrates Shield, saw Turkey seize control of territory in northern Aleppo province from the Islamic State group (ISIS). The goal of the op-



Kurdish demonstrators hurl rocks at a Turkish military vehicle, during a joint Turkish-Russian patrol near the town of al-Muabbadah, Hasaka, northeast Syria on November 8, 2019. File photo: Delil Souleiman / AFP

eration was to push ISIS militants away from the border with Turkey and prevent Kurdish forces from taking control of the territory.

The second, Operation Olive Branch, was in 2018 against Kurdish forces in the northwest enclave of Afrin. The most recent operation, Operation Peace Spring, was also against Kurdish forces along the Syria-Turkey border between the towns of Gire Spi (Tal Abyad) and Sari Kani (Ras al-Ain). That offensive ended with ceasefires brokered by Washington and Moscow that gave Turkish-backed forces control of the territory seized during the operation with Russian

and Syrian regime forces acting as a buffer along the border.

Tens of thousands of people have been displaced from their homes because of Turkey's military operations.

Turkish forces and their Syrian proxies are accused of committing human rights violations in the territories they seized. Charges include hostage taking, torture, rape, destruction of property, arbitrary arrest, and pillaging. A United Nations commission in September 2020 said these charges may amount to war crimes and called on Turkey to [reign in](#) its proxies.

The European Parliament

said it is "worried that Turkey's ongoing displacements could amount to ethnic cleansing against the Syrian Kurdish population" and stressed that "Turkey's illegal invasion and occupation has jeopardised peace in Syria."

Turkish-backed forces are also accused of illegally transferring tens of people to Turkey to face trial on alleged links to the People's Protection Units (YPG), a Kurdish armed force that Ankara believes is a branch of the Kurdistan Workers' Party (PKK). Human Rights Watch [documented](#) at least 63 cases of illegal transfers.

The European Parliament condemned the transfers as a violation of international law and urged "that all Syrian detainees who have been transferred to Turkey be immediately repatriated to the occupied territories in Syria."

The parliament also condemned the Syrian regime's "long-standing discrimination against Kurdish Syrians." Under the regime, tens of thousands of Kurds in Syria were [denied citizenship](#) as part of systemic discrimination against the minority.



Kurdistan au féminin 15/03/2021

# Halabja, le génocide kurde qui sentait la pomme

IRAK / KURDISTAN DU SUD

Il y a 33 ans, la ville kurde d'Halabja, au Kurdistan du Sud, fût bombardée à l'arme chimique sur ordre de Saddam Hussein, faisant plus de 5.000 morts, dont de nombreux enfants qui sortaient de chez eux au cri de « *Ça sent la pomme* » (odeur du gaz chimique)...

La mémoire du peuple kurde est remplie d'images de morts et de massacres commis à son encontre par les occupants du Kurdistan et l'une de ces images profondément ancrées dans l'esprit d'Halabja, Shengal, Afrin, Sere Kaniyê est celle d'un nourrisson tué avec son père dans une rue d'Halabja et celle de la petite Diana d'Afrin, dont le corps a été pris pour cible par les frappes aériennes. Tous ces massacres montrent au monde que les occupants du Kurdistan ont la même mentalité génocidaire visant la destruction du peuple kurde.

En mars 1988, les Kurdes d'Irak furent massacrés en masse, Le plus important étant celui d'Halabja commis par le régime baathiste irakien entre 16 et 19 mars 1988.

Le massacre d'Halabja, un génocide silencieux qui a montré l'étendue de la haine contre le peuple kurde

Ces jours marquent le 33e anniversaire du massacre de Halabja, perpétré le 16 mars 1988 par le régime baathiste sous le dictateur Saddam Hussein, qui a bombardé la ville avec des armes chimiques, tuant plus de 5 500 Kurdes, en majorité des femmes et des enfants.

La ville d'Halabja était sous la protection des forces de Peshmerga de l'Union patriotique du Kurdistan et des habitants de la ville contre le règne de l'occupation baathiste du Kur-



distan en mars 1988 et à l'approche de la guerre Iran-Irak à partir de la fin du conflit. À cette époque, le régime baathiste, dirigé par Saddam Hussein, a bombardé la ville de roquettes et d'artillerie sous la supervision d'Ali Hassan al Majid (surnommé Ali le chimique), le 15 mars 1988 et les forces de Peshmerga se sont retirées dans les montagnes, où les femmes et les enfants sont restés dans la ville.

Le 16 mars 1988, le régime baathiste jeta des gaz chimiques des avions de combat dans la ville, qui abritait plus de 40 000 civils, pour commettre le massacre le plus flagrant de l'histoire de l'humanité, qui s'est déroulé à l'aide de gaz toxiques. L'attaque a tué plus de 5 000 et 500 civils kurdes dans cette ville et contraint des dizaines de milliers de personnes à être déplacées de force dans des camps situés de l'autre côté de la frontière avec l'Iran.

La nouvelle du massacre s'est répandue aussi vite que ces armes avaient volé la vie de milliers de personnes en quelques heures ou moins, pour entrer dans la ville dans un calme terrible et paralysant devant le génocide silencieux qui a tué des milliers d'enfants, femmes et hommes sans sang ou blessures.

Tous ont été tués sur place, dans les rues de la ville et dans des hameaux remplis de martyrs, sur les routes, devant des maisons et à l'intérieur, dans des écoles, des mosquées et des marchés, les corps gisant sans une goutte de sang ni blessure, et peut-être que la plupart des images qui sont restées dans la mémoire du monde en général et du peuple kurde en particulier sont celles d'Omar Hawar embrassant son nouveau-né et de la famille qui a perdu la vie ensemble.

Vingt ans plus tard, le général Ali Hassan al-Majid a été pendu en 2010 pour avoir ordonné les attaques au gaz toxique. Il a été condamné à quatre condamnations à mort mais a insisté sur le fait qu'il a agi dans l'intérêt de la sécurité irakienne et qu'il n'exprimait aucun remords.

En 2012, le gouvernement irakien a remis aux autorités d'Halabja la corde utilisée pour sa pendaison.

Saddam Hussein lui-même est pendu en 2006, trois ans après l'invasion de l'Irak par les États-Unis.

**A quand la justice pour les survivants d'Halabja ?**

En mars 2018, 5.500 proches

de victimes ont assigné en justice 25 entreprises européennes et des Irakiens accusés d'avoir aidé Saddam Hussein à développer son stock d'armes chimiques.

En attendant les audiences contre les 25 entreprises européennes et des Irakiens complices du génocide d'Halabja qui commencent en juin 2021, 142 enfants kurdes envoyés en Iran à l'époque du génocide pour être protégés ne sont jamais revenus chez eux 33 ans après leur départ et 486 grands malades de l'attaque chimique d'Halabja ne sont pas pris en charge ni par les autorités irakiennes ni par les autorités kurdes malgré les promesses...

Les survivants d'Halabja demande également que l'ONU et les institutions internationales qualifient officiellement le massacre des Kurdes lors de la campagne d'Anfal\* de génocide contre l'humanité.

\*Le génocide kurde, aussi connu sous le nom d'Anfal, a eu lieu de février à septembre 1988. Plus de 180 000 Kurdes ont été tués lors de la campagne Al-Anfal menée par Ali Hassan al-Majid, sur ordre du président Saddam Hussein, contre le Kurdistan irakien, à la fin de la guerre Iran-Irak.

Le nom de la campagne porte le nom du chapitre 8 du Coran (al-'anfāl), qui a été utilisé comme nom de code par l'ancien gouvernement baasiste irakien pour les attaques systématiques contre les combattants kurdes entre 1986 et 1989. La Suède, la Norvège, la Corée du Sud et le Royaume-Uni reconnaissent officiellement la campagne Anfal comme un génocide.



6-03-2021  
Halabja (Iraq) (AFP)

## 33 years after Iraq chemical attack, survivors still seeking justice

**H**awker Saber is one of the survivors of the chemical attack Saddam Hussein ordered on the Kurdish town of Halabja 33 years ago but he needs a respirator to stay alive.

Saber, who is hooked to the machine for more than 20 hours a day, was just three at the time but he still has terrible memories of March 16, 1988.

On that day, for five hours, Iraq's air force rained down a deadly cocktail of chemical weapons, including mustard gas, on Halabja in the mountains of northeastern Iraq, according to experts.

In retribution for Kurdish peshmerga fighters backing Iran in its eight-year war with Iraq, around 5,000 Iraqi Kurds, the majority women and children, were killed in the largest ever chemical weapons attack on civilians.

The attack still haunts Halabja as its residents, now estimated at around 200,000, still fight for justice, care for the ill and hunt for missing relatives.

"There are still 486 people who are seriously ill from the chemical attack in Halabja," Loqman Abdelqader,

president of an association for victims of the attack, told AFP.

"They have respiratory difficulties and eyesight problems," said Abdelqader, who himself lost six family members in the massacre.

"Neither the federal authorities nor the Iraqi Kurdish authorities have set up a care programme to help them," he added.

- 'None have kept their word' -

Up until the start of the coronavirus pandemic, it was Iran that each year took on the care of several patients, but always on a piecemeal basis.

Halabja families are also still trying to find children that went missing amid the chaos of the attack, with many having been sheltered and treated in Iran, just 10 kilometres (6 miles) away.

"142 children are still missing", said Ayad Arass, who heads the local child protection commission.

Halabja resident Swiba Mohammed, 60, believed for a time that justice would be served.

She even went in 2006 to Baghdad to testify against Saddam's cousin and henchman, Ali Hassan al-Majid -- an infamous general better known as "Chemical Ali".

Majid was hanged four years later for ordering the attack, which he said was carried out to protect Iraq against its powerful neighbour Iran.

But his death brought little respite to Mohammed, who lost five of her children in the massacre, as well as her sight.

"For years, officials have been promising to send me abroad to have surgery so I can finally again see the faces of my surviving children," she told AFP.

"But not one of them kept their word," she said between sobs.

- European accomplices? -

Saddam, overthrown in 2003 after a US-led invasion, was hanged in 2006, sentenced to death for the massacre of 148 Shiite Muslims -- who make up the majority in Iraq but faced repression under the Sunni dictator's regime.

His death put an end to proceedings against him for "genocide" over the deaths of 180,000 Kurds -- including those killed in Halabja -- during the ruthless 1987-1988 "Anfal" campaign.

Unable to convict Saddam, the residents of Halabja are now trying to force his accomplices out of the woodwork.

On March 13, 2018, a total of 5,500 relatives of victims sued 25 European companies and individuals, including Iraqis, who they say aided Saddam's regime in developing its chemical weapons stockpile, one of their lawyers, Ayad Ismail, said.

"There have already been eight hearings and the next one is set for June," Ismail told AFP, adding that "summons will be sent to companies cited that have asked to see the evidence".

But for Abdelqader, time is running out.

Since the fall of Saddam, he said "116 survivors of the attack have died", and their living testimony of the massacre with them.



Mar 16, 2021

## Turkey sets up new base in Syria's Raqqa

The Turkish military has established a new base in northern Syria, Middle East Monitor [reported](#) on Monday.

The base is equipped with an air defence system and is located near the M4 highway to the north of the city of Raqqa, the London-based news website said, citing local sources.

The military facility is the fourth base that Turkey has established in Syria, Middle East Monitor said. It has 14 bases in the majority-Kurdish region of northern Iraq, mostly located



along its border, [according to](#) researcher Abdulla Hawez.

Turkey stations troops in Syria after launching military incursions to combat Kurdish militants, the Islamic State (ISIS) and to establish so-called safe

zones allowing for the return of Syrian refugees. On Monday, President Recep Tayyip Erdoğan [called](#) on Western powers to back Turkish operations in Syria to strengthen the opposition and to protect human rights and democracy.

The Russian military and the Kurdish-dominated Syrian Democratic Forces (SDF) have brought in new forces to replace those in shared positions near Raqqa's Ain Issa district, the Middle East Monitor said.

Russia backs Syrian President Bashar al-Assad and labels opposition Islamic militants operating near the Turkish border as terrorists. Last week, the European Parliament passed a [resolution](#) calling on Turkey to withdraw its military from the country.



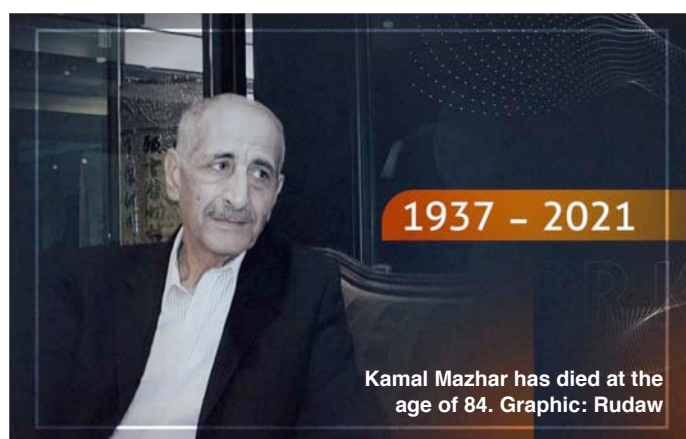
March 16, 2021  
By Khazan Jangiz

## Renowned Kurdish scholar Kamal Mazhar dies at 84

**ERBIL, Kurdistan Region** — Renowned Kurdish historian Dr. Kamal Mazhar died on Tuesday at the age of 84, his family said in a statement seen by Rudaw.

"Dear Kurds, it's with great sadness, with our hearts full of pain, we announce the death of the great professor Dr. Kamal Mazhar, who, after a chronic illness, died today in a hospital in the German city of Bonn," his nephew Handren Jamal Soran said on Tuesday.

"He devoted his life to the service of his nation, devoted himself tirelessly to the untold history of Kurdistan," said Soran, adding that although physically gone, "he will ever remain sacred in the hearts of Kurds." Mazhar was born in 1937 in the



village of Aghjalar, formerly in Kirkuk province and now in Sulaimani province. He studied at Baghdad University before moving to the Soviet Union, where he completed a PhD in Kurdish history, before returning to teach in Iraq. He published several books on several topics in Kurdish and Arabic,

including the Kurdish cause and women in history.

He will be temporarily buried in Germany due to the pandemic, Soran said, adding his family hope "to bring him back when it's suitable to be buried in his homeland."

President of the Kurdistan Region Nechirvan Barzani [offered his condolences](#) to the family of Mazhar, who "devoted his entire life to recording and correcting the history of his people".

"In that way he did a great service to his nation and his land, and left us an invaluable treasure."

Masrour Barzani, the Prime Minister of the Kurdistan Region, also offered his condolences.

"It is with great sadness that we hear the news of the death of the famous Kurdish writer and historian Dr. Kamal Mazhar, who, through his works, has done a great service to the history of Kurdistan and the Kurdish library," [said the premier](#).



## A Halabja, 33 ans après l'attaque chimique, la justice se fait toujours attendre

**P**lus de 20 heures par jour, Hawker Saber est sous respirateur. Trente-trois ans après l'attaque chimique du régime de Saddam Hussein, ce Kurde souffre encore, comme toute sa ville de Halabja, où nombreux sont ceux qui demandent toujours justice.

Hawker avait trois ans, mais garde des souvenirs du terrible 16 mars 1988. Ce jour-là, pendant cinq heures, l'aviation irakienne a déversé sur hommes, femmes, enfants, élevages et habitations un mélange de gaz de combat, dont du gaz moutarde, selon des experts.

Parce que les peshmergas, les combattants kurdes, avaient soutenu l'armée irakienne dans sa guerre contre l'Irak, environ 5.000 Kurdes irakiens, en majorité des femmes et des enfants, ont été tués dans la plus importante attaque aux gaz de combat contre des civils.

Si beaucoup sont morts ce jour-là, les autres habitants de Halabja -- aujourd'hui 200.000 -- semblent n'en avoir jamais fini avec cette journée de malheur.

"Il y a encore 486 grands malades de l'attaque chimique à Halabja", à moins de 250 kilomètres au nord-est de Bagdad, explique à l'AFP Loqman Abdelqader, président de l'association des victimes de l'attaque.

"Ils ont des difficultés respiratoires et des problèmes de vue", poursuit ce Kurde qui a



Le Kurde Hawkar Saber, 36 ans, l'une des victimes de l'attaque chimique de 1988 en Irak, sur une photo prise le 13 mars 2021 à Halabja. [afp.com](https://www.afp.com) - SAFIN HAMED

lui-même perdu six membres de sa famille dans l'attaque.

- "Personne n'a tenu parole" -  
"Ni les autorités fédérales ni les autorités kurdes d'Irak n'ont mis en place de programme de soins pour les sauver", accuse-t-il encore, alors que jusqu'à la pandémie de Covid-19, c'est l'Iran qui, chaque année, prenait à sa charge les soins de plusieurs malades, mais toujours au compte-gouttes.

Outre les malades, une autre question épineuse est toujours en suspens à Halabja: celle des enfants qui ont officiellement été mis à l'abri en Iran, à moins de dix kilomètres de là.

Trente-trois ans plus tard, "142 enfants sont toujours portés disparus", assure à l'AFP Ayad Arass, en charge de la Commission locale de protection de l'enfance.

La justice après tous ces

crimes, Souiba Mohammed y a cru un temps. Cette Kurde de 60 ans est même allée en 2006 à Bagdad pour témoigner contre le cousin et homme de main de Saddam Hussein, le général Ali Hassan al-Majid, le fameux "Ali le chimique".

Quatre ans plus tard, l'homme était pendu notamment pour le massacre de Halabja -- qu'il maintenait avoir mené pour la sécurité de l'Irak alors aux prises avec son puissant voisin iranien -- mais la vie de Souiba, qui a perdu cinq de ses enfants dans l'attaque, tout comme sa vue, n'a pas changé.

"Depuis des années, des responsables me promettent de m'envoyer à l'étranger pour me faire opérer et voir enfin les visages de mes enfants encore en vie", dit-elle à l'AFP. "Mais aucun d'eux n'a tenu parole", lâche-t-elle entre deux sanglots.

- Complices européens? -

Quant à Saddam Hussein, condamné à mort pour le massacre de 148 villageois chiites, il a été pendu fin 2006. Sa pendaison a mis fin aux poursuites engagées contre lui pour "génocide" pour la mort d'environ 180.000 Kurdes, parmi lesquels les 5.000 de Halabja, dans le cadre de sa "campagne Anfal" en 1987 et 1988.

Faute de pouvoir obliger le dictateur à répondre devant un juge de ce massacre, Halabja essaye maintenant de forcer ses complices à sortir du bois.

Le 13 mars 2018, 5.500 proches de victimes ont assigné en justice 25 entreprises européennes et personnes, parmi lesquelles des Irakiennes, ayant aidé, selon eux, le régime de Saddam Hussein à développer son stock d'armes chimiques, rapporte à l'AFP l'un de leurs avocats, Me Ayad Ismaïl.

"Il y a déjà eu huit audiences et la prochaine est prévue en juin", assure l'avocat, et "des convocations seront envoyées aux entreprises citées qui ont demandé à consulter les preuves".

Mais pour M. Abdelqader, le temps presse. Déjà, dit-il, depuis la chute de Saddam Hussein en 2003, "116 survivants de l'attaque sont morts", autant de preuves vivantes en moins pour la ville martyre.

## "Prison n°5" : comment Zehra Doğan, journaliste kurde, a dessiné sa détention pour mieux s'en libérer

La journaliste et artiste kurde Zehra Doğan publie en français *Prison n°5*. Ce roman graphique, entièrement réalisé en secret durant sa détention, retrace son quotidien emprisonné, tout autant que l'héritage des luttes des prisonnières politiques au Kurdistan turc. Deux ans après sa libération, elle répond à nos questions.

« Avant d'arriver en prison, je n'aurais jamais imaginé que ces murs solides, froids et forts puissent vaciller sous le coup des pinceaux des femmes, se souvient Zehra Doğan. Chacun d'entre eux était un moyen de se rendre libre. »

Et c'est un peu cela que nous raconte la journaliste et artiste kurde dans *Prison n°5* (Éditions Delcourt), un récit où s'entrecroisent le quotidien de son incarcération dans les prisons de Diyarbakır et de Tarsus, et une partie de l'histoire des quartiers de prisonniers politiques, où elle a effectué sa détention. Des quartiers au sein desquels les règles ne sont pas vraiment les mêmes que pour les prisonnières de droit commun, et où la solidarité et la collectivité occupent une place particulière.

### Des grains de café, du sang menstruel pour dessiner

Pour la jeune journaliste, **condamnée à 2 ans et 9 mois de prison pour « propagande en faveur d'une entreprise terroriste »**, il s'agit autant de raconter la prison d'aujourd'hui que de comprendre celle d'hier. Car cette histoire carcérale n'est pas seulement celle des mauvais traitements et de la torture subis par des dizaines de milliers de prisonnières politiques - principalement kurdes - c'est aussi celle d'une résistance qui a laissé des traces, à l'intérieur comme au dehors, et dans laquelle on devine la lutte pour l'émancipation du peuple kurde.

Sur des serviettes, des draps, ou même sur les habits que ma mère m'apportait et que nous avons pu faire sortir en "linge sale".

Zehra Doğan

Cette bande dessinée, publiée le mercredi 17 mars 2021, a été secrètement réalisée en prison, malgré les interdictions de matériel et la destruction systématique de ses dessins lorsqu'ils étaient trouvés. Pour ses œuvres, Zehra utilisait ce qu'elle avait, des grains de café à son sang menstruel. Pour les supports, elle dessinait partout : « Sur des serviettes, des draps, ou même sur les habits que ma mère m'apportait et que nous avons pu faire sortir en "linge sale". » Feuille après

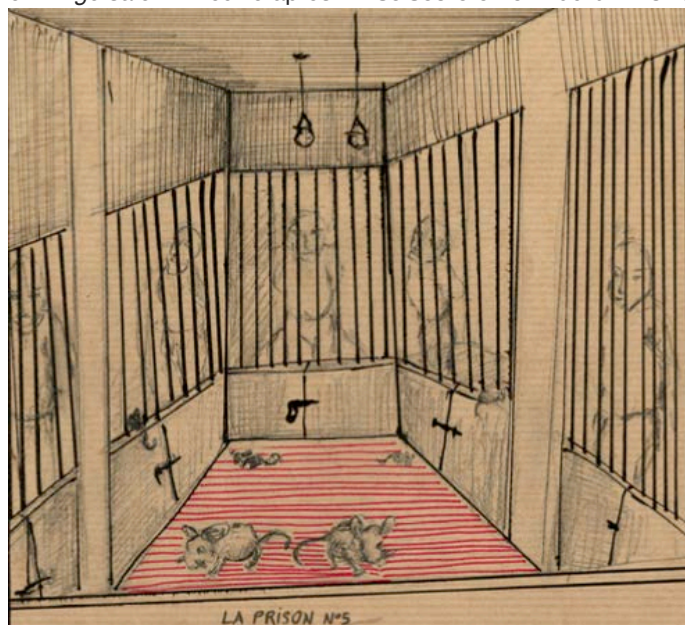
feuille, Zehra a réussi à faire échapper ses planches dans l'intention d'en faire quelque chose. *Prison n°5*, c'est un peu de sa résistance.

Au total, Zehra a connu deux incarcérations et passé presque 3 ans en prison, pour avoir réalisé et publié un dessin numérique de Nusaybin, une ville quasi détruite par les forces armées turques lors de la reprise des combats dans les villes du Kurdistan turc entre 2015 et 2016, et relayé sur les réseaux sociaux le témoignage d'un enfant de 10 ans, témoin des exactions de l'armée.

**Terriennes : Pouvez-vous nous parler de ce projet réalisé secrètement durant votre**

**incarcération, et de l'évasion de vos planches qui sont aujourd'hui publiées en français, deux ans après votre libération ?**

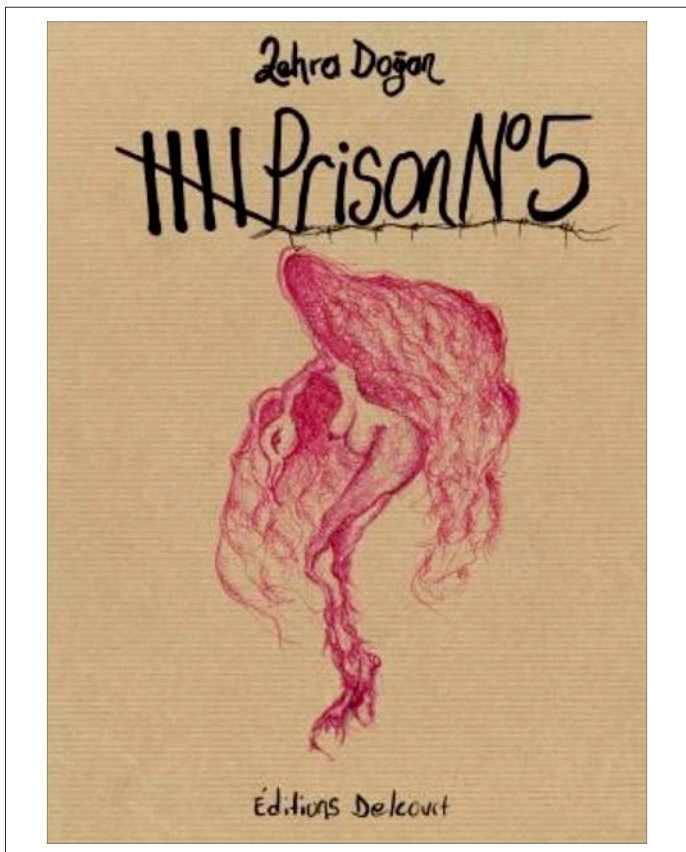
**Zehra Doğan :** Même libre, j'ai toujours été très curieuse de la vie en prison. Les lectures ou les films que j'ai pu regarder ne m'ont jamais totalement permis de me figurer ce que ça pouvait être. Je n'arrivais pas à l'imaginer. Je suis quelqu'un de l'art visuel et je crois que parfois, une image ou un dessin peuvent être plus forts et nous permettre de mieux comprendre les choses, comme la vie à l'intérieur d'une prison. Mon incarcération a été l'occasion d'expliquer cette existence du dedans. J'ai alors demandé à mon amie Naz Öke, avec qui je correspondais régulièrement par lettres, de toujours m'écrire sur le même papier et de laisser le verso vide pour que je puisse y dessiner mes planches. C'est comme ça que j'ai commencé à raconter ce qu'il se passait, la vie que nous menions, mes camarades et moi. Je n'avais pas prévu la forme que ça prendrait. Je suis naturellement passée de la situation actuelle à celles des années 1980 et 1990 (1) dans les prisons comme Diyarbakır, pour finalement revenir à nos jours. Mais bien sûr, tout ça s'est fait secrètement. Alors, pour ne pas que tout soit détruit, j'ai dû faire évader ces pages une à une, grâce à l'aide de mes ami-es.



Dans *Prison n°5* (Éditions Delcourt, mars 2021), Zehra Doğan raconte en dessins sa vie carcérale et celle de ses codétenues. Un roman graphique réalisé en secret depuis sa cellule et publié aujourd'hui en français. ©Delcourt Editions

**Malgré les empêchements et les interdictions, vous avez beaucoup produit lors de**





Zehra Doğan a écrit *Prison n°5* (Éditions Delcourt, 2021), dans sa cellule, avec les moyens du bord, des grains de café, son sang menstruel, sur des serviettes des draps ou du linge sale. ©Éditions Delcourt

**vos emprisonnements. Qu'est-ce que cela représentait pour vous, et vos amies détenues ? Et quelles étaient les entraves ?**

D'une certaine manière, créer était ce qui nous permettait de fuir les blocs de béton qui nous retenaient prisonnières. Je dis « nous » parce que j'ai beaucoup créé avec mes camarades, et on peut dire que la plupart de nos œuvres sont collectives. C'était une sorte de réponse à notre emprisonnement, notre moyen de réagir, de se rendre libre. Lors des fouilles, les livres qui parlent de la réalité, de la vie telle qu'elle est, ou les livres « de l'opposition » étaient les principales cibles des gardien-ne-s. Bien sûr, le matériel de dessin était aussi concerné. Certaines de ces descentes étaient organisées sans même qu'un ordre leur ait été donné. C'était juste pour le plaisir, nous décourager, nous laisser sans moyen de résistance... Mais plus globalement, il existe tout un tas de restrictions sur les visites, les communications, ou les cor-

respondances. L'objectif de toutes ces pratiques illégales, c'est que nous nous sentions isolées. Et lorsque les gardien-ne-s constatent que cela ne nous détruit pas, que nous gardons la foi, ils et elles détruisent nos productions.

*Je me souviens surtout des gardiennes et des regards de dégoût qu'elles nous lançaient.*  
**Zehra Doğan**

**Dans votre récit, vous parlez d'ailleurs très peu de vos liens avec les gardien-ne-s...**

Ce que je peux dire, c'est que la plupart étaient plus royalistes que le roi. Je me souviens surtout des gardiennes et des regards de dégoût qu'elles nous lançaient. Nous étions discriminées et mal considérées. Je ne peux pas affirmer que les surveillant-e-s soient moins présent-e-s dans les quartiers politiques que dans les quartiers de droit commun, mais je constate qu'il existe un traitement différencié. Avec les prisonnières de droit commun, l'encadrement tient davantage de

la discipline. De notre côté, nous étions confrontées à des comportements racistes et fascistes. En fait, le personnel de la prison se comporte avec nous comme des militaires ou des policiers.

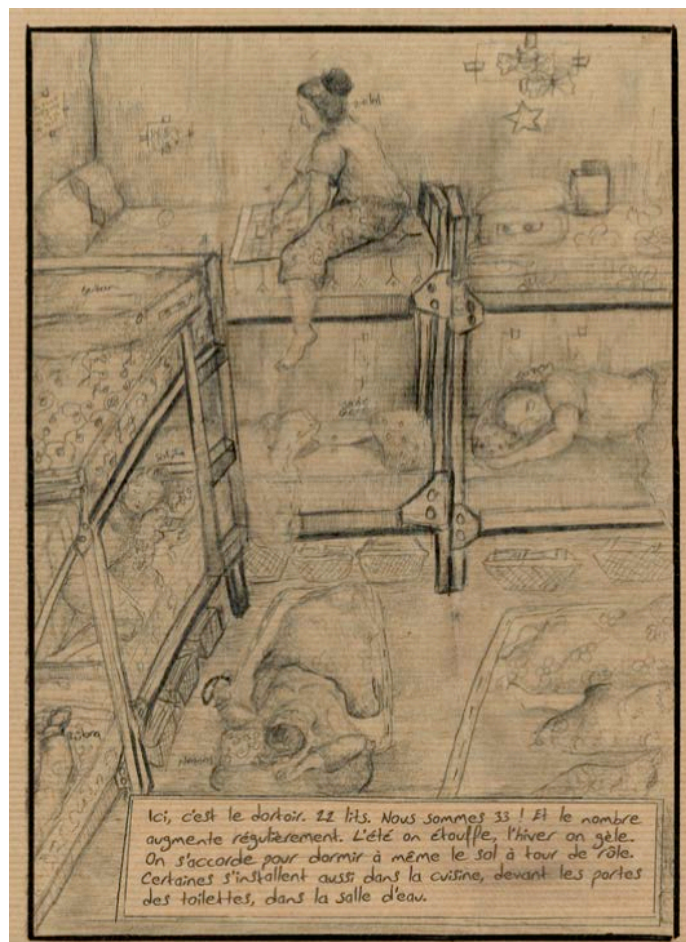
**Parler de l'histoire carcérale de la Turquie, c'est aussi parler de résistance. Une résistance étroitement liée à la lutte pour l'émancipation du peuple kurde... Pourquoi avoir choisi d'inclure ces moments charnières dans votre propre récit ?**

Comprendre la prison de Diyarbakir, et raconter son présent, c'est forcément parler du passé et de la résistance née dans les années 1980. C'est une prison très symbolique pour le peuple kurde, puisque c'est aussi l'un des endroits où les pires actes de tortures et mauvais traitements ont été infligés. Sans parler des tentatives d'assimilation : il était interdit de parler kurde, on forçait les détenu-es à participer à des

marches militaires, à chanter l'hymne turc ou des chansons fascistes. Même dormir était interdit, sauf si vous étiez autorisés à le faire. Ce sont toutes ces choses qui ont conduit à de multiples formes de résistances. Pour moi, il était nécessaire de revenir sur ces événements et de rendre hommage à celles et ceux qui ont mené ces luttes. Car même si nous étions sans cesse sous pression, nous avons pu nous exprimer. Nous avons réussi à envoyer des lettres ou à créer, d'une manière ou d'une autre. Tout ça, c'est quelque chose de précieux qui a été rendu possible par cette résistance. En parler, le dessiner, c'est comme rembourser une dette. Car chaque petit changement est intervenu à force de sacrifices et je crois qu'il s'agit d'un héritage que nous devons connaître et nous approprier pour ne pas oublier.

*Nous essayons de nous recréer une vie, d'être des individus à part entière.*

**Zehra Doğan**



Les planches originales de *Prison n°5*, écrites en kurde, ont été exposées à la Biennale 2020 de Berlin. ©Delcourt



**Dans votre récit, vous racontez l'organisation de la vie commune en prison. Un mode de vie basé sur la solidarité et l'auto-organisation. Pouvez-vous nous parler de cet héritage, institué, dites-vous, par le prisonnier kurde Ferhat Kurtay, et nous dire comment vous viviez ces moments ?**

Pas seulement de Ferhat Kurtay, mais de beaucoup d'autres comme lui, oui. Ici, je tiens à dire que je n'ai pas voulu héroïser qui que ce soit. Peut-être que certain-ne-s penseront que je glorifie la lutte jusqu'à la mort en retraçant tous ces événements, mais ce n'est pas le cas. Ce que j'ai tenté de faire, c'est raconter, expliquer, que des personnes ont ressenti la nécessité de donner leur vie dans le cadre de ces protestations, dans le cadre de la réalité qui était la leur. J'ai voulu en parler parce que ça a existé. Mais il ne s'agit pas de célébrer le chagrin, ni de fabriquer des symboles, des héros ou des mythes pour se définir une trajectoire. Il s'agit de documenter.

Dans notre quartier, nous vivions donc effectivement de manière collective. Nous avons la possibilité de nous organiser, et c'est sans doute grâce à cela que les prisonnières tiennent debout, à n'importe quel prix. Nous essayons de nous recréer une vie, d'être des individus à part entière. Et nous faisons tout ensemble : manger, dormir, lire, pleurer, rire, s'amuser... Ça nous donne de la force et ça nous permet de nous sentir bien. La participation active à cette vie communale, c'est aussi un moyen de lutter contre la politique d'isolement et de détachement de la vie que nous propose le système carcéral.

**Pouvez-vous nous parler plus spécifiquement de la lutte des femmes prisonnières, notamment celles de la prison de Tarsus, à qui vous rendez hommage dans votre BD ?**

Il y a quelques années, la prison de Tarsus a été désignée comme prison pilote pour in-

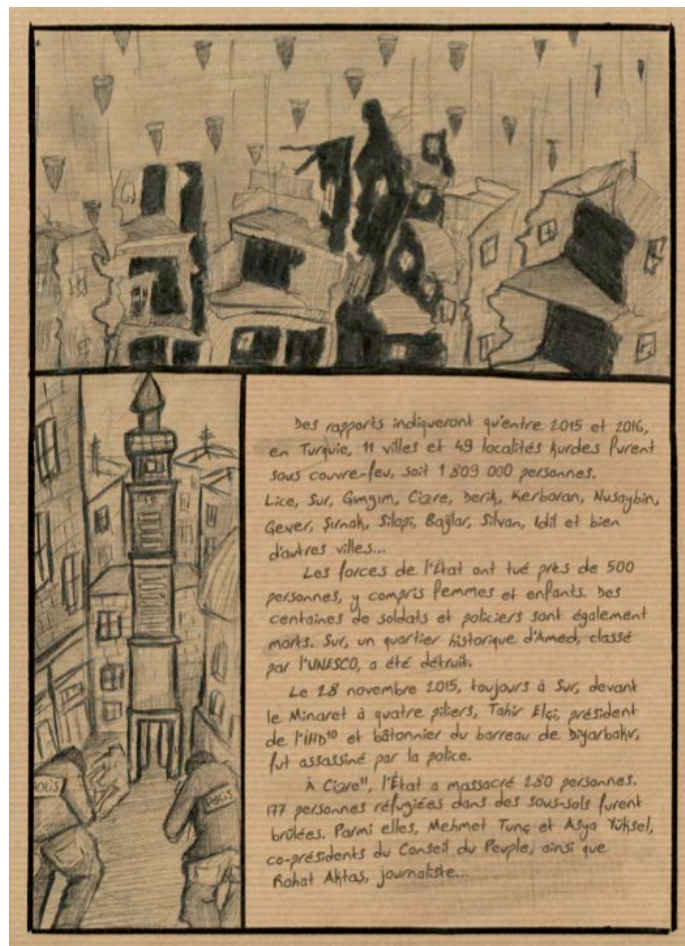


Planche extraite de *Prison N°5* de Zehra Doğan. ©Editions Delcourt

staurer de nouveaux modes d'incarcération avec, par exemple, le port de l'uniforme obligatoire. Des formes de tortures et de mauvais traitements y ont aussi fait leur apparition. Les gardiennes pratiquent des fouilles à nu, on impose aux prisonnières des salutations militaires, et des caméras ont été installées dans les blocs de détenues. Les femmes ont très vite résisté à toutes ces violences : grève de la faim, manifestation seins nus, destruction des appareils de vidéosurveillance...

Malgré les punitions et l'augmentation de la répression, elles ont persévéré. Dans un pays comme la Turquie, où la population semble endormie, ce genre de résistance est très important. Les gens dehors, qui ne sont finalement que partiellement libres, doivent les soutenir en organisant des manifestations. Si les détenues de la prison de Tarsus ont obtenu quelques changements, elles luttent toujours contre les nouvelles punitions disciplinaires et

l'augmentation des incarcérations à l'isolement. Je ne peux pas citer les noms de toutes ces femmes, mais chacune d'entre elles est une histoire de cette résistance. Elles sont la création de leur propre pouvoir et de leur autonomie.

*On a essayé de faire de moi un symbole, une héroïne. Tout ça pour des raisons marketing.*

**Zehra Doğan**

**Dans une interview au webzine *Kedistan*, vous dites : « Je me tiens à l'écart de l'activisme politique, mais je suis une personne politisée ». Pourquoi cette clarification est-elle importante pour vous ?**

Ce que je veux dire, c'est que les artistes qui parlent d'une guerre et s'engagent depuis leur zone de confort, notamment celles et ceux qui ont grandi et vivent en Europe ou aux États-Unis, sont des personnes politiques parce qu'elles ont véritablement choisi d'attirer l'attention sur ce qu'il se passe

à un endroit particulier. Ce n'est pas mon cas. Je n'ai pas choisi de parler de cette guerre, et il n'est pas confortable pour moi de le faire. Les œuvres que je produis sont politiques car elles sont un témoignage, une réponse à la violence que j'ai subie sur les terres d'où je viens, à l'endroit où je vis. Mes œuvres sont politiques parce que les choses que j'ai vues m'ont transformée. J'ai dû résister aux violences qui sont venues à moi d'une manière ou d'une autre. Je ne produis pas dans l'intention de faire des œuvres politiques, pour attirer l'attention ou pour faire prendre conscience de quelque chose. Je le fais en tant que personne qui a vécu toutes ces choses, en tant que victime de cette guerre. Je n'ai rien choisi. De fait, mes œuvres sont politiques. Mais sans ça, elles ne le seraient peut-être pas.

**Vous voyagez beaucoup et vous avez participé à de nombreuses expositions, notamment en Europe. En fait, vous partagez entre l'art et le journalisme. Pour vous, ces deux activités sont-elles liées ?**

Je voyage beaucoup, et je n'habite nulle part de manière permanente, car je dois beaucoup travailler. J'expose dans pas mal de pays, ce qui me prend du temps, mais je n'ai pas abandonné le journalisme pour autant. J'écris d'ailleurs de temps à autre pour *Jin News*. En fait, je crois que dans ma manière de considérer les choses, j'inclus le journalisme dans mon art.

J'essaie de faire fusionner ces deux activités de manière harmonieuse parce que les choses deviennent plus profondes, politiques. Mais informer, documenter ou témoigner, c'est sans doute quelque chose de plus fort, de plus puissant. Parce que dans le journalisme, il ne s'agit pas de faire l'éloge de quoi que ce soit ou de qui que ce soit. Il s'agit d'exposer une réalité, une vérité toute nue. Et à travers mes œuvres, à travers les témoignages que j'ai pu faire, ou

même à travers mes reportages, c'est ce que j'essaie de faire.

J'ai trouvé ma propre manière de m'exprimer, et j'essaie de rester moi-même. Bien sûr, je crois toujours à l'art, que c'est un espace très fort - comme le journalisme. Mais après ma libération, j'ai vu à quel point l'espace artistique est « sale »... On a essayé de faire de moi un symbole, une héroïne. Tout ça pour des raisons marketing. Lorsque je l'ai compris, je me suis dit que je me retrouvais davantage dans les valeurs éthiques du journalisme. Cela dit, je crois vraiment que lorsqu'on fusionne ces deux choses, les productions deviennent beaucoup plus puissantes, politiques.

**Comment regardez-vous actuellement la situation au Kurdistan turc, notamment compte tenu du fait que de nombreux-ses des élu-es ont été destitué-es, ou sont en prison, tout comme de nombreux-ses journalistes, avocat-es, défenseur-es des droits ?**

La situation va de mal en pis et la Turquie s'est engagée dans



Zehra Doğan, 31 ans, a passé près de trois ans au total en prison pour ses dessins dénonçant la guerre.  
©Delcourt éditions

un tunnel dont on ne voit pas le bout. La peur qui règne actuellement n'est pas nouvelle. On peut même parler d'un héritage laissé par la construction de la république, au début du XXème siècle. Mais Recep Tayyip Erdoğan ne cesse de la cultiver. La peur se développe, grandit. Et les gens ne réagissent pas - en tout cas, pas tant qu'ils ne sont pas personnellement concernés. Ce qui laisse plus de place aux idées fascistes, qui se répandent au sein de la population.

Les luttes du peuple kurde et des opposant-es politiques se poursuivent quand même, et se renouvellent. Même si elles n'ont pas la même force que par le passé - notamment du fait de l'incarcération de dizaines de milliers de personnalités politiques, de journalistes, etc... -

ces luttes ont de la valeur. Et même si le combat est difficile, que nous ne sommes pas en position de force, la résistance existe toujours. Il faut maintenant tendre l'oreille à cette voix, l'écouter. Parce que ça a du sens. Je ne donne pas de valeur aux voix qui sont les plus hautes, les plus puissantes, mais à celles qui ont le plus de sens.

(1) Suite au coup d'État fomenté par Kenan Evran en 1980, la junte militaire prend le

pouvoir. La répression contre toutes les oppositions est sans mesure. Dans les prisons du pays, notamment dans la tristement célèbre prison de Diyarbakır, la torture est régulièrement pratiquée.

(2) Après un cessez-le-feu de presque 3 ans, le processus de paix engagé entre la Turquie et le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) est abandonné en 2015. En tant que journaliste, Zehra Doğan couvre alors la reprise du conflit armé qui se déroule à même les villes. Elle se rend par exemple à Cizre, à Nusaybin, ou à Derik.

**Kedistan** est un webzine multilingue basé en France fondé par Naz Öke (qui a traduit l'entretien aux côtés de Daniel Fleury). Ce webzine traite principalement de l'actualité en Turquie et au Kurdistan.

Cet entretien a été réalisé par Chloé Dubois, membre de collectif Focus, collectif de journalistes et de documentaristes indépendant-es."



March 17, 2021  
By Pervin Buldan & Mithat Sancar  
HDP Co-chairs

## The closure case against the HDP is a new blow to democracy

**Press statement by our co-chairs Pervin Buldan and Mithat Sancar:**

The top public prosecutor of the high court of appeals has filed a case with the constitutional court demanding the closure of our party on the same day that the government which, on the basis of political calculations and in violation of the law, stripped HDP member of parliament for Kocaeli Ömer



Faruk Gergerlioğlu of his status as a deputy.

The AKP government has turned the judiciary into a sub-

sidary and partisan instrument which it is now using as a stick to design politics.

The court case to close our Party is a severe blow to our country's democracy and law. This government has inscribed its name in history as a coupist government. With the case to close HDP, AKP has presented a gift to MHP congress through the judiciary and prosecutors have acted upon political instructions.



What we witness nowadays also indicates the profound helplessness the AKP-MHP bloc finds itself in. Not having been able to overpower HDP ideologically, politically or at the ballot box, they are now aiming to eliminate HDP from democratic politics by means of the judiciary. Their aggressiveness originates from their deep fear.

HDP is not just a party but also an idea. Millions have closed ranks around this idea. Millions of people will stand in defense of their political will and future.

As for the AKP-MHP rule, having lost its democratic legitimacy, it is trying to remain in power by means of mechanisms of force and repression. The AKP-MHP government

must be fully aware of the fact that we will never submit, kneel or budge an inch from democratic politics no matter what they do. We will continue our democratic resistance through resolute struggle.

We invite all forces of democracy, the social and political opposition, and our people to joint struggle against this political

coup d'etat, against the overt liquidation of law and democracy.

We have called an extraordinary meeting of the Central Executive Committee of our party. We will pull through this dark period leaning on our historical tradition of struggle. We are confident and determined. We are sure, we are definitely sure that we will win.



March 17, 2021  
By Wladimir Van Wilgenburg

## Human Rights Watch urges Turkey not to expel pro-Kurdish parliamentarian

It's expected that the Turkish government will strip pro-Kurdish MP Gergerlioglu of his parliamentary status and jail him

ERBIL (Kurdistan 24) – Human Rights Watch (HRW) called on Turkey not to remove a pro-Kurdish deputy from his seat in parliament. It's expected that the Turkish government will strip Omer Faruk Gergerlioglu of his parliamentary status on Wednesday and jail him.

Gergerlioglu, a member of parliament for the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) representing Kocaeli province in western Turkey, is one of the most outspoken critics of President Recep Tayyip Erdogan's government's record on human rights, HRW [said](#).

Gergerlioglu, a physician and longtime human rights advocate, was found guilty in February 2018 of "spreading terrorism propaganda" on the basis of a social media post.

On August 20, 2016, two years before he was elected, Gergerlioglu tweeted and commented on a news story in which the leadership of the Kurdistan Workers' Party (PKK) called on the Turkish government to take a step towards peace.



Omer Faruk Gergerlioglu, MP for the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party in Turkey. (Photo: social media)

Gergerlioglu was convicted for the tweet sharing the news article and its accompanying photograph of PKK fighters.

However, HRW stressed that "no one from the news website that published the article was prosecuted, and the news article itself with the photograph is still accessible online and has never been the subject of any court order blocking it or requiring its removal."

Last month Turkey's top appeals court upheld Gerger-

lioglu's conviction and sentence of two years and six months in prison.

On March 15, the Speaker of parliament indicated that steps to strip Gergerlioglu of his seat may be imminent, though the lawmaker has filed a Constitutional Court challenge to the prosecution.

"I will be at the Plenary Session. They can perhaps take me out of the Plenary Session, but I will wait at the heart of the Parliament, at the heart of the nation's will. We did not win this election easily," Gergerlioglu said, according to a [report](#) by Turkish news agency Bianet.

"I will wait at the Plenary Session to the end, I will not leave it either. The nation sent me here; it will mean imprisoning 90 thousand people along with me," he added.

Hugh Williamson, Europe and Central Asia director at Human Rights Watch, said that "any move to strip Omer Faruk Gergerlioglu of his parliamentary

seat as a prelude to jailing him would look like a reprisal by the Erdogan government for his brave and vocal stance in support of thousands of victims of human rights violations."

"A decision of the Constitutional Court is pending on his case and in the meantime the government would do better to seriously address the human rights concerns raised by Gergerlioglu and let him carry on his legitimate parliamentary work as an elected deputy," he added.

Since the collapse of the peace process between the Turkish government and the PKK in 2015, some 16,300 HDP members have been detained, with 3,500 of them receiving prison sentences, party officials told Mezopotamya news agency in November 2019.

Last month, another 700 people were detained in Turkey, including members of the pro-Kurdish HDP party, Reuters [reported](#).



## Un député du parti prokurde déchu de son mandat

Un député du principal parti prokurde de Turquie a été déchu de son mandat mercredi, une mesure qui ouvre la voie à son emprisonnement et marque un nouveau tournant dans la répression contre sa formation d'opposition.

"Je vais résister à ce putsch contre le Parlement. La volonté du peuple ne peut pas être piétinée", a réagi Ömer Faruk Gergerlioglu, du Parti démocratique des peuples (HDP), qui s'est vu priver de son mandat après la lecture officielle dans l'hémicycle d'une condamnation en justice. "Nous ne nous soumettrons pas !", ont scandé plusieurs députés du HDP au Parlement, brandissant des pancartes avec la photo de M. Gergerlioglu.

En 2018, celui-ci a été condamné à deux ans et demi de prison pour "propagande terroriste", après avoir partagé sur les réseaux sociaux un article



Ömer Faruk Gergerlioglu, député turc du Parti démocratique des peuples (HDP). Photo AFP / Adem ALTAN

sur de possibles pourparlers entre Ankara et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Le PKK, qui est engagé dans une sanglante guérilla dans le sud-est de la Turquie, est qualifié de "groupe terroriste" par Ankara et ses alliés occidentaux. La Cour de cassation a confirmé cette condamnation le mois dernier.

Défenseur de longue date des droits humains, M. Gergerlioglu est connu pour avoir apporté son soutien à un large éventail de causes, en particulier à la lutte contre les mauvais traitements, notamment les tortures, infligés aux détenus. Avant sa destitution, M. Gergerlioglu avait affirmé qu'il ne sortirait pas de l'hémicycle sans y être contraint par la force. "Ils peuvent venir

m'arrêter, comme ils ont fait pour les députés kurdes en 1994", avait-il lancé. En 1994, trois élus avaient été expulsés manu militari du Parlement pour avoir prêté leur serment en kurde.

Plusieurs députés du HDP refusaient mercredi après-midi de quitter l'hémicycle en solidarité avec M. Gergerlioglu. Troisième plus grande formation politique en Turquie, le HDP fait l'objet d'une répression implacable depuis 2016, année où son charismatique chef de file, Selahattin Demirtas, a été emprisonné. Le chef d'Etat turc accuse cette formation d'être la "vitrine politique" du PKK. Le HDP rejette cette accusation, se disant victime de mesures répressives en raison de sa farouche opposition au président turc. En comptant M. Gergerlioglu, 14 députés du HDP ont été déchus de leur mandat depuis 2016.



**REUTERS**

March 17, 2021

## Pro-Kurdish MP stripped of Turkish parliamentary status

**ANKARA (Reuters)** - A top Turkish prosecutor filed a case with the constitutional court on Wednesday demanding the closure of the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP), in the culmination of a years-long clampdown on parliament's third largest party.

Turkey has a long history of shutting down political parties which it regards as a threat and has in the past banned a series of other pro-Kurdish parties.

The HDP had recently come under intensified pressure, with nationalist allies of President Tayyip Erdogan's AK Party (AKP) calling for it to be banned over alleged ties to the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) militant group.

That has coincided with falling poll support for the AKP and its nationalist allies as Erdogan's government battles the economic fallout of the coronavirus

pandemic. Elections are not scheduled until 2023.

The HDP said prosecutors acted on political orders and accused the ruling AK Party of shaping politics through the courts.

"The closure case launched against our party is a heavy blow to democracy and law," the HDP said in a statement, adding that its "determined

struggle for democratic politics" would continue.

The embattled lira extended losses on concerns about the political impact of the move, weakening 2% to 7.64 against the dollar.

"(The HDP) move together with the PKK terrorist group and other linked organisations, they act as a branch of the organisation with the aim of breaking the unity of the state," appeals

court chief prosecutor Bekir Sahin said in a statement.

The HDP, which has 55 seats in the 600-member parliament, denies any links to the militants.

The PKK is designated a terrorist group by Turkey, the United States and European Union. It has fought an insurgency against the state in mainly Kurdish southeast Turkey since 1984. More than 40,000 people have been killed in the conflict.

The U.S. State Department said in a statement a decision to dissolve the HDP “would unduly subvert the will of Turkish voters, further undermine democracy in Turkey, and deny millions of Turkish citizens their chosen representation.”

The Haberturk news website cited the indictment as saying the prosecutor demanded a political ban for more than 600 HDP officials, including its current co-chairs and the jailed former leaders Selahattin Demirtas and Figen Yuksek-dag.



Pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) lawmaker Omer Gergerlioglu and the other lawmakers from his party hold a protest after the Turkish Parliament stripped him of his MP status during a session at the parliament in Ankara, Turkey March 17, 2021. REUTERS/Stringer

The prosecutor also demanded financial restrictions on the party, including a halt to financial aid from the Treasury and a cautionary judgment on the party's assets, Haberturk said.

#### HISTORY OF PARTY CLOSURES

Islamist parties have also been banned in previous decades, with Erdogan's Islamist-rooted AK Party itself surviving a closure case in 2008. In years since, Erdogan has repeatedly

expressed his opposition to closing parties down.

HDP co-leaders Pervin Buldan and Mithat Sancar said earlier this month that if shut down the party's members would regroup under a different banner, as was done in the past when similar parties were closed.

The HDP first took part in elections in 2014, espousing broadly left-wing and pro-minority policies which helped it appeal beyond its grassroots support in the mainly Kurdish southeast to liberal voters else-

where. In 2018 parliamentary elections it won 11.7% of the vote, or nearly 6 million votes.

Earlier on Wednesday Turkey's parliament stripped prominent HDP deputy and human rights advocate Omer Faruk Gergerlioglu of his seat over a criminal conviction for spreading “terrorist propaganda” in a social media post.

The HDP says Gergerlioglu, who received a 2-1/2 year jail sentence, was punished for sharing on Twitter the link to a news story that included comments from the PKK.

The U.S. State Department said the move against Gergerlioglu was “troubling”.

This month Erdogan announced a plan to strengthen rights to a fair trial and freedom of expression, but his critics say it is just a public relations exercise.

Additional reporting by Tuvan Gumrukcu and Ezgi Erkoyun; Writing by Daren Butler; Editing by Gareth Jones, Alexandra Hudson & Shri Navaratnam.

## Demirtas : « Ma patrie est le Kurdistan »

**Le procès principal contre l'ex-député du HDP Selahattin Demirtas s'est poursuivi mardi à Ankara. Accusant le tribunal d'être guidé par les directives politiques du « Palais », l'homme politique kurde a appelé ses juges à démissionner pour cause de partialité.**

Le procès principal de Selahattin Demirtas s'est poursuivi mardi à Ankara. L'homme politique kurde, qui est détenu de-

puis plus de quatre ans, a profité de l'occasion pour fustiger ses accusateurs. Comparaisant à l'audience par visioconférence depuis la prison de haute sécurité d'Edirne, l'ancien coprésident du HDP a déclaré que le tribunal était guidé par des directives politiques du « Palais » et a appelé les juges à démissionner pour cause de partialité. Il a reproché à la justice turque de l'avoir arrêté et maintenu en détention pour soutenir la réélection du président turc Recep Tayyip

Erdoğan. « En agissant ainsi, a-t-il dit, vous vous êtes immiscés dans une élection et avez interféré avec la volonté du peuple. Vous vous êtes rendus complices du gouvernement et avez contribué à changer le système. Vous avez contribué à l'instauration du régime de l'homme unique et de la dictature. » L'ex-député a en outre accusé le tribunal d'avoir suivi le raisonnement du gouvernement en refusant de se conformer à la [décision](#) de la Cour européenne des droits de

l'homme (CEDH) qui avait ordonné sa libération.

#### La Cour ignore la décision de Strasbourg

Dans le tribunal situé sur le campus de la prison de Sincan, l'homme de 47 ans était représenté par ses avocats Benan Molu, Ramazan Demir et Mahsuni Karaman. Dès le début de l'audience, une vive discussion s'est engagée lorsque les juges ont refusé d'enregistrer l'arrêt de la Grande Chambre de la

CEDH concernant Demirtas et de le verser au dossier. La CEDH avait ordonné le 22 décembre 2020 la libération immédiate de l'homme politique, estimant que son maintien en détention pendant le référendum pour le système présidentiel en Turquie en 2017 puis les élections présidentielles l'année suivante avait pour but spécifique de supprimer le pluralisme et de restreindre la liberté du débat politique. En 2018 déjà, la Cour de Strasbourg avait ordonné la libération de Demirtas, considérant que sa longue détention provisoire était injustifiée. Toutefois, la Turquie n'a pas appliqué l'arrêt, de sorte que l'affaire s'est retrouvée devant la Grande Chambre de la CEDH, la plus haute instance de la Cour. Mais l'arrêt rendu par cette dernière est également ignoré par le gouvernement turc. Erdoğan avait déclaré qu'il ne se sentait pas plus lié par cette décision que par un arrêt de la Cour constitutionnelle turque de juin dernier, selon lequel la détention de Demirtas était illégale.

« Le tribunal ne peut pas prétendre que la décision de la Cour constitutionnelle ou l'arrêt de la CEDH n'existe pas », a



Selahattin Demirtas, ex-député du HDP.

déclaré M. Demirtas, ajoutant : « Je vous demande instamment de respecter la loi et d'agir équitablement. Si vous ne le faites pas, vous conduirez ce pays à l'effondrement. Il ne s'agit pas de moi personnellement, en tant que politicien devant cette cour, je ne fais que donner un exemple symbolique. Mais une mauvaise décision de votre part aura pour effet de soumettre le pouvoir judiciaire au pouvoir exécutif, de porter un coup fatal à l'économie, d'accentuer la polarisation du pays et de renforcer le banditisme au sein de l'État. »

Blâmant la cour pour son alignement sur le nationalisme turc, Demirtas a poursuivi ainsi : « Je suis un Kurde, ma

patrie est le Kurdistan. Je suis un citoyen de la Turquie. Ce sont les identités qui s'unissent en moi. Je n'ai que faire des expressions comme celles qui disent "ma nation ou ma race est supérieure à celle d'un autre". Je ne dis pas non plus qu'un Kurde vaut Jupiter (en écho au proverbe turc : "Un Turc vaut le monde", ndlr). Mais vous êtes tous des nationalistes. Vos actions représentent-elles réellement l'amour de la nation ? Pas du tout. Vous avez commis une grave erreur et, ce faisant, vous avez causé beaucoup de tort à la Turquie. Je ne fais pas seulement référence aux trois juges de cette cour. Si vous adoptiez une attitude juste à mon égard, vous pourriez défendre l'espoir d'un

système judiciaire indépendant en Turquie. Vous avez choisi de ne pas le faire. Pour l'injustice faite à mes amis et à moi, je demanderai des comptes. Vous pouvez le croire. »

### 142 ans de prison requis contre Demirtas

A l'issue de l'audience, le tribunal a décidé d'ajourner le procès, fixant la prochaine date au 14 avril.

Selahattin Demirtas, avocat de profession, a dirigé pendant de nombreuses années l'association des droits de l'homme (IHD) à Diyarbakir, avant de s'engager activement dans la politique. Arrêté le 4 novembre 2016 avec neuf autres députés du HDP, dont l'ancienne coprésidente Figen Yüksekdağ, il est depuis maintenu en détention. Dans le procès principal, il est accusé, entre autres, d'avoir fondé et dirigé une organisation terroriste et d'avoir fait de la propagande terroriste. L'acte d'accusation s'appuie sur 31 rapports d'enquête soumis au parlement turc alors qu'il était député, en vue de la levée de son immunité. Demirtas risque jusqu'à 142 ans de prison.



March 17, 2021  
By Ned Price,  
Department Spokesperson

## Actions in Turkey's Parliament

### Press Statement

The United States is closely following events in Turkey, including troubling moves on March 17 to strip Member of Parlia-

ment Omer Faruk Gergerlioglu of his parliamentary seat.

We are also monitoring the initiation of efforts to dissolve the People's Democratic Party, a

decision that would unduly subvert the will of Turkish voters, further undermine democracy in Turkey, and deny millions of Turkish citizens their chosen representation.

We call on the Government of Turkey to respect freedom of expression in line with protections in the Turkish constitution and with Turkey's international obligations.





17-03-2021  
By Carlotta Gall

# Endangered Gazelles Make a Comeback on the Edge of a War Zone

Hunted nearly to extinction worldwide, a wild mountain gazelle finds a helping hand on the Turkish-Syrian border.

## KIRIKHAN, Turkey —

Turkey's southern border with Syria has become a place of hardship and misery, with [tented camps for people displaced by a decade of war on the Syrian side](#) and a concrete wall blocking entrance to Turkey for all but the most determined.

Yet amid the rocky outcrops in one small area on the Turkish side, life is abounding as an endangered species of wild gazelle is recovering its stocks and multiplying.

The mountain gazelle, a dainty antelope with a striped face and spiraling horns, once roamed widely across the Middle East, and as Roman mosaics reveal, across southern Turkey as well. But by the end of the last century, it was hunted almost to extinction, with only a dwindling population of 2,500 left in Israel, according to the International Union for Conservation of Nature.

In Turkey, the gazelle was forgotten and thought to no longer exist. The only ones officially recorded were a subspecies, known as goitered gazelles, in Sanliurfa Province in the southeast of the country.

The rediscovery and survival of the mountain gazelle in Turkey has been largely thanks to one man and his love of nature.

Yasar Ergun, a village teacher who became a veterinarian and professor at Hatay Mustafa Kemal University in the city of Antakya, heard in the mid-1990s from an old hunter



Wild Mountain gazelles in the protected zone in Kirikhan on the Turkish/Syrian border. Credit... Ivor Prickett for The New York Times

that there were wild gazelles in the mountains along the border with Syria.

A keen hiker, he set out to try to find them. Barely 25 miles from Antakya — the ancient city of Antioch — Kurdish villagers knew about them and shepherds occasionally saw them. The gazelles live on the rocky hillsides, where their markings and coloring make them almost invisible. But they come down in groups to graze

and find water on the surrounding agricultural land.

The professor spotted his first one in 1998 and, after a decade of observing them, estimated that there were about 100 living in the area.

With a small grant for a teaching project, he bought a camera and telephoto lens, which led to a close encounter and a breakthrough discovery.



Yasar Ergun, right, with keepers in the protected zone in Kirikhan, Turkey. Ivor Prickett for The New York Times

“It was the mating season,” he recalled. “I ran to the road, and the male ran toward me to defend his females. It was very unusual.”

When he examined the photos, he realized the gazelles differed from those in southeastern Turkey.

“This one was light brown, with some parts white, and the horns were completely different,” he said. He was sure he was looking at the mountain gazelle, but found little interest in his claims in academic circles, he said.

“I sent the photographs around — professors just laughed,” he said.

He drew on the help of Tolga Kankilic, a biologist, who gathered samples of dung, fur and skin from the remains of dead gazelles for genetic testing, and found that the DNA matched that of mountain gazelles.

The discovery presented Mr. Ergun with an altogether more important task: to help the gazelles survive. There were several threats to them — lack of water and habitat especially — but by far the greatest danger was illegal hunting. Hunting is allowed only under license in designated areas in Turkey, but illegal hunting is rife.

The gazelles had disappeared completely from other regions, including Adana, farther west, where American soldiers stationed at Incirlik air base used to hunt them 20 years ago, he said.

“The end of a genetic source is the same as the collapse of Earth,” he said. “Nature needs biodiversity.”

He won a grant from the World Wildlife Fund in Turkey for a grass-roots project with local villagers and bought mountain gear and amateur walkie-talkies for several shepherds, who began monitoring the gazelles. They dug basins in the rock to collect water for the gazelles, though it took the animals months to trust the water source.

With his knowledge of village life, Mr. Ergun began softly, gaining the support of local shepherds, educating children to protect the gazelles and even encouraging a local Kurdish legend of a holy man who lived with the gazelles and milked them.

With the hunters, Mr. Ergun and his helpers adopted an approach of traditional courtesy and respect, drinking tea with them but never mentioning their hunting.

“We never tried to use force to stop them,” he said. “We would say, ‘Hello, we are from the Nature Project.’ Sometimes silence is more powerful than talking.”

The local people were Kurds, a mountain people with their own language and culture — and a history of resistance to the Turkish state.

“If you make an enemy, just one, in 10 years you will have 10 enemies, and in 100 years you will have 1,000,” Mr. Ergun said. But as the shepherds began monitoring the gazelles, the hunters got the message.

Mr. Ergun also needed the cooperation of the Turkish Army, which has a base in the area. The gazelles occupy a narrow



Young and injured mountain gazelles feeding at the sanctuary set up by Turkey’s Directorate of Nature Conservation. Ivor Prickett for The New York Times

strip of territory along the border a few miles wide and less than 20 miles long that is mostly a restricted military zone.

Yet the military restrictions, and the outbreak of war across the border in Syria 10 years ago, helped the gazelles in unexpected ways. Turkey built a cement wall along the border and dismantled an old buffer fence, which opened up more territory for the gazelles and protected them from straying into Syria, where hunting remains a threat.

The project grew, securing government support for a breeding center and sanctuary for orphaned and injured ga-

zelles. The gazelles began to thrive, increasing from about 235 in 2012 to more than 1,100 last year, according to an official count by Turkish government agencies.

In 2019, President Recep Tayyip Erdogan of Turkey declared a protected area of 50 square miles for the gazelles, and plans for a cement factory and quarries in the area were canceled.

Turkey is enormously rich in flora and fauna, but is industrializing rapidly and lagging in nature conservation, said Sedat Kalem, the conservation



Mehmet Dinler and his two sons herding their flock of sheep back into their enclosure at the end of the day near the gazelle habitat in Incirli, Hatay, Turkey. Credit... Ivor Prickett for The New York Times

director of the World Wildlife Fund Turkey, which gave two small grants to help start the gazelle project. The government did not step in to rescue the gazelles, and it was left to a local initiative, he said.

“But we were happy to be instrumental in this result,” he said. “The locals have done a great job. If everybody can take care of their own environment, that is the key for overall success for protecting biodiversity.”

Not all of the villagers are convinced of the importance of protecting the gazelles.

“It’s actually a pain,” said Nuray Yildirim as she baked flatbread in an outdoor oven in the village of Incirli. “There are too many of them, and they eat the chickpeas and the wheat.”

But others described the gazelles as a blessing, even holy.

“They have been living here since the time of our ancestors,” said Mehmet Hanafi Cayir, a farmer. “The richness they bring will come to our door.”

Mr. Ergun’s attachment is primarily scientific. He said the increase in gazelles had brought wolves and even hyenas back to the region, which reflects a healthy ecosystem.

He also has plans for the future. As the numbers increase, he wants to reintroduce gazelles to other areas of Turkey and beyond.

“The habitat is suitable for these gazelles,” he said.

“Maybe we can reintroduce them in Saudi Arabia, Yemen, Syria, Iraq,” he added. “They lost them just 30 years ago. The people of the Middle East suffered so much. We should offer them this.”



## « La Syrie était un beau pays autrefois » : l'impossible retour à la normale après 10 ans de guerre

Récession économique, inflation galopante, stress post-traumatique...

Dix ans de guerre ont laissé les Syriens exsangues. L'association humanitaire Les Baroudeurs de l'Espoir a recueilli pour "l'Obs", dans la ville à moitié détruite d'Alep, des témoignages poignants

Il y a quelques semaines à Damas, au cours d'une entrevue entre le président Bachar al-Assad et quelques journalistes locaux pro-régime, l'un d'entre eux s'est risqué à une question sur la situation économique désastreuse que connaît le pays. « *Je sais, je sais* », s'est contenté de répondre le président, en éludant la question. Comment, en effet, ne pas savoir ? Alors que la Syrie s'apprête à marquer le dixième anniversaire d'une guerre qui a fait au moins 400 000 morts (l'ONU a cessé de compter en 2014), six millions de réfugiés, dont un million ayant rejoint l'Europe, la plus grande menace aujourd'hui pour la population, ce n'est ni le retour en force de Daech à la périphérie du pays, ni la situation d'Idlib, ni même les traumatismes aigus dont souffre la majorité des habitants. C'est la terrible crise économique qui frappe le pays.

« *Pendant la guerre, nous espérons la paix, mais que pouvons-nous espérer maintenant ?* » a confié une habitante d'Alep à Diane Antakli, cofondatrice et présidente des [Baroudeurs de l'Espoir](#) (une association humanitaire d'aide aux civils dans les pays en guerre), qui a recueilli et enregistré pour « l'Obs » les témoignages poignants de cet article. Reclus dans leur palais présidentiel, liés à leurs alliés russes, est-il possible qu'Asma et Bachar al-Assad, le couple maudit à la tête de la Syrie, ne se posent pas la question de



Alep, le 17 décembre 2018, au milieu des ruines du quartier de Sakhour à Alep-Est, zone particulièrement éprouvée par les combats. (Jean-Mathieu Gautier / Hans Lucas)

savoir si la destruction de leur pays, le massacre de leur peuple à coups de raids, de bombes à sous-munitions, d'armes chimiques, n'aient pas aussi conduit à ce terrible naufrage d'après guerre ?

### Tandis que son peuple agonise...

Aujourd'hui, 80 % de la population est passée sous le seuil de pauvreté. Le pays est étouffé par l'effort de guerre, les sanctions occidentales et [la crise systémique du Liban voisin](#). L'inflation dépasse les 300 % et la récession économique s'est doublée d'une crise alimentaire. Pour se chauffer, la population brûle du plastique ou du tissu. Devant les soupes populaires, les files s'allongent. C'est cette triste situation qu'a constatée Diane Antakli. Les mots des hommes et des femmes qu'elle a rencontrés à Alep disent leur courage et le calvaire de cette vie après une décennie de guerre. Et la tentation de fuir ce pays

plongé en enfer, abandonné par les [Etats-Unis, qui ont retiré leurs troupes en 2019](#), devenu otage des puissances, la Russie, la Turquie, qui se partagent son territoire en zones d'influence. Et les cancers fondamentalistes qui naissent dans ces régions en faillite sont désormais trop bien connus...

Tandis que son peuple agonise, le président syrien, dont on ne prononce pas le nom dans les rues, regagne petit à petit l'espace public. Avec des posters géants où il pose, regard torve, fine moustache, en treillis militaire ou en civil, et où son père, Hafez, décédé en 2000, son frère Bassel, mort dans un accident de voiture en 1994, apparaissent aussi. Bachar al-Assad est de nouveau partout. Comme avant 2011. Même les rideaux de fer des commerces, étranglés par l'inflation, arborent les couleurs du drapeau syrien, loyalisme « obligatoire » à un régime qui les a abandonnés après les avoir bombardés.

Dans le quartier arménien de Souleymanieh à Alep, Jozef Rawik, 42 ans, gère péniblement son petit *coffee-shop*. C'est de façon imagée qu'il explique aux Baroudeurs de l'Espoir l'inflation galopante et son épargne partie en fumée : « *Tu vois ce briquet devant toi. Imagine que je veuille l'acheter et que je commence à épargner. Je sais qu'il me faut 25 livres syriennes [4 centimes d'euro, selon le cours officiel, NDLR]. Mais au bout de deux semaines, son prix aura quadruplé. C'est exactement ce qu'il s'est passé pour notre épargne. Avec ma femme, nous pensions qu'elle serait suffisante pour acheter une maison, pour envisager un futur pour nos enfants. Du jour au lendemain, nous avons réalisé qu'avec l'effondrement de la livre, elle ne valait plus rien.* » Alors que le prix des cafés servis dans son établissement flambe tous les jours, il s'amuse, un brin agacé, des questions sur la Covid posées par Les Baroudeurs de l'Espoir. Il les juge absurdes :

« *Nous, ici, avons d'autres préoccupations. J'ai fermé une semaine avec le confinement mais, rapidement, il a été stoppé. Nous ne vivons pas la même chose qu'en France. Il n'y a pas de subventions étatiques pour compenser notre perte de chiffre d'affaires et je ne veux pas mettre à la porte mon salarié...* »

Et il vaut mieux que l'épidémie



ne s'emballent pas. Alors que la moitié des structures de santé ont été détruites et que 70 % des médecins, infirmières et professions paramédicales ont quitté le pays, il suffirait de 400 cas de Covid, dit-on, pour saturer les hôpitaux...

### La moitié d'Alep a disparu sous les gravats

Alep la Blanche, al-Shahbaa, comme la couleur du marbre qui revêtait ses immeubles et dont il ne reste plus aujourd'hui que les décombres. La moitié de la ville, tenue par les rebelles et pilonnée par les forces gouvernementales, a disparu sous les gravats. Ses habitants ont été ballottés de quartiers en refuges, exilés dans leur propre ville. Ils ont vendu leurs cheveux à des coiffeurs qui en font des postiches pour nourrir leurs enfants. Ils doivent parfois attendre deux ou trois jours pour recevoir une quantité rationnée d'essence. Aujourd'hui, le vent s'engouffre dans les avenues détruites. Pas de chauffage. Alors, Mariam Arab, étudiante en géographie à l'université, se serre contre ses frères et sœurs pour réviser ses examens sur le perron de l'unique pièce où sa famille s'est réfugiée. Vêtue d'un sweat-shirt bleu vif, les cheveux dissimulés par un hijab blanc, elle a 26 ans, mais en fait dix de moins :

« Je vis dans un réduit. Je puise ma force dans ma foi. Peut-être aussi que le soleil m'aide. Peut-être que ce jardin dans lequel nous sommes m'aide à traverser tout cela. »

Ces quatre derniers mois d'hiver ont été extrêmement difficiles pour la famille. « Ma mère a établi une règle dans la maison : on n'allume pas le feu avant 21 heures, le soir, et on tient avec un litre de mazout par jour... Il nous est de plus en plus difficile de nous nourrir correctement tellement les prix ont flambé. Nos trois salaires réunis, avec ceux de mon père et de mon frère, ne nous permettent d'acheter ni pain ni



A Alep, le 21 février 2021. Les gens attendent dans de longues files d'attente devant une boulangerie pour acheter du pain. (Photo by Ula Muhammed / ANADOLU AGENCY / Anadolu Agency via AFP)

riz. » Le coût d'un sachet de galettes de pain atteint désormais 2 000 livres syriennes. L'équivalent de 3,2 euros. Une fortune quand on sait que le salaire moyen d'un fonctionnaire ne dépasse pas 40 000 livres par mois, soit 65 euros. Et encore, il s'agit du cours officiel (610 livres pour 1 euro). Le cours officieux grimpe, lui, à 4 500 livres.

Maysa Atar, mère au foyer, vit, quant à elle, à Al-Maadi, un quartier pauvre d'Alep, lui aussi partiellement détruit par les bombardements. Il n'a toujours pas été reconstruit, et les immeubles encore debout menacent de s'effondrer. Enceinte, elle vit avec son mari et ses trois enfants dans une pièce de 16 mètres carrés. Parfois, elle regrette même l'époque de la guerre, quand son époux travaillait comme vendeur de fruits et légumes aux halles de la ville... Elle raconte, la voix étranglée :

« Un soir, mon fils Youssef s'est mis à pleurer. Il avait faim et voulait manger. Nous n'avions plus de nourriture à la maison, et nous n'avions plus d'argent pour aller chercher quoi que ce soit. J'ai parlé à mon mari et je lui ai proposé de vendre mon téléphone portable. Nous sommes partis en pleine nuit pour tenter de le céder, mais on nous en a proposé un prix dérisoire. Ce soir-là, mon fils et moi avons pleuré toute la nuit : lui parce qu'il avait faim, moi à cause de mon impuissance à subvenir à ses besoins. »

La maison de Maysa n'a pas d'électricité. « Chaque semaine, il nous faudrait payer pour un ampère 7 500 livres syriennes [12,2 euros, NDLR] ! Parfois, nos voisins, par solidarité, acceptent de partager le leur avec nous et lorsque cela arrive, c'est la fête ! »

### « A quelle heure allons-nous avoir de l'électricité aujourd'hui ? »

A Alep, l'électricité fonctionne environ deux heures par jour. Alors, pour pallier le déficit de services publics, comme l'explique Maysa, un système parallèle s'est mis en place : l'achat d'ampères qui proviennent de générateurs privés. Ainsi, l'acquisition d'un ampère permet de faire fonctionner la lumière et la télévision ; l'achat de deux, de faire tourner le réfrigérateur. Le système est manuel. Il est fréquent de se lever quatre fois toutes les demi-heures pour opérer la bascule. Le risque d'incendie, surtout, est important, avec un système électrique incapable de supporter la charge supplémentaire. Quoi qu'il en soit, il faut faire avec, et le paiement se fait par semaine. Si une famille ne peut plus régler le coût de cette électricité privée, tout s'arrête, du jour au lendemain. La majorité des habitants d'Alep vit donc sans ampères, c'est-à-dire avec au maximum deux heures d'électricité par jour.

C'est le cas de la famille Ma-

koukji, qui habite près de Souleymanieh. La fille aînée, Odette, 28 ans, est psychologue à l'école des Maristes bleus et professeure d'anglais. Elle ne supporte plus cette pénurie : « Chaque moment de la journée nous demande une énergie considérable... A quelle heure allons-nous avoir de l'électricité pour que je puisse travailler avec de la lumière ? A quelle heure vais-je avoir suffisamment d'eau chaude pour me doucher ? J'avais envie d'avancer loin dans la vie et je me suis sentie arrêtée net, en plein vol, par ce genre de détails quotidiens. Je suis attachée à mes racines syriennes mais, aujourd'hui, je pense à émigrer : on ne peut pas tous les jours faire preuve de résilience. J'ai 28 ans et j'ai l'impression d'en avoir dix de plus ! Tu t'endors un soir, tu as 18 ans, tu es dans la fleur de l'âge, et tu te réveilles un matin avec dix ans de ta vie qui sont partis en fumée. »

A côté d'elle, sa jeune sœur, Jenny, 22 ans, a, elle aussi, envie de quitter le pays, exaspérée par la chape de surveillance sociale. « Le problème, dit-elle, c'est la mentalité actuelle des Syriens : ils jugent énormément. Je n'arrive plus à vivre sereinement. Par exemple, faire du vélo m'est impossible en tant que femme, car je sais que j'attirerai les regards et les jugements que l'on portera sur moi. » Les deux sœurs ne sont pas voilées ; une grande complicité semble les unir. Plusieurs fois, elles ont tenté de fuir ensemble la Syrie, jusqu'au jour où, parvenues au Liban, elles ont découvert que les visas qui leur avaient coûté toutes leurs économies étaient faux.

Leur mère, Rajaa Makoukji, une enseignante de 49 ans qui ne travaille plus aujourd'hui, les écoute, les yeux pleins de larmes. Elle ne sait plus ce qui est le mieux pour ses filles :

« Au moins, lorsque la guerre a éclaté, nous avions l'espoir qu'elle s'arrête un jour. Personne ne s'attendait à ce que

*nous allions devoir subir après... Tout est flou. Mes enfants sont intelligents, mais ils n'ont aucune perspective d'avenir. La Syrie était un beau pays autrefois... »*

Seule Jeannette, la grand-mère, âgée, atteinte de la maladie de Parkinson, essaie de remonter le moral de la famille : « *Ma vie a été remplie de joie. Ça a été un bonheur. Je vivais avec mon mari, on profitait de chaque moment, on s'amusait. Nos voisins venaient chez nous jouer de la darbouka, et on chantait tous ensemble. Aujourd'hui, je suis malade mais ça va, j'ai eu une belle vie... Attention, pas une vie facile, mais j'ai vécu ! Chaque jour, je remercie Dieu parce que, malgré la guerre, nous sommes sains et saufs. Je conseille à la nouvelle génération de profiter des petits instants de bonheur et d'avoir à l'esprit que les jours qui viennent seront meilleurs que les jours passés.* » Les deux sœurs et leur mère regardent la vieille dame avec un sourire attendri, sans doute conscientes que leur existence future sera bien plus difficile que celle vécue par l'aïeule.

On estime que plus de 80 % des Syriens sont atteints de syndrome post-traumatique : « *Aujourd'hui encore, le moindre bruit me stresse* », confie Sara Alamiri, une étudiante en lettres de 23 ans. « *Tu déplaces une chaise à côté de moi et je sursaute. Il n'y a pas pire que d'entendre le son des missiles et d'attendre, de se demander si son heure est venue. Il n'y a pas pire que de devoir traverser la rue qui chaque jour te mène à l'université avec un sniper qui t'attend, son fusil pointé sur ton immeuble. Parce que, pour lui, c'est un jeu. Oui, pour lui, c'était un jeu et, pour moi, cela a été un enfer.* » Un jour, le sniper en embuscade a fini par tirer alors que Sara Alamiri sortait de son immeuble avec son père.

« *Mon père a traversé la rue en courant et m'a demandé de l'attendre. Je ne pouvais pas imaginer le laisser seul, alors*



17 décembre 2018, les ruines du souk Al-Madina dans la ville d'Alep. Classé au patrimoine mondial de l'Unesco en 1986, comme le reste de la ville millénaire d'Alep, le souk est en partie détruit. (Jean-Matthieu Gautier / Hans Lucas

*je me suis précipitée vers lui, en mobilisant toutes mes forces, les balles sifflaient autour de moi. Je suis tombée dans ses bras en pleurant, nous nous sommes assis tous les deux et nous avons attendu. Aujourd'hui, le plus difficile pour moi est de parvenir à m'endormir en me disant que des enfants à quelques dizaines de mètres de chez moi meurent de froid. Dans la rue, j'ai peur de croiser le regard d'un gamin qui a faim. C'est devenu un cauchemar pour moi de sortir.* »

#### **Le conflit syrien en six dates**

##### **Mars 2011. L'étincelle**

Dans le sillage des « printemps arabes », des manifestations réclamant la démocratie éclatent à Damas. A Deraa, une quinzaine de jeunes sont torturés pour avoir peint des graffitis anti-régime. La contestation s'emballe. Réprimée par Bachar al-Assad, elle se mue en rébellion armée. L'Armée syrienne libre (ASL) est créée en juillet.

##### **Été 2012. Premières victoires des insurgés**

Les rebelles lancent la « bataille de Damas ». Si le gouvernement garde le pouvoir sur la capitale, une partie de sa banlieue tombe aux mains des insurgés. En août, Barack Obama déclare que l'emploi d'armes chimiques par l'Etat syrien justifierait l'intervention

des Etats-Unis.

##### **Août 2013. L'enlèvement**

Une attaque chimique, imputée au régime syrien, fait plus de 1 400 morts dans la Ghouta orientale, en périphérie de Damas. Malgré la « ligne rouge » franchie, les Etats-Unis renoncent à des frappes punitives. Le conflit s'enlise.

##### **Été 2014. Internationalisation du conflit**

L'ASL perd du terrain au profit de l'Etat islamique (EI), qui proclame, en juin, la restauration du califat après avoir conquis Raqqa, dont il fait sa « capitale », et Mossoul. En septembre, les Occidentaux lancent leurs premières frappes contre l'organisation djihadiste.

##### **2016. Le tournant**

Grâce au soutien de la Russie et aux Kurdes qui ont chassé l'Ei de Raqqa, le régime de Bachar Al-Assad parvient à reconquérir du territoire, notamment Alep après des mois de siège. Suivent Raqqa et Mossoul en 2017. En avril 2018, les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni mènent des frappes contre le régime en réaction à une attaque chimique à Douma.

##### **2019. La chute de l'Etat islamique**

Un des derniers bastions de l'Ei, Baghouz, cède en mars. [Abou Bakr al-Baghdadi](#), chef de l'organisation djihadiste, est tué lors d'une opér-

ation américaine en octobre. La province d'Idlib est aujourd'hui l'ultime poche djihadiste. Le retrait des Américains, fin 2019, est suivi d'une invasion turque dans le Kurdistan syrien. En mars 2020, un cessez-le feu russo-turc impose la fin des hostilités.

#### **Idlib, l'état de siège permanent**

La ville d'Idlib, capitale de la province du même nom, au nord-ouest du pays, est restée ce qu'elle a été pendant toute la durée de la guerre : à la fois un bastion pour les groupes de rebelles djihadistes et un refuge surpeuplé où s'entassent trois millions de civils.

En 2019, le régime de Bachar al-Assad, soutenu par les Russes, a livré des offensives qui ont tué 1 600 civils et entraîné 1,4 million de déplacés. Les rebelles y ont été repoussés. La ville est désormais aux mains des combattants islamistes de Hayat Tahrir al-Cham. Au point que les Américains ont qualifié Idlib de « plus grand sanctuaire d'al-Qaida depuis le 11-Septembre ». Le cessez-le-feu russo-turc tient depuis onze mois. S'il est violé, une nouvelle offensive du régime pourrait être lancée, engendrant un désastre humanitaire et la dispersion des djihadistes dans toute la région. Le conflit syrien redeviendrait alors l'épicentre de l'instabilité internationale.

Le groupe de rebelles le plus important dans la région d'Idlib, Hayat Tahrir al-Cham, affilié à al-Qaida, s'est divisé en plusieurs branches nationales. Il cherche actuellement à entrer dans le jeu politique syrien. C'est pourquoi certains organismes internationaux, comme l'ONG International Crisis Group, préconisent de sortir le groupe djihadiste de la liste des mouvements terroristes et incitent l'administration de Joe Biden à entrer en contact avec eux et à engager des négociations territoriales et d'échange de prisonniers pour éviter un nouveau bain de sang.





March 18, 2021

## Leading MEPs condemn another example of crackdown on opposition in Turkey

Statement by Nacho Sánchez Amor and Sergey Lagodinsky, following the decision to expel Ömer Faruk Gergerlioğlu from the Turkish Parliament.

The European Parliament Standing Rapporteur for Turkey **Nacho Sánchez Amor** (S&D, ES) and the Chair of the Delegation to the EU-Turkey Joint Parliamentary Committee **Sergey Lagodinsky** (Greens/EFA, DE) issued the following statement on Wednesday in reaction to the decision to expel Ömer Faruk Gergerlioğlu from the Turkish Parliament and his imminent incarceration.

“We firmly condemn the decision to strip human rights defender and Peoples’ Democratic Party (HDP) MP Ömer Faruk Gergerlioğlu of his parliamentary

seat and parliamentary immunity on 17 March 2021, and his upcoming subsequent jailing.

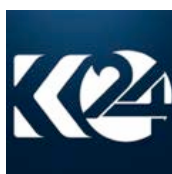
His conviction, expulsion and expected incarceration because of a social media post constitute a severe violation of his human rights and another serious step that further undermines the trust in Turkey’s parliamentary democracy. His case is another crude example of the dire situation of freedom of speech in the country, the abuse of anti-terror measures to silence any critical voice and the particular crackdown on opposition, especially the HDP party, in an attempt to limit pluralism and political debate.

Gergerlioğlu’s expulsion from Parliament and his upcoming jailing, only two weeks after the Turkish President presented a new Human Rights Action Plan that pledged to put human dignity, human rights and rule of law at its centre, is a painful “reality check”. Actions speak louder than words, and in this case, they speak particularly louder than any promise of legal reforms and any speech towards the EU full of good intentions.

We call upon Turkish authorities to live up to the values they claim to defend in line with the Turkish Constitution, their

commitments to European standards and the international conventions that Turkey is party to.

It is not by chance that Ömer Faruk Gergerlioğlu, a fierce advocate of human rights speaking up for the numerous people who have been arbitrarily convicted and jailed before him, has been targeted and prosecuted on unfounded grounds. We express our full solidarity with him and his family and continue to support civil democratic aspirations of civil society and all citizens in Turkey.”



March 18, 2021  
By Halgurd Sherwani

## Kurdistan Region records over 500 new COVID-19 cases as UK variant spreads

**ERBIL (Kurdistan 24)** – Health authorities in the Kurdistan Region recorded more than 500 new COVID-19 cases on Thursday as the Region continues to face a rapidly spreading UK variant of coronavirus.

A health ministry statement said health workers had conducted 7,720 tests over the past 24 hours, raising the total number of COVID-19 tests to over 130,000 since the outbreak began in the Kurdistan Region in early March 2020. The Region recorded new 512 infections. According to Kurdistan

Regional Government (KRG) figures, the total number of coronavirus infections have reached 114,510.

The ministry also recorded two more deaths in the past 24 hours, raising the death toll from the pandemic to 3,579 fatalities.

Health officials say that over 106,000 people have recovered from the highly contagious disease, a category that indicates a patient is no longer being actively treated by health professionals, not that they have fully recovered from the infection.

Increasingly, medical experts recognize that COVID-19 symptoms, some of them serious, can continue long after a person formally recovers, and that various symptoms such as significant lung damage could be permanent.

### ‘UK variant spreading quickly’

The health ministry on Wednesday warned that the UK variant of coronavirus is spreading quickly across the Region, causing a burden on the hospitals and other health facilities.

“Hospital beds are filled [quickly], indicating a higher number of infections,” the ministry said.

In late February, the Region’s health authorities confirmed five cases of the UK coronavirus variant. One day later, 14 new cases of the same version were detected, including seven recorded in tourists.

The UK variant is a mutation of the novel coronavirus that was first detected in the county of Kent in southeast England in September 2020.





18 mars, 2021

## Turquie : le parti prokurde HDP, menacé d'interdiction, dénonce un "putsch politique"

Un procureur a envoyé, mercredi, un acte d'accusation à la Cour constitutionnelle demandant l'ouverture d'un procès pour interdire le Parti démocratique des peuples (HDP), principal parti prokurde de Turquie et troisième formation politique du pays.

Un "putsch politique". C'est en ces termes que le principal parti prokurde de Turquie a dénoncé, mercredi 17 mars, la décision d'un procureur de réclamer son interdiction pour activités "terroristes". Le Parti démocratique des peuples (HDP) a accusé le président Recep Tayyip Erdogan de chercher à le réduire au silence avant les prochaines élections.

Un procureur a envoyé, mercredi 17 mars, un acte d'accusation à la Cour constitutionnelle demandant l'ouverture d'un procès pour interdire le HDP, la troisième formation politique du pays qui fait l'objet d'une répression implacable depuis 2016.

"Nous appelons toutes les forces démocratiques, toutes les forces d'opposition sociales et politiques et notre peuple à lutter ensemble contre ce putsch politique", ont réagi dans un communiqué les co-présidents du HDP, Pervin Buldan et Mithat Sarcar.

Les États-Unis ont prévenu qu'une telle dissolution "subvertirait de manière indue la volonté des électeurs turcs, saperait encore davantage la démocratie en Turquie, et priverait des millions de citoyens turcs de leurs représentants élus".

La demande d'interdiction risque, en effet, de renforcer la préoccupation des pays occidentaux au sujet de l'État de droit en Turquie, au moment où Ankara affirme vouloir apaiser ses relations tendues avec Washington et l'Eu-



Le député déchu Faruk Gergerlioglu (au centre au premier rang avec un masque bleu) et des élus du HDP, le 17 mars 2021, à Ankara. © Adem Altan, AFP

rope. Dans son acte d'accusation, le procureur estime que le HDP "agit comme une extension" du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), un groupe qui mène une sanglante guérilla en Turquie et est qualifié de "terroriste" par Ankara et ses alliés occidentaux.

"Les membres du HDP s'efforcent, par leurs déclarations et leurs actes, de détruire l'union indivisible entre l'État et la nation", affirme le procureur, cité par l'agence de presse étatique Anadolu.

### Plusieurs semaines d'attaques verbales

Le procureur réclame par ailleurs une interdiction d'exercer des fonctions politiques contre 600 membres du HDP, une mesure qui semble destinée à les empêcher de former un nouveau parti.

La Cour constitutionnelle doit encore accepter cet acte d'accusation pour que la date d'un procès soit fixée.

Cette annonce intervient après plusieurs semaines d'attaques verbales croissantes contre le HDP de la part de Recep Tayyip Erdogan et de son partenaire de

coalition informelle, le Parti d'action nationaliste (MHP, extrême droite). Le chef de l'État accuse régulièrement le HDP d'être la "vitrine politique" du PKK.

Mais les critiques ont redoublé d'intensité après une intervention militaire turque avortée visant à secourir 13 otages aux mains du PKK en Irak et qui s'est soldée par la mort de tous les prisonniers mi-février.

Le dirigeant du MHP, Devlet Bahçeli, a déclaré début mars que la fermeture du HDP était devenue "urgente et nécessaire".

Le HDP, qui rejette fermement les accusations d'"activités terroristes", se dit victime de persécution en raison de son opposition à Recep Tayyip Erdogan. Mercredi, il a accusé le président d'"utiliser la justice comme un bâton pour refaçonner le paysage politique", à deux ans d'élections législatives et présidentielles qui s'annoncent difficiles pour le pouvoir sur fond de difficultés économiques.

### Multiplication des arrestations et des destitutions d'élus du HDP

"Leur agressivité est la preuve de leur peur panique", a poursuivi le

HDP. Mais "quoi qu'ils fassent, nous ne courberons jamais l'échine, nous ne nous rendrons pas (...) Nous allons poursuivre notre résistance démocratique avec détermination", a-t-il ajouté.

Dans la foulée d'une tentative de putsch le visant en 2016, Recep Tayyip Erdogan a lancé une répression tous azimuts qui a frappé le HDP de plein fouet.

Faisant fi des critiques occidentales, le pouvoir turc a multiplié les arrestations et les destitutions d'élus du HDP, arrêtant par exemple en 2016 son chef de file Selahattin Demirtas, toujours écroué en dépit des appels de la Cour européenne des droits de l'Homme à le libérer.

La demande de fermeture du HDP intervient par ailleurs quelques heures après que le Parlement turc a déchu de son mandat un député de cette formation, Faruk Gergerlioglu, après la confirmation en dernière instance d'une condamnation à deux ans et demi de prison pour "propagande terroriste".

Dénonçant une "violation de la Constitution", Faruk Gergerlioglu a affirmé qu'il ne quitterait pas l'hémicycle à moins d'y être contraint par la force.

"C'est une attaque choquante contre les normes démocratiques et l'État de droit ainsi qu'une violation de la Constitution turque et des obligations découlant du droit international", a dénoncé sur Twitter la représentante en Turquie de l'ONG Human Rights Watch (HRW), Emma Sinclair-Webb.

En comptant Faruk Gergerlioglu, 14 députés du HDP ont été déchus de leur mandat depuis 2016.



March 18, 2021  
By Jackie Abramian

## Kurdish Human Rights Advocate, Poet, Nazand Begikhani Fights For Gender Equality

“They have subjected girls and women in my environment to female genital mutilation, early forced marriages, confinement, battering and honor killing,” says award-winning poet and gender-based violence researcher, Dr. Nazand Begikhani who has devoted a lifetime studying and addressing inequality, injustice and human rights violations against women. “My early awareness of community violence rooted in patriarchy—combined with structural state oppression against the Kurds—was the reason I explored gender inequality from an intersectional perspective.”

As the former and first woman editor of *Le Monde Diplomatique*'s Kurdish edition, Begikhani is instrumental in integrating gender studies across the education system in her native Iraqi Kurdistan where she is a senior advisor on higher education and gender to the Kurdistan Regional Government (KRG). While examining gender-based violence (GBV) and intersectionality is a new field, using poetry to express inequality and injustice, she explored the women's role in the Kurdish resistance movement as partners of *Peshmerga* (those who face death) Kurdish freedom fighters.

“Women have played an essential role in Kurdistan's post-war reconstruction. Addressing women's rights in the war-torn Middle East is challenging and requires strong will and a concerted effort. This cradle of civilization has, since WWI, become a battlefield for deadly ethnic and religious conflicts, including several genocides.



Dr. Nazand Begikhani presenting the *Le Monde Diplomatique*'s Kurdish edition in Erbil, capital of the Kurdistan Region of Iraq.

The Kurds, like the Armenians, have been victims of the region's genocidal operations,” Begikhani says after experiencing political and community violence she embarked on her own journey to achieve wholeness and restore her shattered identity and fragmented community.

Begikhani's family strongly defended Kurdish human rights against Saddam Hussein's state violence. Three of her brothers were killed by the Iraqi Ba'ath regime. She learned of gender inequality at age 11, when the local Mullah cautioned her widowed mother to prevent her “attractive daughter” from running across his Mosque's garden—“inviting

male attention.” This “intrinsic rape—faulting girls for attracting men” she says, stripped her of childhood. She also learned how her mother, forced into marrying an older man at age 12, became a widow at 13 and was married off again to a man 32 years her senior.

In 2010, after conducting field research in the Kurdistan Region of Iraq (KRI), Begikhani, a Senior Research Fellow at the University of Bristol (UK), raised funds from the British Council to strengthen KRG's academic institutions by focusing on gender equality principles. The KRG matched the funds, establishing the Region's first gender-studies center at the University of Su-



Dr. Nazand Begikhani (far left) at the 1325 conference of UN Women-High Council of Women's Affairs in Kurdistan in November 2020.

laimaniya. With help from her Bristol colleagues and progressive political leaders and academics, they integrated the concept of gender into the regional curriculum, establishing 30 gender studies centers in public and privately owned universities—despite deficient resources and resistance from the region's conservatives most of the centers operate under international standards.

### Who Are The Kurds?

The 45 million Kurdish people are native to Western Asia's mountainous region known as Kurdistan—stretching across southeastern Turkey, northwestern Iran, northern Iraq and Syria. Subjected to different forms of state violence, Kurds suffered persecution and forced displacement in Iraq—and in 1988 some 180,000 Kurds were massacred in the Anfal (spoils of war) Campaign.

Imprisoned for defending her Kurdish mother tongue, Begikhani was forced into exile during the Anfal genocide, and lived as a refugee in Denmark, the UK and France. Her resistance poems earned her a French Foreign Ministry scholarship to continue her studies in comparative literature, focusing on gender issues. After earning a PhD from Sorbonne, she was awarded the Vincent Wright Chair and visiting professorship at the University of Sciences Po in Paris.

Kurdish women's advocacy has, since early 1990s, resulted in legal reforms and new policies to prevent GBV, protect survivors, and establish gender studies centers at local universities. Iraqi government's recent counter-Kurdish strat-



egy has reduced KRG's budget, splintered vulnerable Kurdish groups, while the pandemic brought "another layer of economic vulnerability," says Begikhani. Increased GBV during lockdown compounded with lacking infrastructure and social, health-care facilities have further displaced poor and isolated women in Kurdistan.

To promote gender equality and uproot GBV, Begikhani trains civil servants, government officials and media representatives, bridging academia, women's rights and civil society organizations in collaboration with progressive government officials. Denounced, threatened, and bullied with cyber violence, she blames the Islamists and conservative groups who "mistakenly equate the concept of gender with homosexuality." This has not stopped her from developing social policy and integrating gender equality into the Region's curriculum with proactive political support. With no political party affiliation, Begikhani's is accepted based on her knowledge and critical spirit, not powerful family or tribal links which traditionally influence the Kurdish community. She continues to work with progressive members of KRI institutions wanting to address gender inequality.

Like many feminists, her ethos is "the Personal is Political". She uses creative storytelling, visual arts, music and dance to prevent future GBV incidents, protect and empower survivors, provide psychological healing, rehabilitation, and support justice. Legislative implementation, she says, remains as the "most challenging."

### Poetry Of Resistance Interwoven With Feminism

"Poetry is one of the most popular literary genres among Kurds," Begikhani believes poetry explores the human condition and existentialist questions interwoven with ex-



Dr. Nazand Begikhani presenting at the KRG Ministry of Higher Education conference on gender equality.

periences of injustice and violence.

"Poetry helps to lift that narrow self to a more inclusive and higher self, helping to better re-



Dr. Nazand Begikhani discussing poetry with Syrian poet, essayist, and translator, Adonis.

late to others and to the outside world. In loneliness and pain, poetry helps express intimate feelings; through poetic imagery and language, you dig deep into your intuition and emotion and produce something truthfully human."

This poetic relationship, Begikhani says, is enchanting and

transcends while it challenges. "In projecting the inner being, you expose your intimacy, vulnerability and humanity to a merciless world which is not always safe," she says.

With six published poetry collections, Begikhani is the 2012 winner of the French Simone Landrey's Feminine Poetry Prize. Forward Book of Poetry Prize selected her poem "An Ordinary Day" from *Bells of Speech* (Ambit Books, London, 2006) as one of UK's best 40 poems of the year. Exploring patriarchal state oppressions,



Dr. Nazand Begikhani during building-bridges - cooperation with Sciences Po.

it describes an ordinary husband and father, who at the same time is a ruthless security officer issuing execution orders. It questions our deformed humanity and the difference "between the killer and the killed."

"This poem is based on my mother's experience who lost her sons under the Ba'ath regime and had to pay for the price of the bullets which killed them. The security officer is an integral part of any totalitarian regime—stripped off of his humanity. He kills your children as ordinary daily task and appears at your doorstep asking you to pay for the cost of the bullets as a routine duty," Begikhani says. "It reflects Kurdish mothers' lives under dictatorship." The East and the West collide in harsh realities of different planets as she reveals in her "At A Happiness Symposium in Wales" poem.

*A psychologist said*

*Graveyards may help you feel happier,*

*visit a graveyard when you are depressed,*

*There is a thin line between life and death, my friend*

*and I am a graveyard.*

"East and West are not only two different geographical spaces they embody historical and cultural specificities that form our identities. As a genocide survivor, coming from a spiritual Kurdish family with an old non-monotheist faith dating back to ancient times, I am sensitive to the suffering of people around me," Begikhani says sensitivity has long been considered a sign of weakness in the West. "Rationality obscures human sentiment. The two are not only not contradictory but also not separate if we seek wholeness beyond boundaries between Orient and Occident."

In a tribute to her mother, "My Mother Pictured Amongst Tobacco Leaves" Begikhani reflects on her mother's tears, wrinkled skin, the suffering, re-



sistance and resilience of Kurdish women.

*Your wrinkled hands*

*talk to me*

*tell the story of a stolen childhood*

*the loneliness of women in my homeland.*

In "[The War Was Over](#)" she reveals generational exiled ident-

ities as photos of displaced families come to life when Begikhani's mother meets her four-year-old grandson for the first time.

*My mother was struggling to hide her tears*

*No-one will know if they were tears of joy*

*or of grief for the loss of my brother*

*who carried the same name.*

As all children of war-torn, exiled populations, Begikhani and her son live between two cultures. Her son she says is "robbed of his history, mother tongue and culture", condemned to an exilic life, balancing two cultural, geographical locations, experiencing life in "disenchantment and alienation."

"It is as if we are positioned outside time and space, in a perpetual search for a missing part of ourselves. However, beyond lamentation and victimhood, we can transform the experience into an essential element of wholeness," Begikhani says. "This is a painful, but yet enriching process, similar to that experienced by descendants of the Armenian and other survivors of genocide and forced exile."



March 18, 2021  
By Wladimir Van Wilgenburg

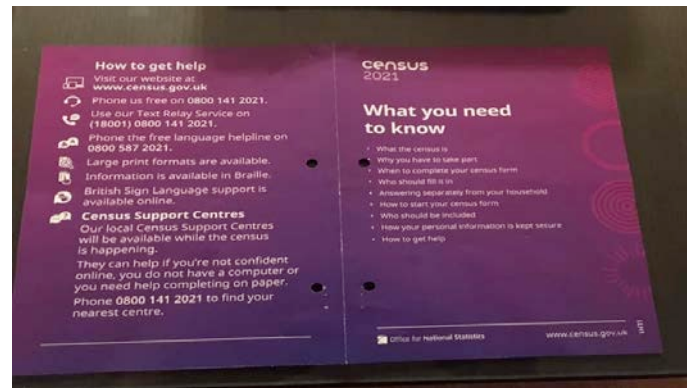
## Kurdish organizations call on Kurds in UK to register for upcoming census

Kurdish organizations say registering will give Kurds in the UK better representation in the future

**ERBIL (Kurdistan 24)** – Kurdish organizations have called on Kurds in the United Kingdom to register for March 21's official census to prevent themselves from being registered as Turks, Iranians, Syrians or Iraqis, and to gain more recognition in the United Kingdom.

"The census is important in general, which establishes the best picture of society and its constituents and everyone's needs. Therefore everyone has to play their part in building that inclusive picture," the Kurdistan Regional Government (KRG) High Representative to the UK, Karwan Jamal Tahir, told Kurdistan 24.

"For the Kurdistanian to participate in the census would be two-fold responsibility, one as a British citizen to take part; secondly, it is the national responsibility to register themselves describing their nationality and ethnicity as Kurdish and their language as Kurdish. This will be the opportunity to register the



Kurdish activists and politicians have called on UK Kurds to register themselves as Kurds for a UK government census (Photo: social media).

Kurds as a nation and to determine the Kurdistanian population in England and Wales," Jamal said.

He added that registering would allow British authorities to have a clear picture of the Kurdish community in the UK and help to preserve equality and fairness in providing services they need for the next decade and beyond. "Therefore I call upon all Kurdistanians to play their part and describe their national identity

as Kurdish and their language and ethnic group as Kurdish."

According to the campaign group Kurds and the British Census, "some members of the Kurdish Community, unfortunately, have wrongly filled in the boxes of Ethnicity and Language."

"As a result, in Germany, most of the Kurds registered as Turks, even though it is estimated that up to half of the three million people from Tur-

key in the country, are ethnically Kurds," the group said.

Several other politicians have called on Kurds to register, including the former [mayor](#) of Diyarbakir in southern Turkey, and former MP for the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP), Osman Baydemir.

"Most importantly, once the true larger size of the Kurdish communities become apparent, the British political parties, in their quest to attract the Kurdish votes would review their policies towards Kurdistan and may even field Kurdish candidates in the areas with high numbers of Kurdish-speaking voters," the group said.

Miran Hassan, a political consultant and former UK parliament staffer who has worked with the UK Office of National Statistics on the inclusion of Kurdish in the census told Kurdistan 24 that the "census helps us build a detailed snapshot of our wider society."

“For Kurds, it serves multiple purposes, mainly that we will highlight our existence to policy makers to ensure our needs are considered in local and national decision making,” he said.

“It will also offer a detailed

snapshot of the community in the UK, something which can help Kurdish organisations here but also support the KRG in understanding it’s diaspora, which can be a major tool in its diplomacy. Most excitingly, 2021 census data can be used by future generations of British

Kurds to explore their roots, as it is used in linking ancestry after the data is released in 100 years.”

According to London-based Kurdish activist and internet content creator Hakar (also known by the nickname ‘Iam-

Haks’), the survey could “change the government’s approach towards global Kurdish issues as we know there’s way more of us here than they think. So it will ensure they are more careful when considering us.”



March 18, 2021  
By Wladimir Van Wilgenburg

## Three killed in clashes between SDF and Turkey-backed forces near Ain Issa

**ERBIL (Kurdistan 24)** - Turkish-backed groups in northern Syria attacked the Ain Issa countryside in clashes with the Syrian Democratic Forces in which at least three of their fighters were killed.

The press center of the US-backed SDF [said](#) on Thursday that rebel groups backed by Turkey launched attacks on March 16 and 17 around the Ain Issa countryside in Raqqa governorate, including the villages of Saida and Mi’alagh.

During the fighting in Saida at least three rebels were killed and SDF fighters destroyed a military vehicle during an infiltration attempt, the force said. It’s unknown if there were any casualties in Mi’alagh.

“After thwarting the two attacks launched by the mercenaries (Turkish-backed groups), and forcing them to retreat and withdraw, they continued to bomb the village of Saida, Mi’alagh, Jadida and the M4 road in a violent manner,” the SDF said.

In early December, the SDF, Russia, and the Syrian government [reached an agreement to create three observation points north of Ain Issa](#) to prevent



Map of Syria with Ain Issa highlighted

further Turkish attacks. However, fighting near the town has continued.

On Oct. 19, 2019, after a long-threatened Turkish military incursion into northeast Syria to confront Kurdish elements of the SDF, the [US first mediated a ceasefire agreement](#) between Turkey and the SDF. A second such agreement, brokered by Moscow, followed on Oct. 22.

The [Russia-Turkey deal](#) included the withdrawal of SDF forces up to 30 kilometers from Syria’s border with Turkey, and joint Turkish-Russian patrols in a 10-kilometer-wide strip along the frontier. The two sides have since carried out dozens of joint patrols.

The SDF also reached a separate deal with the regime in Damascus to [deploy Syrian government forces](#) to protect the border area against Turkish attacks.

Yet despite the agreements, Turkey-backed groups and the Turkish army itself continue to target SDF-held areas.

According to the local Hawar News Agency (ANHA) at least nine civilians were [killed](#) and 16 injured this week during attacks by the opposition groups in the Ain Issa area.

Recently, there has been an increase in attacks by Turkey-backed groups near the city of Manbij, in which civilians were also killed.

On Sunday, a child was killed and two seriously injured after shelling by rebel forces near the city, the Manbij Military Council [said](#).

The Russian Ministry of Defense affiliated Russian Reconciliation Center for Syria on Tuesday expressed [worries](#) about the establishment of a fifth Turkish military base that was created near Ain al Issa, according to an ANHA [report](#).

“The Russian side is extremely alarmed by the transfer of military equipment of the Armed Forces of Turkey and carrying out fortification works at the support points in the area of Ain Issa settlement in Raqqa province,” the Russians said.

“These actions violate the status quo, established by the Memorandum of Understanding, and undermine the efforts of both parties in solving the Syrian conflict.”

Senior Syrian Kurdish officials have regularly called on Russia and the US to pressure Turkey to abide by the earlier ceasefire agreements.



## Convoi solidaire : une passerelle vers les réfugiés kurdes de Grèce

**Le Convoi solidaire, auquel participent plusieurs CMCAS, achemine des dons de nourriture et de matériel au sud d'Athènes. Ceux-ci sont destinés à deux camps de transit hébergeant des Kurdes, où les femmes sont particulièrement actives, et font preuve, à leur tour, de solidarité.**

Le soleil inonde la place de la République, en ce dimanche 7 mars, à Paris. Malgré le froid, le rassemblement international pour les droits des femmes est nombreux. Entre une banderole pour les femmes kabyles et une autre dénonçant les féminicides, le Mouvement des femmes kurdes en Europe (TJK-E) déploie ses drapeaux violets. La porte-parole du mouvement, Berivan Firat, remet symboliquement un masque contre le Covid-19 cousu par des Kurdes à des représentants politiques français.

“Ces femmes, déclare la militante, micro au poing, vivent en Grèce dans les camps de transit de Lavrio, abandonnés par le gouvernement grec et l'Union européenne. Elles se trouvent dans un grand dénuement et, malgré cela, pensent aux autres : elles ont ainsi offert de nombreux masques aux soignants et aux enseignants grecs.”

Ces masques sont arrivés en France grâce au Convoi solidaire, un collectif dont Jacques Leleu, 69 ans, haute stature et chevelure immaculée, est le moteur, avec **Richard Hannard**, retraité également. Tous deux sont militants, le premier à la CMCAS Val d'Oise, le second à la CMCAS Val-de-Marne. Militant CGT de longue



Décembre 2019, Lavrio (Grèce). Des réfugiés kurdes se rendent à l'hôpital public pour faire don aux soignants de matériel médical et de consommables que leur a apporté le Convoi solidaire. Cette générosité inattendue a été relayée par la presse grecque. ©Jacques Leleu

date, Jacques Leleu a découvert il y a six ans la situation dramatique de ces camps implantés dans la petite ville balnéaire de Lavrio.

### Deux camps de réfugiés non officiels

Depuis 2017, plus aucune ONG humanitaire n'intervient sur ces camps localisés à environ 50 kilomètres au sud d'Athènes. Le camp principal,

situé au centre-ville de Lavrio, a été construit par l'État grec en 1947. Au fil du temps, il est devenu un lieu par où transitent essentiellement des Kurdes. Le deuxième camp, situé en périphérie de la ville, au milieu de la décharge municipale, a été construit par la suite, le premier camp ne suffisant plus pour accueillir tous les exilés.

Près de 500 Kurdes y vivent



Mars 2021, Paris. Des masques fabriqués par les femmes du camp de transit de Lavrio (Grèce) ont été apportés en France pour être remis à des élus de la République française. Un geste symbolique pour faire connaître la situation de ces Kurdes, réfugiés de guerre ou réfugiés politiques. ©Richard Hannard.

aujourd'hui : des réfugiés de guerre venus de Syrie, souvent des veuves avec leurs enfants, mais aussi des militants politiques fuyant la répression du régime turc, souvent après avoir purgé une peine de prison, en particulier des élus du principal parti pro-kurde (le HDP). Ces exilés, qui ont l'interdiction de travailler, dépendent entièrement de la solidarité des Grecs, de la diaspora kurde et des organismes caritatifs.

En 2017, sous la pression du chef d'État turc Erdogan, le gouvernement grec modifie l'existence juridique des deux camps qui perdent leur statut de camp de réfugiés. La Croix-Rouge hellène ne recevant plus de subventions de l'Europe, elle quitte aussitôt les lieux. De nombreux militants athéniens, notamment des médecins des centres de santé solidaires, apportent leur soutien aux réfugiés tout en étant eux-mêmes touchés de plein fouet par la crise économique. L'Église orthodoxe grecque, de son côté, fournit une aide alimentaire.

Quant à la diaspora kurde et au Soleil Rouge (équivalent de la Croix-Rouge), leurs moyens limités sont en priorité consacrés aux zones du Kurdistan touchées par la guerre. La solidarité internationale à laquelle participe le Convoi solidaire, constitue en fait un soutien vital pour ces réfugiés. Le Conseil démocratique kurde en France (CDK-F) estime qu'une solution serait que la Grèce, poussée par les pays européens, rende son statut officiel aux camps de Lavrio pour que leurs habitants bénéficient à nouveau d'une aide humanitaire.





Printemps 2020, Lavrio (Grèce). Le second site du camp est situé en périphérie de la ville, au milieu de la décharge municipale. Environ 150 familles y vivent dans des conditions très difficiles, ce sont principalement des Kurdes ayant fui la Syrie à cause de la guerre débutée en 2011. ©Jacques Leleu

### Une longue chaîne de solidarités

En six ans, le Convoi solidaire a collecté et acheminé là-bas 60 tonnes de riz, de lentilles et d'autres denrées de base, du matériel médical et scolaire, sans oublier du tissu et du matériel de couture. Chaque convoi mobilise des participants très différents : la CCAS et plusieurs CMCAS y participent, ainsi que l'Union syndicale solidaire, le Secours populaire du Val d'Oise, l'association Enfants Solidaires ou encore les catholiques d'Entraide internationale.

Sur place, la répartition des dons et la vie quotidienne en général est organisée par le mouvement kurde. Les femmes en sont partie prenante. "Dans la culture kurde, hommes et femmes dansent main dans la main, témoigne Berivan Firat, à Paris. Cela a un effet sur leurs relations dans la vie de tous les jours : c'est différent de ce qu'on voit ailleurs au Moyen-Orient. De plus, l'engagement des femmes dans la résistance kurde est très ancien. Elles sa-



Mars 2021, Paris. Au rassemblement pour les droits des femmes, place de la République, des militantes du Mouvement des femmes kurdes en Europe dansent sur des morceaux de la chanteuse Aynur Dogan. Elles sont rejointes par une militante algérienne. ©Richard Hannard

vent s'organiser entre elles."

En Turquie et en Syrie, plus largement, le mouvement kurde tente de mettre en place l'égalité hommes-femmes, notamment en appliquant le principe des co-maires : un

homme et une femme sont élus ensemble à la tête d'une municipalité. À Lavrio, contrairement à la plupart des camps de réfugiés, la sécurité des femmes est assurée, rapportent plusieurs témoins.

### "La lutte des femmes traverse le temps et les pays"

Il y a un an, les femmes ont monté un atelier de couture. Depuis le début de la pandémie, elles manifestent leur solidarité avec les Grecs en donnant des masques. Cet élan inattendu est venu contrer la campagne xénophobe du maire de Lavrio qui veut obtenir la fermeture du camp. Les

Place de la République, le 7 mars, on pouvait voir flotter une banderole aux couleurs du Kurdistan, rouge, blanc et vert, fabriquée par les femmes de Lavrio. À côté du portrait de la fameuse communarde Louise Michel, celui d'Anna Campbell, jeune Britannique engagée dans l'armée Unité de Protection de la femme, morte au Rojava syrien en 2018 et Havrin Khalaf, Kurde de Syrie, militante pour la paix assassinée par les djihadistes en 2019. "Cette image est un beau symbole pour dire que la lutte des femmes traverse le temps et les pays", résume Jacques Leleu. Celui-ci prépare le

chargement d'un nouveau convoi qui apportera notamment des machines à coudre neuves aux femmes kurdes réfugiées de Lavrio.





18 mars, 2021  
Par Lou Roméo

## Irak: Amnesty International décrypte l'histoire de l'utilisation des armes chimiques

**A**mnesty International publie ce 18 mars ToxicAffair, une plateforme numérique consacrée à l'histoire de l'utilisation d'armes chimiques par l'Irak de Saddam Hussein, responsables de la mort de milliers de civils kurdes et de soldats iraniens dans les années 1980. ToxicAffair pointe l'implication de plusieurs entreprises étrangères, notamment occidentales, dans leur élaboration.

Virgine Roels est la rédactrice en chef de *La Chronique* d'Amnesty International. Les informations disponibles sur la [plateforme ToxicAffair](#), mise en ligne ce jeudi 18 mars 2021, sont tirées d'une enquête qu'elle a dirigée, pour *La Chronique* d'Amnesty, et d'extraits inédits du documentaire de Jean-Pierre Canet, « [Irak, destruction d'une nation](#) ».

**RFI : Pourquoi lancer cette plateforme maintenant ?**

**Virginie Roels :** C'est Jean-Pierre Canet, qui travaillait sur une [série documentaire](#) portant sur la destruction de la nation irakienne après l'invasion américaine de 2003, qui m'a convaincue. Lors de ses recherches, la question de l'utilisation des armes chimiques était sous-jacente, et il était frustré de ne pas approfondir davantage le sujet. Comme rédactrice en chef de *La Chronique* d'Amnesty, je me suis dit que nous devons creuser la question de l'utilisation des armes chimiques en Irak et celle de la potentielle implication d'entreprises occidentales dans leur fabrication. Il en est



Le massacre à l'arme chimique de Halabja, en mars 1988, a fait des milliers de victimes. 7 000 d'entre elles ont saisi un tribunal du Kurdistan irakien. AFP/File

ressorti qu'il était intéressant de reprendre le fil de cette histoire, de la rendre accessible à un public plus large et plus jeune. D'où la plateforme, qu'on a voulu exhaustive et simple d'utilisation, pour expliquer comment l'usage des armes chimiques avait été rendu possible, comment Saddam Hussein s'était fourni en matières premières, et comment des États et des entreprises avaient permis l'utilisation de ces armes.

**95% des matières premières nécessaires à l'élaboration d'armes chimiques en Irak ont été fournies par des entreprises étrangères. Certaines d'entre elles ont-elles été condamnées ?**

Aucune de ces entreprises, allemandes, françaises, néerlandaises, italiennes n'a été condamnée, à proprement parler. Certaines ont été pour-

suivies sur des questions de droit commercial et ont dû payer des amendes pour avoir enfreint des droits de douane. On est loin de la complicité de crime de guerre. La seule peine lourde à avoir été prononcée est celle du négociateur néerlandais **Frans Van Anraat**, qui a été condamné en 2005 par la justice hollandaise à seize ans et demi de prison.

Ce qui est complexe, c'est de prouver que les entreprises savaient à quoi allaient servir les matières premières qu'elles vendaient : les armes chimiques utilisent les mêmes ingrédients de fabrication que les stylos ou le nylon, par exemple.

**Un procès est en cours au Kurdistan irakien, initié par la plainte de 7 000 victimes du massacre à l'arme chimique de Halabja, responsable de la mort de 3 000 à 5 000**

**civils en mars 1988. Que peut-on en attendre ?**

Actuellement, les audiences sont suspendues à cause de l'épidémie de coronavirus et aucune des entreprises mises en cause ne s'est déplacée sur place. C'est une des limites de la procédure ; l'autre, c'est qu'il y a peu de chances qu'une décision juridique prise au Kurdistan irakien soit applicable en Europe. Mais la justice avance. Elle se dote au fur et à mesure des moyens de poursuivre les responsables. Nous sommes au début d'une prise de conscience des co-responsabilités : la justice commence à se dire que si les entreprises ne sont pas des politiques ou des individus, elles ont des responsabilités sur la question des droits humains et sur l'utilisation des armes chimiques. La notion de responsabilité d'entreprise est très importante aujourd'hui en termes de droit français.

# Erdogan is seeking to crush Turkey's number three political party. Here's why

The move has been criticised by leaders in the US and Europe

**T**urkey has intensified efforts to wipe out the nation's third largest political party, prompting sharp international reaction from the White House and European leaders critical of the legal and parliamentary moves.

On Wednesday, Turkey's parliament, dominated by President Recep Tayyip Erdogan's Justice and Development Party (AKP) and its far-right junior coalition partner, voted to remove the immunity of Kurdish-led People's Democratic Party (HDP) lawmaker Omer Faruk Gergerlioglu during a chaotic session marred by chanting and shouting matches. The vote paves the way for his removal.

Meanwhile the chief prosecutor in the capital, Ankara, launched a case aimed at banning HDP outright on a charge of seeking to "destroy and eliminate the indivisible integrity of the Turkish state."

United States Secretary of State Antony Blinken issued a statement calling the moves "troubling" and said any attempt to destroy the HDP "would unduly subvert the will of Turkish voters, further undermine democracy in Turkey, and deny millions of Turkish citizens their chosen representation."

The assault on the HDP comes as Mr Erdogan's government has promised a series of democratic reforms meant to ease relations with the European Union, Turkey's premier trading partner. But the potential expulsion of the lawmaker, for social media posts he made five years ago, and the move



Mithat Sancar, co-leader of the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP), speaks during a news conference at the party headquarters in Ankara. (REUTERS)

to ban the HDP will be seen in the west as Turkey moving in the opposite direction.

While the European Union has yet to make a statement, Sweden's foreign minister Ann Linde said Stockholm was "deeply concerned" about the latest development. Sweden hosts a large ethnic Kurdish minority. Greece's leftist opposition leader Alexis Tsipras also voiced support for the HDP.

The US-based group Freedom House said "the latest moves against the party constitute a direct challenge to the very foundations of participatory democracy" in Turkey.

Turkey's troubled lira, recently bolstered by a return to orthodox macroeconomic policy and the departure of Mr Erdogan's son-in-law as finance minister, slipped 4 per cent against the dollar amid what analysts described as fears about the rule of law in the country.

The escalation against the HDP comes at a fraught moment in Turkish politics. Mr Er-

dogan's AKP is losing ground among Turks in opinion polls, dogged by allegations of corruption and economic mismanagement and seemingly out of touch with younger voters ahead of elections in 2023. Mr Erdogan has had to lean further on the support of far-right Devlet Bahçeli's National Movement Party (MHP), which has long demanded the shutting down of the HDP.

"Erdogan is not going to win based on most polls," said Abdulla Hawez, an independent London-based researcher and analyst focused on Turkish and Kurdish politics. "He's trying to find ways to circumvent these odds against him. One is by banning or substantially weakening the HDP."

By leaving left-leaning politically Kurds homeless, Mr Erdogan may gamble that he'll be able to up his vote share by the single-digit percentage points he'll need to win the presidency and keep control of parliament.

The HDP won nearly 6 million votes and 67 seats out of 600

seats in parliament in a 2018 national vote, drawing support from cosmopolitan liberal and leftist Turks as well as Kurds in the major cities and in the country's southeast.

But the party has long been a thorn in the side of Mr Erdogan for its ability to draw support from pious ethnic Kurds who are potential government supporters, its outspoken opposition to the ruling establishment and its alleged ties to the Kurdish separatist fighters of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK), which is listed as a banned terrorist group by Turkey, the US and the EU. The HDP denies it has links to the PKK.

In addition to banning the HDP, the prosecutor aims to bar more than 600 members of the party from any political activity, a draconian move that exceeds any of the many attacks on Kurdish political movements in recent decades.

"Erdogan is clearly doubling down on staying in power through nationalism and authoritarianism instead of an attempt to revive his popularity through liberalism or a pivot back toward democracy," said Nicholas Danforth, a Turkey expert at the Hellenic Foundation for European and Foreign Policy.

Mr Erdogan may also calculate that the move would force other opposition parties, including the secular People's Republican Party (CHP) and two offshoots of his AKP, to either support the move and risk alienating Kurds or oppose it and risk alienating staunchly nationalist Turks. So



far most opposition parties have been critical of the offensive, which has received widespread attention in print and broadcast media. “Whatever stance the CHP takes, it will clearly cost them votes,” said Mr Danforth.

Turkish officials defended the decision to prosecute the party and urged outsiders to respect the country’s judiciary. Turkey’s prosecutor claims the HDP is a subsidiary of the PKK and has been recruiting members for it.

“It is an indisputable fact that

HDP has organic ties to PKK—which Turkey, the United States and the European Union consider a terrorist entity,” Fahrettin Altun, Mr Erdogan’s director of communications wrote on Twitter. “HDP’s senior leaders and spokespeople, through their words and deeds, have repeatedly and consistently proved that they are the PKK’s political wing.”

More than a few observers noted that some years ago it was the then opposition AKP that was in danger of being shut down by hardcore nationalist prosecutors. Back then,

“democracy won,” wrote former Swedish foreign minister Carl Bildt in a Tweet. “Now it’s under threat again by the efforts to close down the HDP party.”

Successive Turkish governments have used the country’s court system to wipe out at least six pro-Kurdish parties since 1993, including several that had won and held seats in national and local votes. HDP officials remained defiant. “I am in the hearts of my nation,” Gergerlioglu said on the floor of parliament as he was stripped of his immunity. “I am not going anywhere.”

His supporters could be heard chanting “coup plotter AKP” to protest the vote.

“HDP is more than a few buildings,” the party’s spokespersons said in a statement on Thursday. “We assure you that the historical struggles and political traditions upon which the HDP was established in the first place will continue to deeply impact Turkish and Kurdish politics toward a genuine democratic transformation of the country, even if the HDP may not be able to survive this onslaught as a political entity.”



March 18, 2021  
By Edward Yernian

## Kurds in Northern Syria Warn of Water Crisis

**CAIRO** - Ibrahim al Hamadi, a farmer in the largely Kurdish region of Kobani, tries to plow his parched field in northern Syria as water levels on the nearby Euphrates river appear to be at historic low levels.

The river’s water levels in northern Syria have fallen dramatically in recent weeks as Kurdish officials there accuse Turkey of reducing the volume of water flowing downstream. Turkish officials have not commented on the accusations but say Turkey, too, is experiencing water shortages. At the same time farmers are voicing concerns about a situation that some analysts say could further destabilize the region. Hamadi says he needs to work his fields or he will die of starvation, but water levels continue to drop. He says that areas of dry land that have appeared were once part of the river until water levels started to drop in February, leaving white silt and mud flats in some places.

Abdallah, a middle-aged farmer



[FILE - Residents fill up buckets with water from cisterns provided by humanitarian organisations during water shortages in Syria's northeastern city of Hasakah, Aug. 22, 2020.](#)

from Hasakah, told Arab media Turkey is responsible for drying up the Euphrates.

He says that water affects man, agriculture and nearly everything. The U.N., human rights groups, and the whole world, he says, need to bring the water back, because water is life for man.

Turkish officials told Arab media that Ankara is experiencing serious water shortages, as well. Turkey in the past has temporarily reduced the river’s flow during times of drought.

Iraq’s water minister, Mehdi al Hamadani, recently told a conference in Baghdad the water crisis is affecting Syria, Iraq and

other countries in the region to the point of damaging both the land and the environment.

He said that the areas around the Tigris and Euphrates rivers have witnessed serious droughts in recent years, increasing evaporation and major environmental issues in Iraq and its neighbors.

Hamed al Hamadi, an engineer at Syria's Tishrin Dam along the Euphrates near Aleppo, complains about the falling levels of water on Lake Assad, downstream.

He says Syria needs a strategic water reserve for both agriculture and drinking water, in addition to electrical production. The level of the lake has fallen by half, causing a crisis

Electrical engineer Ahmed Asso, who works at the Tishrin Dam's power-generating plant, says that water flows from Turkey have fallen for the past two months from a normal 500 cubic meters to just 200 cubic meters per second, causing electricity shortages.

He says that current water



FILE - A general view shows the Tishrin Dam, east of Aleppo, Syria, Dec. 27, 2015.

levels at the dam only allow for the production of 70 megawatts of electricity, or 10% of electricity requirements for northern Syria. Most towns in the region, he says, are getting just six

hours of electricity per day with blackouts of 18 hours.

Farmers say ground water aquifers are at their lowest in memory, with some warning of

a catastrophe for Syrian agriculture if the Euphrates remains at current levels.

Observers say Turkey's hydroelectric and irrigation projects have brought stresses on water, energy and food security in Syria and Iraq for many years. Some analysts point to drought in Syria's heartland as among the causes of the country's decade-long civil war.

Meanwhile, further downstream, Iraq has been negotiating with Turkey in recent days to try and fend off the impending water crisis on both the Tigris and the Euphrates. Turkish parliament officials say an agreement between the two countries is near.

Tensions between Syria and Turkey, however, are not close to being resolved.



March 19, 2021

## Violent clashes in northern Syria

Violent clashes have been reported between the Turkey-backed Syrian fighters and Kurdish Syrian Democratic Forces (SDF) in the city of Ain Issa in northern Syria.

Syrian fighters are trying to take control of the region, Hawar News [reported](#) on Friday.

During the bombardment to Seyda, Mişêrf and Muelek villages, a child have been killed and four civilians have been injured, it [said](#).

Ain Issa, located on the strategic M4 highway that connects northeast Syria, is held by the SDF, a Kurdish-led alliance of militias which handed the Islamic State (ISIS) militant



group a territorial defeat with U.S. military support.

According to local sources, in response to the bombardments, SDF attacked the biggest Turkish military base in Ain Issa.

The town has been bombarded by Turkey-backed fighters since early December.

The attacks have led to an agreement between the SDF and Russia for Russian and pro-Syrian government forces to [establish](#) military positions in the area to deter further violence.

Turkey has carried out three major military operations into north eastern Syria within the last five years to clear the

border area from Kurdish fighters, while the predominantly Kurdish Syrian SDF says that Turkish attacks would undermine their anti-ISIS efforts and pave the way for the group's resurgence across the region.

The United States cooperates with the SDF in the region which is backboned with the People's Protection Units (YPG) militia, a Kurdish force Turkey views as an offshoot of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

PKK has been fighting for Kurdish self-rule in Turkey since 1984 and is recognized as a terrorist group by Turkey, the United States and the European Union.



## 'Baku Turkish' spoken in Kurdish-majority Diyarbakır, according to Ministry

The Ministry of National Education of Turkey has prepared an introductory book on Diyarbakır, making no mention of Kurds or Kurdish. The language spoken in the province is similar to 'Baku Turkish' in Azerbaijan, according to the book.

Turkey's Ministry of National Education has prepared introductory books about provinces as part of the "2023 Education Vision" plan.

"Aimed at helping children discover the capacity of their regions in terms of production, culture, arts and geography and know their plant and animal species, traditional food, games and folk culture," the book of "Our City Diyarbakır" has been published to be taught at primary schools.

As reported by the *Mezopotamya Agency (MA)*, after the



\* Photo: diyarbekirde.com

book focusing on Turkey's Kurdish-majority southeastern province of Diyarbakır was approved by the Ministry of National Education, the Diyarbakır Provincial Directorate of National Education has sent a circular letter to the sub-governor's offices so that the book can be taught at schools.

In the 204-page introductory

book on Diyarbakır province, there is no mention of the word Kurd or Kurdish. Under the heading "Diyarbakır's Dialect and its Characteristics", it is indicated that the language spoken in the province is similar to 'Baku Turkish' in Azerbaijan.

It is further argued that Diyarbakır has maintained its

connection with Azerbaijani Turkish in terms of their shared accent.

While Newroz (in Kurdish pronunciation) is written as "Nevruz" (in Turkish pronunciation), it is further said that this tradition is a deeply-rooted tradition in Central Asia. The "Nevruz" feast is celebrated by egg tapping and distributing food, according to the Education Ministry's book.

The book also talks about the "Risks of the City". Noting that cases of sexual abuse are among the risks that can be encountered in the city, the book briefly says, "Just as it offers opportunities, the city also contains risks. Natural disasters, violence, substance abuse, road accidents and sexual abuse are some of the risks that might be encountered."

### What is Newroz?

Newroz refers to the celebration of the traditional Iranian peoples' New Year holiday of Nowruz in Kurdish culture. Before the Islamization of the Iranic peoples in Asia, the ancestors of the modern Kurds followed Zoroastrianism. In Zoroastrian doctrine, fire is a symbol of sight, goodness and purification. Angra Mainyu, the demonic antithesis of Zoroastrianism, was defied by Zoroastrians with a big fire every year, which symbolized their defiance of and hatred for evil and the archdemon.

Newroz is mainly, in the modern age, affiliated with Kurds, who in turn make up the majority of the Alevi population, an Islamized version of the Zoroastrian religion. In Kurdish legend, the holiday celebrates the deliverance of the Kurds from a tyrant, and it is seen as another way of demonstrating support for the Kurdish cause.

The celebration coincides with the March equinox which usually falls on 21 March and is usually held between 18 and 24 March. The festival has an important place in terms of Kurdish identity for the majority of Kurds, mostly in Iraq, Turkey and Syria. Though celebrations vary, people generally gather together to welcome the coming of spring; they wear coloured clothes and dance together.

\*Source: Wikipedia





19 mars, 2021  
By Wladimir Van Wilgenburg

## Halabja massacre survivor dies from his wounds in US

Mohamad Aziz Halabjaji, 57, was a living reminder of the devastating effects of mustard gas used against Kurds in Halabja

**ERBIL (Kurdistan 24)** – Mohamad Aziz Halabjaji, who survived the 1988 chemical weapons attack in Halabja and was treated in the United States since 2001, died from his injuries on Thursday in the city of Nashville, Tennessee.

On March 16, 1988, Iraqi aircraft launched a [chemical weapons attack on the city of Halabja](#), killing some 5,000 people and injuring 10,000 more. Mohamad Aziz Halabjaji, who died aged 57, was one of the survivors, suffering from the effects of mustard gas for the rest of his life.

“When I met him two years ago, I thought he had less than a year to live,” pulmonologist Dr. Aaron Milstone told the Reporter, Vanderbilt University Medical Center’s weekly newspaper, in 2007.

“I am very impressed with how well he has done. His prognosis is difficult,” she said at the time. “We are hopeful that with supportive care and antibiotics we will be able to keep him stable so that he can maintain a good quality of life and not require transplant for another two to five years.”

Halabjaji in fact survived for another 13 years and managed to keep the story of Halabja alive in the US.

Mustafa Mzory, his neighbor,



Mohammad Aziz Halabjaji died on March 18, 2021 of injuries sustained in the 1988 attack on Halabja. (Photo: @BayanRahman/Twitter)

told Kurdistan 24 that Halabjaji “used to carry his gas tank everywhere he goes and he made sure to attend Kurdish gatherings in Nashville as much as he can.”

“He lived most of his life with a gas tank because of the Halabja chemical attack.”

“Our condolences go out to the family and friends of kak Mohammad Aziz Halabjaji who passed away today in Nashville. As a community and a larger displaced diaspora community, it’s important that we ask ourselves how we can contribute to the research, efforts and advocacy for victims of the Halabja Massacre,” the Nashville based non-profit organization [Kurdish Professionals](#) said on Thursday.

“While this has been heavily

politicized, we must act and encourage those in our communities who are in healthcare, research and politics to demand more efforts in providing treatment, healthcare and closure to these victims,” the organization said on Twitter.

Nashville has been home to North America’s largest Kurdish constituency since the mid-1970s and boasts an estimated 18,000 Kurdish residents, a figure that has earned it the nickname “Little Kurdistan.”

Bayan Sami Abdul Rahman, the Kurdistan Regional Government’s (KRG) representative in Washington, DC, said Halabjaji survived the massacre but suffered lung damage all his life.

“He made a home in Nashville

where he sadly died today. He is pictured at the KRG USA Halabja genocide conference 2018 with his oxygen tank.”

Remziya Suleyman, a Kurdish human rights activist in Nashville, told Kurdistan 24 that Halabjaji “made it a mission in his life that no matter where he was or what conversation he was having to bring up Halabja and the Kurdish cause.”

“He courageously shared his story in numerous public events on Halabja and genocide. The Kurdish community in the US will forever be indebted to him for all his sacrifices.”

Halabjaji “is a reminder of how this tragedy continues to haunt the people of Halabja,” said Yerevan Saeed, who is originally from Halabja and is currently a Ph.D. candidate at the Carter School of Peace and Conflict Resolution in Virginia.

“His death does not speak only to the profound psychological impact the Iraqi attack has left on the people of Halabja, the denial by the Iraqi state to take responsibility and do the right thing by offering a public apology to Kurds for its past genocide. Sadly, Mohammed was denied justice by Iraq neither seeing remorse nor reparations for him and his family who suffered greatly,” he told Kurdistan 24.



19 mars, 2021  
Par Lucile Wassermann

## Erbil, dernier refuge des chrétiens d'Irak

Ostracisée depuis des décennies, la communauté chrétienne a largement fui l'Irak depuis l'invasion américaine de 2003. La correspondante de France 24 s'est rendue à Erbil, plus précisément dans le quartier d'Ainkawa, où une partie de ceux qui n'ont pas quitté le pays ont trouvé refuge.

Estimés à 1,5 million au début des années 2000, les **chrétiens d'Irak** sont aujourd'hui moins de 400 000. Ostracisée depuis des décennies, cette minorité religieuse a dû se résoudre à un nouvel exode avec l'arri-



Un prêtre dans une église chrétienne du quartier d'Ainkawa, à Erbil, au Kurdistan irakien, où nombre de chrétiens se sont réfugiés pour échapper au groupe État islamique. © France 24

vée du groupe État islamique en 2014.

À cette époque, nombre de chrétiens ont fui les persé-

tions des jihadistes et se sont réfugiés à Erbil, au Kurdistan irakien, plus précisément dans le quartier d'Ainkawa.

Il y a quelques années, Ainkawa n'était encore qu'un village, mais à mesure que les crises se sont succédé en Irak, beaucoup de chrétiens s'y sont installés. Ainkawa est alors devenu un quartier à part entière d'Erbil, une sorte de ghetto chrétien aux portes de cette ville, où s'est rendue notre correspondante, Lucile Wassermann.

Le Monde

19 mars, 2021  
Par Marie Jégo

## Désolation et insécurité dans les protectorats turcs du Nord syrien

L'instabilité et le manque d'investissement dans les zones contrôlées par Ankara en Syrie entravent leur développement et laissent peu d'espoir quant à la relance de l'économie locale.

**A**u printemps 2020, Özkan, un universitaire turc, a failli être recruté par l'université de Gaziantep, alors en quête d'un maître-assistant pour sa nouvelle antenne, la faculté des sciences de l'éducation à Afrin, dans l'une des régions occupées par la Turquie dans le nord de la Syrie. « *J'ai longtemps hésité. Les conditions matérielles étaient bonnes, mais après réflexion, j'ai décliné à cause de l'insécurité* », explique le jeune homme, soucieux de garder l'anonymat et toujours en quête d'un poste.

Conquises par l'armée turque appuyée de rebelles syriens alliés, en mars 2018, après en avoir délogé la principale force armée kurde (YPG, Unités de protection du peuple), Afrin et sa région sont en proie à une violence endémique. Des attentats à la voiture piégée et des assassinats ciblés, attribués par Ankara aux combattants kurdes, se multiplient.

La sécurité à Afrin, comme dans les autres régions de Syrie contrôlées par la Turquie, « *peut être qualifiée de frag-*

*ile* », souligne le chercheur syrien Khayrallah Al-Hilu, auteur d'une [étude sur la situation dans les protectorats turcs](#), publiée en janvier, dans le cadre du projet « *Wartime and Post-Conflict in Syria* » du Centre Robert-Schuman de l'Institut universitaire européen de Florence.

Au fil de ses interventions militaires – dans le nord d'Alep en 2016, à Afrin en 2018, et à Aïn Issa et Tall Abyad en 2019 –, la Turquie a repoussé sa frontière de quelques dizaines de kilomètres, érigeant sa

propre zone d'influence en Syrie. Sur place, sa stratégie repose sur deux principes : d'une part, le changement démographique, notamment le remplacement des populations kurdes par des Arabes et des Turkmènes, et d'autre part, l'instauration d'une administration locale subordonnée aux structures administratives turques.

De fait, ces territoires syriens sont désormais gérés par les provinces turques adjacentes. Gaziantep régente une partie du gouvernorat d'Alep, Hatay gère Afrin, et Sanliurfa gou-



verne les villes de Tall Abyad et Ras Al-Aïn. Les administrateurs turcs sont présents à tous les échelons ; la langue turque est mise sur un pied d'égalité avec l'arabe ; et la livre turque a supplanté la livre syrienne. Selon le rapport de l'Institut de Florence, les administrateurs syriens doivent faire preuve d'une « *loyauté absolue envers la Turquie* ». Plusieurs personnalités syriennes ont ainsi été exclues des conseils administratifs locaux, des conseils entiers ont été dissous « *sur de simples soupçons quant à leur loyauté* », notamment dans les villes de Maabatli et de Cheikh Al-Hadid.

### Nombreuses exactions

Les protectorats turcs assurent des niveaux de sécurité et de services disparates selon leur composition démographique et les factions qui les gèrent, souligne la même étude : « *Là où les factions dominantes de l'Armée nationale syrienne [une coalition de groupes rebelles devenus auxiliaires de l'armée turque en Syrie, SNA] n'incluent pas de combattants locaux, comme à Afrin et Ras Al-Aïn, les violations sont nombreuses et la sécurité minimale.* »

Au cours des trois opérations militaires qu'elle a menées dans le nord de la Syrie, l'attitude d'Ankara envers les populations locales a varié d'une région à l'autre. « *Les forces turques ont ainsi agi avec une grande sévérité dans les régions d'Afrin et de Ras Al-Aïn, laissant libre cours aux exactions de la SNA contre les Kurdes, tout en restreignant l'accès aux services dans ces zones* », constate l'étude.

A Afrin, « *malgré la forte emprise sécuritaire de la Turquie, onze assassinats de membres de la SNA ont été revendiqués dans le cadre de l'opération kurde « Olive Anger »* [« Colère de l'olivier » par opposition au



Des civils fuient face à l'avancée de l'armée turque appuyée de groupes rebelles syriens dans le centre d'Afrin, ville à majorité kurde du nord-ouest de la Syrie, le 18 mars 2018. BULENT KILIC / AFP

« *Rameau d'olivier* », du nom de la campagne turque] au cours du premier semestre 2020, portant le nombre total de ces opérations à quarante, depuis la conquête de la région » par les forces turques et leurs alliés. La ville syrienne d'Al-Bab, située au nord-est d'Alep, est, elle aussi, en proie à l'insécurité : des cellules de

chambres de commerce – mises en avant par la Turquie, « *les investissements susceptibles de relancer l'économie locale sont insuffisants. Peu d'infrastructures ont été reconstruites – une route ou deux, pas plus* », explique Agnès Favier, spécialiste de la région et directrice du projet « *Wartime and Post-Conflict in Syria* ».



Des civils patientent à un check-point dans le village syrien d'Anab, avant d'accéder à la zone contrôlée par la Turquie, le 17 mars 2018. BULENT KILIC / AFP

l'organisation Etat islamique demeurent actives et la division Hamza, l'une des factions syriennes alliées à Ankara, y multiplient les exactions.

Malgré les améliorations – fourniture d'eau et d'électricité, ouverture d'hôpitaux, création de facultés et d'écoles, inauguration de douze bureaux de la poste turque, création de

D'après la chercheuse, la Turquie, en s'abstenant de fixer les limites de son influence, conserve « *une carte dans les négociations menées par Ankara avec la Russie, l'Iran et éventuellement avec Damas* ». Pour l'instant, au-delà de la volonté de contenir une éventuelle autonomie kurde, force est de constater que la

Turquie « *n'est pas dans une stratégie d'investissement* ».

### Retour compromis des réfugiés

En attendant, l'insécurité bloque toute perspective de développement. « *En monopolisant une grande partie de l'activité économique et en imposant le versement de pots-de-vin, les factions armées [locales] ne peuvent que dissuader les investisseurs turcs qui voudraient s'impliquer* », estime-t-elle. Sans sécurité, pas d'activité économique, pas non plus de perspectives d'emploi pour les habitants.

Dans un tel contexte, le retour des Syriens réfugiés en Turquie dans leurs régions d'origine est compromis. « *Or, tel était l'objectif initial affiché par Ankara* », rappelle la chercheuse. Le départ des réfugiés reste cependant l'une des préoccupations principales du président Recep Tayyip Erdogan. Après avoir accueilli 3,6 millions de Syriens, le pays estime avoir atteint une limite. D'autant que la population turque, confrontée à la perte de son pouvoir d'achat et à la montée du chômage, tolère de moins en moins la présence de ces « frères », à qui la Turquie avait ouvert ses portes, dès le début du soulèvement syrien, en 2011.

D'après des chiffres du ministère de l'intérieur turc, 414 000 Syriens seraient repartis dans leur pays ces dernières années. Assurance avait ensuite été donnée que 200 000 réfugiés supplémentaires retourneraient chez eux, dans les régions « libérées » par l'intervention militaire de l'automne 2019, dans le nord-est de la Syrie. Mais, comme le souligne Khayrallah Al-Hilu dans son enquête, « *presque aucun retour n'a été enregistré* ».



# 100 raisons pour juger le dictateur Erdogan – Raison 9: Bébé Solîn

La campagne « 100 raisons pour juger le dictateur Erdogan » initiée par le mouvement des femmes kurdes, énonce cent des crimes les plus graves commis par le régime d'Erdogan contre les femmes et les filles. L'un des ces crimes est le meurtre de la petite Solîn tuée dans un bombardement de l'armée turque au Sud-Kurdistan (nord de l'Irak).

« 100 raisons pour juger le dictateur Erdogan » est une campagne du Mouvement des Femmes kurdes en Europe (TJK-E) lancée le 25 novembre dernier, à l'occasion de la journée internationale des violences faites aux femmes. Sur le [site internet](#) dédié, sont recensés 100 des crimes les plus graves commis par le régime d'Erdogan à l'encontre des



Monument à la mémoire des 7 civils de la même famille tués par les bombardements de l'armée turque le 21 août 2011, à Ranya

femmes et des filles. Nous publions ici le neuvième article consacré à la petite Solîn, 7 mois, tuée le 21 août 2011 dans un bombardement turc à Ranya, au Sud-Kurdistan.

**Nous essayons sans cesse de comprendre à qui ou à quoi nous avons affaire lorsque nous parlons de l'armée et du gouvernement turcs. Lorsque la vie d'un bébé innocent est enlevée,**

**nous refusons de rester silencieuses. Parce que nous ne sommes pas complices.**

Le 21 août 2011, les avions de chasse de l'armée turque ont visé un véhicule à Kortek, un village de la région de Ranya au Sud-Kurdistan (nord de l'Irak). 7 civils de la même famille, dont 4 enfants parmi lesquels se trouvait la petite Solîn, 7 mois, ont été tués. Après l'attaque, la Turquie a nié sa responsabilité, mais le vice-premier ministre turc de l'époque, Beşir Atalay, a plus tard avoué l'attaque dans une émission sur le massacre de Roboski qui s'est produit peu de temps après. Le gouvernement régional du Kurdistan (KRG) n'a jamais répondu aux demandes des proches des victimes.



March 19, 2021

## Child killed in Turkish-backed shelling of Ain Issa: SDF

ERBIL, Kurdistan Region — A child was killed in shelling by Turkish-backed militias in the Ain Issa area on Friday, according to the Syrian Democratic Forces (SDF).

“Civilian settlements in vicinity of Ain Issa are again in target of Turkey’s proxies at the moment. Shelling has killed a kid and wounded several civilians,” [tweeted](#) Mustafa Bali, press officer for the SDF.

He shared photographs of at least one child and one man re-

ceiving medical treatment in hospital.

The child who was killed has been identified as 12-year-old Mihemed Himedi al-Khalil, [according to](#) the Rojava Information Center.

Four other people were injured, some critically, in shelling of Hadrayat village, south of Ain Issa, [according to](#) ANHA news.

Ain Issa is located on the M4 highway, the main route that crosses northern Syria. In Oc-

tober 2019, Turkish forces and their Syrian proxies launched a military offensive against Kurdish forces in northeastern Syria. The operation was ended the same month after ceasefires were brokered by Washington and Moscow. The truces saw Turkey take control of a stretch of territory along the border and the SDF redeploy south of the M4 with Russian and Syrian regime troops acting as a buffer.

Late last year, however, there were frequent clashes between Turkish-backed Syrian militias

and Kurdish forces, with casualties on both sides and among the civilian population in the Ain Issa area. At the end of December, Russia [deployed](#) additional troops to keep the peace.

A conflict monitor reported days of [violent clashes](#) around Ain Issa this week. According to the Syrian Observatory for Human Rights, Turkish-backed militias attempted to infiltrate into SDF-held territory. It reported casualties on both sides.

## Turquie: Arrestation du coprésident de l'Association des Droits de l'Homme

Öztürk Türkdogan, coprésident de l'Association des Droits de l'Homme de Turquie, a été arrêté aux premières heures du matin à Ankara. Plusieurs cadres du HDP ont également été placés en garde à vue.

Le coprésident de l'Association des Droits de l'Homme de Turquie (IHD), Öztürk Türkdogan, a été placé en garde à vue ce vendredi, dans la capitale turque. Dans l'opération politique menée à l'aube, plusieurs cadres du Parti démocratique des Peuples (HDP) ont par ailleurs été arrêtés. Il en est ainsi de Zeyno Bayramoğlu, porte-parole du Conseil des femmes du parti à Ankara, Ali Özkan, membre du conseil du parti et Şükriye Ercan, coprésidente de l'antenne locale du HDP dans la province d'Eskişehir.



Öztürk Türkdogan, coprésident de l'IHD

Dans la foulée de l'arrestation de son coprésident, l'IHD a dénoncé dans un tweet une "violation flagrante des droits humains" et appelé à sa libération immédiate.

Les arrestations visant le HDP font désormais partie du quotidien sous le régime d'Erdogan dominé par une coalition is-

lamo-nationaliste. L'attaque contre l'IHD représente cependant une nouvelle étape dans la criminalisation des défenseurs des droits humains. Le ministre turc de l'Intérieur Suleyman Soylu avait, quelques temps auparavant, menacé ouvertement l'IHD dans un discours.

L'IHD visée pour avoir critiqué l'invasion de Garê

Le 15 février 2021, l'IHD avait tenu une conférence de presse sur la mort de 13 soldats, policiers et agents des services secrets (MIT) prisonniers du PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan), qui venaient d'être tués dans une opération avortée menée par l'armée turque dans la région de Garê, au Sud-Kurdistan (nord de l'Irak). L'organisation de défense des droits humains avait alors vivement critiqué l'opération et exigé la création d'une commission d'enquête pour déterminer la cause de la mort des prisonniers.

Le lendemain, dans un discours devant l'assemblée nationale, le ministre de l'intérieur avait tancé en des termes agressifs l'IHD et ses principaux représentants.



March 19, 2021  
By Dorian Jones

## Turkey's Political Crackdown Draws More International Concern

**ISTANBUL** - A crackdown on Turkey's main pro-Kurdish political party appears to be broadening following Friday's detention of a leading member of the country's human rights movement. The arrest comes in the face of growing concern from Turkey's western allies.

Ozturk Turkdogan, co-chair of Turkey's Human Rights Association (IHD), was arrested in an early morning raid by anti-terror police and then released later in the day under a

judicial control, according to Turkey's Human Rights Association. The detention drew swift condemnation nationally and internationally.

"Outrageous. This is an attack on Turkey's oldest human rights group," said Emma Sinclair-Webb, senior Turkey researcher at New York-based Human Rights Watch.

"He [Turkdogan] is a very respected figure in the human rights movement and an old

friend, a lawyer. It is an outrageous attack on all of Turkish civil society to arrest Turkdogan," added Sinclair-Webb.

No details have been released on why Turkdogan was detained, other than that he was being held under Turkey's wide-ranging anti-terror legislation. Under the law, Turkdogan is denied access to a lawyer for the first 24 hours of detention.

This month, the Turkish interior

minister, Suleyman Soylu, accused Turkdogan's Human Rights Association of being linked to terrorism.

Meanwhile, Turkish security forces are carrying out a crackdown on Turkey's second largest opposition party, the pro-Kurdish People's Democratic Party [HDP].

On Friday, at least three HDP senior members were detained in dawn raids as part of a sweep targeting 35 people. On

Wednesday, prosecutors opened a case against the HDP.

The HDP is accused of having links to the Kurdish separatist group the PKK, which is fighting the Turkish state. The United States and the European Union designate the PKK as a terrorist organization.

Wednesday also saw lawmakers vote to strip prominent HDP deputy Omer Faruk Gergerlioglu of his parliamentary immunity after he was convicted of spreading terrorist propaganda for a tweet.

Since 2019, 48 of the 65 elected HDP mayors in Turkey's predominantly Kurdish regions have been removed from office by the Interior Ministry, citing "terror" investigations.

#### Western allies concerned at crackdown

But Turkey's western allies are pushing back over the latest escalation in the crackdown on the HDP.

"We are also monitoring the initiation of efforts to dissolve the People's Democratic Party, a decision that would unduly subvert the will of Turkish voters, further undermine democracy in Turkey, and deny millions of Turkish citizens their chosen representation," said U.S. State Department spokesman Ned Smith on Thursday.

In a statement, the European Union said it was "deeply concerned," adding Turkey "needs to respect its core democratic obligations, including respect for democracy, human rights and the rule of law."

The HDP closure case and the



[People shout slogans during a demonstration to protest against the court case launched for closure of the pro-Kurdish opposition Peoples' Democratic Party in Istanbul, Turkey, March 18, 2021.](#)

latest waves of arrests come weeks after Turkish President Recep Tayyip Erdogan pledged a new era in human rights while unveiling his human rights action plan.

"It seems the human rights action plan is a code word for human rights violation plan," said Sinclair-Webb, "because everything that has happened

dish. But the government rejects criticism over the current crackdown, insisting it's fighting terrorism.

"It is an indisputable fact that HDP has organic ties to PKK," tweeted Wednesday Fahrettin Altun, Turkey's presidential communication director. The HDP denies any links to the PKK.



Omer Faruk Gergerlioglu, a human rights advocate and lawmaker from the People's Democratic Party, or HDP, center, reacts after the parliament stripped his parliamentary seat, in Ankara, Turkey, March 17, 2021.

since then has been worse and worse and the attacks on democracy."

Turkey has a long history of closing political parties, in particular those deemed pro-Kur-

The German government appears receptive to Ankara's stance while calling for "Turkey to comply with the most stringent democratic rule-of-law." In a statement released Thursday it added, "We call on the HDP

to clearly distance itself from the PKK, which is listed as a terrorist organization also in the EU."

Observers and human rights activists have accused European leaders and the EU of softening its criticism of Turkey's deteriorating human rights record.

Turkey and the EU are currently discussing the renewal of a refugee deal that sees Ankara act as Europe's gatekeeper in controlling migrants and refugees in exchange for billions of dollars in aid.

"It's the biggest leverage Turkey has," said Sezin Oney, a columnist for Turkey's Duvar news portal. "Because of the refugee deal, European countries, in a way, lack any kind of pressure or any kind of leverage they might have over Ankara."

Next week European leaders are due to discuss Turkey at an EU summit, but it's predicted calls for a tough stance against Ankara by some members will be ignored.

With Turkey's EU membership bid is frozen, Sinan Ulgen, head of the Istanbul-based Centre for Economics & Foreign Policy Studies, says any inaction by Brussels is mostly because it has little political influence.

"The refugee deal is a factor that lowers the level of criticism in the EU about Turkey's track record in democratic and fundamental rights. But the other factor is that the EU now has very little leverage on Turkey, given that there are very few avenues of positive engagement," said Ulgen.





March 20, 2021

## Kurdish-majority Diyarbakır province speaks Azeri - education ministry

The language spoken by residents of Turkey's Kurdish-majority south-eastern Diyarbakır province is not Kurdish, but a Turkish that resembles Azeri, the country's education ministry said.

The remarks, published in a booklet prepared for local students, also said Newroz, the Kurdish festival welcoming spring, was a tradition that stemmed from Central Asia, while spelling the holiday with Turkish letters, as "Nevruz," [Evrensel newspaper reported](#) on Friday.

Diyarbakır, home to 1.7 million people, is one of the largest



Kurdish-populated cities in the country and stronghold for the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP).

The booklet effectively denies the existence of Kurds in its claim that the dialect of the region carries many characteristics of the Azeri Turkish

spoken in Azerbaijan's capital, Baku, HDP Diyarbakır deputy Remziye Tosun said.

The Education and Science Laborers Union (Eğitim-Sen) Diyarbakır branch co-chair Zuhul Sezer, echoing the statements made by Tosun, said the ministry's 214-page booklet

sent to the elementary schools of over a dozen districts "dismisses an ethnic identity and race."

"This is a very cruel, dangerous and brutal approach," Sezer added.

The report arrives amid an [intensified political and judicial crackdown](#) on the HDP as the country's Kurds celebrate Newroz.

Turkish parliament earlier this week revoked the membership of a pro-Kurdish lawmaker while moving to close down pro-Kurdish HDP.

(Re-leads with detentions)



March 20, 2021

## Turkish police detain 14 in Istanbul Newroz celebration

Istanbul police on Saturday detained 14 people participating in the city's celebration of Newroz, a festival welcoming spring, taking place amid an intensified crackdown on the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP).

Four people were detained for allegedly resisting police, while 10 people were taken into police custody on charges of conducting "terrorist propaganda" [T24 news site reported](#).

Thousands of Kurdish and pro-Kurdish Turks convened in the Yenikapı district of the country's most populous city to mark the holiday in the event that was [streamed from HDP's Twitter account](#).

"I salute the Newroz resistance of all of you," jailed former HDP co-chair Selahattin Demirtaş said in a statement read during the celebration, "at a time when the inconceivable pressures on our beloved people, party and yourselves is intensifying."

"Happy Newroz resistance to you," the prominent Kurdish politician said.

This year's celebrations, held with the slogan, "Let us resist and become free with the fire of Newroz," arrive as the government has dialled up a [political and judicial crackdown](#) on the HDP.

Turkish parliament earlier this

week revoked the membership of a pro-Kurdish lawmaker and human rights activist Ömer Faruk Gergerlioğlu, while moving to close down the pro-Kurdish party.

HDP co chair Pervin Buldan delivered a speech in Yenikapı, in which she highlighted on the unseating of Gergerlioğlu on Wednesday.

The crackdown by Ankara is "the seizing of the will of the people," Buldan said, recalling the appointment of government officials to replace dozens of elected HDP mayors in the Kurdish majority east and southeast since the 2019 local elections.

Buldan also condemned the government over the decision to withdraw from a landmark European treaty protecting women from violence that it was the first to sign a decade ago.

"Women will have the last word," Buldan said, adding that the HDP would not never accept for Turkey to scrap the convention with a "night coup," in reference to the presidential decree signed by President Recep Tayyip Erdoğan on the decision late Friday.

A number of Kurdish politicians took part in the gathering at Yenikapı, including HDP Istanbul deputy Musa Piroğlu and former deputy Sırrı Süreyya Önder.



Participants in the gathering waved HDP flags and jumped over fire, a long-standing Newroz tradition.

HDP shared images of Kurds gathered to celebrate Newroz in western İzmir province and in the southern province of Mersin, large crowds showed up to mark the holiday.

In capital Ankara, Newroz celebrations are taking place in the city's Anit Park.



March 20, 2021  
By Wladimir Van Wilgenburg

## Child killed, 5 others wounded in fighting near northern Syrian city of Ain Issa, SDF says

**ERBIL (Kurdistan 24)** – One child was killed and five other civilians injured in shelling on Friday by Turkish-backed forces in the northern Syrian city of Ain Issa, according to an official from the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF).

Mustafa Bali, the head of the SDF press office in northeast Syria, wrote in a post on Twitter that “civilian settlements in vicinity of Ain Issa are again in target of Turkey’s proxies at the moment.”

“Shelling has killed a kid and wounded several civilians. Turkish attacks are again endangering civilian lives and infrastructure,” he added.

According to the local Hawar News Agency (ANHA) at least five civilians were wounded in the attack. In response, it continued, the SDF shelled a Turkish military base near the villages of Saida and al-Mus-hairfeh.

The Turkish army then reportedly shelled positions of



Five civilians were injured and a child killed during Turkish shelling near the northern Syrian city of Ain Issa on March 19, 2021. (Photo: Mustafa Bali/Twitter)

Syrian government forces in and around Ain Issa.

The town of Ain Issa has recently seen heavy fighting between the SDF and Turkish-backed forces.

The SDF Press Center said on Thursday that fighting took place on Tuesday and Wednesday around the Ain Issa countryside in Raqqa province. During the fighting, it added,

three Syrian opposition fighters were killed.

On Oct. 19, 2019, after a long-threatened Turkish military incursion into northeast Syria to confront Kurdish elements of the SDF, the US first mediated a [ceasefire agreement between Turkey and the SDF](#). A second such agreement, brokered by Russia, followed on Oct. 22.

Yet despite the agreements, Turkey-backed groups and the Turkish army itself continue to target SDF-held areas.

According to the local Hawar News Agency (ANHA) at least nine civilians were [killed](#) and 16 injured this week during attacks by the opposition groups in the vicinity of Ain Issa.

Recently, there has been an increase in attacks by Turkish-backed militias near the city of Manbij, also resulting in the death of multiple civilians.

The Russian Ministry of Defense-affiliated Russian Reconciliation Center for Syria on Tuesday expressed [worries](#) about the establishment of a fifth Turkish military base that was created near Ain al Issa.

Senior Syrian Kurdish officials have regularly called on Russia and the US to pressure Turkey to abide by the earlier ceasefire agreements.



# L'Union européenne divisée sur les rapatriements des femmes et des enfants de djihadistes

La décision de la Belgique de ramener les mineurs détenus dans les camps syriens a ouvert une brèche.

Il ne se passe pas une semaine sans qu'une rumeur d'évasion ou d'enlèvement d'enfants, l'annonce d'un meurtre ou les échos d'une grève de la faim ne s'échappent des camps de détenus de l'organisation Etat islamique (EI) en Syrie.

Pourtant, la question des familles de djihadistes européens, sous la garde des forces kurdes syriennes, demeure un lourd tabou tant au siège de l'Union européenne (UE), à Bruxelles, que dans les capitales concernées. A commencer par la France, qui occupe le premier contingent de l'UE avec plus de 120 femmes et plus de 300 enfants sur place. Le sort des hommes n'est même pas évoqué tant il y a un consensus pour ne pas les rapatrier.

Les femmes et les enfants surtout, c'est une autre affaire. [L'annonce, le 4 mars, par le premier ministre libéral belge, Alexander De Croo](#), que son pays allait rapatrier tous les enfants de moins de 12 ans, c'est-à-dire l'intégralité des mineurs belges actuellement dans les camps du Nord-Est syrien, a ouvert une brèche en Europe.

Après la Finlande, qui a déjà rapatrié six femmes et une vingtaine d'enfants depuis 2019 et compte encore une demi-douzaine de femmes et une douzaine d'enfants sur place, c'est le deuxième membre de l'UE à afficher un tel objectif.

Bruxelles évoque une trentaine d'enfants alors qu'un autre comptage, réalisé en oc-



Le camp de Roj, près de Derik, en Syrie, où les familles de membres suspects de l'organisation Etat islamique sont retenues, le 4 février. DELIL SOULEIMAN / AFP

tobre 2020, en totalisait trente-sept. « *Les laisser là, c'est faire en sorte qu'ils deviennent les terroristes de demain* », a justifié M. De Croo. La situation des femmes sera examinée « *au cas par cas* ». Vingt et une Belges seraient aux mains des forces kurdes, la moitié au camp d'Al-Hol, l'autre moitié à celui de Roj.

L'annonce de M. De Croo, due semble-t-il à l'entrée des écologistes et des socialistes au gouvernement, a d'autant plus étonné que, jusqu'ici, la Belgique s'était rangée dans le camp des pays résolument hostiles aux rapatriements, tout comme la France, l'Allemagne, le Danemark et l'Espagne. Dans les milieux européens, ce qui est apparu comme un cavalier seul de la Belgique n'a guère suscité d'enthousiasme. Aucun pays n'a, à ce stade, manifesté son intention d'imiter le gouvernement de M. De Croo. Certains diplomates auraient, tout au plus, approché la Belgique pour « *bien comprendre* » sa

démarche ou « *être rassurés* », confie un expert.

## « Un point positif »

Toutes les initiatives en vue d'une possible action conjointe des Européens dans ce domaine sont bloquées depuis plusieurs années. Les dernières discussions au sein d'un comité « *ad hoc* » datent de janvier et se sont limitées à un échange d'informations. Pour la diplomatie française à Bruxelles, pas question de déroger au principe selon lequel « *le sujet est lié à la compétence des Etats* ».

Lors du récent débat au Parlement européen sur la Syrie, à l'occasion du dixième anniversaire du soulèvement contre le régime de Bachar Al-Assad, le groupe écologiste a réussi à faire adopter un amendement demandant aux Etats membres de l'UE « *de rapatrier tous les enfants européens* » en prenant en compte « *l'intérêt supérieur de l'enfant* », une formulation qui implique aussi

le rapatriement des mères. « *Un pas positif* », s'est félicité Mounir Satouri, eurodéputé Europe Ecologie-Les Verts (EELV) qui a fait partie de la délégation de quatre parlementaires français – dont deux députés européens – empêchée de visiter les camps syriens début mars, selon les élus, qui pointent des pressions du Quai d'Orsay sur les autorités autonomes kurdes.

« *La doctrine française n'a pas changé. Il y a déjà eu des rapatriements d'enfants orphelins ou de mineurs isolés* », Laurent Nunez, coordinateur du renseignement et de la lutte contre le terrorisme

A l'occasion de la Journée nationale d'hommage aux victimes du terrorisme, le 11 mars, le coordinateur national du renseignement et de la lutte contre le terrorisme, Laurent Nunez, a répété la position française : « *Ces enfants sont avec leur mère, ils ne seront pas séparés de leurs parents (...). Il n'est pas prévu de les faire revenir en France. La doctrine française n'a pas changé. Il y a déjà eu des rapatriements d'enfants orphelins ou de mineurs isolés* », a-t-il ainsi déclaré sur RTL. Jusqu'à présent, trente-cinq enfants français présentés comme orphelins ont été ramenés en France.

La doctrine française du « *cas par cas* », qui est en fait synonyme de non-*rapatriement*, n'a pas changé. Mais la pression s'est accrue ces dernières semaines avec la tentative de visite des élus français, et l'annonce de la



grève de la faim d'une dizaine de détenues françaises afin d'obtenir leur rapatriement avec leurs enfants.

Ces dernières acceptent le principe d'être jugées à leur retour. Ce n'est pas le cas des plus radicales, qui ont fait circuler un texte assurant leur refus de tout rapatriement et leur volonté de « *rester dans les camps le temps qu'Allah décide de leur sort* ». Elles fustigent « *celles qui ont vendu leur religion à vil prix* » afin d'être jugées par « *un Etat criminel* ».

#### « Aucune preuve » contre ces femmes

Plus embêtant pour les pays européens, le Conseil exécutif de l'Administration autonome du Nord-Est syrien a publié un communiqué, jeudi 18 mars, appelant les pays concernés à rapatrier au plus vite leurs femmes et leurs enfants. « *Nous n'avons aucune preuve* » contre ces femmes, dit le texte, qui s'agace du fait que « *des pays insistent pour ne rapatrier les enfants sans leur mère* ». C'est le cas de la

France, mais aussi du Danemark (une vingtaine d'enfants, le nombre de femmes est inconnu), de la Suède (vingt-cinq femmes et soixante enfants selon des chiffres de 2019) et de l'Espagne, qui n'a effectué aucun rapatriement à ce jour. A Madrid, le débat sur la question est inexistant, tout comme la transparence sur les chiffres. La presse espagnole a identifié au moins quatre femmes ayant dix-huit enfants, selon la chercheuse Carola Garcia-Calvo, de l'Institut Real Elcano.

L'Elysée ne veut surtout pas d'un débat sur la question à l'orée de la campagne présidentielle

L'Allemagne est officiellement sur une position proche de la France. Dans les faits, elle fait preuve d'une réelle souplesse depuis qu'un tribunal a ordonné au gouvernement, fin 2019, de rapatrier une femme et ses trois enfants internés à Al-Hol. Plusieurs autres rapatriements ont eu lieu. Le dernier, en décembre 2020, a concerné trois Allemandes âgées de 21 à 38 ans, ainsi

que douze enfants de 2 à 12 ans, dont sept orphelins. « *Cette heureuse nouvelle nous conforte dans l'idée que nous pourrions également faciliter d'autres retours* », s'était alors félicité le ministre allemand des affaires étrangères, Heiko Maas. Au moins l'une des trois femmes a été arrêtée à son arrivée et mise en examen pour association de malfaiteurs terroriste criminelle et complicité de crimes contre l'humanité.

Les raisons de ces refus de rapatrier sont diverses. Dans le cas de la Suède, l'entrée en vigueur tardive des lois criminalisant les départs (en 2016) et l'appartenance à une organisation terroriste (2020) empêche de juger les femmes. Ailleurs, on a à l'esprit la crise gouvernementale qui a coûté sa majorité à la première ministre norvégienne en janvier 2020 à la suite du rapatriement d'une femme avec ses enfants. L'Elysée ne veut surtout pas d'un débat sur la question à l'orée de la campagne présidentielle.

#### « Problèmes opérationnels »

Face à la dégradation continue des conditions sanitaires et de sécurité au camp d'Al-Hol (trente et un meurtres depuis le début de l'année ; vingt-cinq Françaises évadées en 2020-2021, dont quatorze encore en fuite), l'Unicef a enjoint, le 28 février, aux Etats concernés de rapatrier leurs enfants : « *Dans le nord-est de la Syrie, il y a plus de 22 000 enfants étrangers d'au moins soixante nationalités qui croupissent dans les camps et les prisons* », a déploré le directeur régional de l'agence, Ted Chaiban.

Mais même en cas de décision de rapatrier, « *les problèmes opérationnels restent très importants* », juge Thomas Renard, chercheur belge au Centre d'études Egmont. Ainsi, la Belgique a aussi été informée par les autorités kurdes de la « *disparition* » de certaines femmes, sans qu'il soit établi précisément si elles s'étaient échappées ou se cachaient.

Le Monde

20 mars, 2021  
Par Hélène Sallon

## Le califat de l'Etat islamique se perpétue dans les camps du Nord-Est syrien

Les forces kurdes sont démunies face aux violences et à la radicalisation ayant cours dans les camps d'Al-Hol et de Roj, où sont détenues les familles de djihadistes.

**B**aghoub, dernier bastion de l'organisation Etat islamique (EI) dans le sud-est de la Syrie, **n'était pas encore tombé** sous l'assaut des forces kurdes et de la coalition internationale, en mars 2019, que, déjà, un nouveau réduit du califat se reconstituait ailleurs.

A 300 kilomètres au nord, dans le camp de déplacés d'Al-Hol, des camions à bétail déversaient par milliers des sil-

houettes fantomatiques : vieillards décharnés, femmes recouvertes de longs niqabs noirs maculés de boue, traînant des ribambelles d'enfants dépenaillés aux traits tirés par la faim et le manque de sommeil, au regard hanté par la mort. Dans la foule, des djihadistes françaises, séparées de leurs époux et proches tués au combat ou emprisonnés, juraient alors : « *D'ici, le califat vivra et se perpétuera !* »

Leur prédiction ne s'est pas démentie. Ce camp fermé du Nord-Est syrien, où s'entassaient encore derrière de hauts barbelés près de 65 000 personnes – dont 53 % d'enfants âgés de moins de 12 ans, **selon les Nations unies** – s'est transformé en terreau fertile de radicalisation.

Dans une région enclavée, située entre la bande frontalière sous occupation turque et des zones contrôlées par le régime

syrien, où l'aide internationale arrive au compte-gouttes par la frontière irakienne, l'administration autonome kurde doit gérer seule ceux dont personne ne veut : 30 000 Irakiens, 24 000 Syriens et plus de 10 000 autres de 57 nationalités différentes, dont des Européens que leur pays refuse d'accueillir, à Al-Hol ; quelques milliers d'autres femmes et enfants dans le camp de Roj ; et 11 000 combattants de l'EI, dont 1 700 étrangers, détenus

dans des prisons mouirois.

### Décapitations et évasions

Quand ce ne sont pas les incendies causés par les réchauds qui viennent faucher une famille entière sous une tente, ce sont les règlements de compte, les décapitations, les attaques de gardien et les évasions qui rythment la vie à Al-Hol. Depuis janvier, au moins 31 meurtres par objet tranchant ou arme à feu ont été enregistrés, selon Jaber Cheikh Moustafa, un responsable kurde du camp. « *Nous pensons que des cellules de Daech sont derrière ces meurtres (...), qui se produisent surtout dans la section réservée aux Irakiens et aux Syriens* », a-t-il précisé à l'Agence France-Presse (AFP). Fin février, l'organisation Médecins sans frontières (MSF) a annoncé la suspension de ses activités après le meurtre d'un de ses employés locaux et de sa famille, et d'un incendie qui a en blessé trois autres et tué l'enfant de l'un d'eux.

« *Les accidents ne sont pas surprenants au vu des conditions précaires*, commente un humanitaire qui a requis l'anonymat. *Mais certains incendies n'étaient pas accidentels. Le niveau de violence à Al-Hol est inouï.* » Le dénuement et la diversité des populations créent des tensions, mais d'autres dynamiques sont à l'œuvre : « *Des menaces visent ceux qui sont perçus comme des traîtres à "la cause", soupçonnés de transmettre des informations aux Kurdes. A l'inverse, d'autres sont menacés en raison de leurs contacts supposés avec l'EI, poursuit l'humanitaire. A cela, s'ajoute la cohabitation entre des organisations financées par Damas, comme le Croissant rouge syrien, et des organisations internationales. [Le régime] a fait savoir à des*

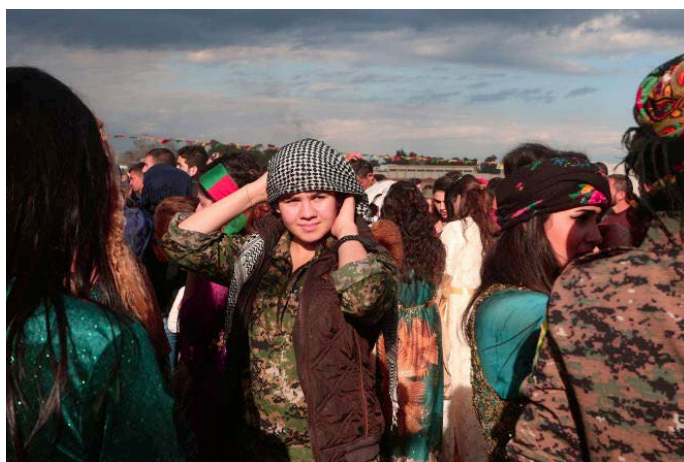


Des Syriennes dans le camp d'Al-Hol, dans le nord-est de la Syrie, le 7 février 2019. FADEL SENNA / AFP

*employés d'ONG internationales qu'il les avait fichés.* »

La situation est pire encore dans « l'Annexe », la partie du camp réservée aux 10 000 femmes et enfants qui ne sont ni syriens ni irakiens. Ils vivent coupés de l'extérieur – même si des portables circulent sous le manteau –, avec un accès restreint aux ONG. « *L'Annexe est comme une prison où il est*

*« Les femmes ont peur des mouchardes : des radicalisées qui travaillent pour l'EI, comme de celles qui travaillent pour les Kurdes. Elles sont épuisées, sans perspective d'avenir. Certaines sont en train de perdre la tête. Les enfants, eux, grandissent [sans éducation] et avec des traumatismes »,* décrit une source bien renseignée sur le sort des Françaises.



Un combattant kurde des Unités de protection du peuple (YPG) prend part aux célébrations de Newroz, qui marque la nouvelle année chez les Kurdes, à Kamechliyé, près de la frontière turque, en Syrie, le 21 mars 2017. RODI SAID / REUTERS

*dangereux de ne pas adhérer à des idées très radicales. Etre vu en train de parler à des étrangers ou porter du khôl peut entraîner des représailles* », souligne l'humanitaire.

« **Futurs combattants** » La radicalisation au sein du camp inquiète les experts de l'ONU qui traquent l'Etat islamique. « *Des cas de radicalisation, d'entraînement, de collectes de fonds et d'incita-*

*tion à des opérations extérieures ont été signalés* », ont-ils prévenu dans un rapport, fin janvier, ajoutant que des « *mineurs seraient endoctrinés et préparés pour devenir de futurs combattants* » de l'EI. En face, les autorités kurdes sont démunies.

Entre la mi-2019 et la fin 2020, le nombre de gardiens d'Al-Hol a été réduit de plus des deux tiers, passant de 1 500 à 400. Beaucoup ont été mobilisés sur le front depuis l'offensive turque dans le nord de la Syrie, à l'automne 2019. « *Les gardes s'en tiennent à la sécurisation du périmètre extérieur et, occasionnellement, à des campagnes de fouilles et d'arrestations au sein du camp* », note un autre humanitaire.

Les évasions se multiplient. « *Les femmes qui ont un lien étroit avec l'EI ont les moyens financiers et l'influence pour s'évader. Parfois avec l'aide de gardes corrompus* », note l'humanitaire. Selon les experts onusiens, une évasion d'Al-Hol ne coûtait pas plus de 3 000 dollars à la fin 2020. Plusieurs Françaises ont ainsi rejoint la région d'Idlib, sous contrôle de la rébellion syrienne, à l'instar de Hayat Boumeddiene, ou la Turquie, comme Sarah Talib, arrêtée près de l'ambassade de France à Ankara, le 23 février.

La multiplication des évasions a certainement pesé dans la décision de transférer, à l'été 2020, 80 femmes et 200 enfants français (selon un décompte des avocats des familles) dans le camp de Roj, plus sécurisé. « *Toutes les Françaises n'ont pas été transférées*, nuance la source proche du dossier. *Certaines se sont cachées à Al-Hol, ce sont les plus radicalisées qui ne veulent pas être rapatriées. Elles savent qu'à Roj, il est impossible de s'évader. Celles-là, on ne les retrouvera jamais.* »



March 21, 2021

(This article has been updated from the first paragraph.)

## Pro-Kurdish lawmaker released after detention in Turkish parliament

**P**ro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) lawmaker Ömer Faruk Gergerlioğlu has been released, after his statement was taken by police forces, following his detention in Turkish parliament on Sunday morning.

Gergerlioğlu announced his release via his social media.

Stripped of his parliamentary status on Wednesday and refused to leave the Grand National Assembly in protest, Gergerlioğlu was detained on early Sunday, while in his pyjamas.

Gergerlioğlu was detained during his morning prayer in parliament's restroom.

Turkish parliament on Wednesday **stripped** Gergerlioğlu of his parliamentary status, weeks after Court of Cassation **approved** a prison sentence issued to the human rights activist and medical doctor on



charges of terrorist propaganda.

Gergerlioğlu said he would resist and remain in the building until the Constitutional Court ruled on his appeal against his recent conviction and since then did not **leave** the parliament.

An investigation initiated against Gergerlioğlu for undertaking public office irregularly, violation of housing immunity and making terrorist organization propaganda, Diken news website **reported**, after it was determined that, despite stripping off his parliamentary

status, he remained unlawfully in the public building, still behaving as a deputy and making press releases on social media.

HDP announced Gergerlioğlu's detention via social media on Sunday.

Hüseyin Kaçmaz, another HDP deputy explained in a video how Gergerlioğlu was arrested.

"We saw these, back in the 90s," Gergerlioğlu reacted his detention in the parliament as saying.

In 1994, political immunities of the pro-Kurdish Democracy Party (DEP) MPs Orhan Doğan, Leyla Zana, Selim Sadak and Hatip Dicle were lifted and were detained in the parliament building and prisoned for 15 years on charges of separatism.

Turkish Court of Cassation overturned their conviction in 2004 and former DEP deputies were **released** from prison.

"What was required in terms of law, has been done," the speaker of the Turkish Grand National Assembly, Mustafa Şentop said in a written statement, following Gergerlioğlu's detention.

"Nobody can turn Turkish Grand National Assembly, the representative authority of our nation into a stage for illegal propaganda," Şentop said, state-run Anadolu news agency **reported** on Sunday.



21 mars 2021

Par Zafer Sivrikaya

## Turquie. Un député pro-kurde arrêté dans le Parlement... en pyjama

Le célèbre et infatigable défenseur des droits humains, député du parti pro-kurde HDP, a été arrêté dans le Parlement... en pyjama.

« **Pas besoin d'être Kurde pour défendre les Kurdes contre les injustices** », a coutume de déclarer Ömer Gergerlioğlu, 55 ans, inépuisable défenseur des droits de l'Homme en Turquie. Lui-même turc, plutôt conser-

vateur, il a défendu aussi bien les femmes voilées interdites d'accès aux universités et à la fonction publique, dans les années 1990, que les révolutionnaires de gauche radicale en grève de la faim.

**Une cible pour les autorités**

Les critiques de cet ex-président de l'association des droits de l'Homme conservatrice Mazlum-Der (2007-2009) en font vite **une cible pour les autorités**.

En 2017, par décret présidentiel, il est démis de son poste de médecin pneumologue dans un hôpital public et radié de la fonction publique.

Sensible à la question des droits culturels et démocra-



tiques des Kurdes, il est élu en 2018 député du parti démocratique des peuples (HDP), pro-kurde, qui rassemble aussi la gauche.

Condamné, depuis, à deux ans et demi de prison pour « propagande terroriste », pour avoir relayé un simple article de presse sur Twitter, il a été déchu de son immunité parlementaire mercredi 17 mars, au moment où s'ouvrait un [procès visant à dissoudre le HDP](#).

« **Je ne reconnais pas cette décision illégale et injuste, je ne quitterai pas le Parlement**



Ömer Gergerlioglu, dimanche 21 mars, lors de sa libération. | ADEM ALTAN/AFP

**tant que la Cour constitutionnelle ne se sera pas prononcée sur mon cas »,** a-t-il

alors déclaré, joint par téléphone.

### **Déloger du parlement en pyjama**

Le dimanche 21 mars au matin, alors qu'il quittait son bureau de l'Assemblée pour aller aux toilettes faire ses ablutions avant la prière, le député, père de trois enfants, a été arrêté et placé en garde à vue, avant d'être libéré quelques heures plus tard.

Le but était bien de le déloger du Parlement. Mais les images de ce pourfendeur des injustices, interpellé en pyjama pendant ses ablutions, font grincer des dents, y compris dans les cercles proches du pouvoir.



21 mars, 2021

## **Près d'un million de personnes à Diyarbakir pour le Newroz**

Près d'un million de personnes étaient rassemblées ce dimanche à Diyarbakir pour célébrer le Newroz, le nouvel an kurde. « Que ceux qui prétendent que les Kurdes n'existent pas regardent cette place », a déclaré la Député HDP Semra Güzel dans un discours.

**P**rès d'un million de personnes ont célébré en liesse le Newroz, ce dimanche à Amed (Diyarbakir). Bien qu'aucun bus n'ait été mis à disposition par la municipalité dont les co-maires kurdes ont été destitués en 2019 par le gouvernement turc et remplacés par un administrateur, les habitants se sont rendus en masse sur la place du Newroz dès les premières heures du matin. À l'entrée de la zone bouclée par des barricades de police et encerclée par des centaines de véhicules anti-émeutes, la police turque a procédé à des contrôles poussés. Les journalistes ont dû subir quatre contrôles avant d'entrer sur la place du festival, après des heures d'attente.

Sur la place, étaient déployées des banderoles souhaitant une

bonne année en huit langues. Dans la foule, on a pu voir de nombreux fanions du Parti démocratique des Peuples (HDP) menacé d'interdiction par le régime d'Erdogan, mais aussi des drapeaux du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) et des portraits du leader kurde emprisonné Abdullah Öcalan. Malgré les avertissements de la police depuis la scène, les manifestants ont scandé des slogans en soutien à Öcalan et à la résistance dans les prisons.

### **Le Newroz célébré depuis 2633 ans**

Le programme a commencé par la chanson de la résistance « Çerxa Şoreşê » (La roue de la révolution) et un discours de bienvenue du comité des fêtes: « Kawa le forgeron a vaincu le

despote Dehak et allumé un feu. Le Newroz est célébré depuis 2633 ans et représente la résistance, le soulèvement, l'égalité, la justice et la démocratie. Newroz pîroz be [bon Newroz] ! »

Alors qu'on allumait le feu du Newroz, la foule a scandé : « Bijî Serok Apo ! » [Vive le leader Öcalan]. La police a alors tenté d'étouffer les slogans et les chants en augmentant le volume de la musique.

Prenant la parole après le discours d'ouverture, la députée HDP Semra Güzel a déclaré : « Le mois de mars est un mois de résistance au Kurdistan. Notre peuple est dans les rues malgré tout, les feux du Newroz brûlent partout dans les villages et dans les montagnes. Que ceux qui prétendent que

les Kurdes n'existent pas regardent cette place. Les Kurdes sont en résistance sur cette place, aucun gouvernement ne peut étouffer cette réalité. »

### **La Convention d'Istanbul, une ligne rouge**

Évoquant le retrait de la Turquie de la Convention d'Istanbul, la députée kurde a poursuivi : « Femmes en lutte ; les gouvernants veulent annihiler notre lutte, ils veulent nous enlever les droits pour lesquels nous nous sommes battus. À ce stade, nous déclarons une fois de plus : nous existons et nous existerons, nous serons nous-mêmes. Avec cette décision, le président a une fois de plus manifesté son hostilité envers les femmes. Cette décision encou-

rage les féminicides. L'AKP [Parti de la Justice et du Développement au pouvoir] porte la responsabilité de tous les féminicides à venir ».

« Pour le HDP, la Convention d'Istanbul est une ligne rouge », a ajouté la députée de Diyarbakir.

Des centaines de milliers de personnes ont par ailleurs participé à cette fête de la résistance dans de nombreuses autres villes du Nord-Kurdistan, notamment à Van, deuxième plus grande ville de la région, où le Newroz a réuni des dizaines de milliers de manifestants malgré la répression ambiante.



Célébration du Newroz à Amed (Diyarbakir).



March 21, 2021  
By Reuters

## Russian Jets Hit Civilian Areas Near Turkish Border, Witnesses and Rebels Say

AMMAN, JORDAN - Russian jets hit rebel training camps Sunday in northwestern Syria near the Turkish border, as Syrian artillery killed seven civilians and injured 14 medics in an attack on a hospital in the area, witnesses and rebel sources said.

The sources said a Russian surface-to-surface missile also hit the town of Qah while Russian air strikes came close to densely populated refugee camps along the border with Turkey.

A gas facility was hit near Sarmada city in Idlib province, but there were no immediate reports of casualties.

The spokesman for the National Army, a Turkish-backed

rebel alliance in the northwest, said Russia, which supports the government in Damascus, sought to destabilize the last rebel stronghold in Syria, but the strikes did not signal an imminent major assault against Idlib.

"The Russian aerial strikes are continuing. Ballistic missiles have also hit areas close to civilian centers," Major Youssef Hamoud told Reuters. "They seek to sow chaos and confusion," he added.

Turkey's Defense Ministry said a missile launched by Syrian government forces had struck Qah and a truck and trailer park near Sarmada, injuring seven civilians.

It said a statement had been

sent to Russia asking for the attacks to stop immediately and Turkish troops had been alerted.

There was no immediate comment from Moscow.

A woman and a child were among the seven civilians killed when mortar rounds hit the hospital in the city of Atareb.

The Turkish Defense Ministry said earlier that five people were killed and 10 injured in an artillery attack by Damascus-backed forces on the hospital, which is in an area of northwest Syria where Turkey has a military presence.

Fighting between Syrian army forces and rebels has subsided

since a deal a year ago ended a Russian-led bombing campaign that had displaced more than 1 million people in the region that borders Turkey. Before that months of fighting had killed several thousand civilians.

Residents say although there have been no major hostilities, the calm is occasionally ruptured by Russian strikes on rebel outposts and by Iranian and Syrian-backed militias shelling towns and cities in the enclave where nearly 4 million civilians live.

Syria and Russia say they only target militant Islamists and deny any indiscriminate shelling of civilian areas.



Kurdistan au féminin 22 mars 2021

## TURQUIE. Deux adolescents kurdes morts dans l'explosion d'une mine à Uludere

TURQUIE / BAKUR – Deux adolescents kurdes, Yusuf Ata et Caner Saka avaient 14 et 16 ans. Hier, ils sont morts en marchant sur une mine alors qu'ils faisaient paître leurs troupeaux dans le village Yekmal, à Sirnak / Uludere.

### Mines en Turquie

Selon le rapport de 1999 du Landmine Monitor, le nombre de mines terrestres en Turquie serait d'environ 1 million.

Bu, ce nombre est passé à 3



millions, les mines terrestres devant encore être détruites dans les entrepôts.

Il y a 3 174 mines à Hatay et dans les régions kurdes d'Ağrı, Ardahan, Batman, Bingöl, Bitlis, Amed, Antep, Hakkâri, Iğdır, Kars, Mardin, Siirt, Urfa, Şırnak, Dersim et Van. En outre, la Turquie se classe au premier rang des États parties à la Convention d'Ottawa en ce qui concerne la présence de mines antipersonnel.

ANF

**Le Monde** 22 mars 2021  
Par Marie Jégo

## Sortie de la Turquie de la convention contre les violences faites aux femmes, la nouvelle provocation de Recep Tayyip Erdogan

En chute dans les sondages, le président turc cherche à donner des gages aux courants les plus conservateurs en quittant ce traité européen.

Quelques jours du sommet européen des 25 et 26 mars, la Turquie a décidé de se retirer de la convention d'Istanbul, un traité européen protégeant les femmes contre les violences, qu'elle avait pourtant été le premier Etat à signer, il y a dix ans, et qui porte le nom de la plus grande ville du pays. Ce geste apparaît comme une nouvelle provocation du président, Recep Tayyip Erdogan, à l'égard de ses partenaires européens, de plus en plus enclins à fermer les yeux sur ses frasques.



Manifestation à Istanbul, le 20 mars 2021, pour protester contre la décision du président turc, Recep Tayyip Erdogan, de retirer son pays de la Convention d'Istanbul sur les droits des femmes. EMRAH GUREL / AP

Intervenue dans la nuit de vendredi à samedi sur décret présidentiel, la sortie de la convention est avant tout

un coup dur pour les femmes turques, de plus en plus victimes de violences. Trois cents femmes ont été assassinées par des hommes de leur entourage et plus d'une centaine ont perdu la vie dans des conditions mal éclaircies en 2020, selon l'organisation féministe turque Halte aux féminicides, qui a enregistré 77 assassinats de femmes pour les premiers jours de 2021.

A Istanbul, à Ankara, à Izmir, des milliers de femmes sont descendues dans la rue, samedi, pour



protester contre la décision unilatérale du président turc, largement condamnée par les partenaires traditionnels de la Turquie. « *C'est un pas en arrière extrêmement décourageant pour le mouvement international contre les violences faites aux femmes* », a déploré le président américain, Joe Biden, dans un communiqué. La secrétaire générale du Conseil de l'Europe, Marija Pejcinovic Buric, a évoqué pour sa part une décision « *dévastatrice* ». Jean-Yves Le Drian, le ministre des affaires étrangères français, a déploré « *un recul des droits préoccupant* ».

Partant du principe que les hommes et les femmes ont des droits égaux, la convention d'Istanbul oblige les gouvernements à prendre des mesures pour prévenir les violences conjugales à l'égard des femmes, protéger les victimes et poursuivre les auteurs. Signée par Ankara en 2011, ratifiée par le Parlement turc en 2014, elle est devenue le cauchemar de l'élite islamo-conservatrice au pouvoir, hostile aux articles ayant trait à la parité hommes-femmes et à la non-discrimination des minorités sexuelles.

#### « Convention détournée »

Voilà des mois que les chefs religieux des confréries et les politiciens les plus conservateurs appellent le gouvernement à sortir de la convention, jugée nocive aux valeurs familiales.

En 2019, le président Erdogan avait déclaré que le texte n'avait aucune valeur à ses yeux puisqu'il « *ne faisait pas partie du Coran* ». « *La convention d'Istanbul, qui visait à l'origine à promouvoir les droits des femmes, a été détournée par un groupe de personnes qui tentent de normaliser l'homosexualité, ce qui est incompatible avec les valeurs sociales et familiales de la Turquie. D'où notre retrait* », a expliqué, sur son compte Twitter, Fahrettin Altun, le chef de la communication du palais présidentiel. « *Nous continuerons à protéger l'honneur de notre peuple, de la famille et de notre tissu social avec détermination* », a déclaré le ministre de la justice, Abdulhamit Gül.

La décision du président turc de sortir de la convention, sans consultation préalable avec le Parlement turc qui l'avait ratifiée, traduit sa volonté de donner des gages aux représentants les plus rétrogrades et aussi les plus marginaux de la société, entre autres les confréries religieuses, les ultranationalistes, les adeptes du courant « eurasien » favorables à un rapprochement avec la Russie et la Chine.

Ce choix intervient au moment où la popularité de son Parti de la justice et du développement (AKP) est en perte de vitesse dans les sondages, crédité de 29 % des intentions de vote selon une enquête réalisée la semaine dernière par le centre

d'enquête d'opinion Avrasya. Il s'agit avant tout, pour M. Erdogan, de détourner l'attention de ses multiples échecs en politique intérieure, quand la crise économique, l'inflation et la recrudescence de l'épidémie de Covid 19 attisent le mécontentement de la population.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre son acharnement à vouloir interdire le Parti démocratique des peuples (HDP, gauche prokurde), deuxième force d'opposition au Parlement. Dimanche à l'aube, cent policiers ont pénétré dans l'enceinte du Parlement turc, à Ankara, pour arrêter sans ménagement Ömer Faruk Gergerlioglu, un élu du HDP condamné à deux ans et demi de prison pour un tweet. M. Gergerlioglu, qui refusait de quitter le Parlement depuis plusieurs jours pour protester contre sa condamnation, a été emmené en caleçon et en pantoufles. « *Nous pouvions voir ce genre de scène dans les années 1990. Malheureusement, rien n'a changé depuis* », a déclaré le député lors de son interpellation.

#### Intentions contradictoires

La frénésie répressive du président turc s'explique aussi par le ton conciliant adopté par les responsables européens, plus que jamais adeptes de l'apaisement. A l'issue d'un entretien qui s'est tenu vendredi 19 mars par visioconférence entre le président du Conseil euro-

péen, Charles Michel, et la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, avec M. Erdogan, un communiqué doucereux a été publié par Bruxelles, soulignant la nécessité d'un « *agenda Turquie-Union européenne plus positif* ».

Dans le communiqué, pas un mot n'a été dit sur la situation des droits de l'homme, alors que le gouvernement turc continue d'ignorer les décisions de la Cour européenne des droits de l'homme. Pourtant, les juges de Strasbourg ont maintes fois sommé Ankara de libérer [l'homme d'affaires et philanthrope Osman Kavala, détenu depuis plus de trois ans sans condamnation](#), tout comme le [fondateur du HDP, Selahattin Demirtas](#), emprisonné depuis 2016. Juste avant la discussion, des dizaines de responsables du parti HDP avaient été arrêtés dans plusieurs villes de Turquie, suscitant les molles condamnations de quelques capitales européennes.

Il est vrai que les intentions du président turc, enclin à faire l'inverse de ce qu'il dit, apparaissent de plus en plus contradictoires. Une conduite probablement liée aux luttes de différents clans au sein de son parti. Le 2 mars, M. Erdogan avait présenté un « *plan d'action* » en faveur des droits de l'homme, assurant que « *personne ne devrait être privé de sa liberté en raison de ses opinions* ». Rares sont ceux qui y avaient cru.

## Syrie : des frappes aériennes turques contre une zone kurde, les premières depuis dix-sept mois

Un avion de combat turc a pris pour cible, samedi, des positions militaires des FDS, près de la localité d'Aïn Issa, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

L'aviation turque a mené, dans la soirée du samedi 20 mars, des frappes aériennes contre une zone tenue par les milices kurdes dans le nord de la Syrie, les premières depuis dix-sept mois, a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

« Un avion de combat turc a pris pour cible des positions militaires des Forces démocratiques syriennes [FDS, dominées par les Kurdes] dans le village de Saïda, près de la localité d'Aïn Issa », a précisé cette organisation non gouvernementale établie au Royaume-Uni.

« Il s'agit des premiers raids aériens depuis l'opération "Source de la paix" », lancée en octobre 2019 par Ankara et des groupes syriens alliés contre les FDS dans le nord de la Syrie, a fait savoir à l'Agence France-Presse (AFP) le directeur de l'OSDH, Rami Abdel-Rahmane.

L'opération, interrompue après deux accords négociés par Ankara avec Washington, puis avec Moscou, avait permis à la Turquie de s'emparer d'une bande frontalière longue de 120 kilomètres sur une tren-

taine de kilomètres en territoire syrien.

La ville d'Aïn Issa et ses environs sont toutefois restés aux mains des forces kurdes.

### Les combats font rage à Aïn Issa

Ces raids interviennent alors que les combats font rage aux abords de cette localité stratégique, selon l'OSDH. « Les affrontements se poursuivent entre les deux camps depuis vingt-quatre heures, (...) les forces turques ont du mal à avancer tandis que les FDS ont réussi à détruire un char turc », a déclaré à l'AFP M. Abdel-Rahmane.

Les Unités de protection du peuple (YPG), partie intégrante des FDS, sont considérées par la Turquie comme l'extension syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), un groupe classé comme « terroriste » par Ankara et ses alliés occidentaux. Mais cette milice kurde a aussi été en première ligne dans la lutte armée contre l'organisation Etat islamique (EI) en Syrie, avec l'appui de la coalition internationale antidjihadistes.

« Nos forces ont riposté après que des terroristes du PKK-YPG ont ouvert le feu sur nos forces spéciales », a déclaré, dimanche, le ministre de la défense turc. « Les terroristes (...) tentent de donner l'impression que les forces armées turques y ont mené des frappes [ce que des sources sécuritaires turques ont démenti] (...) pour répandre le mensonge selon lequel "les civils d'Aïn Issa sont ciblés" », ont-elles affirmé.

Afin d'enrayer l'expansion territoriale des YPG dans le nord de la Syrie, Ankara y a mené depuis 2016 trois offensives militaires visant à la fois l'EI et les combattants kurdes. Ces opérations lui ont permis de contrôler un territoire de plus de 2 000 kilomètres carrés dans le nord de la Syrie, notamment la région d'Afrin, l'un des trois cantons de la région « fédérale » kurde autoproclamée en 2016.

### Au moins cinq civils morts sous les tirs du régime

En parallèle, au moins cinq civils ont péri, dimanche, dans des tirs d'artillerie du régime syrien touchant un hôpital de la ville d'Atarib, dans le nord-ouest de la Syrie, toujours selon

l'OSDH.

« Les forces du régime ont lancé six obus sur la ville d'Atarib », située dans la province d'Alep, a affirmé M. Abdel-Rahmane. Les frappes ont touché « la cour et l'entrée de l'hôpital (...) situé à l'intérieur d'une grotte, tuant cinq civils, parmi lesquels un enfant et un employé de l'hôpital ». Onze autres personnes ont été blessées, y compris des membres du personnel de santé.

En mars 2020, une trêve précaire est entrée en vigueur, parrainée par la Russie, allié indéfectible de Damas, et la Turquie qui soutient des groupes rebelles. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), 337 attaques contre des infrastructures médicales ont eu lieu dans le nord-ouest de la Syrie entre 2016 et 2019.

Le conflit en Syrie, déclenché en 2011 par la répression de manifestations prodémocratie par le régime de Damas, s'est complexifié au fil des ans, impliquant plusieurs acteurs régionaux et internationaux. La guerre a fait plus de 388 000 morts et des millions de déplacés.



REUTERS March 22, 2021

## Turkish court sentences Demirtas to jail for insulting president: lawyer

ISTANBUL (Reuters) -

A Turkish court on Monday sentenced Selahattin Demirtas, the jailed former co-leader of the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP), to 3-1/2 years in jail for insulting the president, his lawyer said.

The sentence against Demirtas came less than a week after a top prosecutor filed a lawsuit demanding a ban on the HDP. The move followed months of intensified calls from President Tayyip Erdogan's nationalist allies for the HDP to be shut for alleged ties to the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK).

HDP denies the charges and has called the move a "political coup."

Ramazan Demir, a lawyer for Demirtas, said on Twitter that Monday's sentence was one of the longest given on the charge of insulting the president, which is a crime in Turkey.

He said the court disregarded a European Court of Human Rights ruling, which called for Demirtas' immediate release saying his detention was a cover for limiting pluralism.

Demirtas had criticised Erdogan in a speech in December 2015, saying the president had "fluttered from corridor to cor-

ridor" during a conference in Paris, hoping to get a picture taken with Russian President Vladimir Putin.

Those comments came after Turkish forces shot down a Russian warplane over Syria, when ties between the countries were at their worst since the end of the Cold War.

"My only regret over the speech is that I said too little," Demirtas told the court, according to his lawyer.

Demirtas, one of Turkey's most prominent politicians who has been in jail for some 4-1/2 years, could face a life sentence if convicted in the main

case against him related to 2014 protests in the mainly Kurdish southeast.

Last week, Turkey's parliament also stripped prominent HDP deputy and human rights advocate Omer Faruk Gergerliglu of his seat after he was found guilty of spreading terrorist propaganda for sharing a news link on Twitter.

The PKK is designated a terrorist group by Turkey, the United States and European Union. It has fought an insurgency against the state in mainly Kurdish southeast Turkey since 1984. More than 40,000 people have been killed in the conflict.



March 23, 2021

## Turkey sentences YPG militant captured in Syria to life in prison

**A** Turkish court has sentenced a member of the Syrian-Kurdish People's Protection Units (YPG) to life in prison, two years after she was captured in Syria, pro-Kurdish [Firat news agency reported](#) on Tuesday.

Çiçek Kobane, also known as Dozgin Temo, was cap-

tured and arrested during a cross-border military operation by the Turkish military in northern Syria's Mishrefa village in 2019 before being brought to Turkey to stand trial.

Turkey has launched [three military offensives into neighbouring Syria](#) since 2016 targeting Kurdish

forces in the north, which Ankara sees as a threat due to their alleged links to an insurgency on its own soil. Turkey designates [the YPG](#) a terrorist organization.

The court handed down a life sentence to Kobane on charges of "plotting against the unity and integrity of the state" and another 10 years

on murder charges, the agency said.

Kobane's capture, arrest and subsequent trial and sentence in Turkey are in violation of international law, [Firat news agency](#) cited her lawyer Hidayet Enmek as saying.



23 mars 2021

## Syrie : Des milliers d'étrangers détenus illégalement dans le nord-est du pays

Les pays concernés devraient rapatrier leurs ressortissants suspectés de liens avec l'EI et respecter leur droit à un procès équitable

**P**près de 43 000 hommes, femmes et enfants d'origine étrangère et liés à l'État islamique (EI) sont toujours détenus dans des conditions inhumaines ou dégradantes par les autorités régionales du nord-est de la Syrie, deux ans après avoir été arrêtés lors de la chute du « califat », a déclaré aujourd'hui Human Rights Watch. La détention de ces personnes se poursuit souvent avec le consentement explicite ou implicite des [pays dont elles sont ressortissantes](#).

Les détenus étrangers n'ont toujours pas été traduits devant un tribunal, ce qui rend leur détention arbitraire et indéfinie. Parmi eux figurent 27 500 enfants, la plupart se trouvant dans des camps de détention et au moins 300 dans des prisons sordides réservées aux hommes, tandis que des dizaines d'autres sont retenus dans un centre de réadaptation sous surveillance. Les détenus font face à une hausse de la violence et au déclin d'une aide vitale, notamment de soins médicaux. Dans un cas, la France a refusé à une femme atteinte d'un cancer du côlon avancé de rentrer dans son pays pour s'y faire soigner. Une autre détenue a déclaré à Human Rights Watch qu'un garde conduisant un véhicule avait écrasé un jeune enfant, lui brisant le crâne.

« Des hommes, des femmes et des enfants du monde entier entament une troisième année



Un petit garçon joue avec un cerf-volant improvisé dans la section réservée aux étrangers du camp d'al-Hol, situé dans le nord-est de la Syrie, le 15 mars 2021. © 2021 Sam Tarling

*de détention illégale dans des conditions mettant leur vie en danger dans le nord-est de la Syrie, alors que leurs gouvernements respectifs détournent le regard », a déclaré Letta Tayler, directrice adjointe de la division Crises et conflits de Human Rights Watch. « Ces pays devraient aider à poursuivre de manière équitable les détenus soupçonnés de crimes graves et à remettre en liberté tous les autres, au lieu de contribuer à la création d'un nouveau Guantanamo. »*

Les gouvernements qui contribuent activement à cette détention abusive pourraient être complices de la détention illégale et de la punition collective de milliers de personnes, pour la plupart des femmes et de jeunes enfants, a souligné Human Rights Watch.

En février et mars 2021,

Human Rights Watch a communiqué par SMS, courriel ou téléphone avec huit femmes étrangères détenues dans des camps réservés aux membres des familles de suspects de l'EI dans le nord-est de la Syrie, ainsi qu'avec des proches de cinq détenus du camp. Human Rights Watch s'est également entretenu, ou a échangé des courriels, avec des membres de six organisations humanitaires et de six organisations de la société civile qui plaident pour le rapatriement de ces populations, ainsi qu'avec les autorités régionales, des responsables de gouvernements occidentaux, des fonctionnaires de l'ONU, des journalistes et des universitaires. En outre, Human Rights Watch a examiné des dizaines de rapports, d'articles et de vidéos sur les camps et les prisons.

Les personnes interrogées ont

décrit des mères et des enfants de plus en plus désespérés qui luttent pour maintenir leur dignité dans des conditions très dures et vivant dans la crainte de contracter le Covid-19. Trois femmes détenues dans le camp de Roj ont déclaré que les gardiens confisquaient les Corans, menaçaient les femmes parce qu'elles portent des niqabs et effectuaient des descentes dans les tentes pendant la nuit. Des femmes surprises avec des téléphones portables ou soupçonnées de dissimuler des informations sur les crimes commis dans le camp ont parfois été passées à tabac et emprisonnées pendant plusieurs jours, voire des semaines, ont déclaré les femmes ainsi qu'un membre de leur famille. L'autorité régionale, appelée Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie, a nié tout abus de la part de ses gardiens, assurant que certaines femmes s'en étaient prises à eux à l'aide de projectiles et d'objets contondants. Badran Chia Kurd, le vice-président de l'administration autonome, a déclaré à Human Rights Watch que les femmes n'étaient dans la plupart des cas emprisonnées que « quelques jours » si elles tentaient de s'enfuir.

Un membre de la famille d'une détenue a déclaré que celle-ci était suicidaire. Une jeune mère a écrit que la vie quotidienne dans les camps lui donnait envie de « hurler à pleins poumons » :

C'est épuisant mentalement... Rien ne s'améliore jamais ici. Toujours pire... La majorité des enfants du camp sont malades. Presque tous les jours, un problème survient. Des enfants pris au piège dans des tentes incendiées meurent... Nous avons un réservoir d'eau rempli de vers. Les toilettes sont repoussantes et les gens ont commencé à aménager les [leurs].

Comme toutes celles avec qui Human Rights Watch s'est entretenue, ces femmes ont demandé à ne pas être identifiées par leur nom ou leur nationalité par crainte de représailles de la part d'autres détenus ou des gardiens du camp.

La détention des étrangers « est un énorme fardeau » pour une administration autonome à court d'argent, a déclaré Chia Kurd. « La communauté internationale, en particulier les pays dont des ressortissants se trouvent dans les camps et les prisons, n'assument pas leurs responsabilités. Ce problème, s'il n'est pas résolu, aura des répercussions non seulement pour nous, mais pour le reste du monde. »

Les pays concernés devraient répondre aux appels répétés de l'Administration autonome pour l'aider à garantir aux détenus une procédure régulière, notamment le droit de contester la légalité et la nécessité de leur détention devant un juge. Tous ceux qui sont détenus dans des conditions inhumaines ou dégradantes, ou qui ne sont pas rapidement visés par un chef d'accusation d'une infraction pénale identifiable dans le cadre de procédures équitables, devraient immédiatement être remis en liberté.

Les pays étrangers devraient également donner suite aux appels répétés de l'Administration autonome leur demandant de rapatrier les détenus non inculpés d'un crime, en donnant priorité aux plus vulnérables. Les enfants rapatriés doivent être accompagnés de leurs parents, conformément au droit

de l'enfant à l'unité familiale. Les étrangers exposés à des risques de mort, de torture ou d'autres mauvais traitements dans leur pays d'origine devraient être transférés vers un pays tiers sûr.

Une fois transférés dans leur pays d'origine ou à l'étranger, les détenus pourront accéder à des mesures de réadaptation et de réintégration et, le cas échéant, faire l'objet d'enquêtes et de poursuites, a relevé Human Rights Watch. Les enfants qui vivaient sous le joug de l'EI et toutes les femmes victimes de traite d'êtres humains de la part de l'EI devraient être considérées avant tout comme des victimes, et les enfants ne faire l'objet de poursuites et n'être placés en détention que dans des circonstances exceptionnelles.

Entre temps, les gouvernements étrangers et les bailleurs devraient immédiatement accroître leur aide pour améliorer les conditions de vie dans les camps et les prisons dans le nord-est de la Syrie et faire pression sur le Conseil de sécurité de l'ONU pour qu'il autorise à nouveau les opérations d'aide vitales de part et d'autre des frontières nord-est et nord-ouest de la Syrie en vue d'accélérer l'acheminement de l'aide humanitaire.

Selon les informations disponibles, seulement 25 pays ont rapatrié du nord-est de la Syrie que quelques-uns de leurs ressortissants, principalement des orphelins ou de jeunes enfants, dans certains cas sans leur mère.

L'ONU et les pays donateurs, notamment de nombreux pays d'origine des détenus étrangers, fournissent une aide humanitaire aux détenus et à d'autres dans le nord-est de la Syrie. Mais de graves pénuries d'eau potable, de vivres, de médicaments et d'abris adéquats ainsi que l'insécurité persistente, affirment des experts de l'ONU et d'autres.

L'armée américaine, qui dirige

la coalition contre l'État islamique, a financé des mesures visant à renforcer la sécurité et à réduire la surpopulation dans certaines prisons, selon Chia Kurd, les médias et le gouvernement américain. Cependant, ces mesures semblent avoir peu œuvré à rendre les prisons conformes aux normes minimales de détention. En outre, ni les États-Unis ni d'autres membres de la communauté internationale, y compris les pays ayant des ressortissants en détention dans le nord-est de la Syrie, n'ont financé de mesures visant à assurer aux prisonniers des garanties de procédure régulière, selon Chia Kurd.

La coalition internationale contre l'État islamique prévoirait également de financer la construction de centres de détention supplémentaires pour les femmes suspectes, ainsi que d'un « centre de réadaptation » doté de 500 lits pour les garçons plus âgés. Le Royaume-Uni, autre membre clé de la coalition, financerait quant à lui un projet visant à doubler la capacité d'accueil d'une des prisons, à Hasakah, de 5 000 à 10 000 détenus. Les responsables britanniques et américains contactés n'ont pas répondu aux sollicitations de Human Rights Watch dans les délais impartis.

« L'amélioration des conditions de détention horribles ne change rien au fait que la détention indéfinie en l'absence de contrôle judiciaire est illégale », a conclu Letta Tayler. « Il est inacceptable d'agrandir les prisons et les centres de réadaptation pour y parquer des centaines d'enfants qui n'ont jamais choisi de vivre sous le régime de l'EI. »

### Informations complémentaires et témoignages

#### Les détenus

Soutenus par une coalition internationale dirigée par les États-Unis, des combattants régionaux appelés Forces démocratiques syriennes ont

regroupé des dizaines de milliers de membres présumés de l'État islamique (EI, ou Daech) et de leurs familles lors de la chute de Baghouz, l'ultime bastion de l'État islamique en Syrie, au cours d'une bataille d'une semaine qui s'est achevée le 23 mars 2019. Les Forces démocratiques syriennes détiennent toujours près de 63 400 membres de ces familles, pratiquement que des femmes et des enfants, dans deux camps en plein air fermés et étroitement gardés, encerclés de barbelés. Environ 20 000 proviennent de Syrie, 31 000 de l'Irak voisin et près de 12 000 autres – 8 000 enfants et 4 000 femmes – de près de 60 autres pays. Les conditions de vie des étrangers non irakiens, détenus dans des annexes spéciales, sont particulièrement désastreuses.

Les Forces démocratiques syriennes détiennent également environ 10 000 hommes ainsi qu'au moins 700 garçons de toutes nationalités, la plupart âgés de 14 à 17 ans, dans 14 prisons de fortune surpeuplées réservées aux suspects de l'État islamique, a déclaré Chia Kurd. Les conditions de détention « ne répondent pas aux normes minimales », a-t-il relevé, mettant en cause l'aide internationale trop rare pour ces conditions abusives. En 2019 et 2020, Human Rights Watch a documenté les conditions de vie inhumaines dans certaines de ces prisons.

### Conditions de vie dans le camp

À al-Hol et Roj, dans les camps de détention aménagés pour les membres des familles, plus de 90% des enfants sont âgés de moins de 12 ans et plus de la moitié ont moins de cinq ans, selon des organisations humanitaires. Les Syriens et les Iraquiens retenus dans ces camps ont une liberté relative, y compris la possibilité d'en partir et d'y revenir. Au cours de multiples visites dans les deux camps entre 2017 à 2019, Human Rights Watch a observé des conditions de vie

dans les annexes réservées aux étrangers équivalentes à un traitement cruel, dégradant et inhumain. Associées au caractère indéfini et arbitraire de ces détentions, ces conditions de vie peuvent également constituer de la torture lorsqu'elles infligent délibérément de graves atteintes physiques ou mentales à un détenu. Depuis, des détenus, des membres de leurs familles, des représentants de la société civile et des travailleurs humanitaires ont déclaré à Human Rights Watch que ces conditions s'étaient encore détériorées au grand désespoir des détenus.

« *Vous pouvez sentir que les gens lâchent prise avec le monde extérieur, ils sont tellement désespérés que vous vous heurtez à un mur de désespoir* », a relaté Natascha Rée Mikkelsen, fondatrice de Rapatriate the Children-Denmark, qui s'est rendue dans les camps à plusieurs reprises, y compris en février. « *Quant aux jeunes enfants, certains d'entre eux ont la diarrhée tout le temps, ils sont si maigres et si chétifs. Ils ont juste l'air d'être enfermés. Ils n'ont rien à faire et ignorent tout de leur avenir.* »

Les détenus et autres interlocuteurs de Human Rights Watch se sont plaints d'une eau contaminée, de latrines débordantes, de la pénurie de vivres et de couches, de tentes qui fuient ou prennent feu, de maladies endémiques, de soins médicaux insuffisants et d'une absence presque totale de scolarisation pour les enfants ou de conseils pour une population gravement traumatisée.

Alors que les conditions de vie sont un peu meilleures à Roj que dans le camp plus vaste d'al-Hol, les détenus et leurs proches y ont également fait état de conditions difficiles. Trois proches, un représentant de la société civile et deux détenus ont déclaré que les vapeurs nocives des champs pétrolifères adjacents provoquaient de l'asthme, des toux violentes et des inflammations pulmonaires. Une mère a écrit

qu'elle était terrifiée par la pénurie de médicaments pour son enfant, par les menaces proférées par des gardes de tailler les vêtements des détenus s'ils n'étaient pas « *courts et de couleur* », et par les vents du désert qui renversaient sa tente la nuit tombée :

Honnêtement, j'ai plus de troubles du stress post-traumatique (TSPT) à cause des camps que du territoire de l'EI (même si je suis traumatisée par ce style de vie)...Je serrais fermement ma fille dans mes bras et restais éveillée toute la nuit en regardant la tente alors qu'elle était sur le point de s'effondrer sur nous à tout moment. Et cela s'est produit plusieurs reprises.

À la mi-mars, a témoigné un homme d'Europe occidentale dont les petits-enfants se trouvent dans les camps, un petit groupe d'enfants âgés de moins de 6 ans a traversé une clôture interne du camp pour cueillir des pissenlits juste de l'autre côté. « *Les gardiens du camp les ont vus, les ont attrapés et les ont roués de coups* », a-t-il dit. « *Les enfants n'ont pas décidé d'être là, ils ne méritent pas de vivre ainsi dans des conditions aussi terribles.* »

Deux proches ont décrit des détenus qui ont patienté des heures pour accéder à un téléphone partagé qu'ils ne pouvaient utiliser que quelques secondes chacun. Les communications dans une section réservée aux étrangers à Roj se résument à des messages de moins d'une minute tous les 8 à 10 jours, aggravant l'isolement des détenus, selon un proche.

#### **Des conditions de vie extrêmement dangereuses**

Selon des organisations humanitaires et le Bureau de lutte contre le terrorisme des Nations Unies, plus de 700 détenus à al-Hol et Roj – dont au moins la moitié étaient des enfants – **sont morts** au cours des deux dernières années. À al-

Hol, plusieurs ont été **tués par des détenus** qui restent **fidèles à l'État islamique**, tandis que **d'autres sont morts** dans des tirs croisés entre gardes et détenus, faute de soins médicaux, ou en raison des conditions insalubres et d'**accidents tels que** ceux qui concernent les tentes.

Au moins 29 personnes ont été tuées dans le seul camp d'al-Hol en janvier et février 2021, dont sept enfants. « *Les gens qui y travaillent ont de plus en plus peur de la situation, comme s'ils n'avaient aucun contrôle* », a constaté Mikelsen. « *Vous avez le sentiment qu'à tout moment, vous pourriez être tué* ».

Dans des SMS transmis à Human Rights Watch, une femme détenue à Roj a décrit un incendie survenu dans une tente abritant deux enfants que les gardes avaient laissés dans le camp après avoir emprisonné leur mère pour possession d'un téléphone portable. La femme a déclaré que c'était l'un des trois incendies à Roj jusqu'à présent en 2021 :

Le garçon de cinq ans a mis le feu à la tente et sa sœur de sept ans l'a sorti. Deux tentes ont brûlé ce jour-là, c'était une journée terrible car il a fallu très longtemps pour éteindre le feu, de nombreux extincteurs ne fonctionnaient pas et nous ne savions pas s'il y avait plus de personnes piégées dans l'incendie.

En février, 10 Françaises se trouvant dans les camps ont entamé une **grève de la faim** pour appuyer leur demande d'être jugées dans leur pays d'origine. Le même mois, Pascale Descamps, une Française dont la fille âgée de 32 ans et quatre petits-enfants en bas âge sont détenus à Roj, a entamé sa propre grève de la faim pour exhorter le gouvernement à rapatrier sa fille pour qu'elle reçoive en France un traitement médical pour un cancer du côlon avancé. Des médecins du nord-est de la Syrie ont expliqué à sa fille

qu'elle avait besoin d'un traitement « *d'urgence* » mais que l'opération serait à haut risque si elle était pratiquée localement, a déclaré Descamps à Human Rights Watch. En décembre, le Comité des Nations Unies contre la torture a **appelé** la France à rapatrier la fille de Descamps pour qu'elle reçoive des soins médicaux mais elle se trouve toujours à Roj. Descamps a déclaré que dans les messages audio intermittents, sa fille semblait désespérée :

Chaque fois que ma fille me parle, elle se met à pleurer. Elle me dit que son état empire, qu'elle saigne beaucoup et s'affaiblit. Elle est comme un animal dans sa tente, en train de mourir devant ses enfants... Je ne dédouane pas ma fille, mais elle a droit à un procès équitable et à recevoir des soins médicaux appropriés compte tenu de la gravité de son état de santé... Je me bats aussi pour que mes petits-enfants n'aient plus à subir tout cela. C'est comme un pieu dans le coeur de savoir qu'ils voient leur mère si malade et d'imaginer qu'elle pourrait mourir sur place alors que la France pourrait la rapatrier avec ses enfants. C'est comme s'ils n'avaient plus de droits.

Le Covid-19 est une autre menace. Au 16 février, l'ONU avait **signalé** 8 537 cas dans le nord-est de la Syrie, mais selon les travailleurs humanitaires, les taux de contagion sont largement sous-estimés en raison du manque de personnels qualifiés et de moyens pour effectuer des dépistages approfondis. Au moins 13 cas de Covid-19 avaient été **signalés** à al-Hol et Roj en décembre 2020. Une épidémie plus importante pourrait **nuire de manière disproportionnée** à la santé des détenus se trouvant dans les camps et les prisons, car la plupart sont malnutris et ont un accès très limité aux services médicaux.

Les détenus ont commencé à recevoir, chaque mois depuis la mi-2020, des masques et des gants, mais ils doivent les



réutiliser plusieurs reprises en raison de pénuries, ont souligné deux femmes à Roj.

### Conditions carcérales inhumaines

Malgré certaines améliorations, une seule des 14 prisons de fortune pour les membres masculins présumés de l'EI est adaptée à cet objectif, a constaté un rapport de l'armée américaine datant de juin 2020. Les 10 000 hommes, la plupart syriens et irakiens et 2 000 en provenance d'autres pays, sont incarcérés dans des cellules **excessivement surpeuplées**, avec des latrines ouvertes et une mauvaise ventilation. Les prisons **manquent de services essentiels**, notamment de soins médicaux adéquats pour les plaies purulentes et les maladies infectieuses, dont la tuberculose. **Jusqu'à plusieurs centaines** d'hommes sont **morts** dans ces prisons, dont un ressortissant d'Allemagne et un autre du **Royaume-Uni**.

Les 700 garçons ou plus sont détenus séparément des hommes. Environ 400 sont syriens, 200 irakiens et le reste provient de plusieurs autres pays, a précisé Chia Kurd. Ils ont accès à des cours extérieures, mais pratiquement pas à une éducation, à des loisirs et à d'autres services essentiels, a-t-il ajouté.

Selon trois sources bien informées, s'exprimant sous couvert d'anonymat, de nombreux garçons incarcérés ont été emmenés des camps où ils vivaient avec leur mère et leurs frères et sœurs lorsqu'ils étaient encore jeunes adolescents et que certains n'étaient âgés que 12 ans. Des garçons syriens emprisonnés peuvent rendre visite à leurs familles, mais leurs homologues étrangers ne sont pas autorisés à voir leurs mères, frères et sœurs dans les camps, a déclaré Chia Kurd. Entre 100 et 120 autres garçons vivent dans un **centre de réadaptation verrouillé**. Là aussi, les services sont « *insuffisants* » en raison d'un manque d'aide, a déclaré

Chia Kurd. L'administration autonome, a-t-il indiqué, souhaiterait transférer les garçons des prisons vers des centres de réadaptation supplémentaires si des gouvernements étrangers en assuraient la construction.

Chia Kurd a déclaré que certains des garçons avaient été transférés des camps réservés aux familles et d'ailleurs « *pour avoir commis des actes de violence* » ou pour adhésion à l'idéologie de l'EI, bien que Human Rights Watch ait reçu des informations d'organisations locales de soutien aux familles selon lesquelles certains des garçons avaient été transférés simplement pour avoir atteint l'adolescence. En 2020, Rights and Security International, une organisation basée au Royaume-Uni, a **signalé** que les Forces démocratiques syriennes avaient fait disparaître de force des dizaines de garçons des camps.

La coalition dirigée par les Kurdes avait poursuivi **environ 8 000 Syriens** soupçonnés d'appartenir à Daech et à d'autres groupes armés devant les tribunaux de défense du peuple début 2021, et environ 4 000 autres attendaient des poursuites locales. Les procès se sont déroulés au coup par coup avec des **lacunes en matière de procédure régulière** et l'administration autonome a **sollicité** l'aide de gouvernements étrangers pour les mettre en conformité avec les normes internationales. Depuis deux ans, elle demande aux gouvernements étrangers de l'aider à créer un tribunal hybride ou international pour poursuivre les détenus, a rappelé Chia Kurd. Parfois, les autorités régionales ont proposé des **tribunaux locaux** soutenus au niveau international. Mais « *la communauté internationale n'a pas coopéré avec nous* », a-t-il déclaré.

### Accès humanitaire

Les fournitures médicales et autres sont rares dans les

camps et les prisons, en partie à cause des difficultés rencontrées par les travailleurs humanitaires pour accéder à la région. Depuis janvier 2020, la Russie a exercé et menacé d'exercer son droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU pour contraindre à la fermeture des **quatre points de passage vitaux** vers la Syrie que les agences de l'ONU avaient empruntées ces dernières années pour transporter des médicaments et d'autres articles vitaux en Syrie. La Turquie et les forces soutenues par Ankara ont également **interrompu à plusieurs reprises l'approvisionnement en eau** des zones du nord-est de la Syrie contrôlées par l'administration autonome, y compris dans le camp d'al-Hol.

Les représentants de quatre organisations humanitaires ont déclaré que ces facteurs, combinés à une insécurité croissante, ont contraint de nombreuses organisations humanitaires à suspendre ou à **réduire leurs opérations** dans le nord-est de la Syrie.

### De rares rapatriements

Malgré des conditions déplorables, seuls 25 pays d'origine sur une soixantaine ont rapatrié l'un de leurs ressortissants du nord-est de la Syrie. Les opérations de rapatriement ont passées de 29 en 2019 à 17 en 2020 et il n'y en a eu que trois au cours des 10 premières semaines de 2021, selon **Save the Children** et Human Rights Watch. Le **Kazakhstan**, le **Kosovo**, la **Russie** et l'**Ouzbékistan** ont rapatrié à eux quatre plus de 1 200 de **leurs ressortissants**, ce qui représente environ **85%** de tous les retours. Les rapatriements par les pays occidentaux restent **sporadiques**. Le **Royaume-Uni**, l'**Australie** et le **Danemark** ont déchu de leur citoyenneté certains des ressortissants détenus dans le nord-est de la Syrie, dans certains cas même lorsque cette déchéance a pour conséquence l'apatridie.

Quelques nations, parmi

lesquelles **l'Allemagne et la Finlande**, ont rapatrié des mères avec leurs enfants. Mais certaines, dont le **Canada**, le **Royaume-Uni** et la **France**, ont rapatrié un ou plusieurs enfants sans leur mère et d'autres, comme la **Suède** et la **Belgique**, prévoient également de le faire. Les retours systématiques d'enfants sans leurs parents font fi de la Convention relative aux droits de l'enfant, qui **stipule que** les pays doivent respecter le principe de l'unité familiale en l'absence d'une évaluation professionnelle dans laquelle la séparation « *est nécessaire dans l'intérêt supérieur de l'enfant* ». Alors que les gouvernements obtiennent le consentement écrit des mères pour emmener leurs enfants sans elles, Human Rights Watch se demande si le consentement peut être éclairé et volontaire pour les femmes détenues indéfiniment dans des camps fermés et privés d'accès à une réparation ou à un conseil.

« *Si je devais à nouveau choisir, je ne sais pas si je l'aurais fait* », a **déclaré** une mère canadienne de Roj à propos de sa décision angoissée de permettre au Canada de rapatrier sa fille âgée de quatre ans sans elle en mars dernier. « *C'est le sacrifice ultime pour une mère.* »

De nombreux gouvernements affirment que les rapatriements posent trop de **risques sécuritaires**. Alors qu'ils ont l'obligation d'assurer la sécurité, de telles préoccupations ne les dispensent pas de simultanément faire respecter les droits humains, a souligné Human Rights Watch. En outre, comme le **soutient** elle-même la coalition dirigée par les États-Unis contre l'État islamique, abandonner ces détenus à leur sort pour une durée indéterminée dans des conditions désastreuses peut présenter un risque plus grand que de les rapatrier.

Des hommes emprisonnés en tant que membres présumés de l'État islamique dans le

nord-est de la Syrie se sont à plusieurs reprises révoltés et plus d'une centaine se sont échappés vers des destinations inconnues. Privées de moyen de partir légalement, les femmes paient régulièrement des trafiquants pour fuir avec leurs enfants les camps verrouillés, ce qui les expose au risque d'être victimes de travaux forcés et d'exploitation sexuelle, entre autres abus, ou d'être contraintes de rejoindre l'EI. Rejetés par leurs pays d'origine, les enfants peuvent être vulnérables au recrutement par des extrémistes de l'État islamique dans les prisons et les camps.

En revanche, les rapatriements ou les transferts vers des pays tiers permettent aux gouvernements de mener des évaluations individuelles pour chaque rapatrié, de les surveiller le cas échéant et de demander des comptes à ceux qui ont commis de graves crimes internationaux contre les droits humains, une étape cruciale dans la réparation pour des milliers de victimes de l'État islamique.

Les rapatriements d'étrangers peuvent également améliorer les conditions de vie des suspects syriens de l'EI et des membres de leur famille que les autorités locales retiennent également dans les camps et les prisons. L'administration autonome a permis à plus de 9 100 Syriens de retourner dans leurs communautés depuis 2019, dont plus de 2 600 dans le cadre d'une amnistie annoncée en octobre 2020, mais des milliers d'autres se trouvent toujours sur place. Comme pour les détenus étrangers, les autorités locales devraient remettre en liberté tous les Syriens détenus dans des conditions dégradantes ou inhumaines ou en l'absence de

garanties de procédure régulière, et améliorer les conditions de ceux qui pourraient ne pas être en mesure de rentrer chez eux en raison des risques d'être rejetés par leurs communautés ou leur crainte de rentrer dans les zones sous contrôle du gouvernement.

En janvier, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a qualifié les rapatriements par les pays d'origine, en particulier d'enfants, d'« impératif stratégique dans la lutte antiterroriste ». Le Parlement européen et l'UNICEF ont également appelé les États membres à rapatrier tous les enfants, en tenant compte de leur intérêt supérieur. La Haut-Commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, le chef de la lutte contre le terrorisme de l'ONU et 22 experts des droits de l'homme mandatés par l'ONU ont également appelé les pays d'origine à rapatrier leurs ressortissants. Les 22 experts ont noté que « la violence, l'exploitation, les abus et la privation » subis par les détenus étrangers dans le nord-est de la Syrie ont entraîné la mort et que, en eux-mêmes, ces actes « pourraient bien constituer une torture ou d'autres crimes ou traitements cruels, inhumains ou dégradants en vertu du droit international », sans recours efficace.

#### Normes juridiques internationales

Les pays ont la responsabilité de prendre des mesures pour protéger leurs ressortissants lorsqu'ils sont confrontés à de graves violations des droits humains, y compris la perte de vie et la torture. Cette obligation peut s'étendre aux ressortissants de pays étrangers lorsque des mesures raisonnables de la part de leurs gouvernements d'origine peu-

vent les protéger contre de tels atteintes. Le droit international des droits de l'homme dispose également que chacun a droit à une nationalité. Les gouvernements ont l'obligation juridique internationale de donner accès à la nationalité à tous les enfants nés à l'étranger de l'un de leurs ressortissants qui, autrement, serait apatride, dès que possible. Tous les individus ont droit à de la nourriture, à de l'eau, à des vêtements, à un abri, à une santé mentale et physique adéquates et à des procès équitables. Tous les enfants ont droit à l'éducation.

La détention de personnes dans des conditions qui s'apparentent à un traitement inhumain ou dégradant est strictement interdite par le droit des droits de l'homme.

La détention illimitée par l'administration autonome de ces étrangers en l'absence de procédure régulière, y compris leur droit de comparaître devant un juge pour examiner la légalité et la nécessité de leur détention, est arbitraire et illégale. La détention des membres des familles des suspects de l'État islamique, en particulier les enfants mais aussi les femmes qui ne font l'objet d'aucune enquête pénale, équivaut également à une culpabilité par association et à une punition collective, interdites par le droit international.

La détention arbitraire et le manque de soutien à la réintégration de ces enfants violent les principes internationaux concernant les enfants associés aux groupes armés, qui doivent être considérés avant tout comme des victimes. La résolution 2396 (2017) du Conseil de sécurité des Nations Unies, qui est contraignante pour tous les États membres, souligne l'importance d'aider

les femmes et les enfants associés à des groupes tels que l'EI qui peuvent eux-mêmes être victimes du terrorisme, notamment par le biais de la réadaptation et de la réintégration.

La résolution 2396 (2017) appelle également les États membres à enquêter et à poursuivre, le cas échéant, les suspects pour leur implication dans les activités de groupes terroristes étrangers. Compte tenu de l'absence de procès équitable pour les étrangers détenus dans le nord-est de la Syrie, les enquêtes menées par les pays d'origine restent la seule option viable à l'heure actuelle pour offrir réparation aux victimes pour les crimes graves que ces détenus ont pu commettre.

#### Pays dont des ressortissants sont détenus dans le nord-est de la Syrie

Des ressortissants d'au moins 58 pays seraient détenus dans des camps et des prisons du nord-est de la Syrie : Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Arabie saoudite, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bangladesh, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Canada, Chine, Danemark, Égypte, Espagne, Estonie, États-Unis, Finlande, France, Géorgie, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Kazakhstan, Kirghizistan, Liban, Libye, Macédoine du Nord, Malaisie, Maldives, Maroc, Norvège, Ouzbékistan, Pakistan, Palestine, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, Russie, Sénégal, Serbie, Somalie, Soudan, Suède, Suisse, Tadjikistan, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ukraine, Vietnam et Yémen.

-----

#### Tweets

Kurdistan au féminin 23 mars 2021

Le Kurdistan à travers le regard féminin

## Diffusion de la bande-annonce de la première édition du Festival mondial du film kurde

LONDRES – Les organisateurs du 12<sup>e</sup> Festival du film kurde de Londres ont diffusé la bande-annonce de la toute première édition du Festival mondial du film kurde le jour de Newroz, le nouvel an kurde.

La douzième édition du festival du film kurde de Londres (LKFF) aura lieu en ligne à cause de la pandémie du coronavirus. Cette année, le LKFF organise le Festival mondial du film kurde dont le thème de cette année est « *Mon Kurdistan* ».

Dans le cadres du Festival du film kurde, les activistes kurdes ont donné les noms des villes kurdes à des stations de métro londonniens.

Le Festival mondial du film kurde de cette année se déroulera du 16 au 27 avril 2021.

Les organisateurs ont déclaré: «*Notre bande-annonce officielle du festival est maintenant en ligne à temps pour célébrer cette merveilleuse saison pour tous les Kurdes du monde entier*».

Les organisateurs ont ajouté: «*Nous serions ravis d'entendre vos pensées, d'aimer et de partager avec tous ceux que vous connaissez pour exposer davantage le merveilleux travail de l'industrie cinématographique kurde.* »

Pour célébrer l'édition mondiale de cette année, la bande-annonce du festival vise à présenter un maximum de villes kurdes. «*Nous avons décidé de mettre en évidence les villes qui ont récemment connu des conflits douloureux, un nettoyage ethnique et un génocide. Cette*



*bande-annonce est un moyen de récupérer nos villes kurdes et de montrer sa solidarité et son soutien à toutes les personnes dont les histoires sont exposées et célébrées dans le programme de films de cette année. »*



March 23, 2021

## State security forces shoot and kill Kurdish man in western Iran

**A** Kurdish man was killed in a police shooting on Monday on Khorramabad Road in western Iran.

According to Hengaw Kurdish website, the man was identified as Mohammad Sadeghi.

The state security forces opened fire at the Kurdish man's car on suspicion of transporting smuggled goods. This is while Mohammad Sadeghi's car was empty and he was not carrying any goods.

Security forces and police in



the northwestern and western cities of Iran open fire with impunity, injuring and killing innocent locals.

An annual report by a human

rights group said that at least 204 Iranian citizens were directly or indirectly killed or wounded by Iran's state security forces in 2020, of which 74 lost their lives.

In another development on March 18, one man was killed, and another was injured in a police shooting in Kermanshah western Iran.

The men were identified as 25-year-old Sirvan Mohammadi and 70-year-old Ali Ahmadi. They were both injured and taken to the hospital but Sirvan died due to the severity of his wounds. Both men were followers of the Yarsani religious minority group, banned by the Iranian regime.

The shooting started when police intervened in a local clash.

**LE FIGARO**

23 mars 2021

## Soupçons de «terrorisme» : dix personnes placées en garde à vue dans les milieux kurdes

**I**ls sont placés en garde à vue dans le cadre d'une information judiciaire ouverte pour «association de malfaiteurs terroriste criminelle». Sergey Novikov / stock.adobe.com

Dix personnes ont été placées en garde à vue mardi 23 mars à la suite d'un coup de filet dans les milieux kurdes sur demande d'un juge antiterroriste enquêtant sur des soupçons d'association de malfaiteurs terroriste, a appris l'AFP de source judiciaire.

Neuf hommes et une femme ont été interpellés et placés en garde à vue sur commission rogatoire d'un juge d'instruction antiterroriste parisien, dans le cadre d'une information judiciaire ouverte pour «association de malfaiteurs terroriste criminelle» et pour «financement d'entreprise terror-

iste», a indiqué cette source à l'AFP. Selon cette source, cette enquête, qui a également mené à des perquisitions, porte sur des activités en lien avec le PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan.

Cette organisation séparatiste kurde, en lutte armée depuis des décennies contre le pouvoir central turc, est classée comme une organisation terroriste par la Turquie mais aussi par de nombreux pays dont la France et les États-Unis. Selon des médias francophones pro-Kurdes tels que rojinfo.com, «au moins 6 maisons, une association et un magasin appartenant à des Kurdes ont été perquisitionnés à Marseille (mardi) matin». Une autre interpellation aurait eu lieu en région parisienne.

Le 21 février 2020, quatre personnes avaient été mises en examen notamment pour financement du terrorisme dans le cadre d'une enquête sur des collectes de fonds pour le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le sud-ouest de la France. Il n'était pas possible de savoir mardi s'il s'agissait de la même enquête.

Le chef de file de La France insoumise Jean-Luc Mélenchon a dénoncé sur sa page Facebook la «méthode habituelle de l'intimidation macronienne» et la «criminalisation des activités militantes de kurdes en France par le Quai d'Orsay et le ministère de l'Intérieur bien alignée sur celle du dictateur turc», le président Recep Tayyip Erdogan. «Emmanuel Macron nor-

malise ses relations avec Recep Tayyip Erdogan sur le dos des Kurdes» a abondé le Parti communiste français dans un communiqué, dénonçant une «scandaleuse vague d'interpellations».

Les deux dirigeants ont échangé début mars dans un entretien en visioconférence pour la première fois depuis septembre. Cet entretien est intervenu après des mois de vives tensions entre Ankara et Paris, qui s'opposent sur plusieurs dossiers comme la Libye, la Syrie et la Méditerranée orientale. Mais maintenant qu'il cherche à réparer les relations entre la Turquie et l'Union européenne sur fond notamment de problèmes économiques, Recep Tayyip Erdogan a récemment multiplié les déclarations apaisantes.

## L'Iran et la Turquie s'affrontent à fleurets mouchetés

Leurs ambitions régionales s'affirmant de plus en plus, les relations semblent se détériorer entre les deux anciens empires qui rêvent de retrouver leur grandeur perdue. La Turquie est manifestement à l'origine de ce climat de tension avec l'Iran.

« Zéro problème avec les voisins » : la fameuse stratégie issue de la réflexion d'Ahmet Davutoğlu lorsqu'il était ministre des affaires étrangères de Turquie s'est peu à peu transformée en « zéros voisins sans problème ». L'Iran s'ajoute à la liste des pays qui regardent la politique étrangère de la Turquie avec suspicion et inquiétude.

Jusqu'alors les relations entre les deux pays — dont les échanges énergétiques constituent l'aspect principal des relations commerciales — étaient parvenues à maintenir un état de non-belligérance et même de non-agressivité en dépit de leur positionnement antagoniste dans le conflit syrien où la Turquie s'oppose au régime de Damas alors que l'Iran le soutient.

### Regain de tension dans le Sinjar

Mais, ces dernières années, les choses se sont envenimées dans la région irakienne du Sinjar puis lors de la crise du Haut-Karabakh. La ville éponyme de Sinjar, au nord-ouest de Mossoul, est un lieu sacré pour les yézidis, une minorité confessionnelle kurde dont la religion plonge ses racines dans les mythologies perses. En 2014, estimant qu'ils étaient des kouffar (mécréants), les djihadistes de l'organisation de l'État islamique (OEI) ont massacré des milliers d'hommes yézidis et ont réduit en esclavage les femmes et les enfants. Les combattants du Parti des tra-



Hassan Rohani et Recep Tayyip Erdoğan arrivent pour une conférence de presse conjointe au complexe présidentiel turc à Ankara, le 20 décembre 2018 / Adem Altan/AFP

vailleurs du Kurdistan (PKK), après avoir libéré la région de la présence djihadiste, ont aidé à la constitution de milices yézidis autonomes. Ensuite, le PKK est resté dans le Sinjar comme il l'est sur le mont Qandil, dans le nord-est du Kurdistan irakien.

En janvier, dans le cadre des bonnes relations que la Turquie s'efforce d'entretenir avec l'Irak et le gouvernement régional du Kurdistan (KRG), le ministre turc de la défense Hulusi Akar s'est rendu dans les deux capitales, Bagdad et Erbil. À l'issue de cette visite, le président Recep Tayyip Erdoğan a lancé en guise d'avertissement à propos du Sinjar : « Nous pourrions débarquer soudainement une nuit ». Cette hypothèse est d'autant plus crédible que le 10 février 2021, l'armée turque s'est fourvoyée dans la région de Gara (toujours dans le nord de l'Irak) dans une tentative qui a mal tourné de libération de prisonniers du PKK, de militaires et de membres

des services secrets turcs. Un fiasco qui s'est conclu par la mort des 13 prisonniers.

### Abonnez-vous gratuitement à la lettre d'information hebdomadaire d'Orient XXI

Haut du formulaire

Bas du formulaire

En réponse à cette menace latente d'intervention de la Turquie, Achab Al-Qahf, une milice chiite soutenue par l'Iran, a exigé que « la Turquie cesse ses actes hostiles ; nous nous attendions à ce que la Turquie achève son retrait du territoire irakien, pas qu'elle augmente son intrusion ». En cas d'attaques, la milice a menacé la Turquie de représailles en diffusant une vidéo dans laquelle figurent des missiles Arash de fabrication iranienne.

Pour les Iraniens, la région du Sinjar est stratégique au regard d'un vaste projet de construction d'une autoroute

ralliant Téhéran à la Méditerranée, dont le tracé passe par la province de Diyâlâ à 60 kilomètres au nord de Bagdad avant de remonter vers le Sinjar et atteindre la Syrie. Une fois la frontière franchie, l'autoroute continuerait jusqu'à Qamishlo puis Kobané, passerait par le nord d'Alep et se terminerai au port de Lattaquié.

Les Turcs, eux, perçoivent le Sinjar comme un point de jonction dans le nord de l'Irak entre Qandil, base arrière du PKK, et le Rojava syrien tenu par les Forces démocratiques syriennes (FDS) dont le Parti de l'union démocratique kurde (PYD) est la force déterminante. La province de Ninive est aussi un territoire où les Hachd al-Chaabi (Unités de mobilisation populaire, UMP), milices chiites, sont fortement présentes. Intervenir avec l'aviation, les drones et, comme à Gara, des troupes au sol permettrait à Ankara de faire d'une pierre deux coups.

### Le dossier empoisonné du Haut-Karabakh

À l'occasion de la guerre dans le Haut-Karabakh, en envoyant plusieurs centaines de mercenaires se porter aux côtés des Azéris ainsi que des drones TB2 fournis par l'entreprise Baykar dirigée par son gendre, Erdoğan a poussé son avantage dans le Caucase grâce à la création d'un corridor entre l'enclave azérie de Nakhitchevan et l'Azerbaïdjan, obtenant ainsi une forme de continuité territoriale et un lien plus rapide entre la mer Noire et la mer

Caspienne et facilitant l'acheminement vers l'Europe du gaz azerbaïdjanais à travers le gazoduc transanatolien (Tanap). Il n'a pas manqué non plus d'adopter une rhétorique néo-ottomane, arguant que les Turcs et les Azéris ne formaient qu'une seule nation répartie entre deux États. Une forte minorité azérie vit à l'intérieur des frontières iraniennes. Représentant 25 % de la population, elle joue un rôle majeur dans l'État, l'armée, l'économie, la culture et de la religion. Pour appuyer ses dires, le président turc a lu un poème que les Iraniens ont perçu comme une ode à l'Azerbaïdjan iranien, peuplé d'une importante minorité turcophone. D'où un flot de protestations du côté de Téhéran.

Le président turc, doté des pleins pouvoirs depuis la réforme de janvier 2017, est impliqué militairement dans des conflits régionaux de haute intensité (Libye, Syrie). Le concept de « Patrie bleue », (*Mavi Vatan*) élaboré par certains de ses amiraux l'a conduit à renforcer sa flotte de combat (dont le dernier exercice au large de la mer Égée s'intitule précisément « Blue Homeland-2021 ») et à contester le tracé de la zone économique exclusive (ZEE) de la Grèce en Méditerranée orientale, riche en hydrocarbures. Quant à la récente victoire de son candidat à l'élection présidentielle de la République turque de Chypre du Nord (RTCN) — non reconnue par l'ONU —, elle lui a permis de mettre un terme à toute hypothèse de réunification de l'île et d'ouvrir la voie à une annexion pure et simple.

### L'annexion rampante de la région d'Afrin

Cette volonté d'expansion territoriale de la Turquie s'était déjà vérifiée en 2018. L'opération « Rameau d'olivier » qui avait mené l'armée turque et des membres de l'Armée syrienne libre (ASL) à s'enfoncer de 30 kilomètres dans le territoire syrien et à [prendre pos-](#)

[session du canton d'Afrin](#) à coup de nettoyages ethniques et de violences à l'encontre de Kurdes installés là depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, poussant 130 000 d'entre eux à trouver refuge à Alep. Des Arabes et des Turkmènes sont venus les remplacer, et ceux qui restent sont devenus minoritaires dans leur propre pays. « *Le drapeau turc flotte sur les bâtiments, les écoles enseignent en arabe et en turc, les réseaux d'électricité et de téléphone sont connectés à ceux de la Turquie. Les imams et prêcheurs des mosquées sont nommés et payés par la Direction des affaires religieuses (Diyane) de Turquie. La livre turque est devenue la monnaie des échanges commerciaux* »<sup>1</sup>. Progressivement, le canton d'Afrin s'achemine vers une dépendance administrative du gouvernorat de Hatay en Turquie, c'est-à-dire de l'ancien sandjak d'Alexandrette syrien sur lequel, en 1939, avec l'accord de la France et du Royaume-Uni, Ankara a mis la main.

L'Irak n'échappe pas à l'appétit d'Erdoğan. Non seulement la région du Sinjar, mais aussi les villes de Mossoul et de Kirkouk. En 1925, le vote de la Société des Nations (SDN) qui rattacha le *vilayet* de Mossoul à l'Irak plutôt qu'à la Turquie avait été contesté par Mustafa Kemal, le premier président de la Turquie moderne, puis par ses successeurs. Au cours de ces excès de *hubris* qu'il affectionne et sur le thème de la « patrie perdue », Erdoğan fait régulièrement allusion à cette contestation, continuant à revendiquer le rattachement à la Turquie de Mossoul, [la métropole sunnite aujourd'hui en ruines](#) après sa libération de l'emprise de l'OEI et du plus grand centre pétrolier de l'Irak, Kirkouk.

### Les visées d'Ankara sur Mossoul

De plus, comme le souligne Fehim Tastekin dans *Al-Monitor* : « *L'AKP a eu tendance à voir Mossoul dans le cadre ad-*

*ministratif ottoman — c'est-à-dire le Mossoul vilayet, composé des districts de Mossoul, Kirkouk et Sulaimaniyah. En d'autres termes, Sulaimaniyah, Erbil et Dohuk, les trois régions qui forment aujourd'hui le Kurdistan irakien, faisaient partie de la province ottomane de Mossoul* ».

Cette « vision » redimensionne de façon significative l'ancienne contestation sur le tracé des frontières Turquie-Irak en incluant le Kurdistan irakien. En clair, pour Ankara le dépeçage de l'Irak est une option. Elle a d'ailleurs déjà été très sérieusement examinée par deux fois. En 1958, lorsque l'Irak et la Jordanie ont tenté un rapprochement en vue d'une union des deux pays, et en 1991, quand les États-Unis ont mené l'opération « Tempête du désert » contre Saddam Hussein. Mais par deux fois, Washington n'a pas donné son feu vert.

De plus à Mossoul, les Iraniens sont actuellement en position de force grâce aux milices chiites irakiennes, les UMP qui, après avoir participé à la libération de la ville en 2018, sont restées sur place. Face à un tel scénario, le ministre iranien des affaires étrangères Jawad Zarif a déclaré dans un communiqué le 21 février : « *Nous refusons la présence militaire en Irak et en Syrie de la Turquie, et nous pensons que c'est mauvais* ». Ce qui, en dépit de sa formule diplomatique mesurée, ne peut être entendu que comme un avertissement ferme à Ankara.

### Rêves de grandeur en Asie centrale

L'année 2020 a vu la Turquie réactiver le panturquisme (ou Grand-Touran), un projet d'unification des turcophones d'Asie centrale hérité d'Enver Pacha, ministre de la guerre de l'empire ottoman durant la première guerre mondiale, farouchement nationaliste et raciste, l'un des instigateurs du génocide arménien. En faisant vibrer les foules de ses suppor-

ters à l'évocation de la « Pomme rouge » (*Kizil Elma*), Erdoğan sait qu'il manipule le symbole par excellence de la domination turque en Asie centrale. En se basant sur une pseudo-homogénéité ethno-linguistique, il évoque l'Azerbaïdjan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan, le Kirghizstan et le Kazakhstan.

En 1992, via l'Agence de coopération turcophone (Turk Isbirliğı ve Kalkınma Ajansı, TİKA), un organisme gouvernemental, la Turquie avait lancé une tentative de partenariat des politiques culturelle, d'éducation, commerciale et énergétique entre ces États. Moscou, considérant que ces pays de l'ex-Union soviétique appartiennent à son pré carré, avait vertement fait comprendre son opposition à Ankara. Mais quarante ans après, les rapports de force ne sont plus les mêmes. Et le panturquisme d'aujourd'hui (qui délaisse les Ouzbours car avec la Chine, « *business is business* ») cherche à resurgir en portant, au-delà des cinq pays cités, un regard protecteur sur les Tatars de Crimée et les musulmans des Balkans.

Comme on le voit, les ambitions du « sultan d'Istanbul » ne sont pas minces. Elles servent aussi à dissimuler [une situation intérieure](#) où se combinent inflation, chômage, chute du cours de la livre, protestations étudiantes, mesures sécuritaires renforcées, emprisonnements des élus kurdes du Parti démocratique des peuples (HDP). Il est en outre confronté à sa baisse de popularité alors que se rapproche l'élection présidentielle et que les maires d'Istanbul et d'Ankara sont des candidats potentiels tout à fait crédibles.

En contrepoint de cette situation explosive, l'exaltation du fait religieux en guise d'élément de l'identité nationale se poursuit et a trouvé à s'incarner, en 2019, dans la réalisation, pour 90 millions de dollars (75,42 milliards d'euros), de la mosquée de Çamlica, la plus



grande de Turquie, et, plus récemment, par la transformation de Sainte-Sophie en lieu de culte, ravivant ainsi le souvenir de 1453 où, pour la première fois, alors qu'un sultan régnait sur tout l'empire ottoman, la basilique était devenue une mosquée.

### Téhéran compte sur ses alliés

Face à la poussée expansionniste de son belliqueux voisin du nord, l'Iran, engagé dans un bras de fer avec les États-Unis qui refusent de lever les sanctions tant que Téhéran n'acceptera pas de renégocier les termes de l'accord (JCPoA) conclu à Vienne en 2015, n'a pas les mêmes possibilités militaires et diplomatiques qu'Ankara pour affirmer son ambition d'accéder au statut incontesté de puissance régionale – et, comme elle le revendique de-

puis la Révolution islamique de 1979, de « patrie » de référence du chiisme.

De plus, la géopolitique invasive de la Turquie (deuxième armée de l'OTAN) ne fait l'objet que d'inconsistantes stigmatisations de la part de l'administration américaine, alors que l'Iran, accusé de soutenir le terrorisme, subit de lourdes mesures de rétorsion.

Pour autant, Téhéran ne manque ni d'alliés stratégiques (comme l'Arménie et la Chine), ni d'obligés comme les milices chiites irakiennes ou le Hezbollah libanais (et, dans une moindre mesure, les houthistes yéménites), ni de soutiens comme le régime syrien de Bachar Al-Assad, ni de supplétifs comme les Hazaras afghans d'obédience chiite qui, fuyant la guerre dans leur pays, se retrouvent pour les plus jeunes enrôlés de force quand ils se

réfugient en Iran. L'Iran entretient aussi de bonnes relations avec l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), l'une des deux composantes qui se partagent la maîtrise du Kurdistan irakien. Et, comme elle s'est plu à le relever, l'Iran n'a aucun contentieux avec l'Azerbaïdjan.

### Une situation difficile sur le front intérieur

En revanche, à l'intérieur, le régime est aux prises avec des mouvements de protestation tant dans sa province du Balouchistan que dans celle du Khouzestan, peuplée d'Arabes sunnites, ainsi que, dans sa province kurde, frontalière avec la Turquie et l'Irak, l'une des plus pauvres du pays. Il y procède à des arrestations massives des défenseurs de la démocratie et des droits des femmes ainsi qu'à des assas-

sinats ciblés de *kolbar*, ces contrebandiers de la misère qui tentent de franchir les frontières pour écouler leur marchandise.

Par ailleurs, sa situation économique due au blocus américain et à de graves erreurs de gestion reste préoccupante dans la perspective d'une élection présidentielle visant à remplacer Hassan Rohani, fortement critiqué. À ce jour, pour lui succéder, pas moins de sept prétendants sont sur les rangs, tous des « conservateurs » contestant à des degrés divers l'absence de détermination du président sortant.

Il fut un temps où Turcs et Iraniens aimaient à rappeler qu'ils ne s'étaient pas combattus depuis 300 ans. Aujourd'hui, tout laisse à croire que, fragilisée, cette trêve tricentenaire est en voie d'achèvement.



23 mars 2021

## L'Iran a arrêté plus de 10 Kurdes à cause des célébrations de Newroz

IRAN / ROJHILAT – Les mollahs iraniens ont arrêté plus de 10 Kurdes à cause des célébrations de Newroz, nouvel-an iranien également mais qui est devenu pour les Kurdes le symbole de la résistance contre les tyrans qui oppriment le peuple kurde.

Au cours des deux derniers jours, plus de dix Kurdes des villes de Marivan, Sanandaj (Sîné) et Saqez ont été arrêtés par les agences de sécurité iraniennes pour avoir participé aux célébrations de Newroz.

Selon un rapport reçu par l'ONG kurdes des droits humains, Hengaw, le lundi 22 mars 2021, les forces de sécurité iraniennes ont fait une descente dans le village de Ney à Marivan, brisant les portes et



les fenêtres de plusieurs maisons qu'ils ont saccagées.

Le correspondant de Hengaw à Ney a rapporté que plusieurs citoyens avaient été arrêtés, mais jusqu'à présent l'identité

de trois des détenus est connu. Ils s'agit de Salman Afra, un ancien prisonnier politique, Mohammad Parvazeh et Sayvan Partavish.

Selon une source bien informée, ces deux citoyens ont été arrêtés pour avoir

participé aux célébrations de Newroz, et il est également possible qu'il y ait des Kurdes arrêtés dans d'autres villes comme Ourmia.

Mardi, plusieurs Kurdes de ce

village ont été convoqués aux agences de sécurité iraniennes de Marivan et ont été invités à remettre leurs enfants aux agences de sécurité, a déclaré un habitant de Ney à Hengaw.

Dimanche également, le premier jour de Newroz, un habitant de Sanandaj, identifié comme Saruk Abolghasemi, a été arrêté pour les mêmes chefs d'accusation et transféré dans un lieu inconnu.

D'autre part, des rapports de Saqez indiquent qu'au moins neuf citoyens ont été arrêtés par les forces de sécurité iraniennes lors des célébrations de Newroz dans le village de Qaleh Kohneh. Au moment de la préparation de ce rapport, l'identité des détenus n'avait pas encore été clarifiée.

# Macron normalise ses relations avec Erdogan sur le dos des Kurdes (PCF)

PARIS – Douche froide chez les Kurdes de France et leurs amis: Ce matin, la police française a arrêté 12 militants kurdes lors de raids menés à Marseille, Paris et Dranguignan en plein nouvel an kurde (Newroz).

Les condamnations n'ont pas tardé à venir de la part des Kurdes mais aussi de la part des soutiens du peuple kurde.

L'organisation parapluie kurde KCDK-E a condamné les raids et les arrestations de militants kurdes en France et a déclaré qu'au lieu de criminaliser les militants kurdes « *qui travaillent pour la liberté et la justice, le gouvernement français devrait enquêter sur les responsables des meurtres des trois révolutionnaires kurdes à Paris en janvier 2013.* »

**Le Parti Communiste Français (PCF) a lui aussi condamné, dans un communiqué, la répression des de France :**

*E. Macron normalise ses rela-*



Des Kurdes entourés de policiers devant l'association kurde de Marseille

*tions avec R.T. Erdogan sur le dos des Kurdes*

*Une scandaleuse vague d'interpellations de militants et de perquisitions de locaux vient d'avoir lieu au sein de la diaspora kurde de France.*

*Cette décision des autorités françaises survient alors qu'Emmanuel Macron s'est entretenu avec son homologue Recep Tayyip Erdogan afin de mettre un terme à la période de tensions récentes. De toute évidence, le prix de cette réconciliation passe par la criminalisation des Kurdes de*

*France qui déploient une activité pacifique afin de faire prévaloir la démocratie en Turquie.*

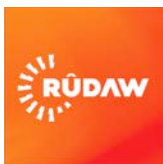
*Or celle-ci est mise à mal depuis l'arrivée au pouvoir des islam-conservateurs qui ont apporté leur appui et soutiennent encore différentes organisations terroristes djihadistes. Rien que cette semaine R.T. Erdogan a entamé la procédure d'interdiction du Parti Démocratique des Peuples (HDP), a procédé à l'arrestation de plusieurs centaines d'élu.e.s et de militant.e.s du HDP et a retiré par décret la Turquie de la Convention d'Is-*

*tambul relative à la protection des femmes victimes de violence.*

*La France et l'Union européenne font mine de donner crédit au discours de R.T. Erdogan sur le respect des droits humains par des propos doucereux qui fleurent bon la capitulation devant les exigences libéricides d'Ankara.*

*Le Parti communiste français (PCF) condamne avec la plus grande fermeté les opérations de police contre les Kurdes de France. Les militants, menacés de mort dans leur pays, doivent être libérés et toutes les procédures doivent cesser. E. Macron et les dirigeants européens ont oublié la dette que nous avons contractée à l'égard des Kurdes dans la lutte contre l'obscurantisme. Défendre la démocratie, c'est combattre le régime de R.T. Erdogan et être aux côtés des Kurdes.*

**Parti communiste français**  
Paris, le 23 mars 2021



**March 23, 2021**  
**By Dilan Sirwan**

Site of the accident. Photo: submitted Rudaw

## Four Rojava Kurds die in road accident while migrating to Europe

**ERBIL, Kurdistan Region** – Four Kurds seeking to migrate to Europe died on Monday when the truck they were being transported in crashed in Croatia.

“There were 24 people on the

truck, including two women, and three girls,” Adnan Hassan, a survivor of the accident told Rudaw’s Dilbxwin Dara on Monday, saying that they were all from northeastern Syria (Rojava).

According to Hassan, the truck crashed as they were trying to drive to Italy.

“We are now at a hospital in Croatia. We have 11 people injured in one hospital, but there

are 13 others in another hospital, where we have been told four have died and the rest are in critical condition,” Hassan added.

According to [ABC News](#), the



injured include at least one child and that a man had to have his arm amputated due to the severity of his injuries.

The immigrants had first travelled from Syria to Turkey, then to Serbia and Croatia, and they were hoping to reach Germany through Italy, according to Hassan.

Scores of people travel across the Middle East and cross borders into Europe on a daily basis in hopes of a better life.

According to statistics released



by Sulaimani-based Summit Foundation for Refugee and Displaced Affairs (Lutka) in De-

cember, 34,000 people migrated to Europe from across Iraq last year. Of this number,

18 died and 17 went missing. "We are yet to confirm the dead's identities to see whether they were in the Kurdistan Region or had taken off from Syria," Botan Sharbazhery, deputy head of Lutka told Rudaw's Shaho Amin on Monday. "If they were from Syria, then we can only ease the legal process for them. However if they were in the Kurdistan Region, we ask their families to fill out an online form we have – and our volunteers abroad will get on the case."

**TV5MONDE**

23 mars, 2021

par Delil SOULEIMAN - AFP

## Syrie: deux ans après sa défaite, l'EI toujours dangereux

**L**e groupe jihadiste Etat islamique (EI) représente toujours un grand danger, ont mis en garde mardi dans l'est de la Syrie les Forces démocratiques syriennes (FDS) dominées par les Kurdes, qui marquent le deuxième anniversaire de la chute du "califat".

Fer de lance de la lutte anti-EI en Syrie, les FDS, soutenues par une coalition internationale dirigée par Washington, avaient annoncé le 23 mars 2019 avoir pris Baghouz, ultime bastion des jihadistes en Syrie au terme d'une bataille longue, meurtrière et dévastatrice.

La mise en déroute de l'EI dans ce petit village aux confins orientaux de la Syrie en guerre, tout près de la frontière avec l'Irak, signifiait la fin du "califat", autoproclamé en 2014 sur un vaste territoire à cheval sur les deux pays.

"La chute du dernier carré de territoire de l'EI (...) ne signifie pas la défaite totale", a lancé mardi un porte-parole des FDS, en marge d'une parade mili-



Photo prise le 23 mars 2021 montrant un défilé des Forces démocratiques syriennes (FDS) dominées par les Kurdes, qui marquent le deuxième anniversaire de la chute du "califat" du groupe Etat islamique, dans le champ pétrolier d'al-Omar, dans l'est de la Syrie [afp.com](http://afp.com) - Delil SOULEIMAN

taire au champ pétrolier d'Al-Omar, au nord de Baghouz.

"Nous sommes au stade le plus difficile de notre lutte contre le terrorisme", a-t-il souligné.

Car deux ans après, le groupe jihadiste lance encore des attaques meurtrières dans le vaste désert syrien, visant les forces kurdes comme l'armée du régime de Bachar al-Assad.

L'organisation ultra-radicale mobilise toujours quelque 10.000 combattants en Irak et en Syrie, selon un récent rapport onusien.

Et c'est sans compter les 11.000 jihadistes détenus dans les prisons kurdes, selon l'ONU, ou leurs femmes et enfants retenus dans des camps, que certains considèrent

comme de véritables bombes à retardement.

### - "Attentats terroristes" -

Mardi, des combattants des FDS en treillis ont défilé sous le regard de hauts responsables kurdes, chefs des tribus locales et représentants de la coalition internationale anti-EI.

Sur un mur, les drapeaux des FDS et des milices kurdes encadraient une série de photos des hommes et des femmes tombés au combat dans la lutte contre les jihadistes.

Pendant plusieurs années, l'organisation ultra violente, qui a su attirer des milliers d'étrangers, a fait régner la terreur, enchaînant les attentats spectaculaires au Moyen-Orient et dans des capitales européennes, comme Paris ou Bruxelles.

Sur les territoires qu'il contrôlait, le groupe avait instauré une véritable administration, frappant sa propre monnaie et prélevant des impôts, établissant une police des moeurs.



En octobre 2019, le chef de l'EI Abou Bakr al-Baghdadi a été tué dans une opération américaine dans le nord-ouest de la Syrie.

Avec son successeur, qui se fait appeler Abou Ibrahim al-Hachimi al-Qourachi, l'organisation poursuit son insurrection, revendiquant des attentats en Afrique de l'Ouest mais aussi en Afghanistan ou encore en Syrie et en Irak.

En février dernier, 26 combattants pro-régime ont péri dans une embuscade dans la province syrienne de Deir Ezzor (est).

Le chef du Commandement

central américain, le général Kenneth McKenzie, évoquait en février le "projet" de l'EI de "maintenir son insurrection en Irak et Syrie ainsi qu'une présence cyber planétaire, tout en conservant une structure cellulaire qui lui permet de commettre des attentats terroristes".

#### - "Autre Guantanamo" -

Quelque 43.000 étrangers sont toujours retenus par les Kurdes dans le nord-est de la Syrie, des hommes dans les prisons, des femmes et des enfants dans les camps, selon Human Rights Watch (HRW).

Parmi eux se trouvent environ 27.500 mineurs étrangers, dont

au moins 300 dans des prisons, précise l'ONG.

Ces étrangers "entament une troisième année de détention illégale dans des conditions qui mettent leur vie en danger, tandis que leurs gouvernements détournent le regard", a fustigé l'experte de HRW Letta Taylor dans un communiqué.

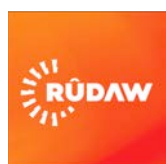
L'organisation va jusqu'à dénoncer "la création d'un autre Guantanamo".

Si les Kurdes n'ont de cesse d'appeler les pays concernés à rapatrier femmes et enfants, la plupart des Etats, Occidentaux en tête, sont frileux.

Certains, dont la France, ont permis le retour d'enfants, souvent orphelins, ou d'un nombre très limité de femmes.

La majorité des familles étrangères affiliées à l'EI se trouvent dans le camp surpeuplé d'Al-Hol (nord-est), où vivent près de 62.000 personnes, dont 93% de femmes et d'enfants.

"Le danger de l'EI ça reste les milliers de détenus et les milliers de familles dans les camps d'Al-Hol et de Roj, qui gardent l'idéologie extrémiste", ont averti mardi les FDS, pointant du doigt "le manque d'action sur la scène internationale pour résoudre ce dossier".



March 24, 2021  
By Khazan Jangiz

## Sentences confirmed for three Kurds in western Iran: watchdog

ERBIL, Kurdistan Region — The sentences of three Kurds adding up to a total of 15 years in prison have been confirmed by a top court in Iran's West Azerbaijan province's city of Piranshahr, a human rights group confirmed on Tuesday. This comes amid calls for a national referendum for the transition to a secular and democratic government.

Arrested by security forces in October 2020, Shoresah Abdullah Nejad, Najmaddin Sokhnour, and Salah Ali from the village of Girgolsofli, near the Kurdish city of Piranshahr, were sentenced to five years in prison each in February by Piranshahr's Revolutionary Court, according to the Human Rights Activists News Agency (HRNA). Their sentences were **confirmed** on Tuesday by the province's Court of Appeals, says the NGO that monitors human

rights violations across Iran.

Iran Human Rights Watch said they were **sentenced** on charges of collaborating and membership of an opposition party, namely the Kurdistan Democratic Party in Iran (KDPI), an armed Kurdish group in opposition to Tehran.

According to a monthly **report** on arrests by Paris-based Kurdistan Human Rights Network (KHRN) released on Monday, at least 14 Kurdish citizens and activists have been arrested in seven different cities in Iran's Kurdish areas in a month, 30 more were questioned and later released. The watchdog has documented two executions being carried out in the same time span.

In early March, the UN human rights chief condemned Iranian state violence against Kurds

and Balochis, and **expressed** alarm over the crackdown on minorities.

More than 100 civil and political activists addressed a letter to UN Secretary-General Antonio Guterres, UN Security Council and US Ambassador to UN, Linda Thomas Greenfield, calling the Iranian government a "thief" and called for the support of civic institutions, asking for a **national referendum** for the transition to a secular democratic government and constitution, reports Voice of America (VOA) on Wednesday.

This comes after more than 640 civil and political activists on Tuesday signed a **letter** to UN Special Rapporteur on Human Rights in Iran Javid Rahman on the mistreatment of political prisoners and against the increasing moving of prisoners in Tehran to other cities.

On June 17, dozens of human rights groups and organizations sent a **joint letter** to UN Human Rights Council to extend the mandate of the UN Special Rapporteur monitoring the situation of human rights in Iran, accusing the Iranian government of "wide range of human rights violations" in the letter, according to Radio Farda.

On Tuesday, the Human Rights Council extended the mandate of the UN Special Rapporteur Javid Rahman, who was appointed more than three years ago. His mandate has been extended every year since due to the worrying human rights situation in Iran, despite not being allowed to visit the country for close monitoring, **reports** Radio France International (RFI).

Iran's UN envoy Esmaeli Bag-

haei Hamaneh said appointing a special rapporteur on the human rights situation in Iran is invalid during his remarks at a Human Rights Council session, Iranian state media IRNA [reported](#) on Wednesday, describing it as an “anti-Iran resolution.”

“Supporters of the decision expect nothing but receiving black reports on Iran from the special rapporteur,” Hamaneh has said, saying the acts of countries that support the resolution are contradictory to their word, such as US, “has long record in committing organized crimes across the world” and has imposed “the most inhumane sanctions against the Iranian people.”



File photo of Evin Prison in Tehran, Iran. Photo: Atta Kenare/AFP

Iranian foreign minister Saeed Khatibzadeh also rejected the resolution on Wednesday, [saying](#) that the “destructive

approach” by the supporters of the resolution is an “instrumental and political use of human rights.”

Since the heightening of US-Iran tensions and the re-imposition of US sanctions on Iran in 2018, Iranian authorities have tightened the noose on labor activists, journalists, satirists, environmentalists, anti-death penalty campaigners, and researchers, detaining them in droves and sentencing some in trials whose fairness has been questioned.

Tens of thousands of people are held as political prisoners in Iranian jails, for charges including advocating for democracy and promoting women's or workers' rights.



25 Mars, 2021

## Erbil, “l’autre Damas” des Syriens qui ont quitté leur pays

**D**epuis quelques mois, les Syriens ayant fui leur pays en guerre affluent à Erbil. Les uns pour échapper au service militaire, les autres pour demander asile à l'étranger, raconte pour *Raseef22* une journaliste syrienne installée dans la capitale du Kurdistan irakien.

“*Liban, Égypte, Jordanie, Irak et d'autres pays accueillent tous les jours des familles syriennes. Mais le nom de la ville qui revient de manière quotidienne depuis la fin de l'année dernière, c'est celui d'Erbil*”, écrit une journaliste syrienne installée dans la capitale du Kurdistan irakien [dans un article publié sur le site panarabe Raseef22](#).

Après une année 2020 difficile pour le monde et la Syrie qui a vu les frontières se fermer en raison de la pandémie de [Covid-19](#), “de nombreux jeunes Syriens étaient prêts à poser leurs valises dans le pre-



Vue générale d'Erbil, capitale du Kurdistan irakien, photo prise le 15 juin 2014. PHOTO / DAN KITWOOD / GETTY IMAGES EUROPE / VIA AFP.

mier pays qui leur était accessible”.

Ainsi, lorsque les frontières ont

été rouvertes, en octobre 2020, les réservations pour Erbil ont explosé.

Erbil est l'une des rares villes qui accueillent des Syriens selon des conditions souples. Ce sont des milliers



de jeunes Syriens qui arrivent tous les mois à Erbil, qui leur a ouvert ses portes contrairement à la plupart des villes dans le monde.”

#### **Demande d'asile**

Raseef22 recueille le témoignage de Hazem, un diplômé de gestion de 29 ans qui a quitté Damas pour Erbil. “Ma situation était bonne en Syrie, mais je veux vivre en Europe. J'ai donc décidé de m'installer de manière temporaire à Erbil, plus ouverte sur le monde que Damas. Les ambassades étrangères y sont plus accessibles”, explique-t-il.

Un certain nombre de familles syriennes souhaitant demander l'asile au [Canada](#), en [Aus-](#)

[tralie](#) ou ailleurs s'y sont installées, car l'une des conditions pour pouvoir prétendre à l'asile est de se trouver en dehors de son pays d'origine.”

Les premières années de la guerre en Syrie, qui a débuté en 2011, Beyrouth, la capitale du Liban, “était le premier choix”, mais y vivre “n'est plus aussi simple depuis plus d'un an”.

#### **Échapper à l'armée**

Une des raisons [du départ] en masse de jeunes Syriens pour Erbil est d'échapper au service militaire.”

Le tarif avantageux du visa permettant d'entrer sur le terri-

toire, autour de 250 dollars (210 euros), fait d'Erbil une destination de prédilection.

À Erbil, ces jeunes voulant échapper au service militaire, “que l'on retrouve souvent dans des cafés ou des commerces” où ils travaillent, se divisent en deux catégories : ceux qui économisent de l'argent pour payer l'exemption du service militaire et rentrer en Syrie, et ceux qui économisent de l'argent pour s'envoler vers un pays étranger.

#### **Pas dépayés**

À Erbil, explique le site panarabe, on retrouve également des femmes syriennes, des jeunes filles, dont “de nombreuses célibataires voulant

être indépendantes”, ainsi que “des mères cherchant du travail” pour s'assurer des conditions de vie satisfaisantes.

Les ressortissants syriens ayant élu domicile à Erbil ne sont pas vraiment dépayés, estime Raseef22, notamment ceux d'entre eux qui connaissent la capitale de la Syrie.

Les Syriens aiment voir en Erbil un autre Damas.”

“Certains trouvent une ressemblance entre le souk de la citadelle d'Erbil et le souk Hamidiyé de Damas [le plus grand marché de la capitale de Syrie], entre les ruelles de la vieille ville d'Erbil et celles de l'ancienne Damas”, conclut Raseef22.



25 mars, 2021  
Par Didier Billion

## Menaces d'interdiction du Parti démocratique des peuples en Turquie : une faute politique

Les menaces d'interdiction à l'encontre du Parti démocratique des peuples (HDP) se font de plus en plus précises, avec notamment un acte d'accusation de 609 pages rédigé et remis le 18 mars à la Cour constitutionnelle par le procureur général de la Cour de cassation, ou encore l'arrestation d'un député du HDP au sein même des bâtiments de la Grande assemblée nationale de Turquie alors que son immunité parlementaire venait de lui être retirée.

#### **Mesures d'interdiction répétées à l'encontre des partis kurdes**

Soumis à des mesures d'interdiction à répétition en Turquie, les partis de la mouvance kurde sont, de longue date, confrontés à des mesures d'interdiction. Fondé en 2008, le Parti de la paix et de la démoc-



ratie (BDP) fut ainsi le septième avatar de cette sensibilité politique, les six précédents ayant été successivement dis-

sous. Ses bastions électoraux se concentrant principalement dans certaines circonscriptions du Sud-Est anatolien, il décida

en 2007 de présenter des candidats indépendants pour contourner la loi sur le barrage électoral des 10 %<sup>[1]</sup>. Cette



tactique lui permet, en 2007 puis 2011, d'obtenir l'élection d'un nombre suffisant de députés, qui créèrent un groupe parlementaire.

Comme ses prédécesseurs, le BDP fut accusé d'être la vitrine légale du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). C'est pourquoi ce courant politique décida de créer un nouveau cadre partisan avec la fondation, en octobre 2012, du Parti démocratique des peuples (HDP). Affirmant transcender son ancrage ethnique pour devenir un parti national turc, il fit le choix de se présenter en tant que tel aux élections législatives de 2015. Pari osé. En effet, s'il n'était pas parvenu à dépasser le barrage des 10 %, il perdait mécaniquement sa qualité de parti parlementaire. C'est pourquoi il chercha à élargir sa base électorale en insérant parmi les candidats présentés, des membres de la gauche radicale turque, des militants des droits humains, différents représentants de minorités confessionnelles ou sexuelles. Promouvant, pour la première fois en Turquie, la parité entre les genres et se réclamant de l'esprit de Gezi[2], il réussit son pari en réalisant des résultats significatifs lors des élections législatives de juin 2015, de novembre 2015 puis de 2018, avec respectivement 13,2 %, 10,76 % et 11,7 % des suffrages exprimés.

Pour autant, en dépit de ces avancées significatives, on ne doit pas céder aux théorisations superficielles, qui ont eu cours après ces élections, le présentant comme une formation politique d'un type nouveau. Ce parti, s'il a relativement su s'affranchir de son tropisme kurdiste, n'en reste pas moins dépendant de son ancrage initial et du soutien de grands clans et familles kurdes. Or ces derniers, souvent conservateurs, développent une conception de l'avenir de la société qui résiste, pour le moins, aux utopies libertaires des partisans de Gezi et représentent une part de la

base sociale du HDP. La dualité de ses soutiens et de ses objectifs constitue pour ce dernier un défi central qui, à ce jour, n'est toujours pas tranché et explique le mouvement de balancier politique récurrent du parti[3].

Le retour du Parti de la justice et du développement (AKP) à une approche étroitement sécuritaire au cours de l'été 2015 a été interprété comme une réaction au renforcement des combattants kurdes organisés en Syrie par le Parti de l'union démocratique (PYD), franchise syrienne du PKK fondée en 2003, qui semblait contredire la volonté exprimée par ce dernier de renoncer graduellement à la lutte armée. Il doit aussi être analysé comme une réponse à la concurrence politique que commençait à représenter le HDP, en attirant des électeurs kurdes qui votaient auparavant pour l'AKP, notamment dans les régions orientales de l'Anatolie.

### **Dialectique compliquée entre lutte armée et combat au sein des institutions**

Pour tenter de saisir au plus près les dynamiques du dossier kurde en Turquie, une question essentielle se concentre en effet sur le rapport entre le PKK et le HDP. Dans l'histoire des luttes de guérillas, divers partis politiques ont, par le passé, entretenu des liens avec des groupes armés – ainsi le Sinn Féin en Irlande ou Herri Batasuna au Pays basque espagnol – et ont été confrontés aux mêmes dilemmes : condamnés à être perçus comme les branches légales d'un mouvement armé tout en affirmant leur indépendance vis-à-vis de ce dernier, refusant de condamner l'action armée bien qu'acceptant de participer aux batailles électorales. Ce sont aussi les positions qu'ont adoptées les partis prokurdes successifs en Turquie depuis 1990, cherchant à se disposer comme intermédiaires entre le mouvement armé et les autorités gouvernementales. N'affir-

mant désormais plus directement de revendications séparatistes, les partis kurdes ou kurdistes sont constamment en proie à de multiples discordances, d'autant que, fréquemment en butte à la répression, leurs choix tactiques sont sans cesse contraints.

Probablement nombreux sont les militants désorientés par cette tension permanente entre lutte armée et tentative d'insertion dans la lutte légale au sein des institutions turques. Si le HDP a clairement fait le choix de se construire comme parti turc, il ne peut néanmoins diluer la dimension kurde de son combat, au risque de se couper de sa base militante. Comme l'explique pertinemment Eva Bernard : « Ainsi, le potentiel de pacification porté par le HDP en tant qu'acteur politique prokurde tient de sa capacité à convaincre les acteurs armés qu'il peut porter leurs revendications dans la sphère politique et qu'il en élargit ainsi la portée. Pour ce faire, il doit être vu par les sympathisants du mouvement kurde comme un acteur radical, au sein du système politique turc. À l'inverse, la disjonction entre le HDP et les acteurs les plus radicaux du mouvement, prônée par les autorités, éloignerait la perspective d'une résolution politique de la question kurde ».[4]

### **Politiques répressives à l'encontre du HDP et de ses soutiens**

Or, la reprise des affrontements armés depuis juillet 2015 a eu lieu dans un contexte de violentes pressions à l'encontre du HDP : agressions physiques et arrestations de ses militants, attaques contre des bureaux du parti, destitution de leurs fonctions de maires HDP élus[5], levée de l'immunité parlementaire, arrestation de députés et déchéance de leur mandat pour certains[6]. Ainsi Selahattin Demirtaş et Figen Yüksekdağ, coprésidents et parlementaires du HDP, furent arrêtés avec onze autres dépu-

tés en novembre 2016. Cela n'empêchera pas le premier d'être candidat à l'élection présidentielle de 2018. Il mena la campagne électorale du fond de sa cellule et recueillit 8,4 % des suffrages exprimés avant d'être condamné à quatre ans et huit mois de prison en septembre 2018 pour propagande d'organisation terroriste.

Pour comprendre l'ampleur et les enjeux de la répression, il faut prendre en compte le fait que le Parti d'action nationaliste (MHP), incarnant l'extrême droite nationaliste et allié de l'AKP, ne cesse de faire pression sur ce dernier et de répéter en boucle que les partis kurdistes représentent un « danger pour la survie de l'État », c'est-à-dire un danger pour la pérennité de la domination de l'identité turque au sein de la Turquie républicaine. C'est d'ailleurs bien ce parti qui est à la manœuvre depuis quelques semaines pour obtenir l'interdiction du HDP, bénéficiant d'une oreille très réceptive de la part de Recep Tayyip Erdoğan. On peut en outre noter que d'autres composantes du spectre politique turc se situent sur une ligne identique favorable à l'interdiction du HDP.

Non contentes de criminaliser les activités des militants du HDP, les autorités turques répriment aussi les voix de la société civile qui s'expriment en faveur du processus de paix. On peut, par exemple, mentionner l'ouverture d'une instruction à l'encontre d'une partie des 2 000 universitaires et intellectuels ayant lancé une pétition pour la paix intitulée « Nous ne serons pas associés à ce crime » au mois de janvier 2016. 700 d'entre eux ont alors été ou sont poursuivis en justice, cette pétition étant assimilée par les autorités judiciaires à un acte de propagande en faveur du PKK. Le 7 mai 2019, Füsün Üstel, enseignante retraitée de l'Université de Galatasaray, entrainée à la prison des femmes d'Eskişehir pour y purger sa peine de onze mois de privation de li-

berté. Elle était la première universitaire écrouée dans le cadre de ce dossier. Au printemps 2020, 191 d'entre eux avaient été condamnés à des peines d'emprisonnement allant de quinze mois à trois ans de prison.

Non seulement attentatoires aux libertés démocratiques, ces mesures sont aussi politiquement contre-productives, car si certains nationalistes kurdes, bien que déçus des positions à leurs yeux insuffisamment tranchées du HDP, estimaient qu'ils n'avaient le choix que de le soutenir, ils peuvent désormais considérer que toute tentative de faire valoir leurs revendications dans le cadre des institutions est en réalité vaine. Facteur amplificateur, l'autonomisation de fait des « cantons kurdes » en Syrie a probablement également contribué à raviver le rêve chez certains de voir un jour naître un Kurdistan indépendant.

Pour faire face au raidissement du pouvoir, conserver le soutien de la tendance la plus radicalisée du mouvement et être considéré comme un représentant légitime des revendications kurdes, le HDP est sans cesse tenté de revenir à un discours spécifiquement centré sur la question kurde. En décembre 2015, lors d'une réunion du DTK[7], Selahattin Demirtaş, alors coprésident du HDP, a par exemple explicitement défendu un processus d'autonomisation locale, voire, un jour, la perspective de l'indépendance : « Dans ce nouveau siècle, le Kurdistan aura un statut. Il y aura peut-être des États fédéraux, peut-être des États indépendants ». [8] Néanmoins, la décision du parti de ne pas présenter de candidats lors des élections municipales de mars 2019 dans la plupart des grandes villes de l'Ouest du pays, dans le but affirmé de tout faire pour battre les candidats de l'AKP et ses partenaires du MHP, c'est-

à-dire l'alliance électorale soutenant le pouvoir, constitue une preuve de maturité politique et un signe manifeste de la volonté de s'inscrire dans le jeu politique national.

### Promouvoir une solution politique négociée

C'est donc la complexe combinaison de l'arrêt des opérations militaires dans les régions kurdes de Turquie, avec la reconnaissance de l'affirmation du HDP comme acteur politique à part entière du système turc, et enfin l'acceptation tacite des liens entre ce parti et les acteurs armés, qui constituent les conditions nécessaires à la construction d'un processus de paix stable et à la désescalade de la violence. La conjoncture politique ne s'y prête certes pas et l'on peut considérer que les succès électoraux du HDP, en 2015 puis en 2018, ont contribué à déclencher une double réaction de l'AKP d'une part, du PKK de l'autre. Chacun de ces protagonistes a perçu le HDP comme un concurrent problématique et en a stoppé l'ascension en réduisant son espace politique : le pouvoir par la reprise des opérations militaires dès l'été 2015, l'aile la plus militariste du PKK en lançant un processus d'insurrections urbaines dans l'Est et le Sud-Est du pays au cours de l'automne de la même année qui se termina par un échec sanglant. Le HDP a donc, *de facto*, été pris sous la double pression d'Ankara et de Qandil[9].

C'est à la lumière de ces éléments qu'il est possible de comprendre l'enjeu de l'interdiction du HDP. Si telle était la décision prise, elle serait à la fois attentatoire aux libertés démocratiques fondamentales, puisqu'il s'agit d'un parti légal et parlementaire, mais constituerait en outre une grave erreur politique, car réduisant encore un peu plus la possibilité de résolution de la question kurde par la voie de la négocia-

tion et du compromis. Quelle que soit l'appréciation que l'on puisse porter sur le PKK, nous devons admettre qu'il est beaucoup plus puissant que lors de sa création en 1978 ou lorsqu'il a lancé la lutte armée contre l'État turc en 1984. On doit en conclure que l'option du « tout militaire », qui a été privilégiée par les gouvernements successifs depuis lors, est un échec et ne constitue manifestement pas la bonne méthode.

Il s'agit donc de reprendre les négociations entre l'appareil d'État et des représentants du mouvement kurde, comme d'ailleurs Recep Tayyip Erdoğan lui-même l'avait décidé entre la fin 2012 et l'été 2015. Pourquoi ce qui était possible alors ne l'est-il plus aujourd'hui ? C'est dans ce type de situation que l'on fait la différence entre un homme politique avant tout préoccupé par les prochaines échéances électorales et un homme d'État susceptible de se hisser au niveau de la résolution d'une question essentielle pour l'avenir de son pays. La lancinante question kurde constitue très certainement le défi central qui est posé à la société turque, car elle s'inscrit dans l'Histoire et parce qu'aucune démocratie apaisée ne pourra s'affirmer dans le pays sans qu'elle ne soit résolue.

-----

[1] Le système électoral turc comporte une disposition notoirement antidémocratique puisqu'il impose à tout parti se présentant aux élections législatives d'atteindre au moins 10 % des suffrages exprimés au niveau national pour accéder à la représentation parlementaire. Se présenter comme candidat indépendant permet de contourner cette disposition.

[2] En référence au nom d'un petit parc de promenade d'Istanbul, dont le projet de destruction fit naître un fort

mouvement de protestation sociale, à la fin du mois de mai 2013 et dans les semaines qui suivirent, à Istanbul et dans toutes les villes de Turquie.

[3] Voir à ce propos Aurélien Denizeau, « Le HDP, un nouveau venu en quête d'ancrage », *Note franco-turque*, n° 16, IFRI, janvier 2016.

[4] Eva Bernard, « Le mouvement kurde entre le maquis et les urnes », *Observatoire de la vie politique turque*, Institut français d'études anatoliennes, 29 avril 2016, <http://ovipot.hypotheses.org/14227>

[5] Pour mémoire, les élections municipales de 2014 permirent au HDP de conquérir 102 maires, mais 96 maires furent graduellement destitués et remplacés par des administrateurs nommés par l'État. Les élections municipales de mars 2019 permirent à 65 maires du HDP d'être élus, mais, au mois de mars 2021, 48 d'entre eux avaient été à leur tour graduellement destitués et pour certains placés derrière les barreaux.

[6] Ainsi en mai 2016, les différentes mesures concernent 53 des 59 députés du HDP. Accusés de collaboration avec le PKK et refusant de se rendre aux convocations de la justice, neuf d'entre eux sont arrêtés et emprisonnés le 4 novembre 2016. Au total, pour la législature 2015-2018, 23 députés HDP auront été arrêtés ou contraints à l'exil.

[7] Congrès pour une société démocratique, regroupant une grande partie des organisations de la société civile kurde.

[8] *Zaman France*, 1-7 janvier 2016.

[9] Du nom des massifs montagneux du nord de l'Irak, dans lesquelles se trouve basée une partie de la direction militaire du PKK.

## Why is opposition arresting Kurds in northeast Syria?

The Sham Legion, affiliated with the Turkish-backed Free Syrian Army (FSA), and military police recently kidnapped three civilians, including a 70-year-old man, in the northern Syrian city of Afrin.

The kidnapping came only days following a March 1 [UN report](#) entitled "A decade of arbitrary detention and imprisonment," which called for an end of kidnappings and crimes committed by armed groups in Syria, including the Islamic State and Hayat Tahrir al-Sham.

The authors of the report, from the Independent Commission of Inquiry on the Syrian Arab Republic, said, "Tens of thousands of people in Syria have been unlawfully deprived of their liberty at any one time. Arbitrary detention and imprisonment have been deliberately instrumentalized to instill fear and suppress dissent among the civilian population or, less frequently, for financial gain. Armed groups have also targeted religious and ethnic minority groups."

The Afrin Post, a local paper focusing on Syrian affairs, more precisely on Afrin, [reported](#) that the Sham Legion and the military police kidnapped three elderly people March 3. One of them was killed and the fate of the remaining two remains unknown, it added.

Local sources told the Afrin Post that the Sham Legion and the military police had kidnapped Sheikmos Mustafa Qasim, Muhammad Khalil Haji Sheikho and Saeed Qanbar. It said Qasim, 73, was killed under torture and buried March 6 in the cemetery of the border town of Meidan Ekbis in Rajo subdistrict, without the presence of his family and without conducting the funeral rites followed in Afrin.

Massoud Sheikmos Qasim, the victim's son, now lives in Aleppo after leaving Afrin following the [city's seizure](#) by the FSA in March 2018. He said the kidnapping was the second of his father in three years.



The son told Al-Monitor, "The FSA-affiliated Hamza Division first kidnapped my father after the FSA and Turkish army occupied Afrin on March 25, 2018. Back then, they demanded a ransom of 200,000 Syrian pounds [which amounted to around \$600 back then]." Qasim was released after the family paid the ransom.

"On March 3, my father was once again kidnapped. One day after he was kidnapped, the military police allowed my father to contact us, and he told me that the military police and the Sham Legion relentlessly beat him, tortured him and deprived him of food and drink. He told me he was going to die from torture. The Sham Legion later contacted us via WhatsApp to demand a ransom of 2 million Syrian liras [\$500] for his return. My brothers and I agreed to pay provided they do not torture my father. But we were shocked to hear that our father was tortured and killed before we sent the money," he added.

The son also said, "The pro-Turkish Syrian factions killed my father to seize his properties after they confiscated 700 of his olive trees and stole his money."

The UN Human Rights Council quoted Karen [Koning AbuZayd](#), a commissioner on the Independent International Commission of Inquiry on the Syrian Arab Republic that compiled the report, as saying, "The wealth of evidence collected over a decade is staggering, yet

the parties to the conflict, with very few exceptions, have failed to investigate their own forces. The focus appears to be on concealing, rather than investigating crimes committed in the detention facilities."

Ibrahim Sheikho, the spokesman of the Human Rights Organization in Afrin, told Al-Monitor that the Turkish-affiliated Syrian factions kidnapped on March 9 civilians from the village of Kamruk in the town of Maabatli in Afrin's countryside, and demanded their families pay a ransom of 1,000 Turkish liras (\$700) for their release.

Sheikho said terrorist militias in Afrin, Ras al-Ain and Tell Abyad carried out systematic arrests. He blamed Turkey for these violations against Kurds who could not escape Afrin, Ras al-Ain and Tell Abyad after the Turkish-backed factions took control of the area in 2018.

"There are more than 7,400 civilian men, women and children detained in the militias' prisons, including 3,500 detainees whose fate has been unknown since Afrin was occupied," he added.

On the reasons behind the kidnapping and arrest of civilians in Afrin, Sheikho said that the FSA arrests and tortures Kurds "under the pretext of being terrorists and spies for the [Kurdish-led] Syrian Democratic Forces."

He said, "Kidnappings have spiked

in the Turkish-held parts of Syria, whether in Azaz, Jarablus, Afrin, Ras al-Ain or Tell Abyad. The pro-Turkish Syrian factions are using kidnappings to blackmail the families, demand ransoms and seize the victims' properties." Sheikho pinned big hopes on the efforts of the UN commission to bring the perpetrators and criminals to international courts and hold them accountable for war crimes.

On March 11, UN High Commissioner for Human Rights Michelle Bachelet [called for](#) the formation of an independent mechanism, with an international mandate, tasked with revealing the fate of the kidnapped and supporting their families.

Jamila Khoder, a civil activist from Afrin, condemned the UN over its lack of action when it comes to the violations the Turkish-backed factions commit against the civilians in Afrin.

Adel Sabhan, a legal expert focusing on international law who works for private companies in Iraq, told Al-Monitor, "The illegal detentions that have happened in Syria contradict all laws, charters and international covenants, including the [Hague Convention of 1907](#)."

He added, "The UN commission based its report on much tangible evidence, most importantly on the testimonies of the victims and their families. This is why the UN has achieved positive results due to the abundance of evidence condemning the perpetrators of these crimes."

The March UN report also blamed the governments that have supported the different conflicting parties for the deteriorating situation in Syria and called on them to end the violations.

The findings of the UN commission, which were submitted to the Human Rights Council in Geneva, are based on investigations conducted in more than 100 detention centers affiliated with Syria's various parties.



## Joe Biden somme la Turquie de renoncer au système de défense antimissile acheté à la Russie

Les Etats-Unis mettent la Turquie sous pression, à l'Otan ! A l'occasion d'un entretien durant la réunion de l'Otan à Bruxelles, le secrétaire d'Etat Antony Blinken a fait part de ses préoccupations à son homologue turc Mevlüt Çavuşoğlu, a indiqué son porte-parole Ned Price. "Le secrétaire d'Etat Blinken a exhorté la Turquie à ne pas conserver le système de défense aérienne russe S-400, s'est dit préoccupé par le retrait de la Turquie de la Convention d'Istanbul sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique et a souligné l'importance des institutions démocratiques et du respect des

droits de l'homme", a déclaré Ned Price après l'entretien.

"Ce n'est un secret pour personne que nous avons des différends avec la Turquie, notamment au sujet des S-400 (un système antimissile russe) et de certaines actions entreprises, y compris en Méditerranée orientale. Ce n'est pas non plus un secret que la Turquie est un allié de longue date et apprécié, et un allié que nous avons, je crois, un grand intérêt à garder ancré à l'Otan", avait déclaré Antony Blinken mardi au cours d'une discussion avec le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg.

Washington considère que les

S-400 russes sont "incompatibles avec l'équipement de l'Otan, ils menacent la sécurité de la technologie de l'Otan et ils ne sont pas conformes aux engagements de la Turquie en tant que membre de l'Otan". Les Etats-Unis ont interdit en décembre l'attribution de tout permis d'exportation d'armes au SSB, l'agence gouvernementale turque chargée des achats d'équipements militaires, pour punir Ankara de l'acquisition des S-400.

La Turquie a en outre été écartée du programme de fabrication de l'avion de guerre américain dernier cri F-35, estimant que les S-400 pourraient en percer les secrets technolo-

giques. En réponse, Ankara a pris langue avec Moscou pour acheter des avions russes, a-t-on appris de source diplomatique européenne. M. Blinken rejoint les préoccupations exprimées par de nombreux alliés membres de l'Union.

Les dirigeants de l'Union européenne doivent définir jeudi leur position face à la Turquie lors d'un sommet. Ils vont opter pour une démarche "progressive, conditionnelle et réversible" et mettre Ankara sous surveillance jusqu'à leur prochain sommet en juin, a annoncé le président du Conseil européen Charles Michel dans sa lettre d'invitation pour le sommet.

HUMAN  
RIGHTS  
WATCH

24-03-2021

## Turkey: Erdoğan's Onslaught on Rights and Democracy

(Istanbul) – The government of President Recep Tayyip Erdoğan is dismantling human rights protections and democratic norms in Turkey on a scale unprecedented in the 18 years he has been in office, said Human Rights Watch today. The government took further dangerous measures over the past week to undermine the rule of law and target perceived critics and political opponents.

On March 19, 2021, the president issued a

decree suddenly withdrawing

Turkey from the Council of Europe's Convention on Preventing and Combating Violence Against Women and Domestic Violence, known as the Istanbul Convention, a groundbreaking treaty strongly supported by the women's rights movement in Turkey. The move came two days after the chief prosecutor of Turkey's top court of appeal announced that he was opening a case to close down the opposition Peoples' Democratic Party (HDP), only hours after the Erdoğan-controlled parliament improperly expelled an HDP deputy.

"President Erdoğan is targeting any institution or part of society that stands in the way of his wide-ranging effort to reshape Turkey's society," said Kenneth Roth, executive director of Human Rights Watch. "The latest developments against parliamentary opposition, the Kurds, and women are all about ensuring the president's hold on power in violation of human rights and democratic safeguards."

President Erdoğan's dramatic move to withdraw from the Istanbul Convention with an overnight presidential decree is part

of efforts to shore up support from religious conservative circles outside his party and shows his readiness to use the convention as a pretext to promote a highly divisive and homophobic political discourse. That discourse disingenuously claims women's rights undermine so-called family values and promotes a hateful and discriminatory view of lesbian, gay, bisexual, and transgender (LGBT) people.

The president's communications chief on March 21 issued a written statement defending the decision to withdraw Turkey

from the treaty, saying that it was “hijacked by a group of people attempting to normalize homosexuality – which is incompatible with Turkey’s social and family values.” The claim stems from the convention’s language prohibiting discrimination based on sexual orientation and gender identity. Women’s groups across Turkey have been staunch supporters of the convention as it legally obligates governments to take effective steps to prevent violence against women, protect survivors, and punish abusers.

Given the hundreds of murders of women by partners and former partners in Turkey each year, Erdoğan’s move to withdraw from and weaponize the treaty for political ends and to ignore the treaty’s desperately needed protections for women is shocking, Human Rights Watch said.

“The decision to withdraw is a profoundly backward step in the struggle to protect women’s rights in Turkey and a major blow for all women across the political spectrum,” Roth said.

In response, on March 20, thousands of women protested in cities across Turkey, declaring that the women’s movement in Turkey will continue the struggle and demand government action to combat the entrenched problem of domestic violence and femicide.

The move by the chief prosecutor of the Court of Cassation on March 17 to close down the Peoples’ Democratic Party, the second-largest opposition party in parliament, came shortly after parliament expelled the HDP deputy Ömer Faruk Gergerlioğlu on the pretext of his conviction for a social media posting. Gergerlioğlu’s expulsion was in reprisal for his consistent focus on the thousands of victims of Erdoğan’s human rights crackdown, while the effort to close the HDP targets the rights of millions of Kurdish voters and subverts the principle of parliamentary democracy, Human

Rights Watch said.

Over the past 30 years, Turkey has closed down five pro-Kurdish political parties. As in earlier cases, the chief prosecutor’s indictment accuses the Peoples’ Democratic Party of acting “against the indivisible integrity of the state with its country and



Turkey’s President Recep Tayyip Erdoğan speaks during a news conference in Ankara, Turkey, March 18, 2020. © AP Photo/Burhan Ozbilici.

nation” (separatism) and violating the constitution and laws, necessitating its full and permanent closure.

The prosecutor also asked the court to ban 687 named individuals, including current and former members of parliament and hundreds of party officials, from political life for five years and to cut the treasury funding that the HDP, like other parties, is entitled to. The evidence cited includes speeches and political activities by parliamentary deputies in office at various times over the past eight years.

“Initiating a case to close down a political party that won 11.7 percent of the vote nationally in the 2018 general election and has 55 elected members of parliament is a major assault on the rights to political association and expression,” Roth said. “The move could deny close to six million voters their chosen representatives in violation of their right to vote.”

On March 20 and 21, Peoples’ Democratic Party voters turned out in force at Kurdish new year (Nowruz) assemblies in

Turkey’s major cities, turning the gathering into a powerful expression of support for the party and protest at the onslaught on the rights of its predominantly Kurdish base. On March 22, the Diyarbakır prosecutor initiated an investigation into the party’s co-leader for

pointment of a rector to one of Turkey’s top universities and subsequent restructuring of the institution in the face of [widespread protests by the university staff and students](#). Anti-LGBT speeches and social media posts by top government officials have become common – most recently against [students arrested for an artwork with LGBT flags](#) and [on International Women’s Day](#).

The publication of a Human Rights Action Plan on March 2 is completely at odds with the reality on the ground, where arbitrary detentions and prosecutions of journalists, activists, and others are routine and intensifying. Two weeks after the President announced the Human Rights Action Plan, Öztürk Türkoğlu, the co-chair of a prominent human rights association, was [arrested](#) during dawn raids in Ankara. He was later released.

The European Union and US administration have acknowledged the profound setbacks for human rights but continue overwhelmingly to focus on Turkey’s strategic importance in the region, its foreign policy, its active role in regional conflicts, and migration policies.

On March 25 and 26, EU leaders are to review their relations with Turkey. The European Council should speak out over the sharp decline in the human rights situation in Turkey. The council should make clear that an [EU-proposed positive agenda](#) with Turkey would be tied to ending attacks on opposition figures and measurable progress in upholding human rights.

“EU leaders should not pretend it is business as usual, while Turkey’s government is escalating its assaults on critics, parliamentary democracy, and women’s rights,” Roth said.

his speech during the Nowruz celebrations. And an Istanbul court [sentenced](#) the party’s former co-leader Selahattin Demirtaş to three years and six months in prison for “insulting the president” in a 2015 speech.

The major developments of the past few days follow a series of grave setbacks for human rights in Turkey in 2020 and 2021. The Erdoğan government has repeatedly flouted binding European Court of Human Rights judgments ordering the release of the [rights defender Osman Kavala](#) and [politician Selahattin Demirtaş](#).

In December 2020, the government rushed in a [law](#) giving it much wider powers to target civil society organizations on the pretext of combatting terrorism financing and proliferation of weapons of mass destruction. The government wrongly contended that the new rules are in accordance with UN Security Council resolutions.

In January, the president moved to deepen his control over higher education, with the ap-



25-03-2021  
Par Jean-François Gérard  
Correspondance à Strasbourg

# Mosquée Eyyûb Sultan : à Strasbourg, le Concordat de la discorde

Les Eglises et l'Etat n'étant pas séparés en Alsace, la municipalité EE-LV a prévu de financer le projet de l'organisation turque Millî Görüs. Darmanin dénonce un mouvement fondamentaliste.

«L'adhésion pleine et entière aux valeurs de la République et la souveraineté de la France face aux risques d'ingérence de puissances étrangères sont autant de sujets qu'il convient de traiter avec précision et sérieux», écrit Jeanne Barseghian à Emmanuel Macron. La maire écologiste de Strasbourg en appelle au chef de l'Etat pour se sortir d'une violente confrontation avec le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, et sa ministre déléguée Marlène Schiappa. En cause, un accord de principe pour la participation de la mairie strasbourgeoise au financement de l'agrandissement substantiel de la mosquée Eyyûb Sultan. Votée en conseil municipal lundi, cette subvention de 2,5 millions d'euros a été éreintée dans la foulée sur Twitter par le locataire de la place Beauvau, qui accuse la mairie verte de «finance[r] une mosquée soutenue par une fédération qui a refusé de signer la charte des principes de l'islam de France et qui défend un islam politique». Dans son viseur, l'organisation turque Millî Görüs (CIMG), qui gère ce lieu de culte depuis vingt-cinq ans.

Ampleur. La loi de séparation des Eglises et de l'Etat n'ayant jamais été appliquée en Alsace-Moselle, ce type de participation publique est autorisé. Depuis 1999, la ville de Strasbourg propose une aide à tous les cultes. Une église orthodoxe a bénéficié d'un terrain quasi gratuit, une pagode bouddhiste d'aide aux travaux, la Grande Mosquée de 858 000 euros en 2012. La limite est de 10 %



Le chantier de la mosquée Eyyûb Sultan, mercredi à Strasbourg. (Frederick Florin/AFP)

du montant de la facture globale. Sauf que ces financements publics doivent être validés avant le lancement d'un projet. Or la municipalité strasbourgeoise viendrait ici abonder en cours de route un chantier d'ampleur inégalée : 32 millions d'euros en tout, dont 25 pour la partie «culturelle». Une entorse à cette règle locale. Les deux ministres n'entrent pas dans ce niveau de détail, mais voient une preuve qu'Europe Ecologie-les Verts (EE-LV) «pactise avec les tenants d'un islam politique et radical» (dixit Schiappa), la préfète du Bas-Rhin qualifiant Millî Görüs de mouvement «fondamentaliste proche des Frères musulmans», partisan d'un islam «rigoriste». La majorité écolo, elle, argue d'une «non-discrimination entre les cultes».

Le projet d'extension de la mosquée Eyyûb Sultan – un édifice d'inspiration ottomane dévoilé en 2015 – est présenté comme «le plus grand complexe musulman d'Europe». Les travaux ont connu

un coup d'arrêt en 2019, faute de financements, avant de redémarrer fin 2020. «Millî Görüs est une fédération d'associations françaises qui représente 25 % à 35 % des salles de prière turques en France», explique Samim Akgönül, directeur du département d'études turques à l'université de Strasbourg. L'implantation de Millî Görüs à Strasbourg s'explique par une forte diaspora turque arrivée au cours des années 70 dans cette région industrielle, également frontalière de l'Allemagne. «Dans un Etat de droit, elle est éligible à cette aide. Si elle n'est pas fréquentable, il faut qu'une enquête administrative ou criminelle le démontre», juge Samim Akgönül.

Parterre d'élus. Localement, aucun élu en responsabilité ne critique ouvertement Millî Görüs. En dépit de réticences d'une partie de sa majorité PS-EE-LV, le précédent maire, Roland Ries, avait personnellement modifié le plan d'urbanisme pour autoriser le

chantier. Il avait ensuite participé en 2017 à la pose de la première pierre en compagnie d'un parterre d'élus locaux, y compris de LREM ou de droite, du préfet Jean-Luc Marx et du vice-Premier ministre turc, Bekir Bozdag. En 2018, un des fidèles d'Eyyûb Sultan, Kamal Naghchband, garagiste franco-afghan de 45 ans, avait succombé à l'attentat du marché de Noël à Strasbourg. «Au niveau local, ils ont toujours répondu à nos appels pour condamner le terrorisme», reconnaît Nicolas Matt (LREM), ancien élu chargé des cultes.

Gérald Darmanin reproche à Millî Görüs de ne pas avoir signé, début 2021, sa charte contestée par certaines fédérations islamiques de France, préalable à la future loi sur le «séparatisme», qui conditionnera l'octroi de fonds. Un texte préparé «par une ou deux ou trois personnes», critique auprès de l'AFP Eyup Sahin, président de la CIMG Grand-Est. Si l'on reconnaît dans l'entourage du ministre de l'Intérieur qu'il n'y a pas de faits «caractérisés et répétés» pour enclencher une dissolution de l'organisation, la préfète assure avoir transmis «des éléments» contre elle, ce que réfute la municipalité. Alors qu'un contrôle, au tribunal administratif, de la délibération municipale a été ordonné par Gérald Darmanin, un nouveau vote devra de toute façon intervenir. La municipalité avait en effet conditionné l'octroi de fonds publics à une vérification du plan de financement de l'édifice.





25-03-2021

## L'UE place la Turquie sous surveillance après des dérives autoritaires

L'Union européenne va décider jeudi de placer Ankara sous surveillance jusqu'au mois de juin pour marquer sa désapprobation face à la détérioration des droits et des libertés en Turquie malgré les promesses du président Recep Tayyip Erdogan.

L'Union européenne va décider jeudi de placer Ankara sous surveillance jusqu'au mois de juin pour marquer sa désapprobation face à la détérioration des droits et des libertés en Turquie malgré les promesses du président Recep Tayyip Erdogan. Les Européens souhaitent normaliser les relations avec la Turquie après une année de tensions. Mais ils vont opter pour une démarche "progressive, conditionnelle et réversible", a annoncé le président du Conseil européen Charles Michel dans sa lettre d'invitation au sommet européen.

En raison d'une nouvelle vague de contaminations par le Covid-19, la réunion de jeudi et vendredi est prévue en visioconférence, une formule qui ne permet pas les débats. La discussion sur la Russie a pour cette raison été annulée et transformée "en point d'informa-

tion". Charles Michel fera part de ses derniers contacts avec le président Vladimir Poutine qui a dénoncé la position "conflictuelle" de l'UE à l'égard de Moscou. Et les décisions vis-à-vis de la Turquie ont été différées au mois de juin, a expliqué un diplomate européen. La seconde journée du sommet, vendredi, sera brève, a-t-il précisé. La participation du président américain Joe Biden au sommet devrait cependant permettre de délivrer un message commun de fermeté à l'adresse du président turc.

### L'UE en "position d'attente"

"Ce n'est un secret pour personne que nous avons des différends avec la Turquie", a affirmé le secrétaire d'Etat Antony Blinken lors de ses entretiens mardi et mercredi à l'Otan. Mais les Américains comme les Européens refusent de couper les ponts avec Ankara. "La Turquie est un allié de longue date et apprécié, que nous avons un grand intérêt à garder ancré à l'Otan", a rappelé Antony Blinken. Le chef du gouvernement italien Mario Draghi a résumé la position européenne en insistant sur

"l'importance d'éviter les initiatives qui divisent et la nécessité de respecter les droits de l'homme".

La décision du président turc de quitter la convention d'Istanbul contre les violences sexistes, au lendemain d'un entretien avec Charles Michel et la présidente de la Commission Ursula von der Leyen, a été vécue comme un camouflage. Les dernières décisions des autorités turques "ajoutent aux préoccupations de l'UE concernant le recul des droits fondamentaux et sapent la crédibilité de l'engagement en faveur des réformes", a averti le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell.

Les Européens ne font pas confiance au président turc, car il ne respecte pas ses engagements, et ils voient beaucoup d'opportunisme dans sa volonté affichée d'apaisement, soulignent des diplomates. "Nous observons une absence de signaux négatifs depuis le début de l'année, mais personne n'est naïf, car plusieurs facteurs expliquent ce comportement: le changement de président aux Etats-Unis, la fragilité de l'économie turque et les conséquences des pos-

sibles sanctions européennes", a expliqué un diplomate européen à l'AFP. "Le bilan est en demi-teinte. On ne peut pas dire que la Turquie facilite à l'Union européenne l'engagement dans le fameux agenda positif dont on a parlé. Nous sommes en position d'attente", a commenté un autre diplomate de haut rang.

Le projet de déclarations pour le sommet a été discuté jusqu'au dernier moment pour trouver un consensus, car Chypre et la Grèce ont jugé qu'il comportait "beaucoup trop de carottes et pas assez de bâton", a raconté un diplomate. Il risque de décevoir le président Erdogan, qui a dit "attendre des résultats concrets" en réponse à son souhait de normalisation des relations avec l'UE. "Une vigilance accrue va être observée pendant les prochains mois afin de déterminer en juin si les conditions sont réunies pour renouer", a expliqué le diplomate. "Si un recul est constaté, l'UE saura défendre ses intérêts. Les instruments sont prêts", a-t-il assuré. Le rapport de Josep Borrell cite plusieurs options, dont des sanctions pour le secteur du tourisme.



March 25, 2021  
By Daren Butler

## Turkey's "Saturday Mothers" on trial for protesting against disappearances

ISTANBUL (Reuters) - Members of the "Saturday Mothers" group, relatives of the victims of enforced disappearances in Turkey, went on trial on Thursday on a charge of refusing to disperse despite police warnings during a 2018 protest in Istanbul.

The case again focuses attention on Turkey's human rights record after President Tayyip Erdogan vowed this month to boost rights to a fair trial and freedom of expression - an initiative which critics dismissed as at odds with reality.

The Saturday Mothers have held weekly vigils in a central Istanbul square since 1995, seeking justice for relatives who in the 1980s and 90s were kidnapped or detained without a record by individuals presumed to be state agents, and never seen again.

The 46 on trial include members of the group as well as rights campaigners, journalists and other protesters, both men and women. They face up to three years in jail.

"That square is the burial place where we leave carnations for our loved ones who have no graves," Jiyan Tosun, who is among those in the dock and whose father was abducted in 1995, said outside the courthouse amid supporters of the defendants.

"It should not be us who are tried, but those who made our children, brothers and sisters disappear," she told reporters before the hearing.

The court began hearing defence statements after the judge refused an initial request



FILE PHOTO: Plainclothes police officers detain a demonstrator as they prevent Saturday Mothers' 700th gathering, that meets every week, demanding to know the fate of their missing relatives, claimed to be last seen in the hands of security forces, in central Istanbul, Turkey August 25, 2018. REUTERS/Kemal Aslan/File Photo

to acquit the defendants, media reports said.

The trial was launched over protesters' refusal to disperse at their 700th vigil in 2018, which authorities had banned. Rights groups said police used excessive force with water cannon and tear gas to disperse and detain those on trial.

The police intervention occurred at the time of a sustained crackdown on civil dissent in the wake of a 2016 attempted coup.

The prosecution is part of "a re-

lentless crackdown on civil society, human rights defenders and those who peacefully express their dissent in Turkey", Amnesty International, Human Rights Watch and Front Line Defenders said in a joint statement.

There were hundreds of disappearances and extrajudicial killings at the height of Turkey's conflict with Kurdistan Workers Party (PKK) militants in the 1990s, mostly in the Kurdish southeast, rights groups' figures show.

Parliamentary inquiries into the

issue have not resulted in anyone being held accountable.

Since Erdogan unveiled a "human rights action plan" on March 2, Turkey has pulled out of an international accord to protect women and a prosecutor has sought to ban parliament's third largest party - the pro-Kurdish HDP.

The government says the judiciary is independent and the presidency said the withdrawal from the Istanbul Convention did not mean Turkey was comprising the protection of women.



March 25, 2021  
By Karwan Faidhi Dri

## Turkey bombards Duhok's Batifa subdistrict: mayor

ERBIL,  
Kurdistan Region —

Turkish forces are bombarding the vicinity of Duhok's Batifa subdistrict following an attack by the Kurdistan Workers' Party (PKK), its mayor has told Rudaw English.

"At 5:30pm, a Turkish military base near Gire Biye village was attacked [by PKK fighters]. It only lasted for five minutes," said Batifa Mayor Disher Abdulsattar, saying an "ongoing" Turkish bombardment began shortly afterwards.

Despite its proximity to a local village, the area under bombardment is an uninhabited mountainous area, the mayor said.



File photo of Batifa. Graphic: Mehmet Alsafar/Rudaw

The PKK is an armed group struggling for the increased rights of Kurds in Turkey. Ankara considers it a terrorist organization.

Turkey frequently bombards areas in the Kurdistan Region and northern Iraq's disputed territories on the

grounds of targeting PKK positions.

Scores of civilians have been killed in Turkey's operations and more than 500 villages have been emptied, their residents displaced during decades of conflict. Thursday's bombardment has not been re-

ported by either Turkey or the PKK.

**Two people were injured** after a civilian vehicle was targeted by the Turkish army in Sinin village in the Sidakan subdistrict, near the Iranian border, on March 19.





25-03-2021  
Karwan Faidhi Dri

## ‘My daughter is not a murderer’: mother of YPJ fighter sentenced to life in prison by Turkey

ERBIL, Kurdistan Region — The mother of a Syrian Kurdish female fighter has slammed a Turkish court for sentencing her daughter to life in prison on Wednesday, saying she is not a murderer.

A Turkish court in Sanliurfa (Riha) province handed Dozgin Temo, known as Cicek Kobane, a life sentence for “harming the integrity of Turkish state” and 10 years and 10 months for murder, her lawyer Hidayet Enmek told Rudaw English on Wednesday.

“The sentence is aggravated. She was arrested on Syrian land, so Turkey does not have the right to sentence her. We want rights groups and international community to hear us out. It is not true that she has killed people. My daughter is not a murderer,” Kobane’s mother, Wahida Osman, told Rudaw English late Wednesday.

Kobane, 26, was a fighter for the Women’s Protection Units (YPJ) and fell into the hands of Turkish-backed militias during Operation Peace Spring in Ain Issa, northern Syria in October 2019, when Turkey captured a swathe of northeast Syria from Kurdish Syrian forces. Photos of her capture went viral on social media and prompted fears for her safety, with many other **YPJ fighters killed** during the offensive.

She was later taken to Turkey and imprisoned.

### Kobane’s story

Kobane was born in Raqqa, northern Syria in 1994. She and her family fled to Turkey in 2013 due to unrest caused by the Syrian uprising, with Kobane returning to Raqqa in 2014. She joined the YPJ



Cicek Kobane poses for photos in Syria in 2015. Photos: submitted by family

- the all-women version of the Kurdish People’s Protection Units (YPG) - in 2015, according to her mother.

Ankara considers both YPG and YPJ Syrian offshoots of the Kurdistan Workers’ Party (PKK) - an armed group struggling for the increased rights of Kurds in Turkey - a terrorist organization. It sees all of them as a threat to its national security.

The YPG is the backbone of the multi-ethnic Syrian Democratic Forces (SDF), the main coalition ally fighting the Islamic State (ISIS) in Syria.

She fell into the hands of the opposition Syrian National Army (SNA), when she was apparently “severely” tortured. Her mother recounted a prison visit in which Kobane told her of mistreatment.

Kobane was called a pig, a hostage, and was forced to take photographs with fighters, she told her mother in a March 2020 visit. Osman said her daughter pretended to be Arab to avoid torture.

In a **video** published on Syrian mil-

itia Telegram channels following Kobane’s capture, militants can be heard calling her a “pig” that will be taken to slaughter.

“They [SNA fighters] shot her in the leg and injured her with two bullets. Her injury hasn’t healed,” her mother said, denying that her daughter was a killer. “She was aiding people in Syria.”

Her family has now returned to the town of Kobane. The family were able to last see the YPJ fighter in prison on March 5 of last year, before the Turkish government “tortured” and deported her father and two brothers, Osman said.

Kobane speaks with her family on the phone every Thursday, but calls abruptly stopped two weeks ago.

“We are waiting to see if we will be able to talk to her this Thursday,” her mother said sadly, calling on Kurds to speak out against her daughter’s sentencing.

### Kobane was not armed: lawyer

Enmek told Rudaw English that Kobane admitted to the court that

she was a YPJ member, but is not guilty of the charges against her.

“There is nothing to prove that she was armed when arrested,” Enmek said, claiming his client “had a humanitarian role [within the YPJ], not a military one.”

“It is against international law for my client to be arrested in Syria but held and tried here, when she has not done anything against this country,” the lawyer said, adding that they will appeal the decision.

“If this does not work, we will take it to the European Court [of Human Rights].”

Kobane attended Tuesday’s trial via video link, but Enmek’s client, who he says is need of medical treatment, is still suffering from leg injuries.

“Her health was not good.”

Ayse Surucu, a lawmaker for the pro-Kurdish Peoples’ Democratic Party (HDP), **condemned** the court’s decision, claiming “national and international laws have been violated.”

Human Rights Watch (HRW) said in a report in February that **at least 63 Syrians** have been transferred to Turkey to face trial and possible life imprisonment for their alleged links to the YPG.

“Turkish authorities, as an occupying power, are required to respect people’s rights under the law of occupation in northeastern Syria, including the prohibition on arbitrary detention and on the transfer of people to their territory,” said Michael Page, HRW’s deputy Middle East director.

## Kurdistan Regional Government in Iraq receives AstraZeneca vaccine

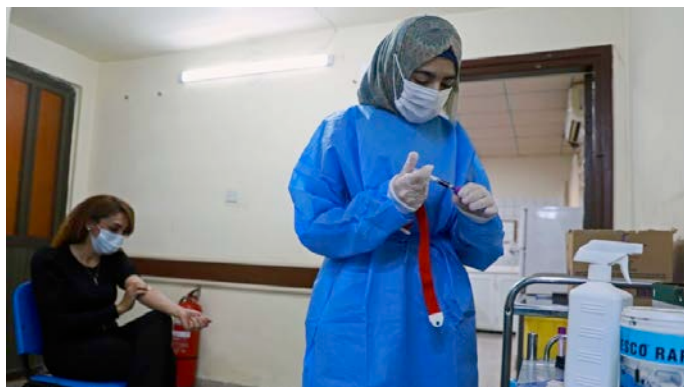
Some countries have suspended the British-Swedish vaccine due to its association with blood clots, though the European Union still recommends its use. The KRG previously received a small amount of Chinese vaccine doses.

The Kurdistan Regional Government (KRG) in Iraq has obtained tens of thousands more COVID-19 vaccine doses.

KRG Prime Minister Masrour Barzani [announced Friday](#) that 43,800 doses of the AstraZeneca coronavirus vaccine have arrived in the autonomous part of northern Iraq.

The KRG began [administering vaccine doses](#) in March to health care workers [after receiving](#) 5,000 doses of China's Sinopharm vaccine.

AstraZeneca is a British-Swed-



An Iraqi Kurdish woman tests for COVID-19 on Oct. 12, 2020, at a hospital in the northeastern city of Sulaimaniyah in Iraq's autonomous Kurdistan region, which has seen high death rates from the coronavirus.

ish pharmaceutical company. Some countries [have suspended](#) administering the As-

traZeneca vaccine recently due to reports of it being linked to blood clots. However, the [latest](#)

[findings](#) from the European Union say that blood clotting arising from taking the vaccine is "very rare" and that its benefits vis-a-vis the virus outweigh the potential side effects.

The State of Palestine has also [received AstraZeneca](#) vaccines.

The Kurdistan Region is reporting several hundred new virus infections a day, according to [KRG statistics](#). There are still some [capacity restrictions](#) and closures in effect in the region. More than 6 million people live in the KRG's territory.



26 mars 2021

## Iran : Plus de 238.000 décès dus au coronavirus dans 526 villes

- La faculté de médecine d'Hormozgan : Actuellement, plus de 90% des cas positifs au COVID-19 dans la province sont de la variante britannique. (Agence ISNA, 26 mars 2021)
- La faculté de médecine de Larestan : En 48 heures, plus de 75% des échantillons de COVID-19 dans le district de Juyom étaient positifs. A partir du 26 mars 2021, la connexion du district de Juyom avec les autres villes, districts et vil-

- La faculté de médecine d'Arak : Le coronavirus mutant est à l'origine de 60% des patients atteints de COVID-19 dans la province centrale. (IRNA, 26 mars 2021)
- La faculté de médecine de Lorestan : Le nombre d'hospitalisations liées au COVID-19 dans la province a augmenté de 30 %. (Télévision officielle, 26 mars 2021)

- La faculté de médecine de Mazandaran : Le nombre de patients hospitalisés pour le COVID-19 a augmenté pour la quatrième journée consécutive et plus de 530 patients sont hospitalisés dans le Mazandaran. (State TV, 26 mars 2021)
- L'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI/MEK) a annoncé le 26 mars 2021 que le nombre de décès dus au coronavirus dans 526 villes d'Iran avait dépassé 238 000.

Le bilan des morts dans les provinces est le suivant : Téhéran 55.241, Ispahan 15.460, Khouzistan 13.739, Azerbaïdjan occidental 8948, Guilan 8351, Fars 6997, Golestan 6150, Kerman 5259, Markazi 4908, Kermanschah 4769, Yazd 4302, Kurdistan 4112, Khorassan du Nord 3603, Ardebil 2957, Zanjan 2580 et Khorassan du Sud 2316.

Kurdistan au féminin 26 mars, 2021

## Un centre d'études sur le genre au Kurdistan irakien défie les idées traditionnelles

KURDISTAN DU SUD – L'académicienne Choman Hardi est retournée au Kurdistan du Sud où elle a fondé en 2015 le Centre d'études sur le genre et le développement au sein de l'Université américaine de Souleimaniye. Un défi de taille dans une société conservatrice kurde.

Au Centre d'études sur le genre, au moins 200 étudiants, des jeunes femmes mais aussi des hommes, ont suivi des cours les introduisant à des débats sur le genre en relation avec des sujets tels que la santé, les médias et la société, l'histoire islamique et le génocide, entre autres.

C'est après avoir appris le féminisme et les droits de l'homme dans ses cours à l'université que Zheera Hassan, élève en littérature anglaise, a décidé de suivre les études de genre à l'Université américaine d'Irak, à Sulaimani. « *Ce sont des choses que je voulais voir dans la société* », dit-il.

En tant qu'homme de 24 ans dans la région du Kurdistan irakien, cette décision n'est pas allée sans difficultés. « *Les études de genre sont quelque chose de très nouveau au Kurdistan et en Irak, donc vous ne trouverez pas beaucoup de soutien dans votre famille ou chez vos amis, surtout si vous êtes un homme. Mais les enseignants et les conversations que nous avons eues avec eux, c'est ce qui m'intéressait. Ça m'a beaucoup changé* », dit-il.

Hassan fait partie d'un nombre restreint, mais croissant, d'étudiants qui se sont inscrits à la mineure interdisciplinaire en études de genre de l'université – le premier, et le seul, programme de ce type dans tout



le Kurdistan et l'Irak.

En changeant le regard des étudiants sur les rôles, les normes, les valeurs et les croyances liés au genre, la mineure en études de genre vise à doter une nouvelle génération dans la région du Kurdistan des connaissances nécessaires pour relever certains des défis auxquels leur société est confrontée.

Sawen Amin, 25 ans, a été l'un des premiers étudiants à s'inscrire. « *Cela m'a ouvert les yeux sur les inégalités auxquelles les gens, qu'ils soient hommes ou femmes, sont confrontés en raison du fonctionnement du système patriarcal* », explique-t-elle.

### Débats sur les rôles du genre dans la société

Au moins 200 étudiants ont suivi des cours les introduisant à des débats sur le genre en relation avec des sujets tels que la santé, les médias et la société, l'histoire islamique et le génocide, entre autres.

« *Lorsque vous êtes exposé pour la première fois à une idée qui contredit de nombreuses*

*choses profondément ancrées en vous, c'est très difficile à envisager, mais cela déclenche quelque chose* », explique Choman Hardi, fondatrice et directrice du Centre d'études sur le genre et le développement de l'Université américaine d'Irak, à Sulaimani.

Dans le cadre de ses recherches postdoctorales au Kurdistan sur les femmes ayant survécu à la campagne génocidaire de Saddam Hussein contre les Kurdes dans les années 1980, Choman Hardi, alors chercheuse invitée dans le cadre du programme d'études sur l'Holocauste et les génocides de l'université d'Uppsala, a rencontré des jeunes qui avaient soif d'apprendre, mais qui ne recevaient pas de discours alternatifs sur les rôles de genre et la construction sociale. « *J'ai senti que je pouvais faire beaucoup de bien ici* », dit-elle. « *Je sentais qu'il y avait un besoin pour moi d'être ici* ».

Elle est retournée à Sulaymaniyah, sa ville natale, en 2014 pour enseigner après 26 ans à l'étranger. L'année suivante, elle a fondé le centre et a commencé à développer des

cours liés au genre. Le centre a annoncé la création d'une mineure en études de genre en 2017.

Dans une société conservatrice où la violence sexiste est monnaie courante, ceux qui remettent en question le système patriarcal et les relations sociales se heurtent souvent à des réactions hostiles.

Pour Hardi, cela s'est manifesté par la résistance des étudiants, dont certains lui ont dit plus tard que leur cours avec elle avait changé leur façon de voir les choses. Elle a également été victime d'attaques sur les médias sociaux et de cyberintimidation.

### La pression des pairs sur les élèves

Des étudiants comme Amin et Hassan ont également été confrontés à des critiques et à des moqueries de la part de leurs pairs à l'université pour avoir étudié le genre, souvent en raison de malentendus sur ce que recouvrent le féminisme et les études de genre.

Et si certains étudiants doivent également faire face à un manque de soutien personnel de la part de leur famille et de leurs amis, d'autres ont plus de chance.

Amin a été soutenue par sa famille tout au long de ses études, et dit qu'elle a même trouvé un public bienvenu pour ses nouvelles connaissances. « *[Après] chaque cours que j'avais, j'enseignais tout ce que j'avais appris à ma mère, et maintenant elle aussi est une grande avocate.* »

Amin attribue aux études de genre le mérite d'avoir aidé les



étudiants à prendre conscience de leurs droits et à lutter contre la discrimination, et de l'avoir aidée à trouver un emploi dans une organisation non gouvernementale de défense des droits des femmes.

Hassan, qui en est à son dernier semestre d'études de premier cycle, prévoit de travailler et d'économiser pour obtenir une maîtrise. Son objectif est de travailler pour une organisation non gouvernementale dans le domaine des droits de la femme, qui est particulièrement important pour lui. « *Vous ne pouvez pas travailler sur d'autres questions si la moitié de votre population est enfermée dans un système patriarcal où elle ne peut pas vivre sa vie comme elle le souhaite.* »

### Des signes de progrès encourageants

Twana Abdwlrahman, postdoctorante au Centre d'études sur le genre et le développement, affirme que malgré les défis, il est optimiste quant à l'évolution de la situation en raison de la puissante vague de changement en faveur de l'égalité des sexes et de la justice sociale qui a émergé au Kurdistan. « *Les études de genre sont essentielles pour créer des voix fortes, efficaces et sincères en faveur de l'égalité et de la justice des deux côtés – femmes et hommes – et pour créer des leaders pour cette vague* », dit-il.

Pour l'instant, Hardi s'est retirée de l'enseignement pour se concentrer sur les projets du

centre, mais elle attend avec impatience le moment où elle pourra à nouveau enseigner.

« *Ce sentiment de désespoir est très présent tous les jours : on ne peut rien changer, alors autant ne rien faire* », déclare Hardi. « *J'essaie toujours de dire que nous avons un pouvoir d'action, surtout si nous travaillons ensemble. Je pense qu'il est important que les jeunes le sachent.* »

La version anglaise est à lire [ici](#)

La poétesse et l'académicienne, [Choman Hardi](#) a survécu au génocide d'Anfal dans son enfance mais aussi l'exil au Royaume-Uni pendant 26. Une fois diplômée des prestigieuses universités d'Oxford et de Kent, Hardi est retournée au Kurdistan d'Irak pour ensei-

gner l'anglais et intégrer l'Université américaine de Souleimaniye-Irak où elle a fondé en 2015 le Centre d'études sur le genre et le développement.

Sous sa direction, ce centre a lancé les premières études interdisciplinaires de genre en Irak et est en train de développer des ressources pour les études de genre en kurde et en arabe en direction des universités du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord avec un financement de l'Union européenne. En 2019, elle a reçu le soutien du Global Challenges Research Fund au Royaume-Uni pour un projet quinquennal sur « *masculinité et violence* » en partenariat avec la London School of Economics.

26/03/2021

Le Monde

Par Marie Jégo

(Hatay (sud-est de la Turquie),  
envoyée spéciale)

## En Turquie, la région du Hatay, terre d'asile du chaos syrien

L'afflux de réfugiés dans cette province crée des difficultés, notamment dans le domaine de l'éducation. Dans le cadre du programme d'aide aux réfugiés syriens, l'UE tente d'apporter son soutien à la Turquie.

Lorsque Merah Cinavro a fui la Syrie il y a quatre ans pour trouver refuge en Turquie, elle n'arrê-  
tait pas de broyer du noir. « *Je pensais que je n'avais pas d'avenir.* » Comme elle maîtrisait l'anglais, elle a passé avec succès les tests d'entrée de l'université Mustafa Kemal, dont les bâtiments modernes et le campus arboré s'étalent au nord de la ville d'Antakya, Antioche en français, le chef-lieu de la province du Hatay, adossée à la Syrie.

A partir de là, tout est allé très vite pour Merah Cinavro. « *En deux mois, à raison de quatre heures par jour* », elle a



Khalid Mosaitef (à droite) et sa famille, arrivent dans la région du Hatay, le 1er septembre 2020, pour que son fils de quatorze mois puisse recevoir des soins médicaux, après s'être réfugié à Idlib pour fuir la guerre civile en Syrie. MEHMET BURAK KARACAAGLU / ANADOLU AGENCY VIA AFP

appris le turc, ce qui lui a permis de s'inscrire à la faculté d'agronomie. Le campus est devenu son chez elle. « *Je n'envisage pas de rentrer en Syrie* », assure la jeune femme.

Comme Merah, 500 jeunes Syriens étudient actuellement dans cette immense université, qui compte onze facultés, quinze collèges professionnels et 25 000 inscrits. Ils sont aidés par des bourses dispensées par l'Union européenne (UE), dans le cadre du programme d'aide aux réfugiés syriens, soit 6 milliards d'euros affectés, non pas au budget turc, mais à des projets ciblés, no-

tamment dans le domaine de l'éducation.

La Turquie, premier pays d'accueil pour les réfugiés syriens – ils y sont 3,6 millions –, n'a pas ménagé ses efforts pour ouvrir les portes de son système d'éducation, intégrant ainsi 700 000 enfants, adolescents et jeunes adultes. Malgré cela, plus de 40 % des enfants syriens hébergés sur son sol, soit environ 400 000 d'entre eux, n'ont toujours pas accès à l'école.

### Enorme défi

Les besoins sont immenses : il faut toujours plus d'écoles, de salles, d'enseignants. L'UE tente d'apporter son soutien. Pour toute la Turquie, 400 établissements ont ainsi été construits, rénovés, modernisés, dont quarante au Hatay, en partenariat avec Ankara, grâce à une mise de fonds de 600 millions d'euros, versée par les Vingt-Sept. Mais « *les écoles ne suffisent pas, il faut aussi des professeurs. A cette fin, nous soutenons également un programme du ministère [turc] de l'éducation. Le rôle de ces enseignants est primordial pour l'inclusion de ces jeunes dans le système* », explique Nikolaus Meyer-Landrut, le chef de la délégation de l'UE en Turquie, en visite dans la région.

Hatay, province la plus méridionale du pays, subit de plein fouet les conséquences de la guerre en Syrie. Environ un habitant sur trois est un réfugié. A ce jour, 436 000 Syriens y sont enregistrés au titre de la protection temporaire, sur une population totale de 1,7 million d'habitants. Aux deux tiers, cette population est composée d'enfants – chaque famille a en moyenne 5,6 enfants. Et

chaque année, ce sont près de 100 000 bébés syriens qui voient le jour en Turquie.

Cet afflux de population crée des difficultés, y compris dans le domaine sanitaire. Mais grâce à l'aide de l'UE, un système d'assainissement des eaux a été mis en place au Hatay, ainsi qu'une station de traitement des déchets.

Un programme vise également à la formation professionnelle des réfugiés. « *Priorité doit être donnée à l'éducation et à la formation* », répète l'ambassadeur Meyer-Landrut. D'autant plus que former des artisans et des ouvriers est un énorme défi, surtout en cette période de pandémie. Comme l'activité économique tourne au ralenti, les réfugiés rencontrent plus de difficultés à trouver du travail. Et en général, rares sont ceux qui sont déclarés. Sur les 3,6 millions de Syriens qui vivent en Turquie, 145 000 ont été naturalisés, ce qui leur donne le droit de travailler, mais 31 000 seulement ont reçu un permis de travail.

### « La situation actuelle va perdurer »

Lütfü Savas, le maire d'Antakya, rêve du jour où « *les réfugiés pourront rentrer chez eux dans de bonnes conditions* ». Mais il doit bien se rendre à l'évidence : « *Ni le régime de Damas ni la communauté internationale ne sont sérieusement engagés dans la recherche d'une solution, donc la situation actuelle va perdurer, les réfugiés vont rester.* »

Avant la guerre en Syrie, la cité, dotée d'un centre historique, d'un bazar oriental, de plusieurs églises et d'une gastronomie fine et réputée, était

prospère : les touristes étrangers y affluaient. En ville, commerçants, restaurateurs, hôteliers ont la nostalgie de cette période faste, « *avant la guerre* », quand la frontière était ouverte et qu'il était possible de se rendre « *de l'autre côté* ». « *C'était la belle époque. Les Syriens venaient chez nous et nous, on allait chez eux* », soupire un natif d'Antakya qui trouvait jadis à s'employer en tant que guide. Depuis 2016, un mur a été érigé le long des 288 kilomètres qui séparent le Hatay de la Syrie. Derrière ce mur, une catastrophe humanitaire menace.

La région d'Idlib, le dernier fief de la rébellion, a vu sa population tripler sous l'afflux des déplacés venus d'autres régions de Syrie. Jetées sur les routes par les bombardements du régime et de son allié russe, plus d'un million de personnes déperissent dans des camps improvisés le long de la frontière avec la Turquie, fermée par le mur. Il y a bien l'aide humanitaire acheminée par les Nations unies via le poste-frontière de Cilvegözü, où trente camions passent chaque jour en direction d'Idlib. Mais cela ne suffit pas.

Les autorités turques font ce qu'elles peuvent pour gérer l'urgence. Plus aucun réfugié ne passe, sauf les blessés graves et les grands malades qui sont acheminés et soignés gratuitement dans les hôpitaux du Hatay, de Gaziantep ou de Sanliurfa. « *Ici, dans le Hatay, nous prenons en charge environ trente personnes par jour* », souligne un responsable local, soucieux de garder l'anonymat.

### La crainte d'une nouvelle vague de réfugiés

« *A cause des intempéries, les camps de toile ont été inondés, alors l'AFAD [l'agence turque de gestion des catastrophes et des situations d'urgences] a érigé des maisonnettes en brique : 38 m<sup>2</sup>, deux pièces-cuisine. Trente-cinq mille [maisons] ont déjà été construites au nord d'Idlib. Il y a une grosse demande pour ce type d'habitat* », poursuit le responsable.

Il fustige au passage « *les Russes, les Iraniens et le régime de Bachar qui harcèlent les civils sans défense* ». Sa crainte est de voir ces attaques s'intensifier, « *ce qui ne manquera pas de créer une nouvelle vague de réfugiés vers la Turquie et vers l'Europe aussi* ».

Le 21 mars, des attaques aériennes du régime syrien et de son allié russe ont encore visé Alep et Idlib. Les hôpitaux sont ciblés. Touché par des obus de mortier, l'établissement chirurgical de la localité d'Atareb, située au nord-ouest d'Alep, a déploré six morts et seize blessés, dont cinq membres du personnel médical, selon l'Union des organisations de secours et soins médicaux.

Cette proximité avec le chaos syrien inquiète les gens du Hatay. Samet Firat Soydemir, un jeune entrepreneur, estime ainsi que la politique de son pays en Syrie a été « *mal calculée, imprudente* ». « *En 2012, au début de la guerre, nos dirigeants auraient que nous irions bientôt prier à la grande mosquée des Omeyyades, à Damas. Résultat, quatre millions de Syriens sont venus prier dans nos mosquées* », s'émeut le jeune homme.



March 26, 2021  
By Dilan Sirwan

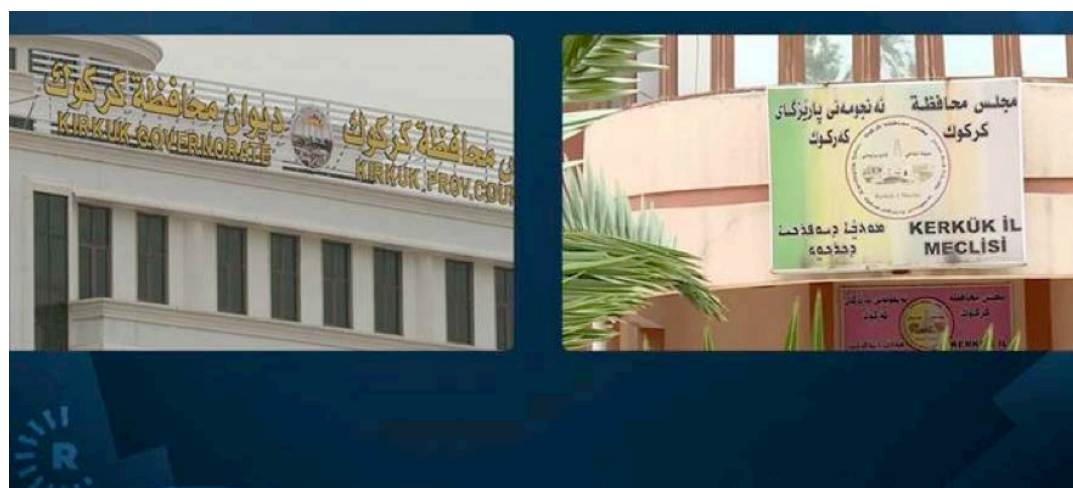
## Arabic only: Kirkuk erases Kurdish from official signage

**ERBIL, Kurdistan Region** — Kurds in Kirkuk are demanding the provincial government reverse a move to use only Arabic and some English on official signage in the multi-ethnic city.

“We will not accept this move and we have told them this multiple times,” Jamal Shkur, a Patriotic Union of Kurdistan (PUK) member in the Iraqi parliament, told Rudaw’s Hardi Muhammad on Thursday. “This is an intentional move to wipe out Kurds from Kirkuk and change the demographics of Kirkuk, just like in the times of Saddam.”

A concerted effort under Saddam Hussein’s Baath regime, mostly between 1970 and 1978, relocated Arabs from elsewhere in Iraq to Kirkuk, forcing out Kurdish residents. After 2003 and the fall of Saddam Hussein, Iraq began a policy of de-Arabization to reverse the demographic changes and land was returned to the original owners. In 2012, Kirkuk’s provincial council decided that all governmental signage must be in the languages of its four main ethnic groups: Arabic, Kurdish, Turkmen, and Syriac.

After 2017, when Kurds lost



Signage on the new building of the Kirkuk provincial council is Arabic and English only (left). The old building (right) had signage in Arabic, Kurdish, Turkmen, and Syriac. Photos: Rudaw

military and administrative control of Kirkuk following a bid for Kurdish independence, Kurds have said they are once again being forced off their lands, sparking fears of a renewed Arabization effort.

The governorate building, appeal court, and airport are among the many places in Kirkuk with new signs in Arabic and some English, but no Kurdish, Turkmen, or Syriac.

Local Kurdish residents say the problem goes beyond just the signage and they cannot speak their language in official settings.

“All governmental proceedings

have been changed to Arabic, and if you speak in Kurdish, chances are no one will help you,” said Ali Abbas.

“Most times when we go to a government building and ask for something in Kurdish, they do not respond to us so we have to switch to Arabic or Turkmen,” said Farhad Khalid.

Officials in the governorate office said they will correct the problem with the signs, adding other languages.

“We spoke to the governor of Kirkuk and his deputy — the signs will be changed,” said Dler Shwani, head of public relations for the governorate. “All

governmental building signs in Kirkuk should be labeled in four languages.”

Kirkuk is disputed between the federal government and the Kurdistan Regional Government (KRG), and is home to Kurd, Arab, Turkmen, and Christian inhabitants. Other disputed territories lie in the provinces of Nineveh, Diyala and Salahaddin.

Article 140 of the Iraqi constitution was supposed to have resolved the issue of the disputed provinces by 2007, but successive governments have failed to implement the steps outlined in the provision.





March 26, 2021  
By Karwan Faidhi Dri

## Kurdish politician, writer dies in Turkey at 62.

ERBIL, Kurdistan Region — A renowned Kurdish academic and politician died in a Turkish hospital on Friday following a brain hemorrhage earlier in the week, his family have confirmed, just a few months after he recovered from coronavirus.

Halis Yerlikaya, a doctor at Memorial Diyarbakir Hospital told Rudaw that Kadri Yildirim had passed away on Friday, just hours after his family said he was in a coma after **suffering a brain hemorrhage** on Tuesday.

Kadri Yildirim tested positive for COVID-19 on November 14 and recovered late December



Yildirim spoke about Newroz celebrations to Rudaw TV on March 20, just days before being hospitalized. Photo: Rudaw TV

after a serious bout of the virus.

Born into a Kurdish family in Diyarbakir (Amed) on February

5, 1959, Yildirim graduated from Harran University's Faculty of Theology in southern Turkey. He worked as a professor and wrote several books

about Kurdish history, language and culture.

He also served as an outspoken lawmaker for the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) for two terms, **defending** the Kurdish language and the word "Kurdistan" in the Turkish parliament.

Yildirim "devoted his life to Kurdish language studies and left behind countless scientific works and raised thousands of students. His work and deep knowledge will continue to live with us," HDP co-chairs Pervin Buldan and Mithat Sancar said in a **statement** on Friday



March 26, 2021  
By Dilan Sirwan

## Shingal agreement must be implemented or there will be war, says Yazidi commander

ERBIL, Kurdistan Region — The commander of a Yazidi armed force part of the Kurdistan Region Peshmerga forces said on Friday he fears war could break out in the disputed district of Shingal as tensions between the Iraqi army and militias affiliated with the Kurdistan Workers' Party (PKK) continue to grow.

"The Iraqi side had initially planned for all armed groups to leave the center of Shingal today, however it seems that the time could be extended until April 1," Haidar Shasho told Rudaw English. Shasho is commander of Shin-



A view of Shingal in Nineveh province. File photo: AFP

gal's Ezidkhan Protection Force, a Yazidi armed group incorporated into the Kurdistan

Region Peshmerga forces. If the armed groups do not vol-

untarily withdraw, he is worried the Iraqi army may use force.

"We hope the matter does not come to war, but the government needs to implement this agreement. Otherwise Shingal's situation will be bad," he said, referring to the **agreement** signed in October between the Kurdistan Regional Government (KRG) and the federal government, designed to regulate governance and security in the disputed district.

"We hope that war and an armed showdown does not happen. But if it comes down to it, we think it is better if a

war happens than for Shingal to stay the way it is.”

There are a myriad of armed forces in Shingal with various allegiances, including the Kurdistan Region Peshmerga, pro-Iran Popular Mobilization Forces (PMF, or Hashd al-Shaabi in Arabic), and groups affiliated to the PKK. They gained footholds in Shingal after ousting the Islamic State group (ISIS), which invaded the region in 2014, committing genocide against the Yazidi

ethno-religious minority which made up the majority of Shingal’s residents. Disputes over control of the area have prevented most of the Yazidi population from returning to their homes.

Under the October agreement, security for the troubled region is Baghdad’s responsibility. The federal government is to establish a new armed force recruited from the local population and expel all militias.

“Today we see that implementation of the agreement has started – the federal forces are here and life is returning to normal,” Iraqi Joint Operations Command (JOC) spokesperson Tahsin al-Khafaji told Rudaw’s Tahsin Qasim on Thursday.

His forces, however, are facing resistance.

“Our administration does not accept Iraq’s request. Our people trust the YBS and

Asayish [Kurdish internal security forces],” Riham Hajo, co-chair of a PKK-affiliated governing council, said in a public statement on Thursday. The Shingal Resistance Units (YBS) and Asayish in Shingal are both linked to the PKK. **Clashes broke out** between their supporters and the Iraqi army earlier this month. Turkey has launched **several airstrikes** on the district and threatened a full scale military operation against the PKK, which is considered a terrorist

**VALEURS**  
ACTUELLES

26 mars 2021

## Mosquée de Strasbourg : l’imam de Drancy demande au gouvernement de “dissoudre Millî Görüs”

Hassen Chalghoumi a dénoncé le fait que cette association pro-turque n’était “pas au service des musulmans”.

L’imam de Drancy veut une solution radicale. Dans une interview sur Radio Classique, vendredi 26 mars, il a appelé le gouvernement à « *dissoudre Millî Görüs* » en réponse à la polémique qui secoue Strasbourg et la construction de sa grande mosquée depuis quelques jours.

La municipalité de la ville alsacienne a récemment validé un accord de subvention de 2,5 millions d’euros pour le projet de construction de la mosquée Eyyup Sultan. Le problème ? La confédération islamique Millî Görüs – soutenue par le gouvernement turc – serait impliquée dans le projet. Le ministre de l’Intérieur Gérald Darmanin suspecte même l’organisme d’« *ingérence nationaliste* ». Le président Emmanuel Macron a pointé la complaisance de la municipalité écologiste de



Hassen Chalghoumi. Photo © Francois Mori/AP/SIPA

Strasbourg vis-à-vis de Millî Görüs.

« **Une insulte aux familles des victimes de terrorisme** »

Pour l’imam de Drancy, cette association ne serait « *pas au service des musulmans* ». « *Je n’arrive pas à croire qu’une*

*ville comme Strasbourg soit touchée dans sa chair par le terrorisme et d’être complice d’une organisation islamo-politique, étrangère, au service d’Erdoğan* », a réagi Hassen Chalghoumi, toujours sur Radio Classique. Pour lui, Recep Tayyip Erdoğan est décrit comme un « *homme qui*

*a menacé la France* » mais aussi qui a « *massacré les Kurdes* ». Le fait que la mairie de la ville soutienne cet organisme serait « *une insulte aux familles des victimes de terrorisme* », selon Hassen Chalghoumi.

**L’imam de Drancy encore menacé**

Après s’être exprimé une première fois sur BFMTV – et avoir estimé que Millî Görüs était liée à « *l’islam politique, l’islam consulaire* » – le religieux a reçu des « *centaines d’appels de menaces et d’insultes* ». En cause, l’association aurait « *mis (s)on numéro de téléphone sur les réseaux sociaux* », a-t-il déploré sur Radio Classique. Hassen Chalghoumi espère donc que cette « *secte* », comme il l’appelle, sera dissoute par l’Etat au même titre que le « *CCIF et BarakaCity* ».

Kurdistan au féminin 27 mars 2021

## 99 ans de prison dans l'affaire "KCK Silopi"

**12 personnes jugées dans le procès « KCK Silopi » ont été condamnées samedi à un total de 99 ans de prison, dont la co-maire déchu du district de Cizre dans la province de Şırnak.**

La co-maire déchu de Cizre, Berivan Kutlu, fait partie des 30 personnes qui sont jugées dans le cadre du "procès du KCK" dans le district de Silopi dans la province de Şırnak, ouvert contre des politiciens kurdes en 2011. Le procès final s'est tenu samedi à la 2eme chambre de la cour d'assise d'Elazig.

Les prévenus représentés par



leurs avocats n'ont pas assisté à l'audience.

Le tribunal a condamné les prévenus à des peines de prison allant de 7 ans et 3 mois à 8 ans. 12 personnes ont été condamnées à un total de 99 ans de prison, tandis que les 18 autres ont été acquittées.

L'ancienne co-maire de Cizre, Berivan Kutlu, a été condamné à 7 ans et 3 mois de prison.



March 27, 2021  
By Wladimir Van Wilgenburg

## Russians mediate exchange of bodies between Syria's Kurds and Turkish-backed militias

"Russia is trying to show Turkey that it is time to de-escalate the frontline around Ain Issa, which threatens the M4 highway and Russia's longer-term plan to cede all of Syria back to Assad."

**ERBIL (Kurdistan 24)** – Bodies of members of the Turkish-backed Syrian National Army (SNA) were handed back to the group by the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) on Saturday following Russian mediation, local media have reported.

The UK-based Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) reported that Turkish-backed forces had returned the bodies of seven SDF fighters to the SDF, which has yet to confirm if the exchange has taken place. The pro-SDF news agency Hawar News



The Russians on Saturday organized an exchange between the Kurdish-led Syrian Democratic Forces and Turkish-backed militias of bodies of the two sides fighters. (Photo: SDF)

(ANHA) has only reported on the SDF handover.

Pro-SDF social media users, however, reported that the Kur-

dish-led group has allowed SNA forces to retrieve the bodies of their fighters through Russian mediation. A video shared on social media by an SDF fighter reportedly showed the moment of the exchange.

Nicholas Heras, a Senior Analyst at Washington's Newlines Institute for Strategy and Policy, told Kurdistan 24 that "the Russians are trying to establish good faith measures with the Turks. The Syrian National Army is a Turkish proxy force, and the Russians are deeply engaged with the Turks on discussions on Syria."



“Russia is trying to show Turkey that it is time to de-escalate the frontline around Ain Issa, which threatens the M4 highway and Russia's longer-term plan to cede all of Syria back to Assad.”

Recently, there has been a surge in attacks by Turkey-backed groups near Syria's Ain

Issa and Tal Tamr, resulting in dozens of deaths.

On Oct. 19, 2019, after a long-threatened Turkish military incursion into northeast Syria to confront Kurdish elements of the SDF, the US mediated a ceasefire between Turkey and the SDF. A second deal brokered by Russia followed on Oct. 22.

Yet despite the agreements and Turkey occupying the border areas of Tal Abyad and Ras al-Ain (Serekaniye), affiliated Syrian armed groups and the Turkish army itself continue to target SDF-held areas.

In early December 2020, Russia, the SDF, and the Syrian government reached an agreement to create three observa-

tion points north of Ain Issa to prevent further Turkish attacks. Despite the deal, fighting near Ain Issa has continued.

Senior Syrian Kurdish officials have regularly called on Russia and the US to pressure Turkey to abide by the ceasefire agreements.

LE FIGARO

27 mars, 2021

## Soupçons de terrorisme en France : neuf personnes issues du milieu kurde mises en examen

Elles sont soupçonnées d'« association de malfaiteurs terroriste », de « financement terroriste » et d'« extorsion en bande organisée en relation avec une entreprise terroriste ».

Neuf personnes interpellées mardi 23 mars à la suite d'un coup de filet dans le milieu kurde en France ont été mises en examen vendredi 26 mars, notamment pour « association de malfaiteurs terroriste », a appris ce samedi l'AFP de source judiciaire.

Ces neuf personnes ont aussi été mises en examen pour « financement terroriste » et « extorsion en bande organisée en relation avec une entreprise terroriste », a précisé cette source. Quatre d'entre elles ont été placées en détention provisoire, une sous surveillance électronique et une autre sous contrôle judiciaire. Le débat devant le juge des libertés et de la détention sur le placement en détention provisoire des trois dernières doit se tenir ultérieurement. Une dixième personne interpellée a été libérée sans poursuite à ce stade.



Le coup de filet a été effectué sur demande d'un juge antiterroriste, dans le cadre d'une information judiciaire portant sur des activités en lien avec le PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan. Philippe LOPEZ / AFP

### Coup de filet à Marseille et en région parisienne

Ce coup de filet a été effectué à Marseille et en région parisienne, sur demande d'un juge antiterroriste, dans le cadre d'une information judiciaire portant sur des activités en lien avec le PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan. Cette organisation séparatiste kurde, en lutte armée depuis des décennies contre le pouvoir cen-

tral turc, est classée comme une organisation terroriste par la Turquie et de nombreux pays comme la France et les États-Unis.

Le 21 février 2020, quatre personnes avaient été mises en examen, notamment pour financement du terrorisme, dans le cadre d'une enquête sur des collectes de fonds pour le PKK dans le sud-ouest de la France.

Le chef de file de La France insoumise (LFI) Jean-Luc Mélenchon a dénoncé sur sa page Facebook la « méthode habituelle de l'intimidation macronienne » et la « criminalisation des activités militantes de Kurdes en France par le Quai d'Orsay et le ministère de l'Intérieur bien alignée sur celle du dictateur turc », le président Recep Tayyip Erdogan.

« Emmanuel Macron normalise ses relations avec Recep Tayyip Erdogan sur le dos des Kurdes » a abondé le Parti communiste français dans un communiqué. Les deux dirigeants ont échangé début mars dans un entretien en visioconférence, après des mois de vives tensions entre leurs deux pays, qui s'opposent sur plusieurs dossiers comme la Libye, la Syrie et la Méditerranée orientale.

## Syrie : des dizaines d'arrestations après une opération antijihadiste menée par les Kurdes dans le camp de déplacés d'Al-Hol

Les forces kurdes en Syrie ont lancé dimanche une opération de sécurité dans le camp de déplacés d'Al-Hol, secoué récemment par des meurtres en série, a indiqué une ONG, rapportant des dizaines d'interpellations parmi des résidents soupçonnés d'appartenance au groupe Etat islamique (EI).

L'Observatoire syrien des droits de l'Homme annonce



Le camp de déplacés d'Al-Hol. ALI HASHISHO / REUTERS

«une importante opération sécuritaire (...) contre l'organisation Etat islamique». Deux responsables médias des Forces démocratiques syriennes (FDS) ont confirmé l'opération, l'un d'eux indiquant qu'elle était menée en coopération avec la coalition internationale anti-EI.

## Mosquée de Strasbourg : l'imam de Drancy demande la dissolution de Milî Görüs

En pleine polémique autour de la subvention accordée par les élus Europe Ecologie Les Verts de la mairie de Strasbourg, pour la construction de la mosquée portée par l'association Milî Görüs, l'imam de Drancy Hassen Chalghoumi a demandé la dissolution de l'organisation, qu'il considère comme défendant un islam politique, et non pas les musulmans.

Le responsable religieux y voit une ingérence de la Turquie. L'association, qui gère 70 lieux de culte musulmans en France, est présentée comme proche du gouvernement d'Ankara et de son président Recep Tayyip Erdogan, dont elle défendrait l'idéologie de l'islam turque.



«Ce n'est pas l'islam spirituel, c'est l'islam de conquête, l'islam politique», a dénoncé l'imam sur [Radio Classique](#). «C'est de la provocation. C'est la même politique qu'à Istanbul, lorsque l'église Sainte-Sophie est devenue une mosquée». Hassen Chalghoumi a ainsi appelé le gouvernement à dissoudre Milî Görüs, dans la lignée des décisions prises

contre d'autres associations accusées de radicalisme et de séparatisme ([Barakacity](#) ou le [CCIF](#)).

L'imam a aussi dénoncé la publication de son numéro de téléphone sur les réseaux sociaux par Milî Görüs, ce qui lui a valu de nombreux appels de menace, a-t-il expliqué. Il s'est également montré parti-

culièrement offensif envers la décision des élus écologistes d'aider au financement de la mosquée : «je n'arrive pas à comprendre comment une ville comme Strasbourg, qui a été touchée dans sa chair par le terrorisme (cinq morts au marché de Noël, le 11 décembre 2018, ndlr), puisse être complice des organisations islamo-politique, des organisations étrangères, des organisations au service d'Erdogan, l'homme qui a menacé la France, l'homme qui a massacré les Kurdes (...). C'est une insulte aux victimes du terrorisme».

Il en a ainsi profité pour dénoncer la complicité de certains élus du pays concernant l'islamisme et le séparatisme, en manquant de fermeté par rapport à la laïcité.

## Triple assassinat des Kurdes à Paris : l'étau se resserre autour des services secrets turcs

Le 9 janvier 2013, trois militantes kurdes sont abattues en plein Paris. L'enquête mettra au jour les liens entre le principal suspect et le MIT, les services secrets turcs. Des récents éléments issus d'une enquête menée en Belgique viennent confirmer cette piste.

Dans la galaxie des crimes inexplicables, il y a ces meurtres sans coupable. Énigmes humaines sur lesquelles les enquêteurs se brisent les dents durant de longues années. Et puis il y a ces autres affaires qui, même si l'auteur a bien été appréhendé, gardent tout leur mystère, des réelles motivations du tueur jusqu'aux identités d'éventuels complices. Comme cet encombrant dossier du triple assassinat de militantes kurdes, trois femmes froidement exécutées en plein cœur de la capitale il y a maintenant huit ans par Ömer Güney, un trentenaire de nationalité turc.

En 2015, il est renvoyé devant la Cour d'Assises spécialement composée pour "assassinat, participation à un groupement formé en vue de la préparation d'actes de terrorisme et tentative d'évasion". Dans son ordonnance de renvoi, la magistrate souligne "les accointances avec le service de renseignement turc (MIT) avec lequel il était en contact". Mais le procès n'aura jamais lieu. Ömer Güney meurt en prison à la fin de l'année 2016 d'une tumeur au cerveau emportant avec lui l'extinction de l'action publique à son égard ainsi que ses secrets.



Aytac Unal / ANADOLU AGENCY / Anadolu Agency via AFP

### "Un dossier explosif pour le pouvoir turc"

Mais les récentes avancées des enquêtes menées en France – l'instruction ayant été rouverte en 2019 – mais également en Belgique pourraient enfin éclaircir les mystères autour de l'identité des commanditaires de cette tuerie. Dans son édition du 14 mars dernier, le JDD a publié des extraits d'un document de la justice belge qui pointe les liens entre Ismail Hakki Musa, ancien ambassadeur de Turquie en France, et une équipe clandestine suspectée de préparer un "attentat potentiellement imminent contre des politiciens kurdes de premier plan en Belgique". Commando qui pourrait également avoir joué un rôle dans l'assassinat des militantes kurdes.

Un document qui vient s'ajouter à une longue liste d'indices pointant tous dans la même direction : les services secrets turcs. "C'est un dossier explosif pour le pouvoir turc, gronde Antoine Comte, l'avocat des familles des militantes assassinées. Nous avons affaire à l'activité illégale des services secrets turcs dans toute l'Europe !"

### Un travail de professionnel

Retour en 2013. Dans la nuit du 9 au 10 janvier, Sakine Cansiz – une des fondatrices du PKK (le Parti des travailleurs du Kurdistan) avec Abdullah Öcalan –, Fidan Dogan et Leyla Saylemez sont retrouvées mortes dans un appartement du 147, rue La Fayette. Elles ont été victimes d'un tueur méthodique. Comme l'indique le rapport

d'expertise à l'époque, "l'hypothèse la plus probable (...) est l'intervention d'une seule personne munie d'une seule et même arme", en l'occurrence un pistolet semi-automatique de calibre 7,65. La scène n'aurait duré qu'"une trentaine de secondes".

Sakine Cansiz a été abattue de trois balles dans la tête, une à l'arrière, deux à la tempe. Fidan Dogan, de quatre balles, dont une tirée à l'intérieur de la bouche, et Leyla Saylemez, de trois balles reçues sur le côté droit du crâne. Les voisins n'ayant rien entendu, les enquêteurs penchent pour l'utilisation d'un silencieux. Durant ce laps de temps de 30 secondes, le tueur a rechargé son arme au moins une fois. Un travail de pro.



## Un mystérieux corbeau

L'entourage des victimes va rapidement mettre les policiers sur la piste d'Ömer Güney. Arrivé dans la région parisienne en 2011, ce jeune homme turc était devenu au fil du temps l'homme à tout faire des dirigeants du PKK en France. Pour se faire adouber, il avait expliqué être dans une démarche de recherche de ses origines kurdes, ce qui aurait provoqué une rupture totale avec sa famille aux idées nationalistes bien trempées. Mais en garde à vue, plusieurs éléments vont faire tiquer les enquêteurs sur le véritable profil de ce "Kurde de cœur."

D'abord lorsqu'il demande d'informer le consulat de Turquie de son arrestation... Un geste impensable pour un membre du PKK. Puis, le 20 janvier, la Préfecture de police de Paris reçoit un mail anonyme qui affirme que *"le meurtrier est Ömer Güney qui vit en France. (...) Il travaille pour le service des renseignements turcs, le MIT"*. Le mystérieux corbeau – les enquêteurs n'arriveront jamais à l'identifier – précise, pour étayer ses accusations, que *"le 18 décembre (un mardi), il est allé en Turquie pendant trois jours. Je pense que lorsqu'il s'y trouvait, il a reçu des ordres pour les tuer [les trois militantes kurdes]"*.

## Le MIT, un service secret très particulier

Dans son livre *Triple assassinat au 147, rue La Fayette*, la journaliste Laure Marchand, (également auteure de l'enquête publiée dans le JDD du 14 mars) raconte que *"celui qui l'a rédigé [le mail] est bien informé. Ömer Güney s'est bien rendu en Turquie entre le 18 et le 20 décembre 2012. Le 20 janvier, lorsque le mail atterrit sur la boîte e-mail de la Préfecture de police, les*

*enquêteurs n'ont pas encore connaissance de ce voyage. Ses allers et retours (...) n'ont pas encore été mentionnés dans les médias turcs"*.

À n'y rien comprendre ? Pas forcément. Comme l'expliquait à *Marianne* un ancien haut responsable de la DGSE lors d'une précédente enquête, *"le MIT est un service très particulier (...) Il y a eu pendant très longtemps trois réseaux qui le structuraient. Les kémalistes, ceux qui se revendiquent des idées d'Atatürk, les gulénistes, soutiens de Fethullah Gülen, et les proches d'Erdogan. De quoi faciliter les fuites pour dézinguer le réseau concurrent en cas de conflit."* Ce qui pourrait expliquer les différentes trouvailles que vont faire les policiers français tout au long de leur enquête.

## Les liens d'Ömer Güney avec le MIT

Comme cet enregistrement audio de neuf minutes publié sur Internet début 2014. Sur cette bande qui a subi de nombreuses coupes, trois hommes évoquent la préparation de plusieurs assassinats de hauts responsables du PKK installés en Europe. L'un d'entre eux reçoit visiblement des instructions. La police scientifique de Lyon, chargée de l'identification vocale, conclut que l'une des voix, celle de l'homme à qui l'on délivre des directives, *"a une très forte similitude"*, avec la voix... d'Ömer Güney.

Deux jours plus tard, une note d'information qui semblerait venir du MIT est publiée sur le Web. Elle a également été envoyée à plusieurs médias turcs. Ce document évoque la présence d'une *"source"* infiltrée dans les rangs kurdes en région parisienne, ainsi que d'un *"légionnaire"*, sur place également. *"Il lui a été ordonné [à la "source"] de*

*préparer contre les personnes de l'organisation préalablement déterminées et ciblées en Europe toute activité d'attaque/de sabotage/d'attentat [...]"*, peut-on lire. L'une des cibles mentionnées n'est autre que Sakine Cansiz, l'une des trois victimes de la tuerie de janvier 2013.

## Un diplomate turc aux manettes de commandos de la mort ?

Et plus les enquêteurs creusent, plus les indices mènent au MIT. En 2014 par exemple, Güney reçoit la visite d'un "ami" venu d'Allemagne alors qu'il est emprisonné. Les écoutes du parloir, sonorisé à la demande des juges, révèlent un projet d'évasion imminent, l'accusé ayant transmis à son visiteur un plan détaillant les besoins nécessaires à l'opération. Ce dernier, interrogé sur cet épisode explique : *"Je devais donner la lettre au MIT (...)"*. Mais la mort de Güney en 2016 anéantit toute chance pour les familles de victimes de voir un jour la vérité judiciaire établie. Sauf que les militants de la cause kurde n'ont pas l'intention de baisser les bras.

En 2017, deux agents d'Ankara en mission dans le nord de l'Irak sont capturés par le PKK. Face caméra, Erhan Pekçetin, les traits légèrement tirés, parle d'une voix calme. Ce cadre du MIT révèle au sujet de l'enregistrement audio de neuf minutes publié sur internet en 2014 que lorsqu'il l'a entendu, *"j'ai compris que l'assassinat avait été planifié et exécuté par Ugur Kaan Ayik, notre chef du département des activités séparatistes"*. À l'époque, les policiers français n'avaient pas su identifier la voix des interlocuteurs de Güney, ce que fait l'espion turc en désignant des dirigeants du MIT. Des noms qui correspondent à ceux en bas de la fameuse note at-

tribuée au MIT.

Un second officier des services secrets turcs, lui aussi capturé lors de l'opération dans le nord irakien, authentifie, là-aussi face caméra, la note en précisant même les postes et les pedigrees des différents signataires. Des témoignages à prendre avec des réserves étant donné les conditions dans lesquels ils ont été recueillis mais qui viennent s'ajouter à un faisceau d'indices particulièrement fourni.

## Un ambassadeur cible du coup militaire

Quant aux informations de la procédure belge dévoilées par le JDD, elles viennent s'ajouter à un tableau judiciaire déjà bien esquissé. Surtout lorsqu'on s'attarde sur la personnalité de l'ex ambassadeur de Turquie en France, Ismail Hakki Musa. Comme le rappelait [Slate](#), dans un portrait qui lui était consacré en 2018, le diplomate était d'abord passé par la case MIT, en tant que numéro 2 de 2012 à 2016. Surtout, il était décrit comme *"à cette caste des "Mon cher" (en français), le surnom par lequel le président Erdogan brocarde les diplomates européanisés et kémalistes qui ont longtemps dominé les Affaires étrangères turques."*

Ismail Hakki Musa confiait d'ailleurs qu'il faisait partie des cibles lors de la tentative de coup militaire contre Recep Tayyip Erdogan en juillet 2016, tentative qui avait vu notamment les bâtiments du MIT attaqués à l'aide d'hélicoptères et de mitrailleuses lourdes. Un CV qui fait dire à une source kurde : *"Cette affaire, qui était vouée à rester inexploquée, pourrait bien à terme déboucher sur la mise en cause direct du pouvoir turc et d'Erdogan"*.



28 mars, 2021  
Par Paul Khalifeh

## Syrie: les forces kurdes tentent de réduire l'influence du groupe EI dans le camp d'al-Hol

Les Forces démocratiques syriennes, dominées par les milices kurdes, ont lancé une vaste opération de ratissage dans le camp d'al-Hol, dans le nord-est de la Syrie, abritant des milliers d'anciens combattants du groupe État islamique et leurs familles. Le but est de rétablir l'ordre et la sécurité dans ce camp où 40 meurtres ont été commis depuis le début de cette année.



Vue du camp d'al-Hol, en Syrie, le 2 de avril de 2019. REUTERS - ALI HASHISHO

Le camp d'al-Hol est un reliquat du califat autoproclamé du groupe État islamique qui a contrôlé entre 2014 et 2019 un territoire s'étendant sur le tiers de l'Irak et la moitié de la Syrie.

Ces tentes, installées à 13 kilomètres de la frontière syro-irakienne, abritent plus de 60 000 personnes, des combat-

tants et des familles du groupe État islamique, en majorité des femmes et des enfants.

Les plus gros contingents sont les Irakiens et les Syriens. Mais il y a aussi 10 000 étrangers de 53 nationalités, dont des Européens.

La densité, la promiscuité, la misère et l'absence d'un encadrement efficace de la part des administrateurs du camp permet au groupe État islamique de transmettre son idéologie aux plus jeunes, préparés à devenir de futurs soldats du califat déchu, selon un rapport de l'ONU publié en février/

Les autorités syriennes affirment qu'une partie des effectifs de Daech dans le désert central de la Bادية sont d'anciens détenus d'al-Hol qui, une fois libérés, sont allés rejoindre les cellules de l'organisation plutôt que de retourner dans leurs villages.

Depuis mars 2019, plus de 5 000 résidents du camp ont été remis en liberté.

**L'opération de ratissage** est mené par 5 000 combattants des Forces démocratiques syriennes, avec le soutien de la coalition internationale dirigée par les États-Unis. Elle a déjà permis d'arrêter une trentaine de suspects.



29 mars 2021  
Tous droits réservés  
Hawar News Agency

## Les forces démocratiques syriennes ratissent le camp de déplacés d'Al-Hol après 40 meurtres

Les forces kurdes en Syrie ont lancé une opération de sécurité dans le camp de déplacés d'Al-Hol qui est frappé par des meurtres en série. Au moins 40 personnes y ont été tuées depuis le début de l'année, dont 16 rien qu'au mois de mars, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). Parmi les victimes, deux enfants et plusieurs femmes.

"Poudrière djihadiste" selon des observateurs, le camp d'Al-Hol est situé dans le nord-est de la Syrie. Il accueille des familles syriennes, irakiennes mais aussi d'Europe ou d'Asie: au total 62 000 personnes dont environ 90 % de femmes et d'enfants.

Les Forces démocratiques syriennes ont déclaré qu'elles menaient ce raid contre les

partisans du groupe État islamique, qu'elles accusent d'être responsables des derniers assassinats. Cette opération durera au moins 10 jours, selon un responsable, et bénéficie du soutien de la coalition internationale anti-djihadistes emmenée par Washington.

Lancée dimanche matin, l'opération a déjà donné lieu à l'arrestation d'une trentaine

d'hommes et de femmes soupçonnés de soutenir le groupe terroriste État islamique. Environ 5 000 agents de sécurité ont été déployés dans le camp pour "protéger les résidents" pendant l'opération selon les forces de démocratiques syriennes.

**Dernier vestige du groupe État islamique ?**

Fer de lance de la lutte anti-État islamique en Syrie, les FDS avaient annoncé le 23 mars 2019 la chute du "califat" de Daech, avec la conquête de l'ultime bastion de Baghouz.

Si le groupe djihadiste a depuis renoué avec la clandestinité, il continue de revendiquer des attentats sanglants en Syrie, en Afrique de l'Ouest ou encore en Afghanistan.

Quelque 11 000 djihadistes sont détenus dans les prisons kurdes en Syrie, selon l'ONU tandis que femmes et enfants sont retenus dans des camps, que certains considèrent comme des bombes à retardement.



"Certains détenus perçoivent Al-Hol comme le dernier vestige du califat", soulignait en février un rapport onusien.

"Des cas de radicalisation, de formation, de collecte de fonds et d'incitation à des opérations extérieures ont été signalés",

ajoutait le rapport. "Certains mineurs seraient endoctrinés et préparés pour devenir de futurs combattants" du groupe État islamique.

**Les autorités kurdes réclament le rapatriement des femmes et des enfants. Ce-**

**pendant, la plupart des pays, notamment européens, rechignent à reprendre leurs citoyens. Certains, dont la France, ont rapatrié un nombre limité d'orphelins.**

"Le danger de Daech ça reste les milliers de détenus et les milliers de familles dans les camps d'Al-Hol et de Roj, qui gardent l'idéologie extrémiste", ont averti mardi les Forces démocratiques syrienne qui déplorent "le manque d'action" internationale.

Au total, quelque 43 000 étrangers sont retenus par les Kurdes dans le nord-est de la Syrie, selon Human Rights Watch (HRW).



March 29, 2021

## Majority of Turkey's Kurds against pro-Kurdish HDP closure - survey

A majority Turkey's Kurdish citizens are against the recent attempts to shut down the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP), [Bianet news site reported](#) on Monday, citing new survey data collected by the Diyarbakir-based Socio-Political Field Research Center.

According to the survey, 71.8 percent of Kurds disapproved of the decision to close the HDP and another 33.5 percent considered the removal of HDP deputy Ömer Faruk Gergerlioğlu from the parliament as a "coup against the political will".

The survey was conducted in 11 provinces in in-person interviews held in 1,020 homes between March 18 and March 21.

On March 17, Turkey's top prosecutor submitted an indict-

ment for the closure of the HDP to the country's Constitutional Court, accusing the second largest opposition party of links to the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). On that same day, Gergerlioğlu was stripped of his parliamentary immunity after being convicted on charges of spreading terror propaganda for a Twitter post made in 2016.

The PKK is considered a terrorist group by Turkey, the European Union and the United States. It has waged a violent insurgency against the Turkish state for Kurdish autonomy since 1984.

Among those surveyed, views on the closure case against the HDP were decidedly partisan, but many shared a negative stance on it. Thirty percent of the AKP voters, 67.3 percent of the CHP voters, 94.6 percent of the HDP voters, 18.5 of the

MHP voters and 59.4 of the Good Party (İYİP) voters and viewed the closure case negatively.

The results were similarly partisan in the case against Gergerlioğlu. Fifty four and 63 percent of the surveyed AKP and MHP voters, respectively, described the case as "the mandatory result of the legal process". Meanwhile, 43.1 and 36.4 percent of HDP and CHP voters respectively saw the case as a "coup against the will of the people."

Kurdish voters in general expressed a deep distrust in Turkish politics, especially HDP voters. Voters across the Turkish political spectrum, including some supporters of the ruling Justice and Development Party (AKP) and Nationalist Movement Party (MHP), were found to be distrustful of politics.

Voters across parties also found the decision to shut down the HDP to be a negative development for Turkey. They shared the view that this was indicative of a dysfunctional form of politics, especially in parliament, which only contributes to economic pessimism.

Surveyed Turks were also asked what they think the opposition should do as the HDP faces the prospect of closing. Forty four percent of AKP and 50 percent of MHP voters said that the results of the case should be respected while 38.2 percent of CHP and 60.4 percent of HDP voters said the opposition should stand in solidarity with the HDP.

İYİP voters were more divided with 37.8 percent saying the judgement should be respected and 32.4 percent suggesting the party stand with the HDP in solidarity.



Kurdistan au féminin 29 mars 2021

## SYRIE. Le commandant des forces arabo-kurdes appelle au rapatriement des membres de l'EI

**SYRIE / ROJAVA** – Mazlum Abdi, Commandant en chef des Forces Démocratiques Syriennes (FDS), a déclaré que la campagne entreprise dans le camp d'al-Hol est à la fois humanitaire et sécuritaire, renouvelant l'appel aux pays

étrangers à rapatrier leurs ressortissants affiliés au groupe État Islamique (EI).

Mazlum Abdi, a publié un tweet sur l'opération humanitaire et de sécurité menée à l'intérieur du camp d'al-Hol où vivent des

familles de l'EI, à environ 45 km à l'est d'Hasaka: »Nos forces ont lancé une opération humanitaire et sécuritaire à al-Hol pour arrêter les criminels de DAECH et protéger les civils. Nous renouvelons notre appel aux pays étrangers pour

*qu'ils reprennent leurs citoyens et apportent plus de soutien humanitaire à al-Hol afin d'améliorer les conditions et la stabilité dans le camp. »*

ANHA

Kurdistan au féminin 29 mars 2021

## Un réfugié kurde met fin à ses jours dans un camp grec

**GRECE** – Le réfugié kurde Ibrahim Ergün a mis fin à ses jours pour protester contre les conditions de détention dans le centre de détention de réfugiés de Corinthe, en Grèce.

Ibrahim Ergün, un réfugié de 24 ans, était détenu au centre de détention de Korinth depuis 17 mois. L'audience du 28 mars a décidé de la poursuite de la détention du réfugié. Le réfugié kurde se serait suicidé pour protester contre cette décision.



Après la tragédie, des manifestations ont commencé dans le cen-

tre de détention. Certaines parties du centre ont été incendiées.

Le journaliste Çağdaş Kaplan a déclaré sur Twitter : «Après l'autopsie, le corps d'Ergün sera envoyé dans sa ville natale de Muş. Le Centre culturel kurde d'Athènes et les groupes antiracistes tiendront un communiqué de presse devant le parlement grec lundi à 18 heures. Les politiques anti-réfugiés du gouvernement seront contestées. »

ANF



March 29, 2021  
By Hiwa Shilani

## Rocket attack targets Kurdish Peshmerga forces on Kirkuk-Erbil border

**ERBIL (Kurdistan 24)** –

Unknown forces fired at least three rockets on Monday that landed near Peshmerga forces stationed along the borders of the Kurdistan Region's Erbil and Iraq's disputed province of Kirkuk.

A security source told Kurdistan 24 that "unidentified people fired at least 3 Katyusha rockets at the Peshmerga forces stationed in the Sherawa area near the town of Perdi (Altun-Kopri), on the borders of Kirkuk and Erbil."

"Initial findings indicate that

there were no casualties among the Peshmerga forces, who are on alert and monitoring the situation while security authorities are working to determine the location of the launching sites."

No group has yet claimed responsibility for the attack.

Similar incidents in which rockets struck multiple areas in Iraq and the Kurdistan Region in recent months are widely seen as having been carried out by armed groups affiliated to Iranian-backed militias of Iraq's Popular Mobilization Forces (PMF).

## Yézidis d'Irak : se reconstruire après Daech

L'association Yahad-In Unum, fondée par un prêtre français, accompagne des yézidis rescapés des crimes de Daech. Dans le camp de personnes déplacées de Kadia, « La Croix » a rencontré d'anciens « lionceaux du califat » qui tentent de se reconstruire.

Le garçon a beau n'avoir que 15 ans, son regard est indiciblement fatigué. Est-ce parce qu'il a trop raconté son histoire qu'elle ne semble plus susciter en lui la moindre émotion ? Ou serait-ce le traumatisme subi ? Assis les mains jointes sur une chaise en plastique, entouré de camarades aux parcours proches du sien, Hazim répond – en kurde – aux questions qu'on lui pose.

C'est dans cet étroit préfabriqué que le psychologue Naif Jirdo, aussi présent pour l'entretien, le reçoit régulièrement en consultation. « *Hazim va mieux, mais il revient de loin* », nous glissera le professionnel un peu plus tard, une fois le jeune yézidi ressorti pour suivre distraitemment le match de volley qui égaie la matinée des enfants du camp de déplacés de Kadia, près de Zakho. Ces reliefs rigoureux du nord de l'Irak, aux confins de la Turquie et de la Syrie, leur servent de refuge – avec ce qui reste de leurs familles – depuis la fin de leur captivité dans les rangs de Daech. Pour Hazim, celle-ci fut particulièrement longue : cinq ans.

« *Quand j'ai été enlevé par Daech, j'avais 8 ans...* » Jusqu'à l'été 2014 qui le vit brutalement quitter l'enfance, ce brun aux cheveux ondulés vivait avec sa famille dans un village des monts du Sindjar, non loin de Tall Afar. Sur un autre massif du nord de l'Irak, en somme, à moins de 150 kilomètres au sud des baraquements de taules et de bâches claires où il habite désormais,

au milieu d'environ 10 000 déplacés.



Le camp de Kadia, situé dans le nord de l'Irak, aux frontières avec la Syrie et la Turquie. Enno Lenze

Mais sa vie d'avant, dans un paysage parsemé de mausolées yézidis aux dômes coniques élancés vers le ciel, Hazim – est-ce son vrai prénom ? – dit l'avoir oubliée. Ce dont il se souvient, c'est la séparation d'avec les siens, après qu'ils ont été emmenés ensemble jusqu'à la lointaine Rakka, ancienne « capitale » syrienne du califat. L'enfant de-

viendra bientôt la propriété de la famille d'un cadre de Daech, avant de passer de main en

main entre la Syrie et l'Irak pour être finalement racheté par un de ses proches parents en 2019.

« **Au bout de deux ans, je savais bien tirer** »

Esclaves. Tel fut le sort que « l'État islamique » réserva aux jeunes yézidis du Sindjar, minorité kurdophone pratiquant



De jeunes yézidis suivant un cours d'anglais. / Enno Lenze

un monothéisme dont les racines remontent à la Perse antique et que les djihadistes considéraient comme des « *adorateurs du diable* ». Premiers dans l'échelle de la mécréance – devant les chrétiens, qui étaient au moins des « *gens du Livre* » –, les yézidis virent leurs familles dépecées sitôt leurs villages tombés aux mains de l'organisation terroriste.

Les hommes et les femmes âgées étaient alors tués, les femmes plus jeunes vendues comme esclaves sexuelles, et les garçons prépubères (on le vérifiait à l'absence de poils sous les bras), comme Hazim, devenaient des « *lionceaux du califat* », les enfants-soldats de Daech. « *Au bout de deux ans, je savais bien tirer* », reconnaît celui qui revenait dormir chez ses maîtres entre les journées d'entraînement. « *Au début, je ne voulais pas apprendre à me battre, mais on nous obligeait en nous frappant.* »

Comment revient-on d'un endoctrinement théologique et militaire visant à façonner de futurs djihadistes en rupture avec la réalité et insensibles à la souffrance d'autrui ? Telle est l'épineuse question à laquelle tente de répondre l'association Yahad-In Unum (« ensemble » en hébreu, « en un » en latin), présente depuis 2017 à Kadia et dans trois autres des dix-neuf camps de déplacés du Kurdistan irakien.

**Une aide pour se réapproprier leur identité**

« *Notre objectif est d'aider ces*

jeunes yézidis à se réapproprier leur identité – notamment leur langue maternelle, qu'ils ont souvent oubliée – mais aussi à se resocialiser – en favorisant par exemple la mixité –, et enfin de leur ouvrir un avenir par l'apprentissage d'un métier – comme la couture ou la coiffure », résume le père Patrick Desbois, prêtre français et président fondateur de cette association créée en 2004. Après une décennie d'enquête sur les crimes nazis en Europe de l'Est, Yahad-In Unum a élargi son expertise à d'autres crimes de masse, dont ceux commis par Daech sur les yézidis, après que le père Desbois en a reçu la conviction dans la prière à Pâques 2015.

Les sept salariés de l'association pour le camp de Kadia (éducateurs, enseignants, psychologue, etc.) le savent bien, « quitter Daech prend du temps ». Face à des jeunes souvent traumatisés (1), en proie à des troubles du comportement, des terreurs nocturnes, voire des tendances suicidaires, les encadrants – eux-mêmes des yézidis du camp – doivent s'armer de patience... et de délicatesse.

« Quand j'écoute leurs jeux, je surprends parfois un enfant en train d'imiter un "émir" de Daech, demander aux autres de faire le guet ou de nettoyer les kalachnikovs », raconte Nadia Zedo Khalaf. Après être intervenue dans le jeu pour en



De jeunes yézidis dans l'enceinte du camp de Kadia. / Enno Lenze

changer discrètement l'orientation, la nanny rapporte l'incident au psychologue, Naif Jirdo. Celui-ci reçoit alors l'enfant concerné dans le préfabriqué qui lui sert de cabinet, individuellement ou en groupe. « Au début, certains ne veulent même pas me parler, car je suis yézidi, et donc un "mécréant"... Mais voir leurs copains venir ici les aide peu à peu à prendre confiance. »

#### Baptisé pour la deuxième fois

Tout l'enjeu est alors de réconcilier ces jeunes avec leur propre identité. « Hazim, que vous avez rencontré tout à l'heure, se dit à nouveau yézidi aujourd'hui !, se réjouit le professionnel. Pourtant, au début, il se cachait pour faire ses prières musulmanes... »

Ce « retour » spirituel fut dûment célébré il y a quelques mois à **Lalech**, à une centaine

de kilomètres du camp : Hazim fut alors plongé pour la deuxième fois de sa vie dans la source sacrée de cet important temple yézidi. Si les fidèles ne sont d'ordinaire baptisés qu'une fois – toujours à Lalech –, les personnes violentées ou islamisées de force ont droit à un second passage sous ses eaux claires.

Ce jour-là, Hazim était accompagné de sa mère, retrouvée miraculeusement à l'issue de sa captivité. Beaucoup de jeunes de son âge n'ont eu pas cette chance : environ 2 600 femmes yézidies seraient toujours introuvables, détenues dans les dernières poches contrôlées par Daech en Irak ou en Syrie, ou bien disparues, enfouies dans des charniers qui sont loin d'avoir tous été ouverts (cela a été le cas pour 16 d'entre eux, sur 73 sites suspectés).

#### Le camp de Kadia, plus sûr que leur région d'origine

Si, selon plusieurs spécialistes interrogés, être orphelin est « un handicap de plus » pour se reconstruire psychologiquement après de telles violences, entreprendre ce travail dans la précarité et l'instabilité d'un camp de déplacés ne leur semble pas non plus optimal. « Mais a-t-on seulement le choix, si les survivants vivent encore ici ? » rétorquent les cadres de Yahad-In Unum, ajoutant que, après l'engouement mondial de 2015-2016, de nombreuses ONG alors présentes dans le camp ont désormais quitté les lieux.

Rares sont encore les yézidis à avoir regagné leur région du Sindjar, dévastée et devenue le théâtre d'affrontements entre groupes armés rivaux (milices chiites, peshmergas kurdes, guérilla kurde du PKK, etc.). En 2019, une cinquantaine de familles du camp avaient voulu y retourner mais, ne s'y sentant pas en sécurité, étaient revenues à Kadia.

Alors beaucoup rêvent d'Europe, sans avoir les moyens d'un tel voyage. C'est le cas de Nadia Zedo Khalaf, même si elle se dit attachée à son travail de nanny pour Yahad-In Unum. « On va sans doute rester ici encore plusieurs années », prévoit-elle, résignée. Sa vie ne s'est pas interrompue pour autant, dans l'enceinte de ce camp où elle vit depuis 2014 : il y a quatre ans, elle y donnait naissance à son premier enfant.

#### Yézidisme, une religion menacée

**Le yézidisme est un monothéisme très ancien** dont les croyances se rapprochent du zoroastrisme (religion de la Perse antique pratiquant le culte du feu). Il est présent dans le nord de l'Irak, le sud-est de la Turquie, le nord de la Syrie, l'ouest de l'Iran, en Arménie et en Géorgie.

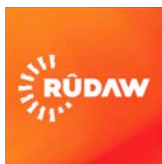
**Cette religion s'est beaucoup développée à partir du XIII<sup>e</sup> siècle** au sein des clans kurdes, suscitant la méfiance des musulmans. Les yézidis disent avoir été 73 fois victimes de persécutions au cours de leur histoire. Ils ont notamment été frappés par les politiques d'assimilation sous Saddam Hussein.

**Le 3 août 2014**, Daech s'est emparé des villages yézidis des monts Sindjar. Considérés comme des « adorateurs du diable », ils ont été tués, forcés à la conversion ou réduits en esclavage. L'ONU a évoqué ces crimes comme un génocide en 2016.

**On recensait environ 500 000 yézidis en Irak** avant les crimes de Daech. Depuis, toute estimation est impossible. En dehors de ce pays, l'Allemagne est désormais le premier foyer yézidi au monde. Les yézidis disposent toutefois de peu d'appuis politiques au niveau international.

(1) L'association accompagne aussi des femmes ayant été esclaves sexuelles.





March 29, 2021  
By Dilan Sirwan

## Radio Yerevan: Veteran Kurdish presenter dies at 83

ERBIL, Kurdistan Region

Armenian-Kurdish radio personality Kereme Seyad has died at the age of 83, leaving behind more than half a century worth of service to art and culture as presenter at the Kurdish section of Radio Yerevan.

Seyad was born in 1938 in Talin, a town in Armenia, to Kurdish refugees originally from the province of Kars, once part of Armenia and now a province in northeastern Turkey.

In 1960, he was invited to work at the Kurdish section of Radio Yerevan by Xelil Muradov, head of the station's Kurdish section at the time.

Seyad worked at the station for 55 years, as a presenter and then as head of the station. While he worked at the station, around 2,000 Kurdish songs were recorded at Radio Yerevan's studio and broadcast to Kurds in Armenia and the Middle East.

Prominent Kurdish artists whose songs were played and recorded at Radio Yerevan's studio include **Aram Tigran**, **Karapate Xaco**, and **Egide Cimo**.

Masoud Barzani, the former President of the Kurdistan Region said Seyad "worked tirelessly in order to develop the Kurdish language and literature" in a statement released Sunday.

"He led Radio Yerevan and played a great role in spreading Kurdish language and lexicon to Armenia and Soviet countries," Barzani **said**.



An undated, recent photo of Kereme Seyad (left), and Seyad with the station's team in 1989. Photos: Radio Yerevan archive

"His effort serves as a model for every patriotic Kurd," he added.

Radio Yerevan began broadcasting in Kurdish five years before Seyad's arrival. The first Kurdish words aired were "Yêr-êvan xeber dide", Yerevan speaks – still one of the station's most well-known phrases. The station connected Kurds at a time where the Kurdish language was threatened and frowned upon by oppressive regimes.

Renowned Kurdish singer Mazhar Xalqi told Rudaw English of his experience with the station.

"As a young boy, my two favorite radios were Yerevan and Baghdad," Xalqi said. "I would listen to them a lot and they shaped my youth."

"Even after the fall of the Soviet Union, I visited them once and

met with the staff."

Seyad's son Tital **told** Armenian news outlet EVN Report in 2019 that Turkey's pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) MP Osman Baydemir said "he had two mothers; one was his biological mother, and the second was Radio Yerevan" when he visited the station.

"That's where he learned his language and got to hear Kurdish songs when it was prohibited in Turkey," Tital said of Baydemir.

Miraze Cemal, a longtime friend of Seyad and second in command at Riya Teze newspaper where Seyad's son is editor in chief, told Rudaw English that Seyad made Kurdish the only language spoken at his family's home – "even though all his neighbors were non-Kurds."

While the Soviet Union dis-

solved and Armenia struggled economically, Seyad brought Tital and his daughter Leyle to work at the Kurdish section of Radio Yerevan to help prevent the station from closing down.

"The Soviet Union had dissolved and the Armenian government was not supporting the station anymore. While everyone else left, Kerem and his family kept the station alive," Cemal said.

"Former president [of Armenia] Robert Kocharyan gave Kerem an honorary medal for 50 years of service at the time," he added.

"Today we hold a ceremony to say our farewells, and we will bury him tomorrow in the village he was born," Tital told Rudaw's Hevidar Zana on Monday.

Kurdistan au féminin 30 mars, 2021

## SYRIE. Plus de 53 membres de l'Etat islamique arrêtés dans le camp al-Hol

SYRIE / ROJAVA – Les forces arabo-kurdes déclarent avoir arrêté 53 membres de l'Etat islamique au cours de 3 jours de recherches menées dans le camp al-Hol abritant des dizaines de milliers de membres de DAECH / ISIS.

Les forces de sécurité du camp d'al-Hol ont lancé une opération de sécurité dans le camp qui a connu une vague de meurtres sans précédent depuis le début de l'année et où des femmes radicalisées cohabitent avec des réfugiés.

Selon le bilan de 3 jours de l'opération Hol Camp menée par les forces de sécurité intérieure, 53 mercenaires de l'Etat islamique ont été arrêtés. L'opération devrait durer une dizaine de jours.

Les forces de sécurité intérieure du nord et de l'est de la Syrie ont fait une déclaration à la presse le troisième jour de l'«opération humanitaire et de sécurité» lancée le 28 mars. La déclaration a été lue par le porte-parole des Forces de sécurité intérieure, Elî El-



Hasen. Le porte-parole des Forces démocratiques syriennes (FDS) Gabriel Kino, le porte-parole des Unités de défense du peuple (YPG) Nuri Mehmud et la membre du commandement général de l'Assemblée de la région de Jazira, Ewinar Derîk, ont assisté à la déclaration à la presse.

Le communiqué indique: « Plus de 5 000 de nos membres travaillent avec un esprit de responsabilité pour assurer la sécurité et la stabilité de tous les résidents du camp, en particulier les enfants, et pour les sauver du danger des idées terroristes. »

### Nous agissons selon les critères des droits de l'homme

Le communiqué a ajouté: « Cette opération a été lancée par nos forces, sur la base de notre responsabilité humanitaire, juridique et morale, le 28 mars. L'opération est menée conjointement avec les forces des FDS et des YPG / YPJ. L'opération a été lancée après que de nombreux citoyens restant dans le camp aient été tués et harcelés par des cellules secrètes de mercenaires de l'Etat islamique, ainsi que les tentatives des mercenaires de répandre des idées terroristes et extrémistes parmi les jeunes enfants. »

### 5 chefs de cellule et 53 mercenaires détenus

« Deux jours après le début de l'opération, nous soulignons notre engagement envers les droits de l'homme et les traités internationaux qui protègent les droits de l'homme. Nos forces agissent selon des critères humanitaires en opération. Au cours des deux derniers jours et jusqu'à présent, 53 membres de l'Etat islamique, dont 5 chefs de cellule, qui ont commis des actes de terrorisme et de violence dans le camp, ont été arrêtés. Dans le même temps, de nombreux téléphones portables et ordinateurs contenant des informations sur les cellules des terroristes ont également été saisis.

En tant que Forces de sécurité intérieure, nous déclarons que nous continuerons l'opération jusqu'à ce que tous les terroristes du camp soient capturés. Nous notons que « l'Opération humanitaire et de sécurité » se poursuit sans aucun obstacle ni problème. »

ANF

The  
New York  
Times

30 April 2021  
By Azadeh Moaveni  
Sussan Tahmasebi

## The Middle-Class Women of Iran Are Disappearing

A few weeks after the Trump administration withdrew from the Iran nuclear deal in May 2018, Secretary of State Mike Pompeo condemned "brutal men of the regime" in Tehran for oppressing Iranian women who were demanding their rights.

"As human beings with inherent dignity and inalienable rights, the women of Iran deserve the same freedoms that the men of Iran possess," Mr. Pompeo said.

But the Trump administration then dealt a tremendous blow

to Iranian women by reimposing sanctions on Iran, restricting oil sales and access to the global banking system, and pushing the economy into a deep recession.

Since the spring of 2018, the Iranian rial has lost 68 percent

of its value. In March 2020, inflation hit around 41 percent; today it hovers around 30 percent. In the same period, the gross domestic product shrank by 6.5 percent, and unemployment stood at 10.8 percent. The sanctions scuppered one of the nuclear

deal's key dividends: the foreign investment and job creation that was set to accompany the opening of Iran's markets to the world.

The **decimation of Iran's economy** is unfolding in the lives of the very constituency that has been working for reform and liberalization, and in whose name Mr. Pompeo and other leading American officials speak: middle-class Iranian women. The slump is tearing away at their fragile gains in employment, upper management positions and leadership roles in the arts and higher education, while reducing their capacity to seek legal reforms and protections.

When the sanctions hit, Mahsa Mohammadi, a 45-year-old editor and language teacher in Tehran, was saving to pay for a graduate degree in education at a university in Istanbul. Her rent in Tehran doubled because of inflation, and she was forced to move with her young son to a small city with no cultural life.

Inflation continued rising; the rents doubled again. Ms. Mohammadi lost most of her income from English tutoring. No one could afford language classes anymore. She could then no longer afford even the small city. She moved to a cheaper, conservative hamlet near the Caspian Sea where people look down on divorced mothers. Studying abroad is now an increasingly elusive dream.

"All our demands and hopes have whittled away," she said. "The pressure is unbearable."

As the Biden administration explores re-engaging with Iran, some of those who oppose an American return to the nuclear deal, even as a basis for negotiating an expanded agreement, are also **vocal** in their support of Iranian women's rights. In Congress, the argument that women's rights should inform U.S. policy has particular traction. Yet



The economic slump in Iran after the reimposition of sanctions by the Trump administration is tearing away at the fragile gains Iranian women had made in employment and education. Credit Arash Khamooshi for The New York Times

members of Congress have on occasion spoken at **events organized by the Mujahedin-e Khalq**, a controversial Iranian opposition group that has **hardly been a champion** for women's rights, even those of its own female members.

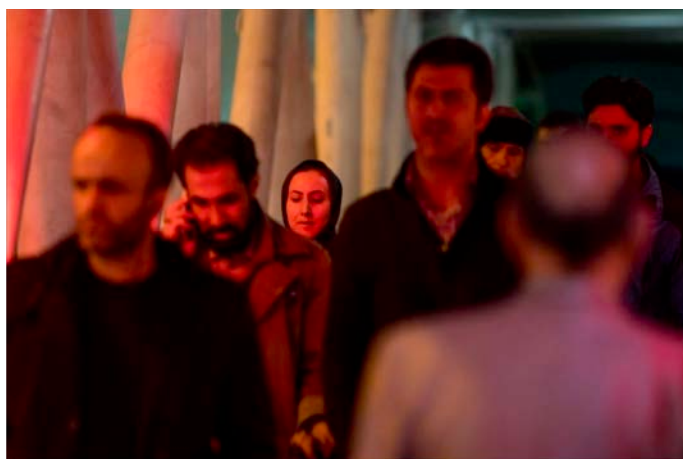
For many women in Iran, hard-line American arguments for regime change and perpetual pressure fail to capture the complexities they have to grapple with. Cries to support human rights from champions of sanctions sound hollow when those sanctions dismantle a country's economy and the livelihood of its people.

The Biden administration should acknowledge this reality as it battles domestic and congressional ambivalence toward

renewed diplomacy with Iran.

Iranian women have been agitating for more rights and democracy for decades, and their triumphs against the establishment's most doctrinaire restrictions have been led by middle-class activists. Often viewed as the primary engine of social change, middle-class women have seen their lives and hopes crushed by the Trump administration's sanctions, and it is hard to see what the United States gains by this devastation.

Today, the "middle-class woman" in Iran is a disappearing category. Although women **outnumber** men in university enrollment, they often graduate to find that employers prefer to hire men.



Iranian women outnumber men in university enrollment but they often graduate to find that employers prefer to hire men. Credit Arash Khamooshi for The New York Times

Women's employment rates had **increased** in recent years, despite these barriers, but the layered shock to the Iranian economy from sanctions and Covid-19 has made them lose ground disproportionately.

From March to September 2020, with the coronavirus pandemic raging, men lost 637,000 jobs while women, whose work force participation is a mere 17.5 percent, **lost** 717,000. As Iranians resumed work in the fall, the job losses by men were reversed, while women's employment rates continued to **decline**.

While lost aspiration is hard to measure with data points, women's lagging production and representation in a number of sectors, including a cultural sphere dominated by men, has worsened since Mr. Trump's "maximum pressure" campaign.

A case in point is a publisher in Tehran who specializes in historical nonfiction. One of her more successful releases recently was a book titled "The Etiquette of Disciplining Men," originally written in the late 19th century by an unknown woman. (This book was a rejoinder to an anonymously written patriarchal treatise called "Disciplining Women.") In the past two years, the publisher's list has shrunk every season, and she has halved every book's first print run.

The cost of paper has always bedeviled Iranian publishers, but sanctions-fueled inflation has **pushed** prices up and limited stock. The publisher has stopped using sparkly paper for the covers to control prices, but still fewer people are buying books. "People are moving closer to the poverty line, they're spending on meat and diapers," said the publisher, who asked not to be identified. "We're trying to lower prices, but we also can't give books out for free."

During President Hassan Rou-



hani's tenure, the state censors had been granting publishing permits more **liberally**. Many of these books were translated by female translators working from home. Some translators, who could once earn \$700 to \$3,000 per book and produced two books a year, now have no orders at all.

Even in movies, the one industry that has flourished in Iran whatever the national currents, women are now faring poorly. Independent female filmmakers have long struggled to cobble together financing and to get approval from state censors for their work, especially when it deals with social taboos and legal injustices. Many of them relied on European cultural institutions for financing.

"These days, even if they manage to get official permission, sanctions block the transfer of funds from abroad," explained Fery Malek-Madani, a curator and filmmaker whose 2018 film, "The Girls," is a journey through girls' primary-school classrooms across Iran.

The isolation of Iran's movie industry has forced filmmakers to reorient themselves around national television broadcasters. These networks churn out ideological products in line with the state's unenlightened gender norms, with women cast in subservient roles and deferential to men, their guardians and protectors. Some even promote child marriage and polygamy, practices that are rejected by the **majority** of Iranians.

Amid the intensified conflict with the United States, Iran's security establishment has emerged as a major producer of blockbuster television and film centering on the prowess



U.S. sanctions and Covid-19 sent women's employment rates tumbling in Iran. Credit Arash Khamooshi for The New York Times

of the Revolutionary Guards and its intelligence services. Iran is awash in sophisticated domestic versions of "Homeland," and deprived of the self-interrogating, subversive cinema that once allowed society to have a public conversation with itself about gender, culture, marriage and power.

The economic downturn has caused a generational shock to women's lives and political prospects. Fatemeh, who works with survivors of domestic violence, explained that disappearing incomes and rising

expenditures have pushed women back into abusive living conditions. Fatemeh, who asked to be identified by her given name, also said that many of her young and single colleagues who had persuaded their families to let them live independently, have been forced to move back home by shrinking, unstable incomes and soaring rents.

Trying to stem their slide into poverty, Iranian women can't pay the same attention to advancing legal rights and deeper political change. "Activ-



Iran claims to have manufactured its own coronavirus vaccine and named it "Fakhra" after Mohsen Fakhrizadeh, the nuclear scientist, who was assassinated near Tehran in November. Credit...Arash Khamooshi for The New York Times

ists are struggling to survive," explained Shiva Nazarahari, a prominent activist, who left Iran two years ago. "If they do end up with a bit of time at the end of the day for their activism, they are often too exhausted and preoccupied with economic survival to be effective."

In recent years, authoritarian forces in Iran that are keen to suppress civil society through arrests and intimidation have become stronger. And the Trump administration's tainting embrace of Iranian women's rights has also cast greater suspicion on women's activism. Hoda Amid, a lawyer, was sentenced to **eight years in prison** for conducting a workshop on the rights of women in marriage. Ms. Nazarahari notes such sentences have become far worse than they tended to be in the past.

With Washington and Tehran caught in a diplomatic standoff, the Iranian people await relief. A sequestered and choked off Iran is functioning effectively as a state at war, dimming the prospects for its women.

"The pressure on women, on the middle class, is utterly oppressive. I just don't find the justifications for sanctions at all persuasive, certainly not from a feminist perspective," said Faezeh Tavakoli, a historian with the Institute of Humanities and Cultural Studies in Tehran. "You can't tell people, 'Starve and then seek freedom.'"

Azadeh Moaveni directs the Gender and Conflict Project at the International Crisis Group and is the author, most recently, of "Guest House for Young Widows: Among the Women of ISIS." Sussan Tahmasebi is the founder of FEMENA and an Iranian women's rights activist.